

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

---

*Séance du mercredi, le 22 avril 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt de documents et de projets de loi.—Interpellations et réponses.—Décision de M. le président sur la forme d'une interpellation.—Proposition de M. Nantel relative à une demande de subvention pour le chemin de fer Montréal et Ouest : MM. Nantel, Faucher de Saint Maurice, Asselin, Richard, Duhamel, Flynn, Martel, Beaubien, Garneau, Deschênes, Gagnon, Ca-avant, St-Hilaire, McShane, Gauthier, Carbray, Poulin, Marcotte et Lavallée.—Proposition de M. Poulin relative aux difficultés qui ont eu lieu concernant la ligne de division entre le canton de Farnham et la seigneurie de St-Hyacinthe. —Proposition de M. Leblanc à propos d'un cours d'eau dans le comté de Laval qui a été barré par la construction du chemin de fer Q. M. O. & O.—Projet de loi relatif à la santé publique : MM. Duhamel, Rinfret, Blanchet, Garneau, Mercier, Asselin, Martel et Boyer.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

L'honorable M. **Blanchet** *député de Beauce, secrétaire de la province.*  
—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre :

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 30 mars 1885, demandant un état, par ordre alphabétique des districts, des termes de la cour supérieure, en donnant, pour chaque district, le lieu où ces termes se tiennent, leur date et l'autorité sous laquelle ils ont été fixés.

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 30 mars 1885, demandant un état, par ordre alphabétique des districts, des termes de la cour de circuit, en donnant, pour chaque district, les lieux où ces termes se tiennent, leur date et l'autorité sous laquelle ils ont été fixés.

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 30 mars 1885, demandant un état, par ordre alphabétique des districts, des termes de la cour du banc de la reine, en donnant, pour chaque district, le lieu où ces termes se tiennent, leur date et l'autorité sous laquelle ils ont été fixés.

### LA SANTÉ PUBLIQUE.

M. **Duhamel** *député d'Ottawa.*—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi concernant la santé publique.

M. le président. il y a quelque temps une députation composée de

médecins de la province et de maires de villes et de municipalités s'est réunie pour voir à prendre des mesures pour se protéger contre les atteintes du choléra qui menace d'envahir le pays l'été prochain. Le gouvernement a cru qu'il était trop tard pour mûrir une mesure à cet effet. On avait ensuite décidé de prendre la loi actuelle en y introduisant les clauses contenues dans notre statut refondu. Mais comme l'application de cette loi entraînera une dépense de deniers publics, je demande au gouvernement de bien vouloir mettre un crédit dans le budget pour couvrir les dépenses qui seront faites.

C'est une question très importante et j'espère qu'il ne repoussera pas ma demande. D'un autre côté on est généralement d'opinion que la loi existante suffit, je crois qu'il est inutile de procéder plus loin avec ce projet de loi. Si je l'ai présenté, ça été simplement pour me donner occasion de faire publiquement la demande de crédit que j'ai formulée, et pour avoir de la Chambre une expression d'opinion sur une aussi grave question.

**M. Rinfret dit Malouin**—*député de Québec-centre*.—M. le président, j'espère que le gouvernement ne refusera pas la demande qui lui est faite, et qu'il fera des efforts auprès des autorités fédérales pour appliquer rigoureusement les règlements de quarantaine sur les navires venant des ports infestés. De cette manière je crois que nous serons efficacement protégés contre ce terrible fléau.

L'honorable **M. Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—M. le président, j'ai étudié la question avec soin depuis quelque temps, et le même sujet a été discutée devant le parlement fédéral sur l'initiative de M. Amyot. Je suis d'opinion que les dispositions du statut refondu suffisent à rencontrer tous les besoins.

L'honorable **M. Garneau**—*député de Québec*.—M. le président, la loi est bonne mais le malheur c'est qu'elle n'est pas appliquée comme elle devrait l'être. ❀

Les vaisseaux doivent avoir un médecin à leur bord, et nous avons une station de quarantaine à dix lieues de Québec. Maintenant, je crois que les médecins visiteurs de la rade ne devraient pas permettre aux navires d'entrer dans le port avec leurs malades. Rendus ici, les malades sont transportés à l'hôpital dans une voiture de place, et une heure après cette même voiture peut transporter une autre personne en bonne santé et lui faire contracter la maladie. Ce sont des dangers que l'on pourrait faire disparaître.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe*.—Les remarques de l'honorable député de Québec sont parfaitement exactes, mais elles constituent une censure contre le gouvernement fédéral. J'espère que la Chambre se rappellera ce cela en temps et lieu.

M. **Asselin**—*député de Rimouski*.—M. le président, jusqu'à l'année dernière, tous les vaisseaux étaient obligés d'arrêter à la Grosse Ile et de recevoir là la visite du médecin. L'année dernière le gouvernement fédéral a permis aux steamers de la ligne Allan de ne pas arrêter à la Grosse Ile, et ils peuvent recevoir la visite des médecins à la Pointe au Père. Les vaisseaux sont obligés d'arrêter à Rimouski pour la visite médicale et à la Pointe au Père pour prendre un pilote, là ils recevaient la visite d'un médecin. Si le médecin constatait qu'il n'y avait pas un cas de maladie contagieuse, alors les vaisseaux pouvaient se rendre jusqu'à Québec. S'il y avait maladie, les malades devaient être débarqués à la Grosse Ile.

Les armateurs ont demandé de ne plus être obligés de faire arrêter leurs navires à la Grosse Ile, vu que le médecin visiteur de cet endroit ne se levait qu'à huit heures du matin, de sorte que l'inspection se faisait tard, tandis qu'à la Pointe au Père et à Rimouski les médecins se lèvent à toutes heures de la nuit pour faire leur visite afin de ne pas retarder la course du navire. Ce qui est fait l'a été dans l'intérêt de la bonne navigation et du commerce.

L'honorable chef de l'opposition n'a songé qu'à censurer le gouvernement fédéral, et nous n'avons pas insisté pour qu'on prenne des moyens de nous protéger contre ce qui pourrait menacer la santé publique dans la province pendant les chaleurs qui approchent.

J'espère que tous les meilleurs moyens seront pris pour donner la protection la plus efficace possible.

M. **Martel**—*député de Chambly*.—Si la ville de Québec se croit exposée, elle peut envoyer une pétition exposant ses griefs aux autorités fédérales.

L'honorable M. **Garneau**.—Ça été fait.

M. **Martel**.—J'espère que cela réussira.

M. **Boyer**—*député de Jacques-Cartier*.—Que le gouvernement fédéral donne les ordres les plus sévères sur l'observance des règlements sanitaires.

M. **Duhamel**.—Les mesures que nous devons présenter sont du

ressort du gouvernement local. S'il y a quelque chose qui laisse à désirer dans la condition locale des villes, c'est du devoir du gouvernement local d'y voir et non pas des autorités fédérales. Mais ces mesures entraînent certaines dépenses, et j'espère que le gouvernement verra à se faire donner l'autorisation nécessaire.

Je demande la permission de retirer le projet de loi que je viens de déposer.

Le retrait est accordé.

Les deux projets de loi suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre :

Pour modifier le chapitre 94 des statuts refondus du Bas-Canada, concernant les cours des commissaires pour la décision sommaire des petites causes.

Pour modifier la loi 47 Vict., chapitre 8, concernant la tenue des cours supérieures et de circuit et le code de procédure civile.

#### INTERPELLATIONS ET RÉPONSES.

M. le **Président**.—Le 15 avril courant, M. McShane posait l'interpellation suivante :

“ Le gouvernement se propose-t-il d'exécuter la promesse faite, l'année dernière, par les honorables trésoriers et procureur-général. (Débat 1884 page 1602), à l'effet qu'une loi serait soumise, durant la présente session, pour fixer définitivement et d'une manière permanente l'indemnité des députés et conseillers à six cents piastres. Si oui, quand cette mesure sera-t-elle soumise ? Si, non, quelle est la raison pour ne pas remplir cette promesse ; ”

L'honorable procureur général a formulé une objection, en disant que cette interpellation est irrégulière, parce qu'elle énonce certains faits contrairement à la règle 29.

Je suis prêt à rendre ma décision sur cette objection.

Comme partie des affaires qui doivent être amenées devant la Chambre, la règle 29 permet de poser aux ministres des questions sur des matières se rattachant aux affaires publiques, et la règle 19, qui pourvoit à la distribution des affaires régulières de chaque jour, fixe le temps auquel ces questions doivent être faites. La règle 29 prescrit, qu'en posant ces questions, on se borne à exposer les faits nécessaires pour les



expliquer, et qu'en y répondant un député ne doit pas discuter les affaires auxquelles elles se rapportent. La même règle exige de plus que toute question posée à un ministre de la couronne et la réponse à cette question soient consignées au journal.

Ces questions et ces réponses forment partie des affaires régulières de la Chambre, elles sont inscrites au journal par voie d'acquis, sans une motion ou un vote à cet effet, puis entrent dans les actes de la Chambre. Elles sont soumises aux règles et à la pratique parlementaire comme toute autre procédure.

Notre règle 29 est tirée des règles 153, 154 et 155 des règles de procédure de la Chambre des communes d'Angleterre, de sorte que les ouvrages et les précédents anglais s'appliquent directement à la décision à donner sur la question d'ordre soulevée.

Je dois constater, en premier lieu, quelles sont les matières qui peuvent faire le sujet des questions posées aux ministres ; en second lieu, dans quel but ces questions sont faites, et en dernier lieu, comment elles doivent être formulées.

Quant aux matières qui peuvent être le sujet d'une question, Cox, page 137, nous dit qu'on peut faire des questions aux ministres de la couronne "sur la manière dont ils conduisent les affaires publiques." Todd, vol. II, page 340, dit qu'on peut faire aux ministres de la couronne des questions "sur toutes les affaires d'intérêt public." May, page 354, dit que ces questions peuvent être faites "au sujet des mesures dont le parlement est saisi ou au sujet d'affaires publiques ou de matières d'administration" et aussi "au sujet des intentions du gouvernement à l'égard des affaires de législation ou d'administration." Et Cushing, numéro 1568, dit que ces questions peuvent être faites aux ministres "sur la politique du gouvernement."

Quant à leur but, ces questions ont surtout pour objet de procurer à la Chambre des renseignements qui lui permettent de se former une opinion sur la politique du gouvernement, ou qui puissent l'aider à se guider pour juger de ce qu'elle devra faire ultérieurement à l'égard d'une affaire dont elle est saisie. De plus, elles fournissent un moyen sommaire d'obtenir promptement des renseignements sur des affaires d'administration que, sans cela, la Chambre ne pourrait obtenir que par une motion demandant la production des documents, et dans beaucoup de cas ces questions remplacent les motions. Le but des questions aux ministres est strictement et essentiellement de mettre au jour des affaires d'intérêt public, ainsi que la conduite du gouvernement à l'égard de ces

affaires, et non pas de scruter les actes personnels et la conduite individuelle des ministres. Ces actes personnels et la conduite individuelle des ministres peuvent faire le sujet d'une motion, qui peut être discutée, mais ne peuvent pas faire le sujet d'une question, à l'égard de laquelle tout débat est interdit. (Todd, vol. II, page 340. Cushing, numéro 1571. Bourinot, page 321 et 325. May, page 355.)

Quant à la *forme*, en faisant une question, un député n'a pas le droit de faire un exposé, ni d'énoncer des faits plus qu'il n'est absolument nécessaire pour expliquer la question, puis la rendre claire et intelligible.

De plus, il est irrégulier de faire une question dans une forme susceptible de provoquer une discussion ou d'y conduire. Comme tout débat est défendu à propos d'une question, une question de cette nature serait un empiétement sur le droit et la liberté de la discussion. (Cushing, numéro 1573. May, page 355. Todd, vol. II, page 342. Bourke, pages 308 et 310. Brand's Decisions page 170.)

Le but de la question à laquelle il est objecté, c'est de constater si le gouvernement a l'intention de déposer un projet de loi pour fixer l'indemnité des députés et des conseillers législatifs à \$600 ; mais cette question affirme une promesse qu'on allègue avoir été faite l'année dernière à cet effet, par l'honorable trésorier et l'honorable procureur général, et réfère aux *Débats de la Législature* pour 1884, page 1602, puis demande si le gouvernement a l'intention de donner suite à cette promesse.

Appliquant à cette question les règles que j'ai citées, je suis d'opinion qu'elle est sujette à objection. Elle est sujette à objection au point de vue de la matière, parce que le fait d'avoir fait une promesse, telle que celle qui est alléguée, est une affaire personnelle, et non pas une affaire d'intérêt public ; et parce que cette promesse n'est pas un acte du gouvernement, mais le fait personnel et individuel de deux des ministres. Elle est sujette à objection au point de vue de la forme, parce que la référence à la promesse mentionnée dans les *Débats de la Législature*, n'est pas nécessaire pour expliquer la question, et parce que les circonstances auxquelles il est fait allusion sont de nature à donner lieu à un débat.

Je déclare donc, que dans sa forme actuelle, cette question est contraire aux règles comme à la pratique parlementaires, par conséquent irrégulière, et il est de mon devoir d'ordonner ou de la changer ou de

la retirer. (Brand's Decisions, page 187. Todd, vol. II, page 342.) L'honorable député de Montréal-ouest peut, s'il le désire, mettre sa question dans les termes suivants : " Le gouvernement se propose-t-il de présenter durant la session un projet de loi fixant d'une manière permanente à \$600 l'indemnité des députés et des conseillers législatifs ? S'il ne se propose pas de le faire, pour quelle raison ?

Il m'en coûte d'autant moins de déclarer hors d'ordre la partie de la question qui a trait à la promesse alléguée, que les règles et la pratique parlementaires fournissent à l'honorable député toute la facilité voulue de faire verbalement une question et d'obtenir une réponse verbale. Il peut le faire en profitant de l'opportunité que peuvent lui fournir soit une proposition principale demandant l'ajournement de la Chambre, soit une proposition demandant que la Chambre se forme en comité des subsides. Il obtiendra de cette façon, sans violer les règles de la Chambre, le renseignement qu'il désire, et en même temps on aura de part et d'autre l'occasion de faire les déclarations que l'on jugera à propos.

**M. McShane**—*député de Montréal-ouest.* — Le gouvernement se propose-t-il durant la présente session de présenter un projet de loi fixant d'une manière permanente à \$600 l'indemnité des députés et des conseillers législatifs ? S'il se propose de le faire, quand ce projet de loi sera-t-il soumis à la Chambre ? S'il ne se propose pas de le faire, pour quelle raison ?

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général.* — La question est sous considération.

**M. McShane.**—Le commissaire a-t-il envoyé l'ingénieur du département visiter le pont sur la rivière Yamaska, et si, oui, la compagnie du chemin de fer s'est-elle soumise à l'autorité du gouvernement provincial ?

L'honorable **M. Flynn**—*député de Gaspé, commissaire des chemins de fer.*—Oui, l'ingénieur a été envoyé au mois de juillet dernier et a fait rapport que l'ouvrage de la reconstruction se faisait alors avec progrès. La compagnie n'a pas, à ma connaissance, refusé de reconnaître l'autorité du comité des chemins de fer du conseil exécutif.

L'honorable **M. Mercier.**—L'honorable trésorier se propose-t-il de soumettre, durant la présente session, un projet de loi modifiant la condition du fonds de retraite des instituteurs.

Si, oui, quand cette mesure sera-t-elle soumise ?

Si, non, pour quelle raison ne le sera-t-elle pas ?

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—Un projet de loi sur cette matière sera soumis à la Chambre dans quelques jours.

M. **Watts**—*député de Drummond et Arthabaska*.—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer les juges de paix pour la paroisse de St-Germain de Grantham dans le district d'Arthabaska, conformément aux résolutions du conseil municipal de cette municipalité et à la promesse verbale faite à ce sujet, l'année dernière ?

L'honorable M. **Taillon**.—Le gouvernement nommera sans délai des juges de paix pour la paroisse de St-Germain de Grantham, dans le district d'Arthabaska.

M. **Bernatchez** *député de Montmagny*.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'acquiescer à la demande d'enquête de M. Godfroi Talbot et autres, contre le registraire du comté de Montmagny, et si, oui, quand ?

L'honorable M. **Taillon**. Si, après avoir examiné le dossier et s'être autrement renseigné sur cette affaire, le gouvernement juge utile qu'il y ait une enquête, il en accordera une.

M. **Gagnon**—*député de Kamouraska*.—Le gouvernement se propose-t-il de demander l'adoption des rapports de la majorité des commissions statutaires nommées pour s'enquérir, l'une : “ de certaines accusations portées relativement à la pétition d'élection faite, en 1882, contre l'élection d'un député à l'Assemblée législative pour le district électoral de Jacques-Cartier,” et spécifiées dans la résolution adoptée par l'Assemblée législative le 6 juin 1884 ; l'autre “ chargée de s'enquérir de certaines accusations portées relativement à l'octroi du contrat pour la construction du palais législatif, et spécifiées dans la résolution adoptée par l'Assemblée législative le 3 juin 1884.”

2° Si oui, quand ?

3° Et dans ce cas, quelle action ultérieure se propose-t-il de prendre ?

4° Et si l'adoption de ce rapport n'est pas demandé par le gouvernement, mais par un membre de cette Chambre, quelle position le gouvernement se propose-t-il de prendre sur cette demande ?

L'honorable M. **Taillon**.—Ces enquêtes ont été ordonnées par la Chambre ; les rapports lui ont été soumis et elle devra prendre sur iceux telle action qu'elle jugera à propos.

M. **Nantel**—*député de Terrebonne*.—Le gouvernement a-t-il eu

connaissance d'un certain document ou requête adressé à Sir Hector Langevin, C. B. K. C. M. G., ministre des travaux publics, à Ottawa, et publié dans *L'Etendard*, journal de Montréal, demandant que le gouvernement fédéral n'achète pas le chemin de la rive Nord pour en faire la continuation du Pacifique jusqu'à Québec, mais qu'il revienne au plan de la dernière session du parlement fédéral, débâter une seconde ligne de chemin de fer au pied des Laurentides ; la dite requête étant signée par vingt membres de cette Chambre ? Si oui, le gouvernement a-t-il examiné si telle demande ne met pas en danger la réclamation de la province pour la somme de \$6,000.00 par mille pour l'indemniser de la construction de notre ci-devant chemin de fer provincial entre Saint-Martin et Québec ?

L'honorable M. **Flynn**.—Non, le gouvernement n'en a pas eu connaissance.

M. **Nantel**.—Le gouvernement se propose-t-il de favoriser la demande faite à Sir Hector Langevin, l'engageant à revenir au plan de la dernière session du parlement fédéral, de bâtir une seconde ligne de chemin de fer, au pied des Laurentides, et d'employer à cet objet les \$6,000 par mille demandées par la province comme compensation de la construction de cette partie de notre chemin de fer de St-Martin à Québec ?

L'honorable M. **Flynn**.—Le gouvernement de cette province s'en tient aux mémoires qu'il a soumis au gouvernement fédéral et il persiste dans sa réclamation.

M. **Gagnon**.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état faisant connaître en sus du contrôle exercé en vertu de la 46 Vict., ch. 4, par l'auditeur de la province sur les crédits votés par la Législature, s'il y a un système régulier et effectif d'audition des comptes :

Du comptable du Conseil législatif ;

Du comptable de l'Assemblée législative ;

Des dépenses de chaque département ;

Du comptable de chaque département.

Si, oui, quel est le système et quelles sont les personnes qui font l'audition des comptes ci-dessus énumérés ?

Cette proposition est adoptée.

L'honorable M. **Robertson**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre :

Réponse à un ordre de ce jour de l'Assemblée législative, demandant un état faisant connaître en sus du contrôle exercé en vertu de la 46 Vict., ch. 4, par l'auditeur de la province sur les crédits votés par la Législature, s'il y a un système régulier et effectif d'audition des comptes :

Du comptable du Conseil législatif ;

Du comptable de l'Assemblée législative ;

Des dépenses de chaque département ;

Du comptable de chaque département.

Si, oui, quel est le système et quelles sont les personnes qui font l'audition des comptes ci-dessus énumérés ?

LE CHEMIN DE FER DE ST-JÉRÔME À N.-D. DU DÉSERT.

M. **Nantel**—*député de Terrebonne*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de toute requête adressée au gouvernement de cette province ou à aucun de ses membres demandant une aide pour la construction du chemin de fer de Montréal et Ouest se dirigeant de St-Jérôme à Notre-Dame du Désert.

M. le président, la compagnie dont il s'agit ici a été constituée par une loi fédérale. Elle a l'intention de construire son chemin jusqu'à Maniwaki, sous le plus court délai possible et, à cette fin, elle le divise en trois sections, lesquelles devraient être entreprises et complétées par étape, suivant les moyens à sa disposition et les besoins de la colonisation. Ces trois sections seraient :

1. De St-Jérôme à Ste-Jovite, 50 milles ;
2. De Ste-Jovite au Nomingue, 42 milles ;
3. Du Nomingue à Maniwaki ou Notre Dame du Désert, environ 40 milles.

Afin de régulariser sa position financière et de la voir clairement définie dans un seul statut, la compagnie devrait demander maintenant au gouvernement de Québec les octrois suivants : \$5,000 par mille pour cinquante milles de St-Jérôme à St-Jovite et en outre 5,000 acres de terre par mille, sur la même distance, mais cet octroi de terre pourrait être fait sous de telles conditions (elles sont exposées plus bas) que le gouvernement, en l'accordant, ne s'imposerait réellement pas un

sacrifice, au contraire, il ferait valoir, au bénéfice de son trésor, un domaine public qui, aujourd'hui, ne lui rapporte aucun revenu et lui cause même de lourdes dépenses d'arpentage et de surveillance.

Voici, en résumé, les raisons que la compagnie pourrait apporter à l'appui de sa demande.

1. Il s'agit d'ouvrir immédiatement à la colonisation toute cette étendue de terrain dont les limites sont à l'ouest, le comté de Joliette, au sud les cantons déjà colonisés, au nord une ligne passant par les lacs Tapanee et Piscatosin et à l'est la rivière Gatineau. L'espace compris dans ces limites a une largeur moyenne, du sud au nord, de 50 milles et de l'ouest à l'est, une longueur de 70 milles, ce qui donne en tout 3,500 milles carrés. Le même chemin, dans un avenir plus lointain, est aussi destiné à ouvrir à la colonisation toute cette immense région qui s'étend de la rive ouest de la Gatineau jusqu'au lac Témiscamingue, soit au moins, soixante et quinze lieues de largeur sur vingt-cinq lieues de profondeur du sud au nord. Cette belle contrée se compose de terres excellentes pour la culture, couvertes d'essences précieuses pour l'ébénisterie, la menuiserie, la charpente et le chauffage, riches en minéraux de plusieurs sortes, surtout en fer et en phosphate. Le climat y est le même que celui des Trois-Rivières, car on peut voir que le lac Nottawingue qui occupe le centre de cette région, est situé sur la même ligne que la cité trifluvienne.

2<sup>o</sup> Ce vaste champ de colonisation où il y a déjà vingt cinq cantons colonisés ou en voie de colonisation depuis 1876, sans compter les paroisses de St-Sauveur, St-Hypolite, Ste-Adèle, Ste-Marguerite et Ste-Agathe, est l'arrière-contrée (back country) de la région de Montréal et le seul endroit où la métropole commerciale et industrielle de tout le Canada, puisse envoyer—ainsi que les districts ruraux qui l'avoisinent et en dépendent—le surplus de sa population ; si on ne lui ouvre pas ce pays, ses habitants—surtout ceux des comtés du Sud—émigreront comme ils l'ont déjà en assez grand nombre, vers les Etats-Unis. Ils ne demandent qu'à s'établir sur ces nouvelles terres, mais ils ne peuvent y songer aujourd'hui, car ils manquent des voies de communication nécessaires pour le transport des voyageurs, des vivres et des produits de la ferme. Il faut s'enfoncer dans la forêt à plus de trente lieues de St-Jérôme et c'est trop demander au courage de l'habitant des vieilles paroisses.

Ainsi ce chemin n'est pas seulement le chemin des cantons du Nord mais c'est encore le chemin de la région de Montréal qui représente plus

que la moitié de la population de cette province et près des deux tiers de ses revenus.

3<sup>o</sup> Ce chemin par la grandeur de ses proportions et de ses avantages —car il ferait établir des milliers et des milliers d'habitants sur les terres du Nord—est nécessaire pour protéger et fortifier la grande voie de navigation du St-Laurent, qui est, pour la province, la voie nationale du commerce et le débouché naturel des provinces occidentales du Canada. Or cette voie sera toujours menacée par la concurrence du sud ou des Etats-Unis, qui cherchera à entraîner de son côté le trafic de l'Ouest ; mais plus elle sera abondamment alimentée, plus elle absorbera le trafic de l'Ouest, et plus elle sera puissante pour lutter contre ses rivales du Sud. Et qui profitera de cette force, de cette puissance de la voie du St-Laurent ? Montréal, Trois-Rivières, Québec, Lévis, c'est-à-dire toute la province en général. Et les cantons du Nord ne se développeront-ils pas uniquement au bénéfice de la voie du St-Laurent ? Peut-il en être autrement, grâce à la position topographique qu'ils occupent dans notre province ? Non assurément. En est-il de même du commerce, de l'industrie, de l'agriculture du sud, qui se sentent tout aussi bien attirés du côté des Etats-Unis que du côté du St-Laurent ?

Ainsi pour les cantons du Nord eux-mêmes et les comtés environnants, pour Montréal, pour la province tout entière, la construction de ce chemin de fer est une nécessité.

Mais on va nous faire bien des objections dont les suivantes sont les seules sérieuses :

“ La province n'a pas les moyens d'accorder les subsides demandés, ses finances sont épuisées.”

Il est bon de voir tout d'abord ce que demanderait la compagnie.

Pour la première section elle demanderait en argent . . . . . \$250,000

Il faut remarquer qu'elle a déjà . . . . . 109,500

C.-à d. \$4000 pour 18 milles : . . . . . \$72,000

Et \$2,500 pour 15 mille . . . . . 37,500

---

Ce qui laisse une balance demandée de . . . . . \$140,500

Cette somme se trouvera presque remboursée par la vente en plus grand nombre et à plus haut prix des terres de la couronne, ainsi que je le prouverai tout à l'heure. Ensuite le gouvernement pourrait peut être en venir à une entente avec la compagnie par laquelle cette dernière lui



paierait une certaine redevance par chaque corde de bois que ses chars rendraient à St Jérôme.

De cette manière le gouvernement ne ferait qu'une simple avance qui lui serait remise sous une forme ou sous une autre.

Comme on peut le voir, la compagnie est bien loin de se montrer exigeante à l'égard de diverses autres compagnies. Elle a droit à plus qu'aucune autre et demande beaucoup moins en ce qu'au fond, après un certain laps de temps, le gouvernement se verra remboursé de ses deniers.

Et puis, le gouvernement aurait-il trouvé de l'argent pour ceux-là seuls qui n'ont fait qu'obérer nos finances sans jamais rien lui rendre en compensation ?

Est-ce ceux qui fournissent peu ou point de revenus qui ont droit à tous les encouragements publics ?

Si le gouvernement n'a pas les moyens d'aider fort raisonnablement, au succès de cette entreprise si importante pour tout le pays, il faut conclure qu'il n'a pas les moyens de garder notre population au milieu de nous. Dans le sud on émigre, la population décroît ; dans le nord on s'établit sur les nouvelles terres qui sont à proximité et la population augmente rapidement. Qu'on rapproche le nord du sud par des communications faciles, par une voie ferrée, et tous nos *gens* s'établiront ici au lieu d'aller enrichir l'étranger.

Inutile de songer à pousser la colonisation plus loin, sans les services d'un chemin de fer. On est rendu à 38 lieues de St-Jérôme et n'est-il pas surprenant que l'on ait pénétré si avant dans la forêt ? (ce qui, soit dit en passant, est bien la meilleure preuve de la valeur des terres du nord.) On arrêtera donc la colonisation dans le nord, si on ne prend pas les moyens immédiats de doter cette région d'un chemin de fer. L'aut-il hésiter ? Va-t-on préférer ruiner le plus grand mouvement qui se soit produit encore dans la province, depuis le peuplement des cantons de l'est ! Ce serait presque un acte de suicide national. Et ce mouvement ruiné, tué, qui le ressusciterait ? Que l'on songe à l'avenir et l'on comprendra les devoirs du présent.

Seconde objection : si le gouvernement accorde l'aide demandée, les autres compagnies demanderont autant ?

Oui, elles demanderont, mais cela est-il suffisant pour obtenir ? N'est-il pas temps de donner à chacun suivant ce qu'il mérite ? N'est-il

pas temps d'établir une règle fixe, invariable, dans la distribution des deniers publics, de traiter les entreprises publiques comme telles et de laisser à l'initiative privée, les entreprises qui ont un caractère individuel et privé ? Les compagnies demanderont ! Mais ont-elles les mêmes droits, sont-elles dans les mêmes conditions ? ont-elles en vue l'accomplissement de projets qui soient d'un intérêt général, public, comme le chemin de fer des cantons du Nord ? Nous pouvons répondre hardiment non, pas une seule, excepté cependant celle du chemin de fer du lac St. Jean qui est déjà amplement dotée par le gouvernement de Québec. Voyons.

1<sup>o</sup>. Notre chemin est un chemin national, c'est-à-dire, utile, même nécessaire à toute la province et non seulement à une paroisse, à un comté, à un district ; cette raison se trouve suffisamment développée dans l'ensemble de mes remarques. Ajoutons que cette voie ferrée traverserait trois comtés qui représentent le quart du territoire habitable de cette province, Terrebonne, Ottawa et Pontiac.

2. Il ouvre la vallée de l'Ottawa qui mérite qu'on lui procure cet avantage :

1. Par son étendue.

2. Par la qualité de ses terres.

3. Par ses bois.

4. Par les revenus qu'elle a fournis à la province dans une si forte proportion depuis 1867, et le montant relativement modique qu'on y a dépensé des deniers publics.

3. Ce chemin va ouvrir et peupler l'arrière-contrée de Montréal qui, avec les autres districts intéressés dans ce projet, donne les deux tiers des revenus totaux de la province et comprend plus que la moitié de notre population.

Cette arrière contrée—back country—est le seul endroit qui puisse recevoir le trop plein de la population des comtés du Nord qui suivent : comtés d'Ottawa et de Pontiac, (partie sud,) Argenteuil, Deux-Montagnes, Terrebonne, Montcalm, Assomption, Laval, Jacques-Cartier, Hochelaga, Vaudreuil et Soulanges ; des comtés du Sud qui sont trop loin des cantons de l'Est pour y diriger leurs habitants, tels que Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Napierville, St-Jean, Iberville, Chambly et Verchère, St-Hyacinthe et Montréal. Dans certains de ces comtés, le courant d'émigration vers le Nord est déjà tout établi, ainsi qu'en

fait foi la société de colonisation Montarville pour Laprairie et Chambly. Dans les autres, ce courant serait déjà établi si le manque de chemins publics n'eût induit le curé Labelle à ralentir sa propagande plutôt qu'à l'activer davantage.

Eh bien ! nous le demanderons à tout homme impartial et juste, est-il une seule compagnie de chemin de fer qui puisse faire valoir des raisons identiques à celles que nous venons de résumer ? des raisons d'un intérêt aussi pressant et aussi général pour toute la province ? Et tous les citoyens qui reconnaissent l'importance de la colonisation et sont en état de former un jugement sain et éclairé sur cette matière, reconnaîtront aussi la vérité de ce qui précède et se joindront à nous pour obtenir l'octroi demandé.

J'arrive maintenant aux 5000 acres de terre que la compagnie demanderait à lui être concédés tout comme à la compagnie du chemin du Lac St-Jean, mais sur un principe différent et autrement acceptable par le gouvernement et le pays que la concession de terres en blocs considérables. Nous comprenons que la couronne ait scrupule de faire de grandes concessions de terrains en blocs, car outre que c'est là aliéner considérablement le domaine public sans profit aucun pour le gouvernement, c'est aussi créer en faveur de certaines compagnies un monopole dont elles peuvent étrangement abuser au détriment de la colonisation.

Aussi recommanderions-nous que cet octroi de terre ne pût être fait d'abord avant que le chemin soit livré au trafic, sur un parcours d'au moins vingt-cinq milles. La compagnie aurait droit alors à une proportion équivalente des terrains qui lui seraient octroyés. De cette manière, on serait certain que la compagnie ne pourrait toucher à ces terres sans avoir préalablement activé le mouvement de la colonisation, en rapprochant les nouveaux cantons de vingt-cinq milles des marchés où ils trouveront un débouché pour la vente de leurs produits agricoles et de la forêt.

En second lieu, les terres seraient choisies par le lieutenant-gouverneur et livrées par lots alternatifs, le gouvernement se réservant de deux lots le premier, de manière à ce que la compagnie ne vendrait aucun de ses lots sans que le gouvernement n'en ait vendu un autre tout d'abord.

L'arpentage des terrains devrait se faire en commun entre le gouvernement et la compagnie, mais cette dernière aurait le droit de charger à ses acheteurs le coût de l'arpentage, chose que le gouvernement

devrait faire dans tous les cas et aurait dû faire avant aujourd'hui, soit dit entre parenthèse.

Le prix des lots devrait être le même pour la compagnie que pour le gouvernement et serait fixé à au moins un dollar de l'acre.

On voit de suite tous les avantages qui résulteraient de ce système pour le gouvernement, le public, la colonisation et la compagnie elle-même.

Cette dernière se constituerait en véritable société de colonisation et d'immigration, et elle créerait une propagande active et efficace qui servirait les intérêts du pays, en même temps qu'elle épargnerait beaucoup de dépenses au coffre public.

Si l'on examine ce qu'a fait ce système appliqué à la compagnie du Pacifique et aux vastes plaines du Nord-Ouest, on peut se convaincre que le gouvernement fédéral en l'introduisant dans ce pays, va réussir à construire l'immense chemin de l'Ouest sans débours<sup>er</sup> un centin, et que l'on verra se peupler de vastes solitudes par le simple travail et l'argent de compagnies particulières ? Voilà ce que nous devrions faire pour le Nord-Ouest de notre province !

Ce sera l'intérêt, de la compagnie de vendre autant de terres que possible, et par là même le gouvernement arrivera à vendre de ses propres terres en plus grande quantité et à des prix plus élevés. Aujourd'hui il vend à 3 cts de l'acre ce qu'il vendra certainement \$1.10 de l'acre, car nous mettons 10 cts pour l'arpentage, ce qui est plus que le coût prévu par le département des terres de la couronne. Faisons le simple calcul suivant et il sera facile de se convaincre que loin d'appauvrir le trésor public, le gouvernement en faisant à la compagnie la concession de terres qu'elle demanderait, réalisera un bénéfice réel tout en colonisant avec plus de rapidité une immense région de belles terres et en arrêtant le mal de l'émigration qui ronge notre malheureuse population.

Le gouvernement vend 10 lots de terre, à 30 cts de l'acre, \$300.00. On ne peut songer à élever ce prix, sans chemin de fer, surtout si on n'applique ce changement qu'aux terrains de la vallée de l'Ottawa ; ce serait un changement antipatriotique, qui arrêterait le mouvement colonisateur ; ce serait de la part du département un calcul injuste, la persécution d'une partie du pays au profit d'une autre partie qui ne donne que peu de revenus au pays et est déjà amplement dotée pour se pourvoir d'une voie ferrée.

Avec un chemin de fer dans le Nord, ce serait différent : le gouvernement pourrait facilement vendre \$1,10 l'acre ce qui ferait \$1100.00.

Ainsi aujourd'hui, pour 10 lots, le gouvernement retire \$300. Dans le second cas, il retirerait \$1100.00 soit une différence de \$800.00, en sa faveur. Il est vrai qu'il aura perdu 10 lots donnés à la compagnie, soit \$300.00, au prix actuel, sans chemin de fer. Retranchez encore ces \$300.00 et vous restez avec une balance de \$500.00 en faveur du gouvernement en adoptant le système proposé.

Le gouvernement garde tout avec ces \$500 de bénéfice, par chaque 10 lots qu'il vendra ainsi, le gouvernement se remboursera certainement de ce qu'il aura avancé à la compagnie sous forme d'octroi en argent, et il aura décuplé la force et la rapidité du mouvement colonisateur.

Mais on dira : Est-on bien certain qu'il s'établira assez de colons qui achèteront de ces terres à \$1,10 de l'acre, pour réaliser les prévisions de la compagnie ? Oui, il n'y a aucun doute là dessus ; ce qui a été fait jusqu'à présent, avec le secours de la charrette, du canot et souvent à pied même, nous donne la garantie que le mouvement décuplera en force et en rapidité, comme je le disais tantôt.

Les colons posséderont deux avantages qu'ils n'ont pas aujourd'hui et qui seront d'une valeur inappréciable pour leurs propriétés :

1. Ils seront plus près des grands marchés où ils pourront vendre à bon prix leurs produits agricoles.

2. Ils pourront utiliser chez eux même des milliers de cordes de bois de chauffage qu'ils détruisent en toute perte aujourd'hui, et aussi beaucoup de bois précieux pour l'ébénisterie et la menuiserie, tels que érable piquée, plaine ondée, merisier rouge, cerisier, bois blanc ; tout cela, sans chemin de fer, n'est d'aucune valeur quelconque et, avec un chemin de fer, produirait une augmentation considérable dans le prix de la valeur des terrains du nord.

La compagnie devrait donc obtenir l'aide qu'elle sollicite pour conduire à bonne fin une entreprise d'une importance vitale pour la colonisation des cantons du Nord, pour Montréal et les nombreux districts qui nécessairement doivent établir dans cette arrière contrée, le trop plein de leur population.

En lui accordant l'objet de sa demande, le gouvernement activerait le mouvement actuel de colonisation du Nord, l'un des plus considérables que l'on ait vus dans l'histoire de notre pays. Il créerait au nord

de l'Ottawa une nouvelle province capable de contenir plus d'un million d'habitants et qui s'étendra un jour, à l'ouest, jusqu'au lac Témiscamingue et au nord jusqu'à la hauteur des terres.

Le chemin de fer des cantons du Nord est pour la région de Montréal ce qu'est celui du lac St-Jean pour Québec : tous deux sont nécessaires non seulement à ces villes pour le développement de leur commerce et de leur industrie, mais encore pour ouvrir un champ de colonisation capable de recevoir l'excédant de leur population et, sous ce rapport, la nécessité de ces chemins de fer s'étend aussi à tous les districts ruraux qui, suffisamment peuplés déjà, devront nécessairement émigrer soit autour du lac St-Jean, soit dans l'immense vallée d'Ottawa, soit aux Etats-Unis ou encore à Manitoba. On restera au pays, si l'on peut s'y établir facilement et s'y mettre à l'aise sur des terres valant au moins celles de l'étranger ; autrement on s'en ira enrichir l'Américain ou se fixer dans une province où l'élément catholique et français ne jouera, surtout dans l'avenir, qu'un rôle insignifiant.

Que l'on ne s'imagine pas que le chemin de fer des cantons du Nord n'intéresse que trois ou quatre comtés. Non il intéresse près de la moitié de la population totale de notre province, il intéresse tous ces ouvriers fatigués de gagner leur vie au jour le jour et qui, de toutes les parties de la région de Montréal, demandent bien souvent s'ils peuvent, sans grand capital, s'établir sur les cantons du nord. Il intéresse tous ces fils de cultivateurs qui ne peuvent se diviser à l'infini le domaine paternel, et sont bien obligés de s'éloigner pour chercher où s'établir ; il intéresse tous ces petits fermiers de nos vieilles paroisses qui végètent dans les dettes avec de nombreuses familles et se trouveraient si au large avec tous leurs enfants, sur nos belles terres du nord. Enfin, la construction de notre chemin de fer intéresse une population de cinq cent mille âmes au moins.

De fait, dès aujourd'hui tous les comtés qui suivent, sont plus ou moins représentés dans les cantons du nord et combien de personnes de l'est, de Trois-Rivières, de Québec, de Témiscouata, d'Ontario, des Etats Unis, de France et de Belgique demandent des renseignements sur la vallée de l'Ottawa, sur les nouveaux cantons *du curé Labelle* ! Toujours l'on s'informe s'il est facile et peu coûteux de se rendre sur la Rouge, au Nominique ? Il faut bien répondre que le prix de ce voyage seul, sans compter le transport des vivres et des ustensiles de ménage et de ferme, représente le prix d'un lot de terre, c'est-à-dire de \$25 à \$30. N'est-ce pas suffisant pour décourager les plus fermes volontés ?

La population intéressée dans la réussite de cette voie ferrée s'élève à 542,916 âmes.

Il ne me reste plus qu'à ajouter que l'été dernier même, les différentes municipalités ont offert officiellement, de souscrire plus de \$50,000 pour venir en aide à l'entreprise et l'on peut être certain qu'elles ne tireront jamais de l'arrière, quand leur concours sera jugé nécessaire, pour garantir la réalisation d'un projet qu'elles désirent si ardemment et qui doublerait leur prospérité.

**M. Faucher de Saint-Maurice**—*député de Bellechasse*.—M. le président, j'ai appuyé cette proposition pour reconnaître un dévouement à la cause de la colonisation, dévouement qui n'est surpassé que par celui du vénérable curé Labelle. Le gouvernement s'est engagé à développer et à encourager la colonisation. Dans le discours d'ouverture on lisait ce qui suit :

" C'est l'intention de mon gouvernement de vous demander d'augmenter les octrois destinés aux travaux de colonisation, afin de donner un nouvel essor à l'exploitation de nos terres incultes et de faire tourner ainsi au bénéfice de l'agriculture, la légère dépression qui se fait momentanément sentir dans l'industrie manufacturière et dans le commerce. "

Voilà une promesse qui a été accueillie avec joie par toute la province.

Je suis heureux de donner la main aux députés du nord pour leur faire obtenir ce qu'ils demandent. Peu importe où est situé le foyer de la colonisation, nous secondons toujours et partout les efforts de ceux qui travaillent au succès de cette grande cause. A la dernière session je disais que la terre chez nous se repose terriblement. Travaillons à modifier cet état de choses. Prenons les moyens de coloniser toute la province, le sud comme le nord, l'est comme l'ouest.

**M. Richard**—*député de Montcalm*.—M. le président, l'honorable député de Terrebonne a épuisé tellement le sujet, il l'a si bien discuté qu'il ne me reste plus rien à dire, si ce n'est d'assurer la Chambre que je concours dans tout ce qui vient d'être dit. J'espère que le gouvernement consentira à accueillir avec faveur les demandes de la compagnie.

**M. Asselin**—*député de Rimouski*.—M. le président, nous voyons un beau spectacle en ce moment : le Sud offrant la main au Nord pour l'aider à progresser.

Un jour un homme est parti de Bellechasse pour aller dans la région

du Nord, et y encourager de sa personne et de ses vertus cette grande cause de la colonisation de Terrebonne. Le nom de M. Morin est un nom sacré dans notre histoire. Le souvenir ineffaçable de ce grand citoyen est une raison de plus pour nous d'offrir la main à ceux qui travaillent à réaliser le progrès rêvé et entrevu par M. Morin.

M. le président, j'ai eu plusieurs fois l'occasion d'admirer l'activité de Montréal.

Et l'on vient devant cette Chambre comme l'a fait mon honorable ami le député de Terrebonne nous demander d'aider à développer et à accroître cette activité, je dis que je suis en faveur d'une telle demande, car je suis Canadien. J'admire cette activité ; j'admire les progrès de cette belle ville, et je suis heureux de donner mon concours à toute mesure qui aura pour but de doubler cette activité et ce progrès.

Mais mon admiration pour Montréal ne peut me faire oublier qu'il y a une autre ville dans la province qui a droit à mes sympathies, cette ville c'est Québec qui a été fondée en 1608. Elle est la ville des souvenirs, mais aussi elle renferme des hommes de courage qui ne veulent pas qu'elle meurt. On a demandé que l'entreprise de la construction du chemin de fer de Québec au lac St-Jean fut encouragée. Je suis encore pour ce progrès comme je suis favorable à l'autre. Il faut développer autant que possible les immenses territoires qui se trouvent au nord de Montréal et de Québec.

Des hommes d'expérience nous disent qu'il faut construire la voie ferrée mentionnée dans la proposition de l'honorable député de Terrebonne ; d'autres nous disent qu'il faut construire les deux, celle là et celle du lac St-Jean.

L'honorable M. **Garneau**.—Il faut construire les deux.

M. **Asselin**.—Oui, M. le président, il les faut toutes les deux. Il faut accroître et créer l'activité dans les centres canadiens.

On demande des secours. Je ne sais pas ce que le gouvernement va faire. Je ne sais pas jusqu'à quel point il peut aider ces entreprises. Les finances sont malades ; on nous a même dit qu'elles étaient dans un état dangereux.

Dans tous les cas, si les finances permettent au gouvernement de subventionner ces entreprises, il ne doit pas craindre de le faire. Nous devons demander que le gouvernement fasse son devoir à l'égard de ces projets.



Le gouvernement a toujours un capital à sa disposition ; il peut toujours donner ses sympathies à ces entreprises, et c'est déjà beaucoup. J'avoue que j'aimerais beaucoup à le voir aider ces deux chemins de fer : celui du Grand Nord et celui du lac St-Jean.

Mais, M. le président, il y a d'autres voies ferrées dans la province.

On nous disait que le chemin le Grand Nord allait développer un territoire de soixante lieues de long sur vingt-cinq lieues de large. C'est à peu près l'étendue territoriale que je représente dans cette Chambre.

Je me résume, M. le président, en priant le gouvernement de donner à cette demande toute sa plus sérieuse considération.

**M. Duhamel**—*député d'Ottawa*.—M. le président, l'autre jour je soumettais une proposition en faveur d'une entreprise qui concernait mon comté.

L'honorable député de Terrebonne a parlé en ma faveur et a corroboré mes arguments. Je manquerais à mon devoir si je ne lui rendais pas le change, surtout quand la cause qu'il défend le mérite à tant d'égards.

Le révérend Père Labelle a résumé toute sa politique en quatre mots significatifs : *Emparons-nous du Nord*. Or cette politique si hautement nationale ne peut être mise en pratique qu'en construisant ce chemin de fer. Comment voudrait-on en effet coloniser cette contrée, s'il n'y a pas de voies de communication.

M. le président, je suis heureux de donner mon appui à un gouvernement dont la partie principale de sa politique est de protéger et encourager l'agriculture et la colonisation. Je suis certain que nos appels en faveur de ces entreprises seront entendus et que l'on trouvera les moyens de faire réussir ces projets qui ne peuvent que tourner à l'avantage de la province en général.

L'honorable **M. Flynn**—*député de Gaspé, commissaire des chemins de fer*.—M. le président, les documents demandés dans cette proposition seront donnés avec plaisir.

Nous avons eu des entrevues avec l'honorable député de Terrebonne et le révérend Père Labelle. On nous a exposé avec beaucoup d'habileté les avantages de ce projet. On nous a aussi transmis un mémoire très bien fait. Le gouvernement a donné à ce sujet l'attention la plus sérieuse. Malheureusement le gouvernement n'a pas été en position de faire droit à cette demande. Il y en a d'autres du même genre devant l'exécutif.

Le gouvernement a du répondre aux requérants que l'état des finances de la province ne lui permettait pas de donner d'autres subventions. La question budgétaire est la grande question et forcément le reste doit être mis de côté.

Comme l'honorable député d'Ottawa l'a rappelé, en tête du programme du gouvernement il y a encouragement et aide à l'agriculture et à la colonisation. Et ces mots ont été inscrits avec raison.

Mais la première question qui s'impose, est celle de savoir si le gouvernement peut entrer dans la voie de nouveaux subsides en argent. Ou encore, s'il faut faire exception en faveur de ce chemin de fer. Je ne puis répondre maintenant à mon honorable ami. Je ne puis pas non plus lui faire espérer que le gouvernement fera quelque chose pendant cette session.

Je puis néanmoins dire que le gouvernement a beaucoup de considération pour cette entreprise. Ce qui se passe maintenant est de nature à confirmer la bonne impression que nous avons.

Il y a d'autres projets qui méritent l'attention du gouvernement

Il n'y a pas longtemps d'autres demandes ont été faites au gouvernement, et malheureusement nous n'avons pas pu répondre favorablement à ces demandes. Il y a le chemin de fer de la Gaspésie, dans le district de Québec, le chemin de fer de Sorel dans les districts d'en haut, et d'autres voies ferrées encore demandent de l'aide. La Chambre comprendra qu'il est difficile de faire quelque chose avant d'avoir réglé la question de l'équilibre du budget. Il faut régler ce point important qui domine toute notre politique avant d'entrer dans la voie que l'on nous indique.

Mais je suis prêt à admettre que les raisons que l'honorable député de Terrebonne donne sont telles que je vais ré-examiner la question. Néanmoins je n'ose pas lui donner l'espoir que ce qu'il demande se fera pendant la présente session.

**M. Martel** — *député de Chambly*. — M. le président, je ne puis m'empêcher de louer le dévouement des messieurs qui sont, à titres divers, à la tête du grand mouvement colonisateur qui se fait dans le Nord. Je suis certain que leurs noms seront bénis par leurs neveux.

Il n'y a pas que ceux qui ont de la colonisation à faire dans leur comté que cela intéresse. Nous aussi qui représentons des circonscriptions électorales où tout le territoire est habité, nous portons un très vif intérêt à cette belle et grande cause.

Les vieux comtés de cette province sont trop étroits pour la population qu'ils contiennent, il nous faut d'autres terres, ou sinon nous verrons notre jeunesse vigoureuse traverser la ligne quarante-cinquième et aller perdre leur santé dans le travail des usines et des fabriques.

Oui, M. le président, nous nous occupons de cette question. Nous avons organisé une société pour fournir à la jeunesse les moyens de coloniser la vallée de l'Ottawa. Nous faisons ce que nous pouvons pour l'encourager.

Je souhaite que la compagnie du chemin de fer Grand Nord trouve des ressources pour exécuter son projet. Par là nous serons certains que le territoire du nord sera colonisé, et par là aussi nous donnerons à notre jeunesse de quoi à se multiplier.

Le Nord n'offre pas seulement une hospitalité ordinaire au colon. c'est un sol riche à tous égards. Non-seulement le colon mais aussi l'industriel peut y trouver de grands avantages.

J'espère que le gouvernement pourra accorder avant longtemps la subvention qu'on lui demande.

L'honorable M. **Beaubien**—*député d'Hochelaga*.— M. le président, pour peupler les territoires baignés par le lac St-Jean et le pays dont on parle, il faut vaincre la résistance que présente au mouvement colonisateur la chaîne difficile des Laurentides. Jusqu'à présent quelques colons seulement poussés par l'esprit d'aventures et peut-être aussi ne connaissant pas bien les désavantages qui les attendaient, ont planté leur tente dans ces régions et se sont mis à coloniser. Nous pouvons craindre maintenant que pour cette région au nord-ouest de Montréal, la colonisation ne soit à bout de ressources, et à bout de tout. Pourquoi cela, M. le président ? parce que les moyens de transport coûtent plus que ne peuvent payer ceux qui y fondent des établissements. Je connais ces choses par expérience personnelle, y ayant été moi-même. Je sais ce qu'il en coûte pour la vie du colon. Pour chaque effet nécessaire à la vie du colon, il faut payer la moitié de ce qu'il coûte. Ainsi 100 livres de farine qui coûtera \$1.50 au comptoir du marchand coûtera le double rendu au lac Nominigüe. Les obstacles sont tels que la colonisation ne fait plus de progrès faute de moyens de transport.

Nous avons là toute une province à établir. Le sol est magnifique. L'honorable député de Terrebonne a prononcé certaines paroles qui laisseraient croire que le sol est difficile. Je sais qu'il a voulu parler du territoire que traverse le chemin qui y conduit. Mais rendu là le sol ne laisse pas à désirer.

Si on ne construit pas ce chemin de fer, nous pouvons dès maintenant renoncer à coloniser cette autre province de Québec. Tel que c'est à l'heure qu'il est, non-seulement les colons ne peuvent venir au marché mais ils ne peuvent avoir à prix d'argent ce qu'il leur faut. La route est tellement longue qu'il faut coucher deux ou trois fois dans le parcours du chemin.

Ces territoires ne sont pas seulement propres à la colonisation, mais ils renferment aussi des mines de phosphate. C'est une grande entreprise et l'on peut compter sur le marché où le phosphate trouve un bon placement. L'Allemagne, l'Angleterre et les Etats-Unis nous en demandent et là nous avons des mines de phosphate incépuisables. Nous aurons là l'occasion d'établir une nouvelle exploitation.

Jusqu'ici, M. le président, nous avons créé un certain courant ; nous y avons attiré un certain nombre de colons qui se sont dirigés sur le territoire du lac Nominigou. D'autres ont remonté la Lièvre jusqu'au Kiamika. Il faut aller au secours de cette population qui ne peut plus trouver des terres dans les vieilles paroisses. Il faut procéder avec rapidité si on ne veut pas arrêter la colonisation.

Je désire de tout mon cœur le progrès de la région du Saguenay. Là plus encore que dans l'ouest, il est parfaitement établi que si on ne met pas ces régions en communication avec le reste de la province, le désert se fera là où il y a déjà de beaux établissements qui promettent beaucoup pour l'avenir. Il faut leur donner un marché.

On a beau être favorisé de la Providence, on a beau avoir de grosses récoltes, elles ne valent guère si on ne peut les vendre.

Nous qui sommes de Montréal nous devons nous rappeler que nous avons nous aussi une vaste et belle région à coloniser.

Dans nos efforts communs nous devons avoir surtout en vue ces deux principales voies ferrées ; celle du lac Nominigou et celle du lac St. Jean. Pour ce qui concerne les autres projets de chemins de fer, nous allons faire de la colonisation là où il y en a très peu de commencée. Mais dans les cas que j'ai mentionnés précédemment il s'agit d'aller au secours d'une population qui est déjà établie sur ces terres. Ces établissements devront dépérir si on ne va pas à leur aide.

Pendant l'hiver, ils sont séparés du reste du pays. Là comme au Saguenay nous devons aller au secours de cette vaillante population. Je dis cela comme habitant de Montréal, car je veux faire la prospérité

du vieux Québec comme je désire ardemment la grandeur et la richesse pour la métropole commerciale du pays.

L'honorable M. **Garneau**—*député de Québec*.—M. le président, je remercie les députés qui viennent de parler des bonnes paroles qu'ils ont prononcées en faveur du lac St. Jean. Je félicite l'honorable député de Terrebonne pour ce qu'il fait. Je ne doute pas qu'il réussisse vu qu'il a un aide tout puissant dans la personne du Père Labelle. Je constate avec plaisir les sentiments que l'on a en faveur de la colonisation du lac St. Jean. Je me rappelle, il y a sept ou huit ans, quand j'ai parlé de cette région, on semblait croire qu'il n'y avait personne là.

Je vois avec plaisir le mouvement colonisateur dont l'honorable député de Terrebonne s'est fait le protecteur ici. J'espère que ce chemin de fer et celui du lac St. Jean se feront et qu'ils finiront par se joindre par le nord. Sur le chemin de fer du lac St. Jean, nous avons 60 milles en opération et c'est une voie ferrée de première classe. J'espère que nous en aurons encore 25 ou 30 autres milles en opération au premier janvier prochain.

Je me rappelle qu'on nous a dit que nous ne demandions pas assez de temps pour faire les travaux qu'on s'engageait d'exécuter ; on disait qu'on ne ferait rien. Nous avons fait beaucoup, et j'espère que nous ne manquerons pas à notre parole lorsque nous avons promis de nous rendre à l'île du lac Edouard. J'espère que l'hiver prochain la Chambre sera invitée à aller faire une promenade à cet endroit.

Les gens du lac St. Jean auront moins loin à venir là pour rejoindre la voie ferrée que d'aller à Chicoutimi.

Autrefois les nombreux chantiers pour la coupe du bois employaient un grand nombre d'hommes, et cette population consommait toutes les vivres qui étaient produites.

Maintenant les choses ont changé, et voilà pourquoi il faut à tout prix compléter le chemin de fer afin de permettre aux colons d'écouler leurs produits.

Parmi les autres entreprises de voies ferrées qui sont à l'ordre du jour, il y en a une qui mérite toute notre attention ; c'est celle de la Rivière du Loup au Nouveau-Brunswick. Ce chemin a aussi droit aux faveurs du gouvernement. C'est une grande voie qui donnera beaucoup d'avantages à la province, car elle a une importance majeure. Nous ne devons pas négliger celle-là non plus.

J'ai dit que 60 milles étaient en opération sur le chemin de fer du lac St-Jean. Ces 60 milles n'ont pas été faits sans grands sacrifices. Nous espérons que plus tard le gouvernement voudra bien nous donner ce que j'appellerai un appui moral. Nous espérons que le gouvernement fédéral nous donnera un nouveau subside.

Je crois que la grande question qui s'impose nécessairement à la sérieuse considération de tout patriote, c'est de garder notre population parmi nous. C'est ce que nous faisons, et je vois avec plaisir que nos amis de Montréal travaillent de leur côté à atteindre le même but. Je félicite l'honorable député de Terrebonne et je lui souhaite tout le succès qu'il désire.

**M. Deschênes**—*député de Témiscouata*.—M. le président, je crois de mon devoir de dire un mot sur la question qui nous occupe.

La question des communications par voies ferrées a beaucoup préoccupé le public depuis quelques années. Le peuple a très bien vu la politique de progrès du gouvernement qui a résolu le premier de doter la province de chemins de fer.

Je comprends que la politique du gouvernement actuel, comme vient de le dire l'honorable commissaire des chemins de fer, n'est pas en faveur de donner des subventions en argent aux voies ferrées. Cependant, je crois que si on posait carrément la question suivante au peuple : Voulez-vous payer une taxe légère et avoir des chemins de fer. Je crois qu'il répondrait, taxez-nous et continuez cette politique de progrès. On parle d'encourager la colonisation, et bien je suis convaincu que c'est le seul bon moyen de faire coloniser le domaine public. Il n'y a pas de colonisation sérieuse, un peu considérable, si on ne fait pas de chemin de fer.

Je verrais donc avec plaisir le gouvernement présenter une mesure à l'effet d'encourager la construction des voies ferrées. J'espère que le gouvernement aura une politique qui donnera des avantages égaux à toutes les parties de la province.

L'honorable député de Québec a très obligeamment parlé d'un projet auquel je prends, j'avoue, un intérêt tout spécial. Aussi suis-je heureux de dire que les travaux du chemin de fer de la Rivière du Loup sont commencés grâce au subside que nous avons obtenu du gouvernement fédéral. J'espère que le gouvernement de la province fera lui aussi quelque chose pour cette entreprise.

Tout en plaidant de mon mieux la cause que je défends, je ne me

dissimule pas non plus l'état de choses qui règne dans les territoires du lac St-Jean. Je sais la misère qu'éprouvent les colons de cette région. Il est certain que ces gens se décourageront et qu'ils iront ailleurs si on ne fait rien pour eux. J'espère aussi que la politique définitive du gouvernement nous sera annoncée pendant cette session, où à la prochaine session au plus tard.

**M. Gagnon**—*député de Kamouraska*.— M. le président, j'espère que le gouvernement fera droit à la demande de l'honorable député de Terrebonne, si l'importance de cette entreprise est aussi grande que celle du chemin de fer du lac St-Jean. Cela ne m'arrive pas souvent d'être d'accord avec les membres de la droite, cependant je ne puis m'empêcher de joindre ma voix à la leur pour engager le gouvernement à agir. L'utilité de la voie ferrée du lac St-Jean est si grande que tout le monde est en faveur de cette entreprise. Je verrais avec plaisir le gouvernement donner encore quelque chose pour aider ce chemin de fer.

Quant à ce qui concerne le chemin de fer de la Rivière du Loup, si je ne puis avoir le terminus chez moi, je travaillerai sans rancune pour aider l'honorable député de Témiscouata à réussir dans son projet. En attendant que cette question du terminus soit décidée, il me permettra bien de faire des efforts pour l'avoir chez moi, surtout si cette voie ferrée fait partie du grand chemin de fer transcontinental.

**M. Casavant**—*député de Bagot*.—M. le président, personne ne peut nier que la politique des chemins de fer a fait la prospérité de la province.

On parle avec force à cause de la dette que cette politique a créée. Montréal est très riche et cependant, chose extraordinaire, les citoyens de cette ville ont des charges très lourdes à payer. On ne peut s'empêcher de reconnaître les immenses bienfaits de l'établissement des voies ferrées. Les prix de transport sont beaucoup moins élevés que par l'ancien système. Les chemins de fer sont aussi très avantageux pour le commerce des bois.

Je comprends qu'il faut s'imposer quelques sacrifices pour faire le bien du pays.

À six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

**M. Casavant**.—M. le président, à six heures j'étais à dire que pour faire la grandeur d'un pays il faut savoir s'imposer des sacrifices. Pour réussir à coloniser il faut offrir aux colons certains avantages que

je considère comme indispensables. Par exemple il est impossible de coloniser des terres très éloignées des centres peuplés, et d'où le transport des produits coûte aussi cher que les produits eux-mêmes.

A preuve que mon opinion n'est pas erronée, c'est que nous entendons des menaces de la part de certaines gens d'une partie du pays de colonisation, de s'en aller ailleurs si on ne leur donne pas ces moyens de communication facile qu'ils réclament pour mettre leurs produits en valeur, en les plaçant dans un accès facile aux consommateurs. Si on laissait faire, les efforts du Père Labelle seraient infructueux, et nous retomberions dans une position pire que celle que nous occupons auparavant, car le découragement s'emparerait de tous les cœurs.

Il y a un point que je veux traiter, afin de rendre toute ma pensée.

Sans doute que la colonisation intéresse le trésor de la province, mais celui qui en retire le plus de bénéfice c'est le trésor fédéral. Qui retirera le plus de revenu de cette population, si ce n'est le gouvernement fédéral. Avons-nous dans les résultats de cette politique autant d'intérêts financiers que le trésor fédéral. Je dis non, M. le président, et ce que je viens de dire le prouve clairement. Depuis quelques années la province a fait des efforts considérables pour encourager la construction des voies ferrées. Je ne dis pas que ces efforts ont été au-delà de ses moyens, mais enfin les sacrifices n'en existent pas moins. Il est temps que le trésor fédéral, si intéressé dans la réussite de ces projets, contribue pour sa part.

J'espère que l'honorable député de Terrebonne verra son collègue au fédéral et l'engagera à presser les autorités fédérales à donner les moyens de faire ce chemin de fer.

Je sais que la colonie dont on a parlé offre de grands avantages pour l'agriculture.

Sans le secours des voies ferrées, il est impossible de faire de la colonisation durable.

Nous sommes bien tous d'accord sur le but, mais là où nous différons, se sont sur les moyens à prendre pour développer les ressources de la province. A mon avis, il ne faut pas reculer. En 1878, on a surpris l'opinion publique avec cet épouvantail de la taxe. Cela n'arrive qu'une fois. Si on revenait devant les électeurs, on ne serait pas reçu avec aussi mauvaise grâce qu'on l'a été alors. Au fonds, en 1878, le peuple s'est prononcé en faveur de la taxe, car le gouvernement Joly n'a pu gouverner que par l'aide de quelqu'un qui s'est prononcé pour



l'imposition de la taxe ces jours derniers. Moi je suis plus conséquent que cela. Je ne craindrai pas d'aller devant les électeurs, bien qu'il n'y ait pas lieu de le faire, mais si un jour la nécessité se présentait, je ne craindrais pas, dis-je, d'aller trouver mes électeurs avec un programme sur lequel le mot taxe serait écrit. Je le ferais parce que je veux le bien de ma province et la prospérité du peuple intelligent et laborieux qui l'habite.

**M. Saint-Hilaire**—*député de Chicoutimi et Saguenay*.—M. le président, je remercie ceux qui ont parlé en faveur du chemin de fer du lac St-Jean. Tous les membres de cette Chambre sont d'accord pour proclamer la nécessité de faire ce chemin, j'en suis heureux, surtout quant à ce qui concerne les députés du district de Montréal.

J'appuie la demande si juste de l'honorable député de Terrebonne. Je puis dire ici comme preuve de la sincérité de mes sympathies que j'ai écrit en plusieurs occasions aux autorités à Ottawa, et que je leur ai mentionné le chemin de fer du révérend Père Labelle comme étant une entreprise qui devait aller de pair avec celle de l'établissement d'une voie ferrée au lac St-Jean. La vallée du lac St-Jean s'étend jusqu'à l'Ottawa, et les vents de cette région nous viennent directement vu qu'il n'y a pas de montagne pour les intercepter. Je crois que ces deux chemins finiront par se joindre plus tard. J'ai cru comprendre que l'on avait dit qu'on préférerait avoir un chemin à voie étroite s'il ne devait pas y en avoir du tout. Je suis contre cette idée-là. La neige poussée par les vents violents dans les régions montagneuses encombrerait la voie de manière à la rendre impraticable, vu que les locomotives ne seraient pas assez puissantes pour repousser cette neige. Je suis heureux de voir que le chemin de fer du lac St-Jean n'ait pas adopté cette voie.

Je crains que le gouvernement ne puisse pas faire marcher les deux entreprises en même temps, mais je suis bien d'avis que cette voie ferrée devra se faire tôt ou tard. Et il vaudrait mieux attendre que de faire un chemin à voie étroite.

Pour revenir à la compagnie du chemin de fer du lac St-Jean, nous ne demandons pas d'autres subsides au gouvernement. Nous ne demandons qu'une modification des termes de ce qu'il a déjà donné. Je crois que le gouvernement ne serait pas, dans les circonstances, en état d'en faire autant pour les deux compagnies. Avec le projet qui sera mis bientôt devant le gouvernement, le chemin de fer du lac St-Jean serait terminé dans deux ans, de sorte que le chemin de l'honorable député de Terrebonne n'aurait à attendre que trois ans en tout.

Si on imposait une taxe que j'appellerai "taxe de la colonisation" pour aider à ces entreprises et autres du même genre, si utiles au progrès du pays, je suis certain que le peuple serait heureux de la payer. Il ne s'agit pas pour cela de mettre une taxe considérable, mais seulement le montant nécessaire pour finir ces deux voies ferrées qui pressent le plus.

Le système de colonisation qui prévaut à présent est mauvais. On s'en prend aux colons de l'insuccès que l'on constate. Ce n'est pas juste.

Les colons s'établissent ici et là sans groupement protecteur. La température trop forte gèle les récoltes avant qu'elles puissent être mises en sûreté. Néanmoins ce ne sont pas les vents mais ce sont les feux qui détruisent principalement les moissons, dans un pays nouvellement ouvert à la colonisation et qui sont cause de la misère qui se fait quelque fois sentir. J'en conclus avec raison, je crois, que notre système est défectueux, et l'un de nos premiers soins devrait être d'y remédier.

**M. McShane**—*député de Montréal-ouest*.—Il est beau de parler de bâtir des chemins de fer, mais où est l'argent pour les faire. Dette flottante, dette flottante... mais bientôt le pays va enfoncer avec tout cela. Nous voudrions bien avoir tous ces chemins de fer, mais, encore une fois, où est l'argent pour les faire ?...

**M. Gauthier**—*député de Charlevoix*.—M. le président, le sujet est épuisé, mais j'espère que la Chambre me permettra de dire que j'ai été peu surpris de voir la manière loyale avec laquelle on a traité cette question. J'ai été heureux de voir une telle unanimité régner sur ce sujet.

J'ai compris par les paroles de l'honorable commissaire des chemins de fer que le gouvernement n'avait pas les moyens d'accorder cette subvention. Pas les moyens... je ne comprends pas cela quand il s'agit de pareilles questions.

Si le gouvernement comprend son devoir il augmentera le revenu pour faire face à cette nécessité toute nationale, et pour donner par là même satisfaction à toute la population. Le gouvernement devrait prendre les moyens de prélever un revenu. Les dépenses devront nécessairement augmenter à l'avenir ; je ne dis pas qu'il faut gaspiller, mais c'est inévitable. J'espère que j'aurai occasion de dire à la Chambre ce que j'entends par augmentation de nos revenus. La compagnie du chemin de fer du lac St-Jean a fait beaucoup depuis qu'elle a pris la direction de cette entreprise, mais il lui reste encore beaucoup à faire. Si le gouvernement comprend l'importance de ce chemin il devra lui venir en aide.

Que le gouvernement ne se hâte pas de vendre ses terres au lac St Jean au prix de vingt centins l'acre. Qu'il se hâte au contraire de construire le chemin de fer et ces mêmes terres il pourra les vendre \$4.00 de l'acre. La compagnie a besoin d'encouragement, pas en argent mais sous une autre forme.

Si le gouvernement a besoin de nouveaux revenus, il n'y aura qu'une seule voix dans la province pour les lui accorder. Tout le monde comprend que le gouvernement ne peut faire avec \$4.00 ce qu'il ferait avec \$9.00.

Nous avons nous aussi notre Nord-Ouest : C'est la vallée du lac St-Jean. Il ne faut pas attendre plus tard pour terminer cette voie ferrée. S'il faut des revenus, cré ns-en. Ce ne sont pas les taxes qui ruinent, mais ce qu'il faut c'est une bonne administration des deniers publics.

**M. Carbray**—*député de Québec-ouest*.—M. le président, c'est un sujet très important, et, comme citoyen de Québec, je crois devoir prendre part à ce débat.

On ne peut faire une œuvre plus patriotique que celle d'augmenter la prospérité publique et de développer les ressources de la province.

Je suis heureux de voir l'honorable premier ministre donner toute son attention à la grave question de l'agriculture et de la colonisation. Or il est admis que la construction des chemins de fer est la meilleure manière d'aider l'une et l'autre. Il n'y a pas de moyen plus efficace, et l'argent public ne saurait être mieux employé qu'à aider la compagnie du chemin de fer du lac St-Jean à compléter son entreprise.

Je comprends que cette compagnie doit demander de l'aide, mais ce n'est pas pour faire déboursier de l'argent au gouvernement. J'espère qu'on accueillera avec faveur cette demande.

Je remercie ceux de mes collègues qui ont parlé en faveur du chemin de fer du lac St-Jean, et je rends la pareille à la voie ferrée à laquelle l'honorable député de Terrebonne s'intéresse.

**M. Poulin** *député de Rouville*.—M. le président, je me demande à quel résultat pratique va aboutir toute cette discussion. On aurait pu argumenter comme on l'a fait en 1854 ou en 1875 sur les immenses avantages qu'offrent les voies ferrées, mais aujourd'hui tout le monde comprend l'importance des chemins fer. Il vaudrait bien mieux étudier les moyens d'avoir de l'argent.

Pour ma part je ne voudrais pas voter un seul sou pour augmenter

la dette de la province sans qu'il y eut des taxes pour payer les intérêts et l'amortissement.

Qu'on prenne les \$60,000 payées aux maisons de réforme pour servir les intérêts sur un emprunt pour aider ces entreprises, et je suis certain que tout le monde sera content.

Est-ce qu'on ne pourrait pas prendre quelques milliers de piastres sur les dépenses actuelles pour payer les intérêts sur un tel emprunt ? Je le crois.

Dans tous les cas, trouvons de l'argent et après cela nous nous entendons toujours bien sur la voie étroite ou large qu'il faudra donner à ces chemins de fer.

**M. Marcotte** — *député de l'Islet*. — M. le président, je ne m'attendais pas à prendre part à la présente discussion, car je croyais qu'elle ne dépasserait pas le terrain que lui avait assigné l'honorable député de Terrebonne. Je savais aussi que toute entreprise se présentant devant cette Chambre sous le patronage du curé Labelle était certaine du succès.

Cet apôtre de la colonisation, dont l'honorable député de Terrebonne est le fidèle écho, nous a donné tant de preuves de son dévouement pour le progrès de notre pays que son nom seul suffit pour que ses demandes soient accordées. C'est pour cela, M. le président, que je ne désirais pas prendre part à cette discussion, car je savais que ma faible voix ne donnerait pas un grand poids au succès de cette entreprise.

Mais puisque du nord on s'est jeté au sud pour prendre une direction vers l'ouest et se rabattre sur l'est, je me vois, M. le président, circonvenu de tous côtés et, contre mon habitude, pour sortir de ce cercle, je suis forcé de prendre la parole.

M. le président, je félicite le district de Montréal d'avoir en la personne du curé Labelle un apôtre dévoué de la colonisation, cherchant toujours un nouveau théâtre pour faire briller, sans s'en douter, ses vertus patriotiques.

M. le président, nous aussi dans le district de Québec nous avons eu nos apôtres de la colonisation. Nous aussi nous avons eu dans de dignes et vénérés prêtres des hommes courageux qui ont tout bravé, même l'indifférence des gouvernements. Je veux parler, M. le président, de ceux qui ont fondé, il y a environ trente ans, la société de colonisation de l'Est et Kamouraska. Je veux nommer les Rvds. MM. Pilote,

alors supérieur du collège de Ste-Anne ; le Rvd. M. Hébert, curé de Kamouraska, et du vénérable M. Delâge, ancien curé de l'Islet, dont j'ai l'honneur d'avoir été et d'être encore le protégé.

Fasse le ciel, M. le président, que le protecteur n'ait jamais à rougir du protégé.

M. le président, je serais injuste si je ne mentionnais pas les noms des personnes qui ont été pour ainsi dire le nerf de cette entreprise, en fournissant les approvisionnements nécessaires.

Les maisons J.-B. Renaud, Simard et Chinic, Hamel et Frères, maisons qui ont continué à prospérer sous la sage direction des hommes qui les conduisent maintenant avec tant d'habileté, ont contribué beaucoup au succès de cette entreprise.

Si nous nous reportons, M. le président, à trente ans et plus en arrière, il sera facile de comprendre quel courage il a fallu à ces hommes pour s'aventurer dans la région du lac St-Jean et aller planter leurs tentes à l'endroit où aujourd'hui existe le beau village d'Hébertville.

Ces hommes comprenaient déjà l'importance de la vallée du Lac St-Jean. Ils avaient découvert que cette vallée serait plus tard le grenier de la province de Québec et le boulevard de la nationalité canadienne-française, et ils savaient que tôt ou tard le gouvernement serait forcé de se hâter d'arriver aux richesses jusqu'à présent ignorées de la vallée du lac St-Jean, et que pour y arriver au plutôt il favoriserait la construction d'un chemin de fer.

Aujourd'hui, M. le président, nous sommes rendus au temps que souhaitaient les promoteurs de la colonisation du lac St-Jean. Nous sommes appelés à accorder du secours pour la construction de cette voie ferrée qui est tant désirée. Ne craignons pas d'appuyer ces vues patriotiques. Là est l'avenir de Québec plus que dans le Pacifique. Et disons bien fort aux hommes qui sont à la tête de cette entreprise " marchez droit et ferme, le pays est derrière vous pour vous supporter. "

Voyez donc, M. le président, le bénéfice que la province réalisera lorsque le chemin de fer sillonnera la vallée du lac St. Jean. Cette vallée comprend encore trente millions d'acres de terres incultes. Aujourd'hui ces terres valent à peine vingt centins l'acre. De sorte que ces trente millions d'acres de terre ne représentent un capital que de six millions de piastres. Le chemin terminé, je crois être en deça de la vérité en estimant ces mêmes terres à une piastre de l'acre. De sorte que la construction de ce chemin de fer augmentera la richesse de la province de

vingt-quatre millions, et nous aurons colonisé cette partie importante du pays.

M. le président, je m'aperçois que je gagne un peu trop le Nord. Je reviens à l'Est pour parler du chemin de fer de Fraserville à Edmonton, et attirer l'attention des hommes à la tête de cette entreprise sur le tracé de ce chemin de fer.

M. le président, l'intention des hommes qui dirigent la construction de ce chemin de fer est de le voir arriver soit à Fraserville, soit à la Rivière Ouelle. S'ils persistent dans ces vues, quel en sera le résultat?

Ce chemin arrivera à l'Intercolonial, il sera obligé de partager le trafic ; Fraserville ou la Rivière Ouelle ne sont pas des ports de mer, ils ne sont pas assez peuplés pour alimenter le commerce de ce chemin. Dans ces circonstances je poserai une question aux directeurs de cette compagnie. Ne serait-il pas plus avantageux de faire passer votre chemin par la vallée du chemin Taché, dans le comté de Témiscouata, et venir rejoindre le Québec Central à St. Joseph de la Beauce? En suivant cette ligne vous aurez votre commerce à vous seul ; vous parcourrez une contrée encore non exploitée où tout sera à faire et, par conséquent, où le commerce ira toujours grandissant, et par là vous aurez des profits plus considérables.

Je sou mets cette suggestion aux promoteurs de ce chemin de fer, espérant qu'ils comprendront que leur intérêt est de suivre la ligne que je propose, et en servant leurs intérêts ils serviront aussi les intérêts de cette partie de la province que je voudrais voir grandir et prospérer.

M. Nantel.—M. le président, je serai très court. Je remercie les honorables députés qui ont appuyé le projet de voie ferrée du révérend Père Labelle, comme étant une entreprise nationale. C'est très bien et j'en suis fort heureux. Tout le monde a approuvé le grand projet dont je me suis fait l'humble défenseur dans cette Chambre.

Le gouvernement nous a dit qu'il avait de pareilles demandes d'autres compagnies. Si ces compagnies sont dans le même état que la nôtre, je dirai au gouvernement de faire pour elles ce que nous lui demandons pour nous-mêmes. Si ces compagnies sont en état d'offrir un "back country" comme le nord de Montréal, capable de recevoir une population de 1.000.000 d'âmes, que le gouvernement fasse pour elles ce que nous lui demandons en faveur de la nôtre. Nous sommes prêts à donner la preuve de ce que nous affirmons.

Déjà depuis cinq ans le mouvement colonisateur a pris un essor qui s'accroît tous les jours, or ce mouvement est menacé.

Je crois savoir, M. le président, que ces compagnies dont l'honorable commissaire des chemins de fer a parlé demandent de l'argent ; nous, nous n'en demandons pas. On supplie de réparer l'injustice qu'on nous a faite. Qu'on nous donne les \$1,500 par mille qu'on nous a retranchées, et qu'on devait nous accorder.

Je suis si convaincu que notre demande n'est pas exagérée, que si je savais qu'elle pût entraîner des dépenses exorbitantes pour le trésor, je m'empresserais de la retirer. Mais non, ce que nous demandons est bien peu. Que le gouvernement nous accorde au moins la seconde partie de notre demande.

L'honorable député de Montréal-ouest a demandé où est l'argent pour ces entreprises. L'argent est dans notre industrie et c'est là le bien de l'avenir. Nous proposons un mode avantageux de tirer partie de ces immenses forêts qui ne valent rien à l'heure qu'il est. Nous disons au gouvernement : au lieu de concéder vos terres à raison de trente centins l'acre, voici le moyen de les mettre en valeur et vous pourrez les vendre une piastre l'acre. Dix lots à 30 centins ne donnent que \$300, tandis que dix lots à une piastre, donnent \$1,100, et nous disons : donnez-nous \$500 et gardez l'autre moitié, et vous ferez encore \$300 de bénéfice. Avec notre système, le gouvernement gardera l'administration et le contrôle de ces terres. S'il vend deux lots, il gardera le prix du premier et il ne nous donnera que le prix du second. N'est-ce pas une garantie suffisante pour sauvegarder les intérêts de la province.

On a dit qu'il y avait un grand nombre de compagnies qui se trouvaient dans le même cas que nous. Cependant, j'avoue n'en pas connaître qui occupe la position que nous avons. J'aurais voulu que l'on nous eut donné les noms de tous ces chemins de fer. On n'a mentionné que celui de la Gaspésie, de Sorel et un ou deux autres.

La compagnie de la Gaspésie n'est pas dans la même situation que nous.

Montréal a une population de 200,000 âmes ; il faut donner un débouché à cette population, et il importe qu'elle se dirige vers le nord. Nous comptons des colons parmi les agriculteurs les plus distingués des comtés de Laprairie, Chambly et Napierville.

Si nous avons l'orphelinat de Wentworth, c'est grâce à ce mouvement là que nous l'avons. Voilà autant de preuves qui devraient convaincre

de la grandeur et de la force de ce mouvement, et la nécessité de le fortifier par des mesures promptes et efficaces, et pour cela de faire une exception.

Dans le cas du chemin de fer de Sorel, pas un seul lot ne sera pris quand même le chemin serait fait. Je dis que chez nous le cas est différent et que le domaine public devra bénéficier de la réussite de cette entreprise.

Je regrette d'entendre dire à l'honorable commissaire des chemins de fer qu'il ne pourra rien faire cette année. C'est un projet qui, s'il est mis à exécution, n'entraînera pas un sou de dépense d'argent public.

Je vois un honorable député du côté de l'opposition rire. Si on avait vu ce que j'ai vu à trente ou quarante lieues de St-Jérôme, on donnerait plus d'attention à cette question. Il est facile de rire quand on est bien assis sur son siège, mais il me semble qu'on pourrait mieux occuper son temps en venant au secours de cette brave population. Nous travaillerons à faire du Nord le centre d'une grande colonisation qui fera la grandeur du pays.

L'honorable député de Kamouraska s'est demandé si notre entreprise était aussi importante que celle du chemin de fer du lac St-Jean. Je crois avoir prouvé qu'il en est ainsi. Je suis en faveur de toute mesure qui pourra favoriser cette compagnie, mais je dis que notre projet est aussi important que celui d'établir un chemin de fer de Québec au lac St-Jean. A mon avis les deux doivent aller de pair. On procède ordinairement, ou dans bien des cas, d'après un faux système. En 1882, on a mis sur le même pied des entreprises qui ne regardaient qu'une paroisse ou deux, avec celles qui regardaient les intérêts généraux de la province. Il faut un système là comme ailleurs. Le gouvernement doit s'occuper des intérêts de toute la province d'abord, des intérêts des grands districts ensuite, enfin de ceux des localités.

C'est en vertu de ce principe que je demande qu'une exception soit faite pour cette voie ferrée, vu que c'est une entreprise qui regarde 400,000 âmes dans notre province, et peut-être 200,000 aux Etats-Unis, qui n'attendent que la construction de ce chemin pour revenir au pays. Dans la province d'Ontario on fait de la colonisation en chemin de fer, aussi voyez avec quelle rapidité cette province se développe.

On devrait aussi, pour faire prospérer la colonisation, nous débarrasser de l'arbitraire des employés qui disent aux colons : Vous irez là et



non pas ici ou ailleurs. C'est encore une cause de bien des retards propres à décourager le colon. Quant à ce qui concerne la question de la largeur de la voie, j'aimerais mieux sans doute la voie large, mais je dis que nous serions satisfaits d'une ligne à voie étroite, car notre chemin est d'intérêt local, il est destiné uniquement à ouvrir l'intérieur de notre arrière-contrée de Montréal. Nous voudrions que les colons pussent arriver aux marchés en chemin de fer, c'est tout ce que nous voulons. Nous ne demandons pas que les trains puissent aller d'une voie à l'autre sans transbordement.

M. le président, je vous remercie et je remercie la Chambre au nom du révérend Père Labelle, dont je ne suis que l'humble instrument dans cette enceinte, au nom de ce prêtre vénérable qui pense toujours à nous là-bas, au pays de nos ancêtres.

Je désire exprimer ma reconnaissance aux honorables députés de la rive sud qui sont venus généreusement parler en faveur de ma cause.

Ils ont compris que la patrie était au nord comme au sud.

Déjà Sir Charles Tupper, comme ministre fédéral, a mis cette entreprise au nombre des grands travaux d'utilité générale pour le Canada. Cela nous encourage à persévérer dans nos efforts et nous fait espérer dans l'avenir.

M. **Lavallée**—*député de Joliette*.—M. le président, je crois de mon devoir d'attirer l'attention du gouvernement sur les difficultés qui se présentent quelquefois sur le chemin du colon et qui peuvent le porter au découragement.

Ces difficultés sont de diverses espèces.

Pour le moment je viens signaler celle qui suit : Le colon va se choisir un lot pour le défricher et s'y établir. Il fait le premier paiement, obtient son billet de location et se met à l'œuvre, se croyant en sûreté et ne redoutant aucunement d'être troublé.

Cependant qu'arrive-t-il ? Les officiers ou employés du département des terres de la couronne, après inspection faite, constatant que le terrain n'est pas propre à la culture, mais qu'il est boisé de façon à lui donner une valeur pour l'exploitation forestière, le mettent en réserve.

Je comprends que le gouvernement doit veiller avec un soin jaloux au revenu public. C'est son devoir de conserver, pour le revenu, les terres propres à l'exploitation du bois, tout en gardant pour le colon les terres agricoles.

.

Mais pourquoi ne pas établir une distinction de manière à classer les terres du gouvernement, en terrain colonisable destiné au colon et en terrain forestier.

Ce travail, je ne l'ignore pas, est déjà avancé, il est continué vigoureusement par l'honorable commissaire des terres de la couronne.

Cependant, je crois qu'il n'est pas opportun d'inviter le colon à entrer dans la forêt, avant que ce travail de division ne soit fini.

Plus que cela, il convient d'empêcher le colon de subir aucune contrariété qui le décourage et le refoule loin du bois où son travail lui aurait assuré une honnête aisance.

Je prie donc le gouvernement d'adopter des mesures propres à empêcher la cancellation des lots dans des cas comme celui que je viens de signaler à son attention.

Avant de reprendre mon siège, je dois ajouter encore un mot : C'est que les observations que je viens de faire, ne sont pas faites avec l'intention de porter aucune accusation contre l'administration des terres de la couronne.

Je me fais un devoir, au contraire, de rendre témoignage à l'honorable commissaire des terres de la couronne, pour le zèle, le dévouement à l'intérêt public, qui le distinguent à un degré éminent.

J'aurai occasion de lui soumettre, bientôt, un cas où l'un des colons de mon comté a souffert dans son droit légitime, et j'espère qu'il lui sera fait justice.

La proposition de M. Nantel est adoptée.

**M. Poulin.**—*député de Rouville*—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de toutes correspondances, rapports et autres documents relatifs aux difficultés qui ont eu lieu, concernant la ligne de division entre le canton de Farnham et la seigneurie de Saint-Hyacinthe.

M. le président, voici la raison pour laquelle je demande le dépôt de documents. Il existe depuis très longtemps des difficultés entre certains propriétaires dans la seigneurie de St. Hyacinthe, dans le comté de Rouville, et certains propriétaires dans le canton de Farnham.

Cette ligne de division a donné lieu à plusieurs procès au civil. Il y a à l'heure qu'il est une cause devant la cour supérieure de St. Hyacinthe entre Pierre Lorelle demandeur et L. Gaboriau, défendeur. Le

demandeur réclame certains terrains en vertu d'un contrat de concession consenti par le seigneur. Le défendeur allègue qu'il est propriétaire de ce même terrain en vertu d'une patente du gouvernement, en date du 11 février 1809.

La cour a nommé M. O. Duyer, arpenteur, pour vérifier les faits allégués par les parties. Le rapport de l'arpenteur déclare que le gouvernement ayant ordonné en 1798 à l'arpenteur McCarthy de faire le relevé de la ligne seigneuriale et l'arpentage du canton de Farnham, ce M. McCarthy aurait commis une erreur en faisant le relevé de la ligne seigneuriale, et aurait borné sept arpents en profondeur sur les terrains appartenant au seigneur. Ce rapport de M. McCarthy aurait été approuvé par une proclamation du gouverneur, en date du 17 septembre 1804, et que le défendeur est propriétaire de ce terrain qui a été borné dans la seigneurie par l'erreur commise par ce M. McCarthy.

Ces quelques remarques suffiront pour faire connaître la nature et la cause de ces difficultés, et en même temps pour attirer l'attention du gouvernement sur la demande que j'ai l'honneur de lui faire au nom des parties dans cette cause, de les indemniser des pertes qu'elles éprouvent vu qu'elles sont porteurs de bonne foi de titres qui leur paraissaient bons, et qu'ils ne se trouvent invalidés que par l'erreur d'un employé du gouvernement. J'espère que le gouvernement prendra ma demande en sa plus sérieuse considération. Le terrain sujet à cette contestation ne contient que deux cents acres, et, à mon sens, le gouvernement, en indemnisant l'une des parties dans cette cause, ne fera qu'un acte de justice et d'équité, puisque les deux parties ont payé la valeur de ce terrain.

La proposition est adoptée.

**M. Martel**—*député de Chambly*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état montrant les prix réalisés, l'année dernière, par la vente des droits de pêche dans les rivières de la province, comparés aux mises à prix fixées par le gouvernement, et les noms de ceux qui les ont achetées.

Aussi un état des prix obtenus, par le louage des droits de pêche, sur les lacs de la province et le nom des locataires, avec toutes les correspondances, papiers, etc., concernant cette affaire.

Cette proposition est adoptée.

**M. Shehyn**.—*député de Québec-est*.—J'ai l'honneur de proposer

qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance, mémoire entre le gouvernement de la province et la compagnie du Pacifique canadien, relativement à la perception de deux versements de cent mille piastres chacun, dus sur le prix d'achat de la partie ouest du chemin de fer Q. M. O. et O., le premier, le 1<sup>er</sup> mars 1884, le second, le 1<sup>er</sup> mars 1885. Ainsi que copie de tout arrêté en conseil ou autre document, au sujet des procédés pris par le gouvernement pour le recouvrement de ces deux versements.

Cette proposition est adoptée.

**M. Boyer** *député de Jacques-Cartier.* J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie du rapport des auditeurs chargés d'examiner les comptes, et de constater les défalcations de M. Marien, secrétaire-trésorier des écoles du village de St-Jean-Baptiste.

Cette proposition est adoptée.

**M. LeBlanc**—*député de Laval.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province, l'honorable M. Lorranger, ancien procureur général, les employés de l'ancienne administration du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et Léon Dugas, Léandre Labelle et autres intéressés de St-François de Sales, dans le comté de Laval, à propos d'un cours d'eau qui a été barré par la construction du dit chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, à cet endroit, et des dommages causés par les inondations périodiques qui s'en sont suivies.

2. Copie de tous rapports faits sur ces questions, par les employés susdits, soit aux bureaux de l'ancienne administration du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ou au gouvernement.

M. le président, depuis la construction du chemin de fer Q. M. O. et O., à Saint-François de Sales, dans le comté de Laval, MM. Léandre Labelle, Léon Dugas, Alfred Boudrias et autres intéressés, se sont plaints au gouvernement des inondations et des dommages considérables qu'ils ont eu à subir à propos de ce cours d'eau.

A cet endroit, le chemin de fer du nord barre un ruisseau qui égoutte la moitié de la paroisse.

Le ponceau (culvert) désigné aux plans et devis du chemin de fer,

comme devant passer le cours d'eau en question, a été construit plus loin qu'il ne le fallait, et il n'est à présent d'aucune utilité.

En sorte qu'il en résulte tous les printemps, pour les intéressés, des inondations et des dommages considérables. En 1881, mon prédécesseur, l'honorable M. Loranger, s'est donné beaucoup de peine pour arriver au règlement de cette question. Le gouvernement d'alors a fait commencer des travaux, qui ont dû cesser au commencement de l'hiver, et sont restés inachevés. Je me suis occupé de cette question en 1883, alors que j'avais l'honneur, comme aujourd'hui, de représenter le comté de Laval. L'an dernier, une malheureuse distraction m'a empêché de venir prendre mon siège (rires). Et cette année, je profite de ma position pour tâcher d'arriver, avec l'aide du gouvernement, à la solution de cette difficulté. Voilà pourquoi, M. le président, je fais cette demande de documents.

Cette proposition est adoptée.

M. LeBlanc propose que son nom soit substitué à celui de M. Cameron, comme promoteur du projet de loi définissant les bornes de la paroisse de Sainte-Barbe, et pour d'autres fins.

Et objection étant faite, par l'honorable M. Mercier, qu'aucun avis n'a été donné, M. le président informe la Chambre qu'il donnera sa décision demain.

Le projet de loi pour constituer la compagnie des abattoirs de Montréal est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

Le projet de loi suivant précédemment adopté par le conseil législatif, est déposé sur le bureau de la Chambre et renvoyé au comité des ordres permanents :

Pour étendre, définir et confirmer les pouvoirs de la communauté des sœurs de la congrégation de Notre-Dame de Montréal.

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

---

*Séance du jeudi, le 23 avril 1885.*

**SOMMAIRE** :—Dépôt de projets de loi.—Decision de M. le président sur le projet concernant la paroisse de Ste. Barbe.—Délibération sur le projet de loi concernant les asiles d'aliénés : MM. Blanchet, Stephens, Taillon, Martin, McShane, Martel, Rinfret dit Malouin et Beaubien.—Proposition de M. Gagnon, relative à la construction d'une cour de circuit à Kamouraska : MM. Gagnon, Taillon, et Robertson.—Proposition de M. Nantel relative au paiement du subside de \$6.000 par mille sur le chemin de fer du Nord : MM. Nante', Beaubien, Desaulniers, Stephens, Deschênes, Marcotte et Duhamel.—Proposition de M. Watts relative à la nomination du juge de paix pour St. Germain de Grantham : M. Watts.

### DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre :

Pour modifier l'article 1054 du code de procédure civile, tel que modifié par l'article 9 de l'acte 34 Victoria, chapitre 4, et l'article 3 de l'acte 35 Victoria chapitre 6, et l'article 9 de l'acte 47 Victoria, chapitre 8.

Pour modifier de nouveau les lois de la chasse en cette province.

Pour ajouter à l'acte concernant les sociétés, chapitre 65, des statuts refondus du Bas-Canada.

Pour autoriser les protonotaires des cours supérieures à délivrer des copies certifiées des registres de l'état civil en leur possession, quand l'autre double aura été détruit par l'incendie ou autrement.

M. le président donne comme suit sa décision sur l'objection faite par l'honorable M. Mercier, à la proposition de M. LeBlanc, demandant que son nom soit substitué à celui de M. Cameron, comme promoteur du projet de loi définissant les bornes de la paroisse de Sainte-Barbe, et pour d'autres fins, vu qu'aucun avis n'a été donné.

M. le **Président**.—Messieurs, quand M. LeBlanc a proposé hier que son nom fût substitué à celui de M. Cameron comme promoteur du projet définissant les limites de la paroisse de Sainte-Barbe, on a objecté qu'il n'a pas été donné avis de cette proposition.

La règle 31 prescrit que les propositions doivent être précédées d'un avis ; mais elle excepte les propositions qui sont faites au sujet des projets

de loi après leur présentation. J'ai d'abord hésité à décider que cette exception couvre la proposition qui nous occupe, car si elle a trait au projet, cette proposition regarde principalement le promoteur. J'ai trouvé depuis un précédent. L'année dernière, à la Chambre des Communes du Canada, dont la règle concernant les avis est identique à la nôtre, M. le président Kirkpatrick a décidé que l'exception s'applique à une proposition demandant la substitution d'un promoteur. (Journal des Communes, 1884, page 238.) Je suis cette décision et par conséquent j'écarte l'objection.

M. LeBlanc propose de nouveau que son nom soit substitué à celui de M. Cameron, comme promoteur du projet de loi définissant les bornes de la paroisse de Sainte-Barbe, et pour d'autres fins.

Et objection étant faite par M. Gagnon, " que comme il n'y a point de projet sous ce titre devant la Chambre, cette substitution d'un nom à un autre, ne peut pas avoir lieu."

M. le président informe la Chambre qu'il donnera sa décision ce soir.

#### LES ASILES D'ALIÉNÉS

L'ordre du jour appelle la 2e délibération sur le projet de loi relatif aux asiles d'aliénés subventionnés par la province de Québec.

L'honorable M. **Blanchet**.— *député de Beauce, secrétaire de la province*.—M. le président, nous avons examiné cette question avec le plus grand soin et par le projet qui est devant la Chambre, nous nous sommes efforcés d'y donner la solution la plus satisfaisante au triple point de vue des intérêts généraux de la province, des aliénés et des propriétaires de ces asiles. Mais avant d'entrer dans le mérite du projet, il n'est pas sans importance de remonter à l'origine de nos asiles, de voir les progrès accomplis dans le passé, les résultats obtenus et ce qu'ils coûtent à la province.

Nous avons trois asiles pour les aliénés.

Celui de Beauport qui a été fondé en 1845 ; celui de St. Ferdinand d'Halifax, en 1874 ou 1875, enfin celui de la Longue Pointe ou St. Jean de Dieu, en 1873. A l'heure qu'il est, il y a un peu moins de deux mille aliénés.

La province d'Ontario a cinq asiles qui coûtent au trésor public une somme considérable. Le coût d'entretien ici est comparativement inférieur à celui d'Ontario. Cependant nos asiles ont été l'objet de louanges

de la part de la presse et du public généralement. Des visiteurs étrangers sont venus les voir et ont prodigué l'éloge sur la manière dont ces établissements étaient tenus. Nos propres inspecteurs nous assurent que nos asiles sont bien administrés. Dans les rapports depuis 1879 nous avons de précieuses expressions d'opinion et toutes constatent que les asiles ont été tenus sur un excellent pied.

Dans ces derniers temps, le gouvernement a reconsidéré une question bien importante en rapport avec l'administration et le maintien de ces asiles. Depuis un certain nombre de mois, on a combattu le système d'affermage que nous avons dans la province. Une seule fois la Chambre a été appelée à considérer des résolutions à ce sujet, celles de M. Chauveau, encore ne furent-elles jamais adoptées par la Chambre.

On a prétendu que l'affermage n'était pas le meilleur système pour le maintien de nos asiles, qu'il n'offrait aucune garantie pour le public, pour le patient et pour le gouvernement. On a dit aussi que dans les cas où les fermiers faisaient eux-mêmes le service médical, cela ne donnait aucune garantie au gouvernement et au pays. On a même été jusqu'au point de dire que le gouvernement devait acheter.

J'ai déjà dit à la Chambre que le gouvernement ne pouvait se charger d'un fardeau aussi lourd que celui-là. L'état de nos finances ne nous le permet pas. Mais nous avons cherché un moyen terme qui, tout en laissant aux propriétaires des asiles la position qu'ils occupent maintenant, nous donnerait un contrôle direct sur le traitement médical. Le gouvernement a étudié cette question avec grand soin, et déjà il a amélioré la loi des asiles. La loi de la dernière session a consacré trois principes nouveaux. Dans cette loi il y avait une disposition qui permettait au gouvernement de contrôler l'admission des aliénés.

On a dit qu'en retardant l'entrée des patients dans les asiles, cela avait pour effet d'augmenter les frais encourus par le gouvernement pour ces institutions. Tous les médecins s'accordent à dire que l'admission aussitôt que possible après le premier accès de folie, donne plus de chance de guérison qu'en tout autre temps, tandis que de la négligence sous le rapport de l'entrée, nous donne des aliénés incurables dans la plupart des cas. Or, en consultant les statistiques, on verra que dans les cas ordinaires, la moyenne de la vie des aliénés est de 18 ans. Or si pour avoir négligé de le faire entrer dès la première période, on a un aliéné incurable, on sait que l'on devra le pensionner pendant dix-huit ans, au lieu d'un temps relativement beaucoup plus court.



Il y a aussi un autre principe qui a été mis dans la loi, c'est l'introduction des dispositions nécessaires à la mise en pratique du système des sorties sur probation.

On sait que ces patients se trouvent dans un état très près de la guérison et l'expérience démontre que dans bien des cas, un changement de milieu opère une cure radicale. C'est en vue d'obtenir ces bienfaits que nous avons donné la permission de les faire sortir, pourvu que quelqu'un s'en charge. La science constate que de cette manière les chances de guérisons sont augmentées.

En résumé je me crois justifiable de dire que le gouvernement peut réclamer le mérite de s'être occupé de cette question.

M. le président, il s'agit de savoir si on peut trouver et adopter un moyen pour assurer à nos asiles, malgré les contrats existants, dont l'un, celui de la Longue Pointe, n'expirera qu'en 1895 et celui de Beauport en 1894, toute l'efficacité que l'on doit en attendre. Nous croyons que ce système est contenu dans le projet de loi qui est devant la Chambre.

En premier lieu, le gouvernement a cru qu'il fallait nommer un bureau médical pour chacun de nos deux grands asiles. Il est connu qu'un seul médecin ne suffit pas. Pour arriver au but que nous avons en vue, nous avons cru que le meilleur moyen était de nommer un bureau, lequel aurait la surveillance de tout ce qui concerne le traitement médical.

Nous avons cru que c'était le seul moyen que nous avions d'améliorer le système des asiles. Les médecins nommés seront au nombre de trois pour chaque asile. Les salaires ne sont pas donnés dans le projet de loi, on y dit simplement qu'ils ne devront pas dépasser tels chiffres.

Déjà en vertu des contrats, nous avons le droit de contrôler le traitement médical. Nous ne demandons donc rien de nouveau, puisque ce droit nous était garanti auparavant. Nous n'en aurons pas plus de pouvoirs.

Nous aurions pu nommer trois médecins sans cette loi, mais leur existence légale n'aurait pas été la même qu'avec la disposition que nous proposons, c'est-à-dire qu'ils n'auraient pas été constitués en bureau. Le fait est que c'est là le seul changement important qu'il y a dans la loi.

Dans une autre circonstance, on a discuté la question des accidents et de la contrainte mécanique. La discussion a été suffisamment élaborée pour me dispenser d'y revenir.

La question de la contrainte mécanique est encore discutable et dis

cutée. Je crois que nous pouvons sans inconvénient la laisser aux médecins qui seront nommés. La Chambre ne doit pas donner une opinion sur une question qui regarde les spécialistes.

Dans la province d'Ontario la question n'a pas encore été définitivement résolue dans le sens de l'abandon complet de la contrainte mécanique. Je sais qu'il y a des médecins qui sont en faveur de cet abandon. Je crois que ce serait une mesure désirable en soi, et qui mérite notre considération. Elle mérite aussi la considération des médecins auxquels sont confiés le contrôle médical des asiles. D'un autre côté, je crois qu'il ne faut pas abandonner ce moyen de contrôler un aliéné dangereux. Nous devons laisser ce soin aux médecins qui sont plus compétents que la Chambre à se prononcer avec autorité.

On dira peut-être que la création d'un bureau médical va entraîner une dépense en plus. On paiera quelques salaires de plus, mais les frais généraux ne seront pas augmentés.

La totalité des salaires sera de \$9,600, mais il faut déduire le montant des salaires payés à l'heure qu'il est, soit \$2,400 ; il ne reste donc que \$7,200.

Dans les asiles de London et de Toronto, dans la province d'Ontario, il y a trois médecins dans chaque asile. Le total des salaires payés est de \$15,400 pour une population d'environ 3,000 aliénés. La moyenne ici de cette population sera de 1,900, et le surplus de la dépense sera de \$7,200. A l'objection qui pourra être faite que cette dépense est élevée, il y a deux réponses à faire : La première, c'est qu'il s'agit de savoir s'il ne faut pas réformer nos asiles et pour cela ne pas regarder à nous imposer certains légers sacrifices plus apparents que réels. Si la Chambre dit que ce n'est pas nécessaire, très bien, mais je crois que cette mesure aura des effets considérables, comme je vais m'efforcer de le démontrer.

En premier lieu, le bureau médical contrôlera l'entrée des patients. Il est presque impossible d'y voir maintenant. Il est bien difficile d'exercer une surveillance rigoureuse sur les entrées. Nous croyons qu'avec le système nouveau, il sera impossible de faire admettre des patients sans nécessité. D'après la loi que nous proposons, on ne pourra admettre que les idiots ou imbéciles dangereux et les aliénés ordinaires tels que définis par l'article 15. Nous allons par là économiser le montant des salaires qui sont en sus des frais actuels.

Depuis que nous avons la loi qui oblige les municipalités à payer une moitié des frais d'entretien des aliénés, il y a une tendance d'en-

voyer des malades dans une autre localité, et quand il s'agit de savoir où est le domicile du patient on a toutes les difficultés du monde à le trouver. Je m'empresse de reconnaître qu'il y a un bon nombre de municipalités qui paient de bonne grâce, comme il y en a d'autres qui se montrent récalcitrantes. Dans mon comté on a fait des démarches auprès de moi pour avoir des exemptions et j'ai refusé absolument, considérant que cela aurait été une mesure injuste. D'autres comtés sont dans le même cas. A l'avenir le bureau médical y verra. Il pourra constater le domicile des aliénés. Par toutes ces mesures nous sauverons plus que les salaires que nous allons payer.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St. Jean*. Quel domicile ?

L'honorable M. **Blanchet**.—Celui qui est déterminé par le code civil. C'est compris dans l'énumération des devoirs des médecins visiteurs à l'heure qu'il est.

Plus nous aurons de soin pour nos patients, plus nous augmenterons les chances de guérison. Au point de vue de la dépense, nous pouvons par là même encore espérer une économie. Nous sommes si bien convaincus que la loi que nous proposons n'augmentera pas les frais généraux, que nous n'avons pas mis un sou de plus dans le budget au crédit pour le service des asiles. Cependant, on ne doit pas oublier qu'il faudra attendre un an ou deux pour voir quels seront les résultats de l'opération de cette loi.

M. le président, le premier paragraphe de l'article 3 dit :

“ Des règles et règlements peuvent être faits par le lieutenant gouverneur en conseil pour la discipline intérieure et le bon fonctionnement des asiles.”

On s'est demandé si, au moyen de cette disposition, on n'allait pas contrôler la discipline intérieure de l'asile de la Longue Pointe, par exemple, qui est tenu par les bonnes sœurs qui ont fondé cette institution, et qui, par leur dévouement, leur esprit d'abnégation et leur charité toute évangélique, l'ont conduit à un haut degré d'excellence et de prospérité. Par cet article, le gouvernement n'a pas eu l'intention d'intervenir dans les règles de la discipline de la communauté qui administre cet asile. Pour y trouver cela, je crois qu'il faut avoir beaucoup d'imagination. La loi ne s'applique qu'à l'asile. Mais afin de dissiper tout doute dans l'esprit des plus prévenus, je n'ai pas d'objection à dire que ces règles et règlements ne s'appliqueront qu'au contrôle médical, car nous disons que le gouvernement n'a que cela en vue.

Le grand et principal objet de la loi est de donner aux patients un traitement plus soigné que par le passé. Depuis quelques années, on voit qu'il y a une tendance générale à améliorer le traitement des aliénés. Les médecins disent que le travail constitue un bon traitement pour les maladies mentales. Les spécialistes s'accordent à dire que du moment qu'on a pu forcer un aliéné à travailler, il est facile de le contrôler.

On pourrait aussi leur faire la classe, et par là leur faire oublier qu'ils sont malades. En les traitant comme des hommes qui ont leur raison, vous opérerez une heureuse diversion dans leur esprit.

Dans l'asile d'Orillia à Ontario, on a adopté ce système, et l'on s'est convaincu qu'on peut enseigner certains métiers qui permettront aux aliénés de gagner leur vie une fois revenus à la santé. Dans cet asile, on a enseigné plusieurs métiers.

Quelques uns de ces pauvres imbéciles ont été mis en liberté : ils sont allés dans le village où ils se sont établis. Maintenant ils gagnent leur vie honorablement. Ces moyens méritent d'être essayés. Quand on aura trois médecins qui pourront consacrer tout leur temps et faire des études sur le sujet du meilleur traitement à être donné aux aliénés, je crois qu'on obtiendra par là-même des résultats qui seront favorables à la province et aux patients.

Quelques citoyens de Montréal ont mis un projet à l'étude pour avoir un asile spécial pour les protestants, comme celui de la Longue Pointe. En vue de cette fondation, on pourrait changer le titre de la loi et au lieu de dire "acte relatif aux asiles d'aliénés subventionnés par la province de Québec" on pourrait l'intituler : "Acte relatif aux asiles d'aliénés dans la province de Québec."

L'article 12 a soulevé une autre objection.

Cet article se lit comme suit :

"Le médecin interne de l'asile ou son assistant peut en tout temps donner une autorisation écrite de sa main à l'effet d'admettre auprès du patient tout parent, ami ou médecin ou toute autre personne que les parents ou amis désignent.

"Cette autorisation peut être limitée ou être générale et avec ou sans restrictions quant à la présence d'un gardien durant cette admission."

On a dit que cette clause était immorale et absurde, et qu'on ne

comprenait pas comment le gouvernement avait pu introduire une telle disposition dans sa loi.

Or, cette clause si terrible existe dans le statut depuis 1851. Le statut refondu pour le Bas-Canada, chapitre 73, article 83 dit : “ L’un des visiteurs d’une maison licenciée peut, en tout temps, donner un ordre par écrit sous son seing, pour admettre auprès du patient détenu dans cette maison, tout parent ou ami du patient, ou tout médecin ou toute autre personne que le parent ou les amis du patient désirent faire admettre auprès de lui. ”

L’article 84 ajoute : “ Cet ordre peut être, soit pour une seule admission, soit pour un certain nombre d’admission limitées, ou pour une admission générale en tout temps dans des limites raisonnables, avec ou sans restriction quant à la présence d’un gardien durant cette admission. ”

On voit que la disposition du projet de loi est exactement la même que celle du statut, laquelle a existé jusqu’en 1864. Cela n’offre aucun danger pour la morale.

De tout temps et partout, on a compris qu’on ne pouvait permettre aux étrangers de visiter des patients dans les asiles. Il faut un pouvoir qui contrôle ces visites. Ce contrôle n’offre aucun danger, je le répète, et constitue une garantie de la bonne administration de nos asiles.

A l’heure qu’il est nous recevons tous les jours des comptes pour le transport des patients et il nous est impossible de contrôler cette dépense. Nous voulons que les municipalités paient ces frais à l’avenir.

Une nouvelle clause a été introduite ; c’est l’article 24. En voici la teneur :

“ Toute lettre écrite par un patient détenu dans un asile et adressée aux membres du Conseil exécutif, aux inspecteurs des asiles, à sa famille, ou à ceux qui ont provoqué son internement, doit être transmise à son adresse par les propriétaires des dits asiles ou leurs officiers sans être ouverte. ”

Cela a pour but de protéger la liberté des patients.

L’article 47 contient aussi une modification. (On sait que d’après la loi de 1880 les municipalités devaient payer la moitié des frais d’entretien des aliénés, mais qu’elles ne pouvaient se faire rembourser par ceux qui étaient obligés à cet entretien.

Nous avons modifié cet état de choses par l'article 47, dont voici le texte :

“ Il est loisible à toute municipalité qui a ainsi payé une somme d'argent au gouvernement pour cette pension, ce séjour et ce traitement, et qui a payé, en outre, les frais d'arrestation et d'enquête ainsi que tous les frais de transport d'un aliéné interné dans un asile, de se faire rembourser les montants ainsi payés par elle, par voie d'action et d'exécution en la manière ordinaire, sur les biens de l'aliéné ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de subvenir à sa subsistance et à son entretien.

“ Toutefois, ce recours n'a pas lieu s'il a été constaté lors de son entrée à l'asile que le patient n'avait aucuns biens soit par lui-même ou par ceux qui sont tenus de lui fournir des aliments.”

J'avoue, cependant, que je serais en faveur d'abroger entièrement cette disposition de la loi. Je crois qu'on devrait dire que la municipalité devra tout payer sans droit de recours contre les personnes obligées vis-à-vis des aliénés.

Je crois que celui qui ne peut pas payer sa pension par lui-même, devrait être soutenu aux frais de la municipalité sans recours contre les parents. C'est mon opinion et la Chambre en fera ce qu'elle voudra.

On dira peut-être que cette loi va faire naître des conflits avec les propriétaires des asiles ou leur imposer de nouvelles dépenses. Je ne le crois pas, au moins les frais additionnels ne seront pas assez importants pour en parler. Prenons par exemple le contrat avec l'asile de Beauport. Il est dit que l'on peut faire des changements dans l'asile, à moins que la dépense qui devra être encourue ne soit considérable, et dans ce cas le gouvernement pourra indemniser les propriétaires. Et pour parer à ces cas, voici ce que dit l'article 55 :

“ Toute réclamation pouvant résulter de l'exécution de la présente loi de la part des propriétaires d'un asile, peut être déterminée, si les parties y consentent, par des arbitres nommés conformément aux dispositions du code de procédure civile et à défaut de consentement, elle est soumise aux tribunaux ;

“ Dans les deux cas, le gouvernement peut invoquer contre telle demande, toute compensation qui paraît juste et légitime.”

De fait, par ce projet de loi, le gouvernement n'impose aucune obligation nouvelle aux propriétaires. Seulement nous avons voulu les

mettre à l'abri de l'accusation de négliger l'accomplissement fidèle de leur contrat pour des fins de bénéfices plus ou moins légitimes.

En disant que nous prenons sur nous le contrôle médical, nous ne faisons que répéter un droit que nous avons déjà. Et s'il arrive qu'il soit nécessaire de faire encourir de fortes dépenses aux propriétaires des asiles, ils ont en leur faveur l'article 55 qui les protège et leur assure le droit d'indemnité.

Nous ne violons aucun principe de sage législation ni d'équité vis-à-vis des propriétaires des asiles.

L'honorable M. **Marchand**.—Pourquoi avez vous introduit l'article 54 ?

L'honorable M. **Blanchet**.—Je crois que ce qui existait n'était pas suffisant.

Je sou mets avec confiance ce projet de loi à la considération de la Chambre, et je suis certain qu'on y trouvera ce qu'il faut pour améliorer l'administration de nos asiles. Je propose l'adoption en deuxième délibération.

M. **Stephens**—*député de Montréal-centre*.—M. le président, je suis heureux de dire que ce projet de loi est une amélioration et un pas de fait dans la bonne direction. J'ai étudié la question et j'y vois une amélioration énorme sur l'ancienne loi.

Il faudra avoir de bons médecins, et c'est à mon avis l'une des plus grandes difficultés à vaincre. Nous n'avons guère de spécialistes dans notre province, parce que nous n'avons pas d'institution enseignant cette science.

Il est de principe que le traitement le plus hâtif est le meilleur, parce que, dans la première période de la maladie, les chances de guérison<sup>s</sup> sont beaucoup plus nombreuses. Or l'absence d'enseignement sur les maladies mentales est la source de bien des difficultés.

Nous devrions permettre aux étudiants en médecine d'aller dans nos asiles et y suivre une clinique régulière. Les médecins en général doivent connaître quelque chose sur les maladies des nerfs. Dans les campagnes, les médecins doivent savoir si une personne est malade d'aliénation. S'ils pouvaient donner le premier traitement exigé dans la première période de la maladie, cela aurait pour résultat de diminuer le nombre des cas d'aliénation mentale devenant incurables.

Je crois que le système de faire payer les municipalités est mauvais, car cela fait qu'on retarde le plus que l'on peut l'entrée des patients dans l'asile. J'aimerais mieux qu'on imposât une taxe spéciale sur toute la province. On ne voit pas ce système aux Etats-Unis. Là les dépenses sont payées en entier par le trésor de l'Etat. Il n'y a pas de taxe qui serait mieux acceptée que celle qui serait imposée pour maintenir nos asiles sur le meilleur pied possible. Je ne voudrais pas des dépenses inutiles, mais aussi je ne voudrais pas qu'on lésinât sur une question aussi importante.

Dans tous les pays on a constaté qu'il y a une classe de patients qui est inoffensive. On envoie ces patients là sur des fermes et ceux qui utilisent leurs travaux s'en trouvent très bien. S'il y a une telle classe de patients dans nos asiles, on devrait s'empresse de le constater et mettre en pratique le système inauguré ailleurs.

J'espère que le gouvernement formera un bureau de commissaires qui étudiera toutes ces questions, et que ce bureau sera composé de médecins spécialistes, lesquels auront le pouvoir de visiter les asiles et de voir à la conduite de nos employés.

Il est vrai que nous avons nos inspecteurs, mais ce ne sont pas des spécialistes. Ces commissaires, si je comprends bien, seront comme une cour d'appel siégeant et décidant toutes ces questions.

Le système des sorties sur probation est peut-être l'un des meilleurs traits de ce projet de loi. Ce système est largement pratiqué aux Etats-Unis et en Angleterre. C'est une pratique excellente à laquelle il faudra donner tout le développement possible, car c'est un moyen économique en même temps qu'il assure des guérisons assez nombreuses.

Quant aux résultats de l'application de cette loi, nous devons tenir compte du fait que nous avons dans nos asiles un grand nombre de patients atteints de maladies chroniques. De ceux-là je n'espère pas de résultats immédiats. Mais cette pensée n'aura pas pour effet de me décourager, car je suis convaincu que nous pouvons compter réaliser plus tard de grands avantages.

Cette loi ne devra pas épouvanter les propriétaires des asiles, car elle aura bien plus pour effet de leur aider que de leur nuire, dans le but qu'ils poursuivent, c'est-à-dire la guérison des malades.

Je considère, M. le président, que c'est une très bonne mesure et je lui donne franchement mon adhésion. La suite de la délibération est renvoyée à plus tard.



LA FÊTE DE ST GEORGE.

**M. Owens** — *député d'Argenteuil.* M. le président, personne n'ignore que c'est aujourd'hui la St-George, c'est-à-dire la fête nationale de nos compatriotes les Anglais. J'espère que le gouvernement n'aura pas d'objection à ajourner la Chambre.

L'honorable **M. Robertson** — *député de Sherbrooke, trésorier de la province.* — Réellement je crois que la session est trop avancée pour prendre un ajournement d'ici à demain. Nous pourrions ajourner jusqu'à 9 heures, et c'est le plus qui pourrait être fait dans les circonstances.

**M. McShane** — *député de Montréal-ouest.* — Je vote pour l'ajournement de la Chambre, que l'honorable député d'Argenteuil fasse sa proposition et je vais l'appuyer avec le plus grand empressement.

**M. Stephens.** — Nos concitoyens anglais ne seront pas insultés si nous travaillons ce soir. Nous sommes un peuple pratique et nous aimons à travailler. Nous devrions en finir et nous en aller dans nos foyers, et en même temps diminuer les dépenses publiques.

L'honorable **M. Taillon** — *député de Montréal-est, procureur général.* — Il n'y a pas de mauvais vouloir, mais on doit comprendre que la session est trop avancée pour faire preuve d'une telle libéralité. Mais nous pourrions, comme preuve de notre bonnevolonté, reprendre la séance un peu plus tard que d'habitude.

L'honorable député d'Argenteuil peut être convaincu que je serais le premier à dire : ajournons, si nous en étions au commencement des travaux de la session.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à 9 heures et demie.

L'honorable **M. Blanchet.** J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 8 avril 1885, demandant : copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement de cette province, ou aucun de ses membres, et les autorités de la cité de Sherbrooke, au sujet de la dette due au fonds d'emprunt municipal ; ainsi que copie de tous rapports et autres documents se rapportant à cette question.

Les deux projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour modifier la charte de Montréal.

Pour modifier la loi accordant de nouveaux pouvoirs à la corporation du village de la Cote St. Antoine.

M. le président donne comme suit sa décision sur l'objection faite par M. Gagnon, à la proposition de M. LeBlanc : que son nom soit substitué à celui de M. Cameron, comme promoteur du projet définissant les bornes de la paroisse Sainte-Barbe et pour d'autres fins,—“ que, comme il n'y a point de projet sous ce titre devant la Chambre, cette substitution d'un nom à un autre ne peut pas avoir lieu.”

M. le **Président**.—La question soulevée par cette objection, c'est que le projet mentionné dans la proposition n'est plus devant la Chambre, — qu'en conséquence du rapport fait hier par le comité des ordres permanents, la Chambre n'est plus saisie de ce projet.

Voici les faits.

Le 14 avril, le comité des ordres permanents a fait rapport que l'avis relatif au projet de loi définissant les limites de la paroisse de Ste-Barbe n'a pas été publié dans la *Gazette Officielle*, mais qu'il a été établi que toutes les parties intéressées ont été suffisamment informées de la demande de ce projet de loi et, pour cette raison, le comité a recommandé de suspendre la règle 51. La règle a été suspendue et le projet de loi a été présenté. Après sa deuxième lecture, ce projet de loi a été régulièrement renvoyé au comité des projets de loi d'intérêt local. Subséquemment il fut présenté deux pétitions, ne demandant pas que le projet de loi fut rejeté pour informalité, mais qu'il fût rejeté ou amendé en le prenant pour ce qu'il vaut. Ces pétitions ont été renvoyées au comité des ordres permanents. Lundi dernier le comité des projets de loi d'intérêt local a jugé à propos de recommander que la pétition pour le projet de loi fût renvoyée de nouveau au comité des ordres permanents avec instruction d'examiner les pétitions et de faire rapport de nouveau, et ce rapport fut adopté. Hier le comité des ordres permanents a fait rapport que les pétitionnaires ne se sont pas conformés à la règle 51, en tant que l'avis n'a pas été publié dans la *Gazette Officielle* et que les avis sont insuffisants.

Abordons maintenant le point d'ordre soulevé.

L'objet du comité des ordres permanents, c'est de constater si les avis voulus ont été donnés et si les pétitions sont conformes à ces avis ; mais ce comité n'a pas le pouvoir de s'enquérir du mérite des pétitions. Au cas d'irrégularité ou d'insuffisance des avis, lorsque le comité est convaincu que les parties intéressées connaissent parfaitement la législation

proposée, il peut recommander de déroger à la règle qui prescrit la manière dont les avis doivent être donnés.

Ceci a été fait dans le cas qui nous occupe ; le projet de loi a été régulièrement déposé et la Chambre en a été régulièrement saisie.

Le deuxième rapport du comité des ordres permanents ne recommande ni de retirer ni de rejeter le projet de loi, ce qui serait d'ailleurs au delà de sa compétence ; mais il reitère la déclaration, que les avis n'ont pas été publiés dans la *Gazette Officielle* et constate que ces avis ne sont pas conformes à la règle et, par conséquent, qu'ils sont insuffisants.

Lorsqu'un projet est reçu, il est déposé sur le bureau et les mesures qui sont prises aux différentes phases de la procédure, sont prises au moyen de propositions faites régulièrement. En attendant qu'on procède à son égard, le projet reste sur le bureau, sujet à la décision de la Chambre. (Cushing, *Legislative Law and Practice*, numéro 2134.) Les projets ne cessent d'être soumis à l'action de la Chambre, que lorsqu'ils sont rejetés ou retirés, ce qui, dans l'un ou l'autre cas, doit se faire au moyen d'une proposition. Si l'on ne fait pas la proposition voulue pour procéder avec un projet, on dit que ce projet est laissé en suspens ; mais dans ce cas il reste sur le bureau et il peut être repris en faisant proposition à cet effet.

Or, dans le cas qui nous occupe, le deuxième rapport du comité des ordres permanents n'a certainement pas eu pour effet de supprimer ou de soustraire le projet à l'action de la Chambre, et de remettre les choses dans la même position qu'elles étaient avant que le projet fût présenté. Pour la Chambre, ce deuxième rapport du comité des ordres permanents peut être une bonne raison de refuser de procéder davantage avec le projet ; mais je n'ai rien à voir à cela. Je n'ai qu'à décider dans quelle position le projet se trouve actuellement. Il n'a été ni rejeté ni retiré, et par conséquent la Chambre en est saisie et il est soumis à son action. C'est pourquoi je décide que l'objection n'est pas bien fondée.

La proposition de M. LeBlanc étant alors mise aux voix est adoptée.

M. LeBlanc propose que le projet de loi soit de nouveau renvoyé au comité d'intérêt local.

Et objection étant faite par M. Watts, que “ maintenant n'est pas le temps pour faire cette proposition. ”

M. le président décide comme suit :

M. le **Président**.—La règle 19 ordonne et prescrit l'ordre jour-

nalier des affaires et fixe le temps auquel les propositions doivent être faites. Quoique l'honorable député ne soit pas tenu de donner avis de cette proposition, il n'en est pas moins tenu de se conformer à la règle 19 et de faire sa proposition au temps voulu dans l'ordre des affaires journalières. Je ne puis pas mettre maintenant cette proposition aux voix, sans que la Chambre y consente à l'unanimité.

#### LES DÉBENTURES DE KAMOURASKA.

**M. Gagnon**—*député de Kamouraska*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de toutes correspondances, mémoires et autres documents échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toutes personnes quelconques, au sujet de la construction d'une cour de circuit dans le comté de Kamouraska.

Ce que je demande là comprend toute la correspondance.

Je crois qu'il me suffira d'exposer les faits pour faire comprendre la justice de ma cause.

Le changement qui a eu lieu a eu pour effet de faire perdre au comté de Kamouraska la cour de circuit. Le conseil de comté s'est occupé de la question; et il a nommé une délégation pour obtenir une subvention ou aide de la part du gouvernement. Un mémoire lui a été présenté à ce sujet. Cela a eu lieu il y a un mois ou deux. Depuis, le gouvernement a toujours la question sous sa considération.

M. le président, la prétention du comté de Kamouraska, c'est que le gouvernement fédéral s'étant chargé du surplus de la dette, ce gouvernement doit payer les débentures émises pour la construction du palais de justice. De la sorte le comté ne devrait plus rien.

Le revenu de la taxe spéciale a dû produire au-delà de \$10,000 d'après les rapports que nous avons. Outre cela, le gouvernement a retiré l'assurance au montant de \$7,600.

La situation serait donc celle-ci :

Le gouvernement fédéral s'étant chargé du paiement des débentures, nous n'avons plus à nous en occuper. Le comté ayant payé \$10,000 et le gouvernement local ayant retiré \$7,200 de l'assurance, nous demandons en compensation que le gouvernement contribue pour \$6,000 pour construire une bâtisse pour la cour de circuit.

Le changement de chef-lieu a eu pour effet de faire baisser la valeur de la propriété de trente à quarante par cent et elle baisse encore à l'heure qu'il est. Ce que je demande redonnera à mon comté une partie des avantages qu'on lui a fait perdre par le transfert du chef-lieu.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général.* M. le président, quand nous disons que la demande des commettants de l'honorable député est à l'étude, cela veut dire que la chose n'est pas mise de côté. Nous nous en occuperons aussitôt que possible.

M. **Gagnon**.—On m'a dit qu'on s'oppose à notre démarche. Je veux savoir par la correspondance si on s'oppose à la cour en elle même ou si c'est au site auquel on en veut.

Quant aux débentures, je crois que le gouvernement fédéral s'est chargé du paiement à leur échéance. Dans tous les cas, cela entraînera la même décision sur d'autres réclamations analogues.

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province.*—Le gouvernement fédéral prétend que le montant qu'il a pris à sa charge en 1873 a été un montant convenu, et il dit que le reste non prévu est au compte de la province.

M. **Gagnon**.—Je veux savoir s'il ne fallait pas inclure le montant de ces débentures pour former le montant de la dette pris en 1873 par le gouvernement fédéral.

M. le **Trésorier**.—Quant à cela, j'en suis certain.

M. **Gagnon**.—Il n'en reste pas moins acquis que le gouvernement a reçu le montant de l'assurance, et qu'il a perçu \$10,000 et au delà par le moyen de la taxe spéciale.

Je désire avoir une décision du procureur-général avant le dépôt du budget supplémentaire, afin qu'on y mette le montant nécessaire.

La proposition est adoptée.

---

#### LE SUBSIDE FÉDÉRAL DE \$6,000 PAR MILLE

M. **Nantel**—*député de Terrebonne.*—M. le président, j'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de toutes correspondances, mémoire, etc., échangés entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, au sujet du paiement de \$6,000.00 par mille demandé au gouvernement fédéral, comme com-

l'ensation à la province, pour cette partie de notre ci-devant chemin de fer provincial, s'étendant de Saint-Martin à Québec ; paiement retenu à cette province par l'acte du Canada 47 Victoria, chap. 83.

Je ne dirai que quelques mots.

On a déjà discuté cette question sur une proposition de l'honorable député de Rimouski. Dans le même temps une requête était signée dans cette Chambre par un certain nombre de députés. J'ignore dans quelles circonstances cette requête a été signée. On a prétendu que ces députés ont conseillé au gouvernement fédéral de prendre les \$6,000 par mille retenues sur le subside pour le chemin de la province, et de les appliquer à la construction d'une voie ferrée qui paraît avoir toutes les préférences de l'*Etendard*.

Je profite de cette occasion pour dire que ce n'est pas le cas. On n'a jamais eu l'intention de donner un tel conseil. Nous avons tous voté l'adresse proposée par mon honorable ami le député de Rimouski. Tous nous voulons que les \$6,000 soient remises dans le coffre public de la province. Nous voulons néanmoins en même temps la construction de l'autre voie ferrée. Que le gouvernement fédéral aide cette entreprise, nous en serons heureux, mais qu'il ne nous prive pas pour cela de nos \$6,000. Je tiens à bien définir et à affirmer ma position.

Ce chemin traversera tout mon comté. St-Jérôme serait relié directement avec les grands centres de la province. Voilà pour les avantages locaux que j'y vois. Mais avant tout je vois aussi les intérêts généraux de la province avant ceux de mon comté. Je ne suis pas si aveuglé par ces avantages particuliers pour dire que c'est le grand chemin national de colonisation. Je dis que nous avons déjà une voie ferrée et que de plus ce chemin exposerait à faire sombrer ou à retarder longtemps d'autres projets d'une nature plus pressante. Je comprends comme bien d'autres que le gouvernement fédéral ne peut donner partout.

S'il donne de l'argent à ce chemin de fer, il ne pourra en donner aux autres projets. Le chemin de fer du lac St-Jean et celui de mon comté sont les deux voies les plus importantes dans les circonstances. Si on peut aider tout le monde, très bien, mais qu'on n'expose pas la réalisation d'autres entreprises plus pressantes.

Si j'ai fait cette proposition, c'est afin d'avoir l'occasion de définir ma position sur ce sujet.

L'honorable M. **Beaubien**—*député d'Hochelaga*.—M. le président, je connais la lettre à laquelle on vient de faire allusion. Je crois que

l'honorable député de Terrebonne ne l'a pas lue, où s'il la lue, il ne s'en rappelle pas. Il n'a jamais été question de la voie ferrée dont il nous parle. Il était question d'une ligne qui aurait amené le Pacifique à Québec en partant de St. Lin. Il n'a jamais été question de vouloir détourner de la province les \$6,000 de subside.

Mais nous nous sommes dit : Si cet argent doit être absorbé dans l'achat du chemin de fer du Nord, il vaudrait mieux bâtir cette autre ligne. Voilà ce que nous disions.

On sait très bien que le gouvernement fédéral ne peut avoir le chemin de fer du Nord pour le même prix que la province l'a vendu. Il faudra dans ce cas qu'il prenne nos \$6,000. Dans cette hypothèse nous disons ; construisez une autre voie. Ce projet nous paraît le plus avantageux parce que nous donnons à Québec deux Pacifiques, le Grand Nord qui en vaut un et le Pacifique lui-même.

M. le président, j'apprends que maintenant ces deux grandes compagnies se sont entendues et qu'elles vont administrer et exploiter le chemin du Nord conjointement. Je m'en réjouis car personne ne nous contestera les \$6,000 par mille que nous réclamons pour la province.

Mais si ces \$6,000 doivent être détournées de la province, leur véritable destination, alors nous demandons que le gouvernement fédéral fasse un autre chemin de fer dans la profondeur des terres.

M. le président, je suis fort heureux de voir que la province a une chance d'avoir ses \$6,000 par mille. Mais si le chemin de fer du Nord avait été acheté par le gouvernement fédéral, quel est celui qui aurait pu dire que nous aurions eu ces \$6,000, s'il y en a un qui peut me dire cela, je suis prêt à admettre que j'ai eu tort. En attendant, je crois que nous avons raison de dire à Sir Hector L. Langevin ce que nous lui avons dit.

Voilà en résumé la substance de cette fameuse lettre—et je n'en ai pas honte.

**M. Désaulniers**—*député de Saint-Maurice*.— M. le président, je suis l'un des vingt députés qui ont signé cette lettre. Je l'ai signée parce que l'on m'a dit qu'il y avait moyen d'avoir un nouveau chemin de fer dans la région du nord du St-Laurent. On me dit maintenant que c'est une utopie. Si j'étais appelé à la signer de nouveau, je ne le ferais pas, car je considère, d'après ce que j'en sais, que c'est pour favoriser des intérêts privés ou de coterie politique.

**M. Stephens** — *député de Montréal-centre*. — M. le président, je crois que cette voie ferrée rendrait de grands services à cette partie du pays. Ainsi le commerce de bois des endroits traversés par ce chemin serait très favorisé et prendrait un essor considérable.

On sait que le bois dur devient rare et il est temps de songer à développer le commerce de ce bois.

A entendre l'auteur de cette proposition, on dirait qu'il n'y a que le comté de Terrebonne qui devrait avoir du secours du gouvernement pour des chemins de fer. D'autres endroits en méritent autant pour le moins que ce comté.

**M. Desaulniers**. — Qu'on remarque bien que je ne suis pas contre ce chemin de fer, parce qu'il passe dans mon comté.

**M. Deschênes**. — *député de Témiscouata*. — M. le président, comme je suis l'un de ceux qui ont signé la lettre en question, je donnerai un mot d'explication.

Je me suis renseigné auprès des amis à Ottawa pour savoir si cela pouvait faire tort à la réclamation de la province à l'égard des \$6,000 par mille, et l'on m'a dit non. Je puis donc dire que j'ai signé en connaissance de cause, et je ne le regrette pas. La presse nous annonce que les deux grandes compagnies du Grand Tronc et du Pacifique se sont entendues. On dit même que le marché est signé depuis deux jours. On assure même qu'elles vont dépenser un million pour améliorer les moyens de transport. Tout a été fait pour le mieux, paraît-il. J'en félicite Québec, puisque cette ville va avoir ce qu'elle réclame depuis si longtemps.

**M. Marcotte** — *député de l'Islet*. — M. le président, j'ai signé cette lettre parce que l'on m'a dit que ce chemin devait favoriser la colonisation. Maintenant, le gouvernement fédéral fera ce qu'il voudra. A lui de juger de ce qu'il faut.

**M. Duhamel** — *député d'Ottawa*. — M. le président, quand j'ai signé cette lettre ou requête, j'avais à cœur l'intérêt de la province. Il n'était pas certain que le million que nous réclamons tomberait dans le trésor de la province. J'espérais par là avoir l'argent d'une façon ou d'une autre. J'avoue que loin de le regretter, si c'était à recommencer je ferais encore la même chose, car j'ai fait pour le mieux. Je dois aussi ajouter que je n'ai jamais agi pour favoriser des intérêts particuliers.



S'il m'arrivait de faire erreur par suite de faux renseignements ou autrement, il n'y aurait pas de mauvaise foi de ma part.

**M. Nautel.**—Je n'ai jamais reproché à qui que ce soit d'avoir signé ce document là, ni au nom de la province, ni au nom de mon comté. J'ai tenu à faire cette proposition pour enlever à cette démarche la signification qu'on veut lui donner en certain quartier. Je suis convaincu que les députés signataires n'ont jamais voulu dire par là au gouvernement fédéral : "prenez ces \$6,000 par mille pour bâtir ce chemin," comme on le prétend faussement. C'est ce que j'ai tenu à rappeler publiquement.

D'après ce qu'a dit l'honorable député d'Hochelaga, il n'y aurait plus de malentendu entre nous, puisque nous serions tous de la même opinion.

La proposition est adoptée.

#### LA NOMINATION DES JUGES DE PAIX DE ST GERMAIN DE GRANTHAM.

**M. Watts**—*député de Drummond et Arthabaska.*—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de toute correspondance et arrêtés du conseil, ayant rapport à la nomination de juges de paix résidant dans la municipalité de St Germain de Grantham, pour les trois dernières années.

M. le président, l'honorable procureur général m'a promis hier qu'il ferait la nomination que je sollicite, en attendant je lui ferai remarquer qu'il n'y a personne pour remplir les fonctions de ces utiles officiers de justice. Ceci démontre qu'il y a urgence.

La proposition est adoptée.

#### SUITE DE LA DÉLIBÉRATION SUR LE PROJET DE LOI RELATIF AUX ASILES D'ALIÉNÉS.

**M. Stephens** — *député de Montréal-centre.* M. le président, dans mes remarques avant la suspension de la séance, à six heures, j'ai dit des choses qui prouvent que je ne suis pas un adversaire quand même des propositions ministérielles, et que j'appuie le gouvernement quand il a raison. Les modifications dont l'honorable secrétaire de la province nous a parlé, vont avoir, je crois, pour effet de diminuer la valeur du projet de loi. Quant aux autres points, j'en parlerai quand nous procéderons, en comité général, à l'examen des articles.

**M. Martin** *député de Bonaventure*. M. le président, depuis quel-que temps nous avons entendu bien des attaques injustes contre nos asiles. Je suis heureux de dire, après avoir constaté la vérité des faits, que ces attaques sont venues se briser contre les résultats pratiques de l'expérience.

Je comprends que des petites luttes ont pu se produire pendant un certain temps, mais aujourd'hui tout cela est fini. Il ne nous reste donc plus qu'à faire face aux attaques d'un homme qui est venu jeter du discrédit sur des institutions créées par la plus ardente comme la plus sublime charité.

M. le président, qu'a-t-on à reprocher à nos asiles. Les rumeurs de nature à nuire à ces institutions ont été contredites.

On s'est aussi attaqué au système suivi dans ces maisons.

Le Dr Tuke a dit que le système de la contrainte mécanique était digne des âges de barbarie. On ne peut soutenir que partout on tende à faire disparaître la contrainte mécanique. On dit que c'est cruel d'empêcher un homme de marcher, de faire ce qu'il veut. Oui, M. le président, c'est pénible, mais les effets contraires me paraissent aussi bien sérieux. La contrainte par la main des hommes—car enfin il y a des cas où il faut user d'un moyen quelconque pour maîtriser les malades—est plus mauvaise que la contrainte par des moyens mécaniques. Par cette dernière contrainte, le patient peut marcher et prendre l'air, il peut jouir d'une certaine liberté, tandis que par la contrainte par la main des hommes, vous verrez des spectacles effrayants, des luttes pénibles entre les gardiens et les patients. On a même vu la mort être le dénouement de ces luttes acharnées.

Cette opinion du Dr Tuke me paraît insoutenable, et en regard de la sienne, je pourrais en citer de médecins fort distingués qui ne partagent pas du tout ses vues. Entre autres, je mentionnerai le nom du Dr Gale. Dans la maison de santé à laquelle il était attaché, on ne se servait pas de la contrainte mécanique et il a dit que c'était le plus mauvais asile qu'il avait vu.

Le Dr Tuke a dit encore que si on ne veut pas changer le système d'entretien de nos asiles, et si nous ne les prenons pas sous nos soins, nous aurons toujours à rougir de ces institutions. Ce n'est pas le temps pour le gouvernement de changer le système. Et avec le changement que l'on prêche, c'est alors que l'on verra les jobs de toutes sortes se produire et l'on pourra être certain que nous aurons à payer des sommes beaucoup plus considérables

Par ce projet de loi le gouvernement a paru avoir un peu peur des critiques qui ont été faites à propos de nos asiles. On s'est montré un peu complice de ces dénunciations injustes, en voulant faire des changements dans le régime actuel. Heureusement que les explications de l'honorable secrétaire de la province sont venu modifier l'état de choses créé par la rédaction primitive du projet de loi. On ne veut, nous assure-t-on, que toucher le traitement médical. Mais la preuve qu'on faisait l'affaire des adversaires de nos asiles c'est que l'honorable député de Montréal-centre s'est empressé d'accueillir favorablement le projet de loi du cabinet.

Pour ma part je ne crois pas que nos asiles étaient arriérés au point de faire perdre la confiance de nos populations et leur faire croire que les soins donnés aux aliénés n'étaient pas ceux qu'ils devaient avoir. Je dis que ce n'est pas le cas.

Mais il y a un moyen bien certain de constater le degré d'efficacité du système de nos asiles. Si, par exemple, nous avons un pourcentage aussi fort de guérisons que dans les autres asiles, et si la mortalité n'est pas plus élevée que dans les autres institutions de ce genre, nous pouvons bien dire que nos maisons sont aussi bien tenues que celles des autres pays.

Je ferai une comparaison avec Ontario qu'on cite toujours comme modèle. Je prendrai les chiffres des dernières années dont j'ai pu me procurer les données.

Le pourcentage des guérisons pour 1877, à Ontario, était de 25.14 p. c. A Beauport, de 28 p. c. En 1883, Ontario, 33.46 p. c. A Beauport, 35.23 p. c. En 1882, Ontario, 30 p. c., et Beauport, 29 et une fraction par cent.

Si donc il faut porter un jugement sur ces résultats, on peut dire que notre système est bon.

Maintenant voyons le pourcentage de la mortalité.

En 1882, le pourcentage de la mortalité pour Beauport, n'était que de 5 p. c.

Je sais qu'à Ontario il y a un plus grand nombre de patients, mais la proportion n'est pas moindre. Par conséquent d'après ces faits, le système de la province de Québec peut rivaliser avec celui en vigueur dans les autres asiles.

Pourquoi donc le gouvernement a-t-il pu vouloir faire croire à notre

population que le système était défectueux? Je ne puis m'empêcher de lui adresser ce reproche. Ce qu'il a fait pourrait donner à croire que les critiques du Dr Tuke étaient fondées.

M. le président, on s'est plaint depuis un certain nombre d'années, et avec raison, que les délais qu'on apportait à faire entrer les malades dans l'asile, étaient la cause souvent que ces pauvres malheureux prenaient du temps à guérir. Je crois que le même état de choses persistera parce que les municipalités seront obligées de payer la moitié des frais.

Il vaudrait mieux mettre cette obligation de contribuer cette moitié à la charge de tout le comté que sur la municipalité d'où vient le malade. Mais tant que la municipalité saura qu'il faut qu'elle paie, elle retardera autant que possible l'entrée du malade. Voilà l'explication de l'entrée tardive des aliénés.

L'article 8 exige le certificat de deux médecins pour l'admission d'un patient. Je suggérerais de mettre qu'un seul médecin au lieu de deux, car avec cette condition vous rendrez l'admission bien difficile dans nos campagnes.

L'honorable M. **Blanchet**.—Cette disposition regarde les malades privés, c'est-à-dire qui payent leurs propres frais.

M. **Martin**.—C'est la même chose. On devra aller dans la paroisse voisine. Vous voyez par là les inconvénients qui en résulteront.

M. le président, je n'ai plus que quelques mots à ajouter.

C'est la première fois que je fais un discours un peu long. Peut-être que la prochaine fois, je ferai mieux que dans la circonstance actuelle.

Dans tous les cas, je dis que la province a deux institutions d'aliénés qui lui font honneur, les rapports annuels en sont la preuve.

Si nous sommes dotés de bonnes institutions je puis dire aussi qu'elles sont très estimées dans nos campagnes.

Je souhaite que plus tard, on n'ait pas lieu de regretter le changement que l'on opère aujourd'hui.

M. **McShane**—*député de Montréal-ouest*.—M. le président, si le gouvernement a soumis ce projet de loi, c'est parce que le peuple était mécontent de ce qui existait. Des plaintes graves et nombreuses avaient été faites et il fallait les satisfaire.

Avec le système actuel, on a vu à la longue la spéculation faire des siennes, et les fermiers réaliser de gros bénéfices.

Tout récemment une cause qui a fait beaucoup de bruit nous a révélé bien des choses et M. Alfred Perry, de Montréal, nous a prouvé que tout n'était pas correct. On sait qu'à l'asile de Beauport, tout ne va pas comme on pourrait le désirer.

Je suis bien certain que si l'honorable député de Bonaventure avait lu ce qui s'est passé à Montréal il n'aurait pas dit ce qu'il a dit.

Nous devons être jusqu'à un certain point reconnaissants au Dr Tuke des observations qu'il a faites, et la preuve que ces critiques avaient leur raison d'être, c'est que le gouvernement a jugé à propos de modifier la loi.

L'on sait aussi que ces jours derniers, une délégation des protestants est venue demander au gouvernement les moyens de fonder un asile pour leurs patients. S'ils cherchent à se créer un asile particulier, c'est donc qu'ils croient que ça ne va pas bien.

Comment se fait-il que le Dr. Howard ait dit que Madame Lynam était malade, tandis que le Dr. Provost a prétendu qu'elle ne l'était pas. Il y a là quelque chose qui frappe d'étonnement l'esprit public.

On n'aurait pas dû donner un contrat de dix ans à l'asile de Beauport.

Cette institution a été l'objet de nombreuses critiques. M. W. Smith recommande que les patients soient convenablement vêtus pour l'hiver, c'est donc que ces pauvres malheureux ne l'étaient pas par le passé.

Est-ce que l'honorable député de Bonaventure a lu ce rapport de M. Smith ? Je crains que non.

Il est malheureux que ce déplorable système ait duré si longtemps. Il est avéré que les propriétaires de l'asile de Beauport ont fait une fortune en spéculant sur ces pauvres malades. M. Smith dit que le gouvernement devrait avoir ses asiles à lui, si les finances le permettaient. Il déclare ensuite que nos maisons de santé ne sont pas aussi bien que celles des Etat-Unis et d'Ontario. Le fait est que nos asiles sont restés stationnaires.

Il importe donc de changer le système qui a produit de si piètres résultats.

J'ai été heureux d'apprendre que l'honorable premier ministre a assuré à la délégation des protestants qu'il ferait pour eux ce qui a été fait pour les autres croyances religieuses.

e suis catholique, mais je suis loin d'y mettre du fanatisme. Mes remarques ne s'adressent pas au gouvernement mais à l'honorable député de Bonavenenture.

J'espère que le projet de loi du gouvernement va faire tout le bien qu'on en attend et que les ministres vont s'appliquer à réformer le système vicieux qui est suivi à l'heure qu'il est.

**M. Martel** *député de Chambly*.—L'honorable député de Bonavenenture n'a pas dit que le système était parfait, mais je suis de son avis quand il dit que ces institutions font honneur à la province.

D'un autre côté, le gouvernement a fait son devoir en demandant à faire les modifications qu'il nous soumet. Si on peut faire du bien à ces malheureux, tant mieux. Mais je ne crois pas que ce soit les dires du Dr. Tuke qui aient fait agir le gouvernement. Ce monsieur n'était pas venu ici pour faire une critique sur nos asiles, et il la regrettera plus tard. Il y a certainement de l'exagération dans ses appréciations.

Si on peut faire mieux, je m'en réjouirai, car tout le pays y aura gagné. Je suis certain que le gouvernement se rendra avec bonne grâce à la demande qui lui a été faite de modifier quelque peu certaines parties de son projet de loi.

Je suis convaincu que beaucoup de personnes sont encore sous le coup de l'émotion qu'a créé un rapport grandement exagéré à certains points de vue. Bientôt les esprits vont se calmer et tout va rentrer dans l'ordre ordinaire où de saines appréciations pourront se produire.

**M. Rinfret dit Malouin**—*député de Québec-centre*.—M. le président, je crois que le bureau sera une garantie que le patient sera bien traité.

Quant à la question de l'entrée des malades à l'asile, je dirai ceci :

Comme médecin, j'ai signé quatre certificats d'admission à l'asile de Beauport. Sur ce nombre, trois cas sont encore à l'asile, mais le quatrième n'y a été que quatre mois, parce qu'il avait été mis sous traitement dès la première époque de la maladie. Je cite cet exemple en faveur de l'entrée hâtive dans nos maisons de santé.

Je vois qu'on parle de faire travailler les aliénés ; c'est là une bonne idée, et je crois que ce système produira beaucoup de bien.

Quant à ce qui concerne la question du domicile du patient, je suis

bien aise que l'on prenne des mesures pour le constater d'une manière plus certaine. Il arrive souvent qu'on amène à Québec des aliénés de la campagne et même des Etats-Unis, et c'est la ville qui est obligée de payer pour eux. Québec veut bien payer ce qui lui appartient mais ne veut pas payer pour les autres.

En résumé je crois que ce projet de loi fera beaucoup de bien.

Sur proposition de l'honorable M. Beaubien, la suite de la délibération est renvoyée à une autre séance.

La séance est levée.

---

## ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

---

*Séance du vendredi, le 24 avril 1885.*

SOMMAIRE.—Dépôt de projet de loi et de documents. Suite de la délibération sur le projet de loi relatif aux asiles d'aliénés : MM. Beaubien, Robidoux, Marchand, Blanchet, Gagnon et Mercier.—Décision de M. le président, sur la question de savoir si les comités du conseil de l'instruction publique sont oui ou non sous le contrôle de la Chambre.—Délibération sur divers projets de loi.—Proposition de M. Martin, relative aux bornes de la seigneurie de Shoolbred : MM. Martin et Lynch.—Interpellation et réponse.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

Le projet de loi suivant précédemment adopté par le Conseil législatif, est déposé sur le bureau de la Chambre et adopté en première délibération :

Pour modifier les lois concernant le département de l'agriculture et des travaux publics.

Un projet de loi pour modifier certains articles du code municipal est déposé sur le bureau de la Chambre.

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre :

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 20 avril 1885, demandant un état des remises d'amendes, confiscations, taxes, droits, etc., du 1<sup>er</sup> juillet 1884, au 13 avril 1884, tel que requis par la 6<sup>re</sup> section de l'acte du trésor.

Réponse à un ordre de la Chambre du 30 mars 1885, demandant une liste de tous les officiers publics qui ont contribué à fournir la somme de \$5.143.40, par pourcentage sur leurs émoluments, d'après la 43-44, victoria chapitre XIX, pendant l'année fiscale 1883-84, avec leur emploi, le district où ils remplissent leur office, les montants de leurs émoluments et le montant payé par chacun d'eux. La dite liste donnant séparément, ceux des officiers publics tenus à la dite contribution et qui ne l'ont pas acquittée, avec le montant dû par chacun d'eux.



SUITE DE LA DÉLIBÉRATION SUR LE PROJET DE LOI RELATIF AUX  
ASILES D'ALIÉNÉS.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le projet de loi relatif aux asiles d'aliénés subventionnés par la province de Québec.

L'honorable M. **Beaubien** — *député d'Hochelaga*. — M. le président, chacun admet que le sujet que nous traitons en discutant ce projet de loi est de la plus haute importance.

De fait cette loi a rapport à un contrat passé entre des individus propriétaires des asiles et le gouvernement de la province. Il ne s'agit donc pas de législater pour une institution ou un corps d'hommes quelconque, mais pour des institutions envers lesquelles le gouvernement a des obligations. Or cette situation doit peser d'une manière considérable dans nos décisions. Il me semble que nous ne devons pas mettre le gouvernement dans la position d'encourir des frais beaucoup plus élevés que le total des économies qui pourraient être réalisées. Comme moyen de recours contre la province, nous ne devons pas oublier que nous avons introduit dans nos statuts la pétition de droit. Si les dispositions de cette loi allaient assez loin pour justifier les propriétaires des asiles de réclamer des dédommagements, le procureur général serait bien forcé de donner son *fiat*. Ces propriétaires pourront dire : Vous, le gouvernement, vous êtes intervenu par une loi dans un contrat librement consenti, et votre intervention nous cause tels et tels dommages. Nous vous poursuivons pour obtenir une juste compensation. Et Dieu sait jusqu'où ce système pourra aller. Est-ce que nous ne nous exposons pas à ces dommages, si nous n'avons au préalable le consentement des propriétaires des asiles ?

La Chambre sait que je n'ai jamais été en faveur de la pétition de droit. On s'en est prévalu largement. Tous les entrepreneurs s'en sont servis contre le gouvernement.

Peut-être dans ce projet de loi allons-nous assez loin pour mettre ces propriétaires en position de revenir contre le gouvernement. Je crois que nous pouvons faire un arrangement avec ces institutions qui nous mettrait à l'abri de ces éventualités à l'avenir.

M. le président, je comprends que nous avons à protéger l'Etat, c'est-à-dire les intérêts généraux du public, et au point de vue du trésor nous avons à faire des économies, et à ne laisser dans nos asiles, que les personnes qui doivent y être.

Je crois que cette Chambre est d'avis que ce qui a rapport au traitement médical doit être laissé aux serviteurs nommés par le gouvernement.

Certainement, le gouvernement doit avoir le droit de dire : voilà un sujet qui n'est pas dangereux pour la société, vous allez le renvoyer, ou bien encore : voici un autre individu qui n'est pas assez dangereux pour être mis dans votre maison, nous allons l'envoyer ailleurs. Je comprends que le gouvernement doit avoir le droit de dire cela. Mais il y a une certaine limite qu'il ne faut pas franchir. Je dois admettre que la ligne de démarcation est très difficile à définir. Or il ne faut pas se flatter de l'espoir que nous pouvons placer le gouvernement dans une position autre que celle qui serait faite à un individu. Dans le cas actuel, nous ne sommes pas dans une situation qui nous permette de choisir notre point de départ. S'il fallait recommencer toute l'affaire et passer le contrat, nous pourrions faire mieux, mais nous sommes liés par des actes authentiques et nous ne pouvons nous mouvoir que dans un cercle très comparativement restreint. J'espère que le gouvernement admettra que sa loi a beaucoup de la nature d'un compromis, et qu'il agira en conséquence.

On nous a beaucoup parlé du traitement médical. Qu'est-ce que ces mots veulent dire ? Je comprends que le gouvernement doit voir à l'admission et à la sortie des patients, mais de là au traitement médical, il y a une différence. Il ne faut pas oublier que les propriétaires des asiles se sont chargés de cette partie du service. Il me semble que le traitement médical doit consister dans les remèdes à être donnés et dans la manière de les administrer.

Ces médecins décideront quels sont les remèdes qui seront donnés, comment la ventilation doit être faite. Ils décideront aussi quel traitement physique il faudra suivre ; ce qu'on appelle la contrainte mécanique ou l'abandon de cette contrainte seront l'objet de leur décision. Il me semble que ces questions devraient être laissées à ceux qui représentent la province qui paye pour l'entretien de ces malades. Mais il y a une certaine limite au delà de laquelle la Chambre ne doit pas aller, et c'est au gouvernement de renseigner et de guider la Chambre dans l'appréciation d'une matière aussi délicate.

Il me semble aussi que le gouvernement pourrait réduire le nombre des médecins. Un seul médecin suffit pour surveiller. Il en est des médecins comme des autres hommes de professions, ils ne s'accordent pas toujours. Je suppose que deux médecins ne s'accordent pas, le

secrétaire provincial pourra décider entre eux, et par là on économiserait les deniers publics.

L'article 3 du projet de loi dit :

“ Des règles et règlements peuvent être faits par le lieutenant gouverneur en conseil pour la discipline intérieure et le bon fonctionnement des asiles.

“ Le médecin interne est tenu de résider auprès de l'asile, et son assistant dans l'asile même ou dans son voisinage immédiat.

“ Ils sont chargés de faire exécuter les règles et règlements faits pour la discipline intérieure et le bon fonctionnement de l'asile, l'assistant doit aider le médecin interne à exécuter les ordres qu'il donne, et le remplacer en cas d'absence ou de maladie.

“ Les propriétaires des asiles, leurs surintendants, employés et serviteurs, sont tenus de mettre à exécution les ordres du médecin interne ou de son assistant.

“ Les propriétaires sont, en outre, tenus de loger l'assistant-médecin interne d'une manière convenable.

“ Le médecin interne ou son assistant peut, pour cause d'incompétence ou d'insubordination, demander aux propriétaires de l'asile la révocation des surveillants, infirmiers et gardiens.

“ En cas de dissentiment au sujet de cette révocation, c'est l'inspecteur des asiles qui décide. ”

Il me semble que ceci va très loin dans ce qui concerne l'organisation de ces institutions. Quel est le médecin qui va nous dire où s'arrête la limite qui regarde le bon fonctionnement des asiles. Ces mots sont bien vagues, et ils peuvent aussi bien se rapporter aux employés de l'asile et au système de chauffage qu'à toute autre chose. Le fait est qu'avec ces mots là on peut s'arroger toute l'administration de ces institutions. Nous allons là très loin, et je suis bien convaincu que si l'honorable chef de l'opposition est jamais appelé à faire valoir les droits des propriétaires des asiles, il trouvera là matière à faire vingt procès contre le gouvernement.

L'honorable M. **Blanchet**.—J'ai dit l'autre jour que ce n'était que le traitement médical.

L'honorable M. **Beaubien**.—J'ai entendu cette déclaration avec beaucoup de plaisir, aussi si je parle de cette question, c'est afin que la Chambre définisse bien ce que c'est que les mots traitement médical.

En parcourant le projet de loi, je trouve que pour faire le changement dont l'honorable secrétaire de la province a parlé, il suffira de retrancher l'article 3. Et si on accepte ma suggestion au sujet des médecins, il faudra aussi faire quelques modifications de forme.

En résumé je dis que nous avons à transiger avec des individus qui sont des entrepreneurs publics. C'est une considération qui doit peser sur nos décisions. Et j'espère que la province ne se mettra pas dans la position de se faire condamner à des dommages dans le cas où on la poursuivrait.

Je dis aussi que l'action de ceux qui représenteront le gouvernement doit se borner au traitement médical, et je demande que l'on définisse bien ce que ces mots signifient.

Je crois, M. le président, que nous devons traiter les propriétaires des asiles comme nous traiterions n'importe quel autre individu.

Un homme, un savant, paraît-il, a dit que ces institutions ne sont pas de son goût. Aujourd'hui nous savons ce que pensent des personnes compétentes à traiter cette question. Ces personnes ont répondu à ces remarques. Je ne veux pas renouveler toute la discussion, car je ne me crois pas compétent à donner moi-même une opinion raisonnée sur le sujet, mais je dis que le résultat total n'est pas en faveur de ceux qui ont fait les critiques que l'on sait.

Je ne veux pas prolonger mes remarques. Je crois que nous ne devons pas nous laisser dominer par des idées fausses et maltraiter injustement des institutions qui ont droit à notre respect et à notre considération. On peut être sous l'impression qu'il y a eu des abus. Peut-être y a-t-il eu des cas qui n'auraient pas dû se produire, cela est fort possible, aussi suis-je disposé à donner au gouvernement les pouvoirs nécessaires à l'exercice d'un contrôle salutaire. Mais il ne faut pas exposer la province à payer plus sous forme de dommages que ce qu'elle économisera par l'opération de cette loi. Et pour éviter ces dangers, j'espère que l'on fera un compromis en vue de sauvegarder les intérêts du public comme ceux du trésor de la province.

**M. Robidoux**—*député de Chateauguay*.—M. le président, d'après moi le projet de loi me semble établir un système meilleur que celui qui a existé jusqu'à présent. D'après le système actuel, les asiles étaient sous le contrôle des propriétaires. Par là il est survenu des conflits entre les médecins visiteurs et les médecins des propriétaires des asiles.

Maintenant à l'avenir le gouvernement aura trois médecins qui feront seuls le service. De plus il y aura un rapport mensuel sur l'ouvrage fait.

Je crois que l'idée générale qui domine dans ce projet de loi doit être acceptée de tout le monde, car nous y voyons l'application du principe du contrôle du gouvernement sur les asiles. Les décisions des médecins seront prises par des gens qui dépendront du gouvernement.

Quant aux propriétaires des asiles, ils n'ont pas à se plaindre de cette réforme. Loin de leur donner de nouvelles charges, la loi leur en ôte. A l'avenir les propriétaires seront déchargés de l'obligation de payer les médecins. Ce n'est certainement pas un motif pour se plaindre.

L'honorable député d'Hochelaga a soulevé une autre question. Il a demandé s'il n'y avait pas danger pour le gouvernement, en faisant adopter cette loi, de payer des dommages aux propriétaires des asiles.

Je dis non, M. le président, car cette loi ne fait que définir le contrat passé entre le gouvernement et les propriétaires des asiles. Qu'on lise le contrat qui regarde l'asile de Beauport et l'on verra qu'on ne court aucun risque sous ce rapport, vu que le projet de loi ne fait que définir les droits du gouvernement de faire un rapport détaillé de tout ce qui peut présenter quelque intérêt au point de vue de l'administration ou du traitement médical. Au lieu d'être dans l'obligation de renouveler l'ordre chaque fois que l'on désire être renseigné, cet ordre est donné une fois pour toutes. De plus, je dis que les propriétaires en souscrivant au contrat, ont souscrit également à l'obligation de la loi.

M. le président, je crois que le gouvernement devrait garder un contrôle absolu sur les asiles, et ne pas changer la rédaction du projet de loi comme on l'a dit. Je suppose que le gouvernement n'a pas l'intention de persécuter les propriétaires des asiles. Pour rester dans le vrai, on ne doit pas supposer que le gouvernement imposera des conditions ridicules et vexatoires dans l'unique but de faire sentir son autorité aux propriétaires de ces institutions-là. Or si on ne peut supposer une telle conduite de la part des ministres on doit leur laisser tout le contrôle de ces maisons.

On suggère de limiter l'intervention du gouvernement à ce qui se rapporte strictement au traitement médical. Je suppose qu'on ordonne une certaine nourriture pour un patient. Cela ne fera pas partie du traitement médical. Or on pourra repousser cette demande des médecins parce que cette prescription est en dehors du contrôle médical. Pour

toutes ces raisons je ne puis accueillir l'amendement suggéré par l'honorable secrétaire de la province.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St-Jean*.—M. le président, cette mesure me paraît avoir eu pour but, dans l'intention primitive du gouvernement, de soumettre les asiles à un contrôle absolu de la part de l'Etat. Pour arriver à cette fin, il a jugé qu'il était nécessaire d'imposer à la province une dépense additionnelle assez forte pour constituer un bureau de médecins qui fût en position d'exercer, au nom du gouvernement, la surveillance et le contrôle voulus. Il augmente par là même les charges qui pèsent sur le peuple en prenant au compte de la province le paiement des frais d'un service jusqu'ici à la charge des propriétaires des asiles.

De tout cela j'en conclus que le gouvernement s'est ému à la vue de l'excitation qui régnait dans le public, et qu'il a voulu opérer des réformes sérieuses au moyen de ce projet de loi. Malheureusement, avec la modification dont l'honorable secrétaire de la province a parlé hier, nous allons voir disparaître la réforme que contenait le projet de loi. Prenant la situation actuelle, je trouve que le gouvernement a le contrôle qu'il veut se donner en changeant la rédaction première de ce projet.

L'honorable M. **Blanchet**.—La question est à l'étude.

L'honorable M. **Marchand**.—Alors c'est très bien. Comme il y avait des frais nouveaux imposés à la province je m'étais cru justifiable de dire que le gouvernement avait eu l'intention de faire des réformes sérieuses et réelles.

Le projet impose de nouveaux frais aux municipalités. Ainsi l'article 37 se lit comme suit :

“ Si, au contraire, le juge de paix est d'avis que cette personne est  
“ aliénée et qu'il est dangereux de la laisser en liberté, il ordonne par  
“ son mandat, suivant la formule H annexée à cette loi, qu'elle soit  
“ transférée à l'un des asiles d'aliénés en cette province, aux frais de la  
“ municipalité intéressée.”

Cela n'existait pas auparavant.

L'honorable M. **Blanchet**.—Pardon. La loi de 1880, article 28, décrète ce qui suit :

“ Le juge de paix enverra, sans délai, au geôlier ou au gardien de la  
“ prison où l'aliéné doit être détenu, les dépositions prises devant lui,

“ le certificat du médecin mentionné dans la section 24 de cet acte, et  
“ les pièces et documents se rapportant à l’instruction faite devant lui,  
“ ainsi qu’un état des frais encourus pour les fins de l’arrestation de  
“ l’aliéné, de l’enquête et de la transmission à la prison.

“ Tous les documents ainsi transmis au geolier ou au gardien de la  
“ dite prison, seront certifiés par le dit juge de paix.

“ Sur réception de ces documents, le geolier ou le gardien de la dite  
“ prison, les transmettra immédiatement au shérif du district où se  
“ trouve la dite prison.”

Maintenant l’article 35 ajoute : “ Ce montant sera recouvrable par le  
“ gouvernement, ainsi que les frais mentionnés dans le certificat requis  
“ en vertu de la section 28 de cet acte, par voie d’action ordinaire,  
“ contre toute municipalité obligée à l’entretien d’aucun aliéné interné  
“ dans un asile aux frais du gouvernement.”

Mais nous croyons que la loi de l’année dernière n’est pas assez claire.  
J’ai dit à ce propos qu’on ne pouvait pas contrôler comme il faut le  
montant des comptes au point de vue des services rendus. C’est pour  
ces raisons que nous modifions la l i.

L’honorable M. **Marchand**.—L’honorable secrétaire de la pro-  
vince admettra bien qu’il y a une différence.

L’article 49 du projet de loi déclare que, dans le cas de demande du  
tuteur ou du curateur, ou d’un parent ou ami de mettre un aliéné en  
liberté, le juge, après enquête et audition, ordonne l’élargissement de  
l’interné s’il y a lieu, et sa décision est finale et sans appel.

La loi de 1884 contenait les mots “ sans délai. ” Je voudrais savoir  
pourquoi on a retranché ces mots.

L’honorable M. **Blanchet**.—Il peut y avoir des cas où on ait  
besoin de délais.

L’honorable M. **Marchand**.—M. le président, je constate que,  
d’après la rédaction du projet de loi, le gouvernement a eu l’intention  
de faire des réformes sérieuses.

Avant d’en agir ainsi, il a dû étudier toute la question et n’en venir  
à cette conclusion qu’en connaissance de cause. Mais si on a décidé  
d’opérer une réforme, il faut l’accomplir de manière à ce qu’elle soit une  
réforme véritable. Il ne faut pas par un changement l’annuler ou la  
modifier de manière à enlever tous les avantages qu’on nous avait promis  
hier.

L'honorable M. **Blanchet**.—M. le président, je suis heureux de dire que la discussion a été faite avec le désir d'opérer des réformes durables. Je dois dire aussi que le gouvernement n'a pas de mauvaises intentions à l'égard de qui que ce soit. Il a cru qu'il était important de faire des réformes, entre autres celle d'organiser un bon service médical. L'accueil favorable que la Chambre a donné à la mesure du gouvernement est une preuve que nous avons réussi dans nos efforts. Il ne nous reste plus qu'à perfectionner cette loi par une sage délibération.

M. **Gagnon**—*député de Kamouraska*.—Il y a, M. le président, un point de droit parlementaire qu'il serait préférable de régler immédiatement. Je crois qu'il faudrait un message pour autoriser les charges qui sont imposées aux municipalités.

L'honorable M. **Blanchet**.—Le gouvernement veut exercer un contrôle plus sérieux que par le passé sur l'entrée et la sortie des patients. Je ne puis dire quels changements seront faits en comité, mais je puis dire que les observations qui ont été faites recevront toute la considération qu'elles méritent de la part du gouvernement.

L'honorable M. **Mercier**.—J'attire l'attention du secrétaire de la province sur la partie du rapport de M. Smith qui traite de la sortie des patients.

L'honorable M. **Blanchet**.—Le bureau médical aura le pouvoir nécessaire quant à ce qui regarde ce sujet.

L'honorable M. **Mercier**.—Le gouvernement mettra-t-il les patients en liberté sur la recommandation du bureau médical ?

L'honorable M. **Blanchet**.—Oui.

Le projet de loi est adopté en 2e délibération.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires.

Pour autoriser l'ancrède Rodolphe Barbeau à vendre un immeuble substitué.

Concernant la substitution créée par le testament de feu Jean Baptiste Bruyère.

Pour constituer l'association du jardin botanique de Montréal.

Pour autoriser la résiliation et la mise à néant de la substitution



créée par un acte de donation de demoiselle Catherine Poitras en faveur des enfants de Ludger Piessis Bélair et autres.

Pour modifier la charte de la cité de Hull.

La Chambre siège en comité du budget. Les crédits suivants sont adoptés.

Institution de charité. Corporation de l'hôpital général, Montréal, \$2,800; malades pauvres, Montréal, \$2,240; hôpital St Patrice, Montréal, \$1,120; sœurs de la Providence, Montréal, \$784; asile de St-Vincent de Paul, Montréal, \$420; maison de refuge et d'industrie protestante, Montréal, \$560; protestant house for friendless women, Montréal, \$140; asile de St-Patrice, Montréal, \$448; hôpital de la maternité de l'université, Montréal, \$336; asile de la Madeleine. Bon Pasteur, Montréal, \$504; asile des orphelins catholiques, Montréal, \$224; sœurs de la charité, Montréal, \$560; sœurs de la charité pour leur hôpital d'enfants trouvés, Montréal, \$140; asile des orphelins protestants, Montréal, \$448; maternité, sœurs de la Miséricorde, Montréal, \$511; asile de la rue Bonaventure, Montréal, \$301; asile de Nazareth, enfants pauvres, Montréal, \$280; écoles pour les aveugles, asile Nazareth, Montréal, \$1,390; ouvroir des aveugles, asile Nazareth, Montréal, \$300; dispensaire de Montréal, Montréal, \$160; société des dames bienveillantes pour les veuves et les orphelins (y compris l'ancienne maison de refuge), Montréal, \$595; asile et école d'industrie (Hervey Institute) Montréal, \$224; asile Ste-Brigitte, Montréal, \$560; frères de la charité de St-Vincent de Paul, Montréal, \$350; hospice de Bethléem, Montréal, \$350; hospice de St-Joseph du Bon Pasteur, Montréal, \$140; petites sœurs des pauvres, Montréal, \$70; asile pour les enfants protestants, Montréal, \$280; hôpital des femmes, Montréal, \$350; church home, Montréal, \$140; institution pour le traitement des maladies des yeux et des oreilles, Montréal, \$250; hôpital Notre-Dame, en rapport avec l'Université Laval, Montréal, \$1,400; hôpital St-Charles, Montréal, \$350; hôpital de Pembroke, Montréal, \$90; association des dames charitables de l'asile des orphelins catholiques et de l'asile de Nazareth, Québec, \$798; malades indigents, Québec, \$2,240; asile du Bon Pasteur, Québec, \$560; asile des dames protestantes, Québec, \$525; asiles des orphelins, Québec, \$294; asile Finlay, Québec, \$294; asile des orphelins protestants, Québec, \$294; asile de Ste-Brigitte, Québec, \$700; dispensaire, Québec, \$140; sœurs de la charité et hôpital du Sacré-Cœur, Québec, \$180; sœurs de la charité pour les personnes vieilles et infirmes, Québec, \$280; hôpital du Sacré-Cœur de Jésus,

Québec, \$700 ; hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, disj ensaire, Québec, \$140 ; hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, enfants trouvés, Québec, \$140 ; association chrétienne des dames, Québec, \$140 ; Maison de santé de Belmont, Québec, \$490 ; hôpital de la marine et des émigrés, Québec, \$1,866.67 ; maternité, dames du Bon Pasteur, Québec, \$1,409.33 ; Malades indigents, Trois Rivières. \$1,750 : sœurs de la charité, pour l'hospice des enfants trouvés, Trois-Rivières, \$280 ; hôpital général, Sorel, \$490 ; hôpital de St Hyacinthe, St-Hyacinthe, \$350 ; asile des orphelins, St-Hyacinthe, \$140 ; ouvroir de St-Hyacinthe, St-Hyacinthe, \$140 ; distributing home, pour les orphelins, Knowlton, \$140 ; hospice Youville, St-Benoit, \$140 ; asile de la Providence, Côteau du lac, \$210 ; hospice de St-Joseph, Beauharnois, \$140 ; hospice Ste-Marie, Ste-Marie de Monnoir, \$140 ; asile de la Providence, Mascouche, \$140 ; hôpital St-Jean, St-Jean, \$140 ; sœurs de la charité, St-Jean, \$140 ; hospice La Jemmerais, Varennes, \$140.00 ; hospice des sœurs de la Providence, St-Vincent de Paul, \$140 ; hôpital de la Providemce, Joliette, \$140 ; hospice de Laprairie, Laprairie, \$140 ; hôpital St-Joseph, Chambly, \$140 ; asile de Nazareth (salle d'asile des petits enfants), Chambly, \$70 ; asile de la Providence, St-Elizabeth, 140 ; sœurs de la Providence de N. D. de l'Assomption, St-Elizabeth, \$140 ; asile de la Providence, Ste-Ursule, \$140 ; hôpital de Ste-Anne Lapocatière, Ste Anne, \$140 ; sœurs de la charité, Rimouski, \$350 ; hôpital de St-Ferdinand d'Halifax, St-Ferdinand, \$140 ; hospice de Yamachiche, Yamachiche, \$140 ; hôpital et hospice pour les orphelins de Sherbrooke, Sherbrooke, \$350 ; sœurs de la charité, Lanoraie, \$140 ; hôpital St-Paulin, St-Paulin, \$140 ; hôpital de Longueuil, Longueuil, \$140 ; asile de Nazareth, (salle d'asile des petits enfants), Longueuil, \$70 ; hôpital de St-François du Lac, St-François \$140 ; hôpital St-Louis, St-Denis, \$140 ; sœurs grises de Farnham, St-Denis, \$140 ; hôpital de St-Joseph de la déliivrance, Lévis, \$210 ;

Le projet de loi pour modifier la loi électorale est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

#### LES ÉCOLES NORMALES. — DÉCISION DE M. LE PRÉSIDENT.

M. le président donne sa décision sur la nature de deux propositions déposées sur le bureau de la Chambre concluant au dépôt de certains documents relatifs aux écoles normales :

**M. le Président.** Il y a deux moyens d'obtenir les rapports et documents d'un caractère officiel que l'on désire se procurer : un *ordre*

de la Chambre ou une *adresse* à Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

Les rapports et documents se rapportant à de simples affaires d'administration, qui sont en la possession de l'un des départements du gouvernement, ou en la possession d'une commission dépendant d'un de ces départements, ou d'un employé attaché officiellement à l'un d'eux, s'obtiennent au moyen d'un *ordre* de la Chambre. Les documents qui se rapportent à des affaires d'ordre public ou qui émanent du conseil exécutif, ou qui se rattachent au conseil exécutif, ou qui sont en la possession d'un officier public ou d'un corps qui n'est pas sous la direction immédiate du gouvernement, quoique sujets au contrôle du lieutenant gouverneur en conseil, s'obtiennent au moyen d'une *adresse*. Dans le premier cas, la production de ces documents est ordonnée, au lieu que dans l'autre, elle est demandée. (Règles du Parlement Impérial, 392 et 393. Bourinot, 276. May, 623. Cushing, *Legislative Law and Practice*, numéros 900 et 915.)

Dans le cas qui nous occupe, la proposition principale demande qu'il soit émis un ordre pour la production d'un état du nombre de certains élèves des écoles normales, et l'amendement demande la production des procès-verbaux de certaines délibérations du comité catholique du conseil de l'instruction publique, au sujet des écoles normales.

J'ai examiné les divers statuts concernant les écoles normales et le conseil de l'instruction publique. Je constate que les écoles normales sont sous le contrôle du surintendant de l'instruction publique. Je constate aussi que le conseil de l'instruction publique, ainsi que les deux comités en lesquels il est divisé, et qui pour certaines fins constituent des corporations distinctes, ne forment partie d'aucun des départements publics, n'en dépendent pas et n'y sont pas subordonnés, mais que cependant les décisions prises par ces corps dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont confiés par la Législature, sont généralement sujettes à l'approbation du lieutenant gouverneur en conseil.

Eu égard à la distinction qui existe relativement à la forme dans laquelle un renseignement demandé doit être obtenu, je suis d'opinion que l'objection soulevée par l'honorable député de Kamouraska est bien fondée, et que la production des documents demandés par l'amendement devraient être demandée au moyen d'une *adresse*.

Dans un sens, cependant, l'affaire n'est qu'une affaire de forme, car si le gouvernement, qui dirige la conduite de la Chambre, permet qu'il

soit émis un ordre enjoignant de produire un renseignement qui devrait être demandé au moyen d'une adresse, il est évident qu'il sera de son devoir de prendre des mesures nécessaires pour faire déposer ces documents sur le bureau de la Chambre. Strictement parlant, l'amendement devrait proposer de remplacer par une adresse l'ordre demandé par la proposition principale ; mais considérant l'affaire comme une simple information dans la forme de la proposition, je suis d'avis que si l'amendement est accepté, il sera de ma compétence de proposer en termes appropriés la question telle qu'amendée, et de substituer une adresse à l'ordre demandé par la proposition principale. (May, 297, Cushing, *Legislative Law and Practice*, numéro 1234, Würtele, Usages, 8.)

Voici la nouvelle rédaction de la proposition :

*Résolu* : Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Un état indiquant le nombre des élèves des écoles normales de Québec et de Montréal qui ont terminé leur cours durant les trois dernières années scolaires, et qui se sont livrés à l'enseignement, suivant les fins pour lesquelles les écoles normales ont été fondées. Et aussi, un extrait du procès-verbal des délibérations du comité catholique du conseil de l'instruction publique des 12 et 13 novembre dernier, au sujet des écoles normales, contenant les procédures du sous comité des écoles normales, les déclarations des témoins entendus par ce sous-comité, les documents produits, le rapport du sous-comité et celui du comité catholique.

Le projet de loi pour modifier l'article 1323 du code de procédure civile est adopté en 2<sup>e</sup> délibération et renvoyé au comité des lois expirantes et législation.

Les deux projets de lois suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour modifier l'article 116 du code du notariat.

Pour modifier et refondre les statuts relatifs à l'association pharmaceutique de la province de Québec et réglementant la vente des poisons.

•  
LA SEIGNEURIE DE SHOOLBRED.

M. **Martin**—*député de Bonaventure*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie de lettres

patentes conférant à un M. Shoolbred un certain terrain, situé dans le comté de Bonaventure, et connu sous le nom de seigneurie Shoolbred. De tous les papiers, lettres, pétitions, tant des propriétaires de la seigneurie que des censitaires, concernant le règlement de ses bornes.

De tous papiers, correspondances, etc., de ses propriétaires demandant son extension.

Copie d'un extrait du rapport de la commission seigneuriale concernant la dite seigneurie, et aussi tous les procès-verbaux des arpentages qui en ont été faits.

Cette proposition est adoptée.

#### INTERPELLATION ET RÉPONSE.

M. **Asselin**—*député de Rimouski*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder cette année, une somme suffisante pour terminer les travaux sur le chemin de colonisation appelé "Chemin Taché," et traversant la partie est de cette province, savoir : les comtés de Bellechasse, Montmagny, l'Islet, Kamouraska, Témiscouata et Rimouski.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur-général*.—Le gouvernement se propose de faire inspecter ce chemin au commencement de l'été prochain, et il agira suivant que l'exigera l'intérêt de la colonisation.

La séance est levée.

---

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

---

*Séance du lundi, le 27 avril 1885.*

SOMMAIRE. — Dépôt de documents et le projet de loi. — Interpellations et réponses. — Observations sur un article du *Saturday Review* de MM. Faucher de Saint-Maurice, Gagnon et Taillon. Proposition de l'honorable M. Garneau, touchant les réclamations de Jacques Alain, de l'Ancienne Lorette : MM. Garneau, Duhamel et Flynn. — Lettre de M. le président à la compagnie du lac St. Jean, sur la réclamation de M. Baby. — Délibération sur le budget : MM. Gagnon, Faucher de St. Maurice, Marchand, Taillon, Gauthier, Garneau, Robertson, Casavant, Demers, Nantel, Blanchet et Robidoux. — Décision de M. le président, sur la nature d'un projet de loi concernant le canton de Tring.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

L'honorable M. **Blanchet** — *député de Beauce, secrétaire de la province.*  
J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre :

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 22 avril 1885, demandant copie du rapport des auditeurs chargés d'examiner les comptes, et de constater les défalcatons de M. Marien, secrétaire trésorier des écoles du village de Saint-Jean-Baptiste.

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 26 mars 1885, demandant une liste des protonotaires de la cour supérieure, par ordre alphabétique des districts, avec leur profession, la date de leur nomination et le revenu permanent ou fixe de leur office, pour chacune des cinq dernières années.

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 26 mars 1885, demandant une liste des shérifs de la province, par ordre alphabétique des districts, avec leur profession, la date de leur nomination et le revenu fixe ou permanent de leur office, pour chacune des cinq dernières années.

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 avril 1885, demandant la correspondance, documents et tous arrêtés du conseil, entre les compagnies de chemins de fer Ottawa et la vallée de la Gatineau et de colonisation d'Ottawa et le gouvernement, ou quelqu'un de ses membres, touchant la concession des terres faite aux dites compagnies et le choix et désignation de ces terres par le gouvernement ;

aussi, tous documents ou instruments ou négociations des dites compagnies avec des capitalistes, démontrant au gouvernement que les dites compagnies sont en état de construire les dits chemins.

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 23 mars 1885, demandant copie de toutes correspondances entre le gouvernement et le syndicat du chemin de fer de la rive nord, touchant l'exécution de toutes les conditions que le syndicat s'est chargé d'exécuter en vertu du contrat de vente de la section est du dit chemin de fer, par le gouvernement au dit syndicat.

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 23 mars 1885, demandant une liste de tous les registrateurs de la province, par ordre alphabétique des comtés ou divisions d'enregistrement, leur profession, la date de leur nomination et le revenu brut de chaque bureau, pendant chacune des cinq dernières années.

L'honorable M. **Robertson** — *député de Sherbrooke, trésorier de la province*. — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre :

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 26 mars 1885, demandant un état du revenu provenant de toutes sources, perçu par la province, des cités de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke, Hull, St. Henri, le village de St. Jean-Baptiste et Sorel. La source d'où ces revenus sont tirés, pour chaque cité séparément, durant l'année financière finissant au 30 juin 1884.

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 20 avril 1885, demandant 1. copie des mandats autorisant le paiement des sommes suivantes payées à A. Charlebois, et entrées aux pages suivantes des comptes publics, pour l'exercice 1883-1884 :

Page 76, A. Charlebois pour ameublement \$1,581.45.

Page 83, A. Charlebois pour ameublement \$3,538.00.

2. Copie des chèques émanés en vertu de ces mandats.

3. Copie des reçus donnés par les personnes en faveur desquelles ces mandats ont été émis, et par les personnes auxquelles ces chèques ont été payés.

#### DÉPÔT DE PROJETS DE LOIS.

Les projets de lois suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre :

Pour modifier le code civil et le code de procédure civile.

Pour modifier l'acte concernant le barreau de la province de Québec.

Pour modifier les lois concernant la tenue de la cour supérieure.

Pour modifier la loi concernant l'indépendance de la Législature, et pour étendre au Conseil législatif les dispositions de l'acte 47 Vict., chap. 2.

Pour étendre, définir et confirmer les pouvoirs de la communauté des sœurs de la congrégation de Notre-Dame, de Montréal.

Pour modifier la loi constituant la communauté des sœurs des saints noms de Jésus et de Marie, et pour confirmer le titre de la dite communauté à la propriété sur lesquelles est construit son couvent à Hochelaga.

#### INTERPELLATIONS ET RÉPONSES.

**M. Carbray**—*député de Québec-ouest.*—Est-il à la connaissance du gouvernement que, dans le cours de mars dernier, M. Amyot, député de Bellechasse, a posé au gouvernement fédéral la question suivante :

A la réquisition de qui et en vertu de quelle autorité, ordonnance ou statut, la somme de \$7200 a été payée et portée au débit de la province de Québec, comme étant, le 30 juin 1884, *pour une année d'intérêt sur les bons du chemin à barrières de Montréal, ainsi qu'il est indiqué à la page 4, dans la quatrième partie des comptes publics du Canada, pour l'année 1884.*

A laquelle question Sir L. Tilley, ministre des finances, a répondu comme suit :

(*Hansard*, 1885, p. 594.)

SIR LEONARD TILLEY,

En vertu du 3e article de la sentence, les arbitres nommés pour ajuster les dettes et l'actif d'Ontario et de Québec, il a été déclaré que les chemins à barrières de Montréal étaient la propriété de la province de Québec. Vu que la somme de \$188,000 (représentant le fonds des chemins à barrières) était garantie par l'ancienne province du Canada, et que la commission avait jusqu'alors fait les paiements sur ces bons ; et, qu'en conséquence la Confédération du Canada ne s'était pas rendue responsable du paiement des bons, et que la dite somme de \$188,000 n'avait pas, non plus, été imputée par la Confédération sur la dette de l'ancienne province du Canada, et vu que les dits arbitres avaient mis les fonds de la compagnie à l'actif de la province de Québec, les arbitres ont décidé, en vertu du 4e article de la sentence, que cette dernière province devait, en conséquence, protéger la Confédération et la pro-



vince d'Ontario contre toutes réclamations, ou faire en sorte que la Confédération ne payât aucun de ces bons, ou ne fût responsable ni de la dite garantie ni de ce qui avait trait à la dite commission. De ces \$188,000 de bons. \$120,000 sont entre les mains du public et portent intérêt à 6 pour cent. Durant quelques années, la Confédération a payé \$7,200 en versements semi-annuels, la province de Québec ayant, pendant quelque temps, fait des remises périodiques pour couvrir les montants ainsi payés.

“ Toute la question est aujourd'hui à l'étude et j'espère qu'elle sera bientôt résolue. ”

Si ces faits sont à la connaissance du gouvernement, est-ce son intention de payer aux porteurs de débentures de la commission des chemins à barrières, près de la cité de Québec, l'intérêt sur telles débentures, comme il a été fait pour celles de la commission des chemins à barrières de Montréal ; les deux commissions étant également mentionnées dans la quatrième cédule de l'acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867, comme étant partie de l'actif (assets) de la province de Québec, devenant la propriété commune d'Ontario et de Québec.

L'honorable M. **Robertson**. — Le gouvernement n'a aucune connaissance officielle de la première partie de la question. Quant à la seconde partie, la réponse est négative.

M. **Picard**—*député de Richmond et Wolfe*.—L'arrêté en conseil du 7 août 1881, accordant 100,000 acres de terre à la compagnie des terres et de colonisation de la Puissance, a-t-il été rescindé ou modifié ?

Si oui, quand et à quelles conditions ?

L'honorable M. **Lynch** *député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.— Il a été modifié par un arrêté du conseil du 15 octobre 1883, réduisant la réserve à 27.505 acres, et cela pour une période de 3 ans, et sujet aux conditions ordinaires d'établissement.

Le projet de loi pour modifier l'article 573 du code de procédure civile est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

M. LeBlanc demande la deuxième délibération sur le projet de loi concernant les voitures pour chemins d'hiver.

M. Gagnon objecte que ce projet étant un projet privé, il aurait dû être présenté comme tel conformément aux règles prescrites par cette Chambre.

M. le président informe la Chambre qu'il donnera sa décision ultérieurement.

**M. Faucher de Saint-Maurice**—*député de Bellechasse*.—  
M. le président, il y a quelques jours, l'*Electeur* publiait les lignes suivantes :

" M. Faucher de Saint-Maurice a la manie de citer les journaux à la barre de la Chambre. Ancien journaliste lui-même, il devrait être moins dur pour ses confrères.

" Il vient d'inscrire un " avis de motion " à l'effet de faire déposer sur le bureau de la Chambre le *Saturday Review* du 28 mars, dans lequel a paru un article intitulé . *The Canadian disturbance.*"

C'est précisément parce que je suis ancien journaliste et que je le suis encore, c'est parce que la majorité populaire m'a permis de faire partie du plus haut tribunal de mon pays, c'est parce que j'ai l'honneur d'être Canadien-français que je me suis permis d'attirer l'attention de la Chambre sur ce que je considère être le plus grand crime qu'ait pu commettre un ignorant et un calomniateur.

Dans ce numéro du *Saturday Review* du 28 mars 1885, numéro que je vais déposer dans l'instant sur le bureau de la Chambre, on lit l'abomination suivante :

" When Sir F. Napier Broome proposed the health of the Australian Colonies a few nights ago, he counted it among their various felicities that they have no foreign laws, customs, or race to preserve. They differ considerably in that respect from the Cape and Canada, and they differ very much for the better. The extermination of the red races in America has been a fertile subject for declamation, and nobody is called upon to commend all the methods taken in the United States to improve those interesting persons off the face of the earth. Neither will we suggest that the Dutch at the Cape and French in Canada ought to have been " improved " in the same style as the redskins. Still it is pardonable to entertain a certain regret that they could never be persuaded to commit the happy despatch. They may be interesting and even virtuous and excellent people, when considered with a philosophic eye, but for practical purposes they are a nuisance. An American poet has shed a tear over the fate of the French in Acadia, but how admirable have been the results of their expulsion ! If they had been allowed to remain, their descendants would probably be giving trouble after the Cape Dutch fashion. There are no descendants, and consequently there is no trouble. Happy Australia had no French to get rid of, and

has given a very good account of the Black Fellows. Therefore it is prosperous, peaceful, and in a position to despatch a welcome force to the Eastern Soudan. Undoubtedly the noble native and the intelligent foreigner are poison wherever they are met in an English colony. The combination of the two in the shape of a Metis is, by common consent, little better than a pest. You encourage him, and he loafs. You do not hang him when he deserves hanging, and he gets worse. The noble native rewards you for protecting him with immense trouble by being always ready to back up a rebellion, and after all, the question of hanging comes up again, and in Canada it seems to be pressing for settlement."

J'ai fait traduire cette monstruosité en français, par M. Legendre, de la Société Royale, pour ceux de mes collègues qui ne comprennent pas l'anglais. La voici :

" En proposant la santé des colonies australiennes, l'autre soir, sir F. Napier Broome signala, parmi les avantages dont elles jouissent, le fait qu'elles n'ont ni lois, ni coutumes, ni race étrangères à conserver. En cela, dit-il, elles diffèrent considérablement des colonies du Cap et du Canada, et elles en diffèrent, à coup sûr, pour le mieux.

L'extermination des races rouges de l'Amérique a été un sujet fertile pour les déclamateurs, et personne n'est invité à prôner toutes les méthodes dont on s'est servi aux Etats-Unis pour améliorer le sort de ces intéressants personnages en les faisant disparaître de la surface du globe. Nous ne voudrions pas non plus émettre l'idée que les Hollandais du Cap et les Français du Canada eussent dû voir leur sort "s'améliorer" de la même façon que les Peaux-Rouges. On est pardonnable, toutefois, d'éprouver un certain regret à la pensée qu'il n'a jamais été possible de leur persuader d'effectuer d'eux-mêmes cette désirable suppression. Considérés au point de vue philosophique, ils peuvent former une population intéressante et même vertueuse et parfaite ; mais, en pratique, ils constituent une véritable plaie. Un poète américain a versé un pleur sur le sort des français de l'Acadie, et cependant, que d'admirables résultats leur expulsion a produits ! Si on leur avait permis de rester dans le pays, leurs descendants nous susciteraient probablement, aujourd'hui, des embarras à la façon des Hollandais du Cap. Il n'y a pas de descendants et, conséquemment, il n'y a point d'embarras.

" L'heureuse Australie n'a pas eu de français à déloger et s'en est parfaitement tirée avec ses noirs. C'est pourquoi elle est prospère, paisible et en état d'envoyer des troupes bienvenues au Soudan oriental.

Il est indubitable que les nobles indigènes et les étrangers intelligents sont un poison partout où on les rencontre dans une colonie anglaise. Mais l'amalgame des deux sous la forme d'un métis devient tout simplement à peu près une peste. Vous l'encouragez et il flâne. Si vous ne le pendez pas quand il a mérité la corde, il devient pire encore. Pour vous récompenser du mal extrême que vous vous êtes donné à le protéger le noble indigène se tient toujours prêt à prêter son concours à une révolte et enfin de compte, la question de pendaison se présente de nouveau. Du reste, au Canada, cette question s'impose dans le moment."

Peut-il entrer dans la tête d'un homme d'Etat anglais des niaiseries aussi cruelles?

Et pourtant ces Broomelà pullulent. On en trouve même jusque dans le Haut-Canada. Ils font leur métier de goujat. Ils insultent notre race, la race forte, fidèle, militante par excellence. Lisez la *Minerve* de ce matin. Toujours à l'avant poste, elle nous renseigne sur le rôle que jouent certains misérables sous prétexte d'être de nos compatriotes.

"Une feuille d'Ontario, bien connue par son radicalisme et ses instincts démagogiques, a fabriqué sur le compte du 65<sup>e</sup> bataillon, les histoires les plus infamantes." Rien là de surprenant, pour qui connaît le fanatisme du *News* de Toronto.

'Mais ce qui doit surprendre, c'est de voir un député se lever en Chambre pour lancer une insinuation lâchement perfide à l'adresse de l'un de ses collègues que le devoir a appelé et retient encore là-bas.

"L'honorable M. Caron ayant reçu une dépêche du lieutenant-colonel Amyot, du 9<sup>e</sup> bataillon de Québec, en donna lecture à la députation. Notre ami informait le ministre de la milice que ses hommes étaient tous bien, de fort bonne humeur et n'attendaient que le mot d'ordre pour partir de Winnipeg. A peine M. Caron avait-il repris son siège, que M. Cook, de Simcoe-Est, lui lançait cette interpellation : "Pourquoi ne sont-ils pas allés plus loin?" Des cris de *honte ! honte !* accueillirent ces paroles offensantes. Ce fut la seule réponse donnée à M. Cook. M. Caron ne voulut pas lui faire l'honneur de le renseigner ; et il avait raison.

"Le 9<sup>e</sup> bataillon n'est pas le seul qui ait été retenu à Winnipeg. Il y avait là, lorsque le col. Amyot expédia son télégramme, les Fusiliers de London, Ont., la cavalerie de Québec, le bataillon de la Nouvelle-Ecosse, les Gardes du gouverneur général et la cavalerie de Winnipeg.

Ainsi, l'insulte que M. Cook voulait lancer au 9<sup>e</sup> bataillon, retombe également sur les autres corps militaires que nous venons de nommer.

“ Tous ceux qui ont eu des relations avec le colonel Amyot ne sauraient douter de sa loyauté et encore moins de sa bravoure. D'un caractère franc et énergique, il possède toutes les qualités qui distinguent le vrai militaire. Que M. Cook se rassure donc. Notre ami sera au poste d'honneur, lorsque l'heure de marcher ou de combattre aura sonné. En attendant, nous conseillons à M. Cook d'avoir plus de réserve, plus de retenue et surtout plus de respect pour la réputation d'un collègue qui n'aurait, certes, rien à imiter ou à apprendre du député de Simcoe.”

Tous ces Broome-là, tous ces Cook-là ignorent donc ce que nous Canadiens-Français avons fait ici pour et au nom de l'Angleterre. Ils ignorent qu'en 1785 nous repoussions Arnold et Montgomery ; que plus tard nous lisions indifférents les proclamations de La Fayette et des Rochambeau qui faisaient appel à nos vieilles sympathies françaises, et qu'en 1812 nous avons gagné la bataille canadienne-française de Chateauguay ; qu'il y a dix-neuf ans nous étions à la frontière pour repousser les Fénians, et qu'à cette occasion l'honorable M. Marchand, mon collègue, commandait un régiment qui est allé à l'ennemi ; qu'hier nous étions sur les bords du Nil, et qu'aujourd'hui encore nos frères et nos amis luttent dans le Nord-Ouest et y versent leur sang.

Dambourgès le héros de la rue St Paul, de Salaberry le vainqueur de Chateauguay, Rolette le marin heureux des batailles navales des lacs du Haut Canada, Casault, de Bellefeuille, les soldats de la Crimée, Joly, le frère de l'honorable député de Lotbinière, mort aux Indes, Asselin, Ouellet, Moisan, Oscar Pelletier, Doucet blessés au Nord-Ouest, et tant d'autres noms passés à la renommée, seraient-ils ostracisés de l'histoire sur la simple parole de ce Broome ou de ce Cook ?

Non, Dieu merci, nous sommes fiers de notre passé, fiers de nos ancêtres, fiers de notre race. Les turpitudes, les mensonges, la bave de tous les Broome et de tous les Cook du monde entier ne sauraient nous atteindre. Nous marchons d'un pas ferme et assuré vers l'avenir sans nous préoccuper des cloportes qui peuvent souiller notre sentier.

Je demande pardon, M. le président, de me servir de paroles aussi dures vis-à-vis d'un homme qui, au lieu de vivre avec un peuple de gentilshommes comme le nôtre, s'est compromis peut être avec les convicts de l'Australie et vis-à-vis d'un autre, homme qui est député à notre Chambre des communes. Je retirerai les expressions trop fortes que je

proncée, (cris de non ! non ! ) Si j'ai été trop loin je m'inclinerai devant la décision de la Chambre, tout en protestant que tant que mon cœur battra, tant que ma pensée ne montrera pas vers son Créateur pour lui rendre compte de ses actes, mon cœur et ma pensée seront au service de la race canadienne française. Je l'admire, je l'aime ; je la défendrai *per fas et ne fas*, et c'est pour elle que je voudrais mourir.

S'il est une consolation au monde, c'est de lire après les *Lilleviscées* de Sir I. Napier Broome et les polissonneries de M. Cooke, le beau poème où Longfellow pleure Evangeline et l'Acadie, c'est d'étudier certaines pages que Parkman et Farnham nous consacrent, ou encore de méditer ces nobles paroles que vient d'écrire sur nous le *Moniteur* de Paris.

N'est ce pas, en effet, grâce à l'indomptable énergie des Franco-Canadiens, que dans le nord de l'Amérique, s'est perpétuée notre langue, s'est conservé le génie de notre race, que rayonnent, des rives du Saint-Laurent aux côtes du Pacifique, l'influence et le prestige de la France canadienne ?

**M. Gagnon.** On devrait mépriser des écrits semblables et ne pas s'en occuper. D'ailleurs le *Saturday Review* se publie à Toronto.

**M. Faucher de Saint-Maurice.** Je suis fâché d'avoir à constater que l'honorable député ignore que le *Saturday Review*, qui est peut être la revue la plus importante qui existe, est publiée à Londres, Angleterre, et non à Toronto comme le croit le député de Kamouraska.

L'honorable **M. Taillon.** Les injures des Broome et des Cook tombent à nos pieds et elles y restent.

#### LA RÉCLAMATION DE M. JACQUES ALAIN.

L'honorable **M. Garneau** *député de Québec.* J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de toutes correspondances entre Jacques Alain de l'Ancienne-Lorette, comté de Québec, ou ses avocats, touchant certaines réclamations pour dommages contre le département des chemins de fer : aussi le rapport de M. Vallée, ingénieur, sur la même question.

M. le président, ce M. Jacques Alain a eu beaucoup à souffrir de l'eau qui inonde sa propriété sur un front de 17 arpents de long. Un jour, un médecin est allé chez ce monsieur pour donner ses soins à un malade, et le médecin dans un certificat, déclare qu'il a eu beaucoup de difficultés à arriver à la maison, à cause de l'eau. Or jamais cette inon-

dation ne s'était produite auparavant. M. Alain en attribue la cause à la manière dont les travaux pour le chemin de fer ont été faits, et pour cela réclame des dommages du gouvernement.

**M. Duhamel.** — *député d'Ottawa.* — M. le président, je serai heureux de voir ce M. Allain réussir dans sa demande, car ce sera un précédent en faveur de beaucoup de colons de mon comté qui se trouvent dans la même position. Beaucoup de terres sont devenues stériles par suite de l'inondation qui a lieu le printemps et qui se prolonge jusqu'à une époque avancée de l'été. Si pour faire des voies ferrées on détruit l'agriculture, ce n'est assurément pas ce que nous voulons.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé, commissaire des chemins de fer.*—M. le président, quant à la question de faits, la Chambre sera renseignée lorsqu'elle aura le dossier demandé.

Il y a aussi ici une question légale, et c'est celle-là qui présente le plus de difficultés.

Le procureur-général a étudié la question et l'entrepreneur a eu l'argent pour désintéresser le réclamant. Ce M. Alain a présenté sa demande. Si le gouvernement payait le montant des dommages qu'on réclame pourrait-il se faire rembourser par l'entrepreneur ?

Si M. Alain devait réussir, ce serait un précédent dangereux pour le gouvernement. Il paraît qu'on a détourné les cours d'eau et depuis ce temps, il s'est écoulé huit ans sans que les personnes aient pris un recours contre l'entrepreneur. Je trouve là une raison de plus pour apporter dans l'appréciation de ce sujet la plus grande attention.

L'honorable M. **Garneau.**—L'argent payé ne l'a pas été pour la réclamation finale, car les dommages dont on se plaint se renouvellent tous les ans. Pour prévenir cette inondation il suffirait de faire un ponton additionnel. J'espère que le gouvernement verra à donner à cette question une solution définitive.

Le projet de loi pourvoyant au recouvrement par voie sommaire des rentes constituées, est adopté en 2e délibération et renvoyé au comité de législation.

#### LA RÉCLAMATION DE M. BABY.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur la proposition de M. Stephens, demandant le dépôt de copie de la réclamation de M. Baby, écr., pour services rendus par lui à la compagnie du chemin de

fer du lac St. Jean et sur l'amendement de M. Whyte, demandant copie de la décision du bureau des directeurs de la dite compagnie quant à la dite réclamation

Ces propositions sont adoptées.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé, commissaire des chemins de fer*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, réponse à une adresse, de ce jour, à Son Honneur le lieutenant gouverneur, demandant : copie de la réclamation de W. Baby, écr., pour services rendus, par lui, à la compagnie du chemin de fer du lac St-Jean ; laquelle copie est actuellement en la possession de la compagnie du chemin de fer.

Aussi, copie de la décision du bureau des directeurs de la dite compagnie quant à la dite réclamation.

Voici copie de la lettre que me transmet le président de la compagnie, M. LeDroit.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE QUÉBEC ET DU LAC ST-JEAN.

Québec, 23 avril 1885.

L'honorable E. J. FLYNN,

Ministre des chemins de fer, Québec,

Monsieur,

En réponse à votre demande d'informations de ce jour, savoir "quelle est la nature de la réclamation faite par M. W. Baby contre cette compagnie pour ses services, et quelle attitude les directeurs ont prise dans cette question ?" Je dois dire qu'aucune réclamation, ni demande, de quelque nature que ce soit, n'a été faite, et qu'en conséquence aucune démarche n'a été prise à ce sujet par les directeurs.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre dévoué,

(Signé) T. LEDROIT,

(Signé)

Vraie copie,

E. MOREAU,

Secrétaire.



LE BUDGET.

La Chambre délibère sur le budget.

Les crédits votés dans la séance du 24 mars sont adoptés.

Les crédits votés dans la séance du 27 mars sont mis en délibération ;

**M. Gagnon**—*député de Kamouraska*.—M. le président, on nous demande \$75,795 pour l'Assemblée législative. Je profite de cette demande pour faire quelques observations.

Je veux parler du traitement de M. le président. J'ai dit dans le cours des sessions précédentes que, dans mon opinion, le président de cette Chambre devrait avoir le salaire des ministres. J'ai fait cette remarque pour vous, M. le président, comme je l'ai faite pour votre prédécesseur.

Le greffier devrait avoir le salaire des députés ministres dans les départements.

Les ministres ont un salaire de \$4,000 tandis que le traitement de notre président est resté le même.

Un président qui reçoit aussi bien que vous, mérite doublement d'être bien payé.

Pour les autres employés de cette Chambre, nous devrions les bien payer.

Pour faire ces remarques si délicates pour vous, M. le président, je dois dire que je ne me suis pas plus entendu avec vous que je le faisais avec l'honorable procureur général quand il était président. La Législature à mon avis devrait être sur le même pied que les départements et j'espère qu'à la prochaine session, qui pourra être la première d'une autre Législature, le gouvernement fera la réforme que je viens de signaler.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général*.—M. le président, l'honorable député de Kamouraska vient de parler de la question du traitement du président

Je ne parlerai pas ici de ce qui s'est passé en 1882 et en 1883, mais je comprends que le président que nous avons y met tant de zèle qu'il faudra aviser aux moyens d'apprécier ses services.

M. le président, vous avez travaillé pendant la vacance à refondre les règlements de cette Chambre. Vous avez fait ce que d'autres n'avaient

pas voulu faire. Vous avez aussi réuni en un tout les usages du parlement, c'est un travail très utile.

Je crois devoir vous offrir nos remerciements et nos félicitations.

La Chambre reste juge de la question soulevée par mon honorable ami le député de Kamouraska.

Quant à ce qui regarde les employés, j'approuve ce qui a été dit, et j'ajoute que la politique de tout gouvernement devrait être de n'avoir que le nombre d'employés qu'il faut, mais de les bien payer.

Il faut, dans un travail de remaniement, éviter de faire des victimes. Parmi ces fonctionnaires il y en a qui ont cru que le service civil pouvait leur fournir une carrière. Le gouvernement a évité de remplacer les employés qui disparaissaient afin de ramener le personnel au chiffre qu'exigent nos finances et les besoins stricts du service public.

Notre politique a été comme elle est encore de réduire le nombre des employés sans faire d'injustice ni de victime. Tout ce que je puis dire c'est que le gouvernement n'est pas le dernier à reconnaître le mérite de ses employés.

**M. Gauthier**—*député de Charlevoix*.—M. le président, tout le monde comprend que le gouvernement doit faire des économies, mais ce n'est pas manquer à ce programme que de bien payer les serviteurs publics. Qu'on les paye bien et ce sera une économie.

Le président de cette Chambre n'est pas payé comme il devrait l'être. A mon avis il faudrait une loi pour régler toutes ces questions de salaire, et pendant que le gouvernement sera en frais, je l'invite à descendre jusqu'à l'indemnité des députés.

Les crédits sont adoptés. Ceux votés dans la séance du 30 mars sont mis en délibération :

**M. Gagnon**.—Je demanderai une augmentation de salaire pour un employé qui a été traité avec injustice. L'honorable commissaire des terres sait de qui je veux parler.

L'honorable **M. Lynch**—*député de Brome, commissaire des terres de la Couronne*.—Je sais, aussi je serais heureux de voir le trésorier me donner plus d'argent.

L'honorable **M. Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—Ici on demande des augmentations de la dépense, mais quand le budget est considérable on s'en prend au trésorier.

**M. Gagnon.**—Je puis parler de ce cas qui est public ; c'est celui de M. Duval. On sait que ce monsieur a changé sa place de registrateur pour une autre dans le bureau du trésor moyennant un salaire de \$1100, qui devait être élevé à \$1200. Au lieu de cela, la fameuse commission du service civil a passé et lui a réduit son salaire de \$300. M. Duval n'aurait sans doute pas abandonné sa situation s'il eut cru être traité de cette manière.

L'honorable **M. Carneau.**—Il n'y a pas de doute que cette commission a fait des injustices criantes.

**M. Casavant**—*député de Bagot.*—Je ne suis pas prêt à admettre que la commission du service civil n'a rien fait de bon. C'est grâce à ses travaux que nous avons réalisé des économies au montant de trente à quarante mille piastres.

**M. le Procureur général.**—Ce sont des économies d'une nature permanente, tandis que les frais de la commission ont été faits une fois pour toutes.

**M. le Trésorier.**—Il n'y a pas de doute que la commission a fait du bien.

**M. Demers**—*député d'Iberville.*—M. le président, l'honorable député de Kamouraska nous a dit que M. Duval avait vu son salaire réduit à \$800. Dans tout le personnel du bureau du trésor, je ne vois qu'un seul Canadien-Français, et à celui-là on lui ôte \$300. C'est vraiment regrettable. J'espère que s'il se produit une vacance, on en profitera pour rendre justice aux Canadiens-Français.

Les crédits sont adoptés.

Les crédits votés dans les séances du 31 mars, 10 avril, 14 avril, 21 avril, 24 avril sont adoptés.

Le projet de loi concernant les magistrats de districts, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

L'ordre du jour appelle la 2e délibération sur le projet de loi pour modifier les lois concernant l'instruction publique.

**M. Robidoux**—*député de Chateauguay.*—M. le président, dans la paroisse de Laprairie une cause s'est présentée qui a une grande analogie avec les cas que ce projet de loi semble vouloir régler. J'ai été avocat dans cette cause. Voici les faits en deux mots :

A Laprairie, on a construit une académie qui a coûté fort cher. Or

la loi ne permet que l'emploi de \$3,000, mais le coût a dépassé cette somme et pour subvenir à ces dépenses, on a imposé une autre taxe. Les contribuables ont protesté et j'ai plaidé pour eux. J'ai gagné ma cause et en appel le premier jugement a été confirmé.

On a dit à Laprairie que cela ne faisait pas grand'chose, qu'il y aurait une loi de passée pour rencontrer ce cas. On ne se trompait pas. Si cette loi vient en force, le jugement devient sans effet. De plus, cette loi, telle qu'elle est rédigée, devra avoir un effet rétroactif et ne s'appliquer qu'à un cas particulier. Non seulement mes clients devront payer les cotisations déclarées illégales par les tribunaux, mais ils devront aussi payer leur part des frais encourus pour plaider, lorsqu'ils ont gagné leur cause.

Je ne m'opposerai pas à l'adoption de ce projet de loi si on veut déclarer qu'il n'aura pas d'effet rétroactif.,

Sans cela, on pourra construire des maisons d'écoles qui coûteront vingt ou vingt-cinq mille piastres en violation de la loi sans que personne n'ait le droit de réclamer.

**M. Gagnon.**—Avec cette loi les commissaires d'écoles pourront taxer tant qu'ils le voudront sans que personne puisse y trouver à redire. On avouera que c'est trop fort.

Si les gens de Laprairie ont besoin d'aide qu'ils le disent et qu'ils nous demandent l'adoption d'une loi particulière et nous verrons ce que nous aurons à faire.

La suite de la délibération est renvoyée à demain.

#### LE CANTON DE TRING.

L'ordre du jour appelle la 2e délibération sur le projet de loi pour annexer certaine partie du canton de Tring, dans les comté et district de Beauce, à la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, Broughton, dans le même comté.

**M. le Président.**—J'ai examiné ce projet de loi : je trouve que c'est un projet privé, et qu'il a été déposé par inadvertance comme projet public.

Un projet public est une mesure d'ordre public, une mesure qui intéresse toute la société, au lieu qu'un projet privé se rapporte à l'intérêt ou à l'avantage spécial d'individus en particulier, ou d'une compagnie constituée ou d'une paroisse, d'une municipalité, ou d'une autre localité.

Les procédures qui se font pour passer un projet privé ont, jusqu'à un certain point, un caractère judiciaire ; elles sont à la fois législatives et judiciaires. La Chambre exerçant l'autorité judiciaire dont elle est revêtue, adjuge sur les intérêts individuels impliqués dans un projet privé, après avoir entendu les parties qui ont pétitionné contre le projet, et dont les intérêts peuvent être affectés, ainsi que les promoteurs du projet. Puis, dans l'exercice de ses pouvoirs législatifs, elle surveille les intérêts du public, et voit à ce que les intérêts privés ne soient pas promus au détriment des intérêts publics.

L'initiative des projets privés et la procédure à l'égard de ces projets, à toutes les phases subséquentes, sont réglés par les ordres permanents spéciaux et à raison des intérêts contradictoires impliqués dans ces projets, il est nécessaire que ces règles soient strictement observées.

Quelque fois, un projet public peut affecter, d'une manière incidente, des intérêts privés ou locaux, auxquels l'intérêt général que le projet a en vue est contraire. En pareil cas, l'avis est requis, et le projet est renvoyé à un comité spécial devant lequel sont entendues les personnes dont les intérêts sont affectés et qui ont pétitionné contre le projet. Quoique ce projet soit introduit comme projet public et traité comme tel, sous les autres rapports.

L'objet du projet dont il s'agit maintenant, c'est de détacher certains lopins de terre situés dans la paroisse de Saint-Victor-de-Tring et de Saint-Ephrem-de-Tring, puis de les annexer à la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Broughton, pour les fins civiles, religieuses et scolaires. Ceci est essentiellement une affaire d'intérêt privé. Ce peut être une affaire d'intérêt privé pour les habitants de ces trois paroisses, quant à savoir dans laquelle devrait être compris les lopins de terre en question et jusqu'à quel point le changement proposé peut affecter leurs intérêts individuels : mais pour la société en général, il est parfaitement indifférent que ces lopins de terres forment partie de l'une ou l'autre de ces paroisses. Lorsqu'un changement de cette nature affecte la représentation dans la Législature, cela est une affaire qui regarde et intéresse toute la province, et les projets qui contiennent de telles dispositions sont en conséquence des projets publics, quoique, d'une manière incidente, ils affectent en même temps des intérêts privés ou locaux. Dans le cas qui nous occupe, les trois paroisses concernées sont situées dans le même comté et la représentation n'est pas affectée. Sans compter que ce projet est un projet privé, d'après les principes généraux, il se trouve égi par notre règle 51, qui énumère les différentes catégories de projets

privés dont il faut donner avis. Cette règle spécifie distinctement comme projets privés, les projets qui ont pour objet : “ la division d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la Législature ou d'un canton ou autre municipalité locale.”

L'année dernière, deux projets identiques à celui qui est maintenant sous considération ont été traités comme projets mixtes et on a permis qu'ils fussent passés, après avoir été renvoyés à des comités spéciaux, sous prétexte d'urgence. En principe, cependant, cette manière de procéder était tout-à-fait irrégulière et n'aurait pas dû être permise. A mon avis, les deux cas mentionnés ne devraient pas être acceptés comme précédents, mais doivent être considérés comme des cas spéciaux.

Comme je suis chargé de faire observer les ordres permanents de cette Chambre et d'y faire observer la loi et les usages parlementaires, il reste de mon devoir d'empêcher que ce projet soit traité comme projet public, et en conséquence je dois décliner de mettre aux voix la question pour sa seconde lecture.

Je recommande de retirer ce projet de loi.

Le projet est retiré du consentement unanime de la Chambre.

La Chambre siège en comité du budget.

Les crédits suivants sont adoptés.

Article 41, Journal de l'agriculture, français et anglais. ....	\$3,000 00
Article 42, Ecole d'agriculture, 3, à \$800 chaque. ....	2,400 00
Article 43, Ecoles vétérinaires, françaises et anglaises. ....	2,300 00
Article 44, Aide à la Gazette des campagnes. ....	500 00

Le comité lève sa séance.

La séance est levée.

## ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

*Séance du mardi, le 28 avril 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt, par M. le président d'un rapport sur la bibliothèque.—  
Dépôt de divers documents.—Suite de la délibération sur le projet de loi.—  
Amendement blâmant le gouvernement d'avoir violé la loi concernant l'indépen-  
dance des membres de la Législature : MM. Stephens, White, Robertson,  
Poupore.—Proposition d'ajournement de l'honorable M. Marchand : MM.  
Stephens, Poupore, Mercier, Taillon, Beaubien, Deschênes, Gagnon, Martel et  
Demers.—Délibération sur un projet de loi de M. Poulin, relatif au notariat :  
MM. Poulin, LeBlanc, Gagnon, Trudel, Marcotte, Marion et Picard.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

### RAPPORT SUR LA BIBLIOTHÈQUE.

M. le **Président**. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la  
Chambre, le deuxième rapport du comité de la bibliothèque.

Voici le texte de ce rapport :

Le comité de la bibliothèque a l'honneur de présenter le rapport sui-  
vant.

“ Il a examiné les comptes de la bibliothèque, les a trouvés bien  
tenus et se déclare satisfait.

“ Il a constaté que, pour éviter toute dépense inutile, nul compte  
n'est payé à moins qu'il n'ait été certifié par le bibliothécaire, et  
approuvé par les deux présidents.

“ Votre comité croit cependant devoir appeler l'attention de  
la Législature sur l'état, peu satisfaisant dans lequel se trouve la  
bibliothèque, depuis l'incendie du palais législatif. Il est vrai qu'il avait  
été recommandé au bibliothécaire de ne rien acheter, sauf les publica-  
tions canadiennes, tant que le local ne serait point terminé, et que les  
ouvrages fournis par M. Dansereau ne seraient point connus. Mais  
aujourd'hui que l'on prévoit que tout sera terminé pour la prochaine  
session, il est de la plus haute importance de se pourvoir des ouvrages  
nécessaires aux législateurs.

Un bon nombre de ces ouvrages se trouvent dans les envois de M.

Dansereau, mais il faudra en acheter beaucoup d'autres, et pour cela l'allocation ordinaire ne saurait suffire.

Cette allocation ne saurait suffire surtout, parceque, depuis plusieurs années, il y a déficit dans les comptes de la bibliothèque, et ce déficit arrive parce que les dépenses courantes de reliure, de souscriptions aux revues, aux publications régulières de droit, etc., etc., absorbent la plus grande partie de cette allocation.

Les dettes s'élèvent à une somme de \$2,000, et votre comité croit de son devoir d'attirer l'attention du gouvernement sur l'opportunité qu'il y aurait, pour les éteindre, d'accorder une égale somme de \$2,000.00, en sus de l'allocation annuelle, afin de mettre le bibliothécaire à même de commencer l'année fiscale avec l'allocation entière de \$3,000.00.

Il soumet avec confiance ces observations qu'il croit opportunes.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre :

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 23 avril courant, demandant copie de toute correspondance et arrêtés du conseil, ayant rapport à la nomination de juges de paix, résidant dans la municipalité de St-Germain de Grantham, pour les trois dernières années.

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 13 mars 1885, demandant copie de la plainte, de la preuve à l'enquête préliminaire, du *commitment*, de l'indictement, de l'allocation du juge, du verdict et de la sentence, *in re*, Regina *vs* Joseph Tassé, cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle, à Montréal, terme de Mars, 1885.

L'honorable M. **Robertson**.—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre :

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 26 mars 1885, demandant une liste de toutes les municipalités tenues au paiement de l'entretien des aliénés pendant l'année fiscale 1883-84. La dite liste donnant, dans la première partie, les municipalités qui ont contribué à former la somme de \$1,858.85, entrée aux comptes publics, et le montant payé par chacune d'elles, et, dans la seconde partie, les municipalités qui n'ont pas encore payé, et le montant dû par chacune d'elles.

L'honorable M. **Flynn** — *député de Gaspé, commissaire des chemins de fer*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre :

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 22 avril 1885,



demandant copie de toute requête adressée au gouvernement de cette province ou à aucun de ses membres, demandant une aide pour la construction du chemin de fer de Montréal et Ouest, se dirigeant de St-Jérôme à Notre-Dame du Désert.

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 18 mars 1885, demandant un état du montant total payé par le gouvernement pour les embranchements de Berthier et de Joliette, du chemin de fer Q. M. O. et O.

Un état des comptes des rails et des traverses ou autres articles d'équipement et matériaux fournis ou prêtés pour la construction des embranchements de Ste-Thérèse, Berthier et de Joliette. La valeur de ces objets et les dates de leur remboursement à la province.

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 22 avril 1885, demandant : 1. copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province, l'honorable M. Loranger, ancien-procureur-général, les employés de l'ex-administration du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et Léon Dugas, Léandre Labelle et autres intéressés de St-François de Sales, dans le comté de Laval, à propos d'un cours d'eau qui a été barré par la construction du dit chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, à cet endroit, et des dommages causés par les inondations périodiques qui s'en sont suivies.

2. Copie de tous rapports faits sur ces questions, par les employés susdits, soit aux bureaux de l'ex-administration du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ou au gouvernement.

#### LE BUDGET — PROPOSITION DE M. STEPHENS SUR LA VIOLATION DE LA LOI DE L'INDÉPENDANCE DE LA LÉGISLATURE.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le budget.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—L'honorable trésorier pourrait-il nous dire quand il va nous soumettre le budget supplémentaire ?

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—Dans un jour ou deux.

M. **Stephens**—*député de Montréal-centre*.—M. le président, je ne crois pas me tromper en disant que la Chambre sait qu'il existe une loi qui garantit l'indépendance de la Législature. Si on ne s'en rapportait qu'aux faits qui se passent, on serait tenté de croire qu'il n'y en a pas.

En effet, je trouve qu'un membre du Conseil législatif, M. Lacoste a retiré \$29,000 du trésor provincial. Ne peut-on pas présumer que ce fort montant a été payé pour le récompenser de son concours lors de la vente du chemin de fer.

L'honorable M. de LaBruère, président du Conseil législatif, a aussi été entrepreneur public non seulement pour le compte de cette Chambre mais également pour l'autre, M. le président, chacun de nous doit se rappeler ce qui s'est passé à Ottawa à propos de certains contrats d'impression.

Il est reconnu qu'un membre ne peut être indépendant s'il reçoit de ces gratifications déguisées. Aussi a-t-on jugé nécessaire de faire une loi, et cette loi, qui est bonne et sage, doit être observée. Faire le contraire de ce qu'elle prescrit est non seulement une violation de cette loi, mais c'est aussi une pratique très dangereuse pour les intérêts publics.

Si la Chambre ne blâme pas ce qui a été fait dans les cas que je viens de mentionner, on peut s'attendre à en voir de belles à l'avenir.

Déjà on a adopté une loi d'indemnité pour le bénéfice de certains membres de la législature. On a commis l'imprudence de ne pas donner dans la loi les noms de ceux qui réclamaient cette législation, et par là la Chambre a établi un précédent très dangereux, car n'importe qui peut s'autoriser de ce cas, pour forcer les ministres à recommencer la même opération. A quoi bon faire des lois sévères, si d'avance la Chambre s'engage tacitement à exonérer de tout blâme ceux qui les violeront.

Quant à ce qui regarde le président du conseil législatif, je n'ai qu'à rappeler ce qui s'est passé dans les cas de M. Workman, et de l'honorable M. Anglin, président de la Chambre des communes, pour justifier mon appel à la censure la plus sévère. On sait que ces messieurs, de l'avis de leurs amis politiques, ont dû remettre leur mandat de député et se faire réélire.

En voilà assez pour justifier l'adoption de la proposition suivante :

J'ai l'honneur de proposer que la Chambre soit prête et disposée à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que, contrairement aux dispositions du statut 32 Vict., chap. 3, concernant l'indépendance du parlement, il ait été payé à MM. Lacoste, Bisailon et Globensky, avocats, de Montréal, pour services professionnels, durant les trois dernières années, la somme de \$29,645.55.

Que la plus grande partie de cette somme a été payée à la dite société, lorsque l'honorable A. Lacoste en était membre, ainsi que du Conseil législatif de la province, particulièrement dans les années 1882 et 1883.

Que l'honorable A. Lacoste fut nommé conseiller législatif le 4 de mars 1882, et résigna sa charge le 7 décembre 1883.

Que certaines sommes d'argent ont aussi été payées, durant la même période et contrairement à la même loi, à l'honorable Boucher de la Bruère, un des conseillers législatifs, et président du Conseil.

Que cette Chambre voit avec peine cette tendance croissante à violer les principes de l'indépendance du parlement, et regrette que des violations aussi notoires aient été tolérées.

**M. Whyte**—*député de Mégantic*.—M. le président, par la proposition de mon honorable ami le député de Montréal-centre, l'attention de la Chambre, est appelée sur un sujet très important. Je ne m'arrêterai pas à traiter cette question, vu que les remarques de l'honorable député ont suffisamment éclairé la Chambre. Je dirai cependant que la loi qui concerne l'indépendance des membres du parlement doit être rigoureusement observée si nous voulons rester dignes du respect de la population dont nous sommes les mandataires.

M. le président, je désire faire quelques remarques sur la question des finances de la province.

Depuis que la discussion générale sur le budget a été commencée j'ai entendu bien des opinions contradictoires.. Mon inexpérience parlementaire ne me permet pas d'entrer sur ce terrain des contradictions. Je me bornerai à traiter deux questions sur lesquelles mes commettants se sont prononcés.

M. le président, deux questions surtout ont été discutées dans le cours de la campagne qui a précédé mon élection. Les orateurs ministériels promettaient qu'il y aurait une enquête sur les affaires du chemin de fer, et que l'équilibre du budget serait établi.

L'autre jour j'ai entendu l'honorable trésorier dire à la Chambre que nous avions un déficit de \$240,000. En même temps je croyais que cet honorable ministre allait nous annoncer des mesures pour faire cesser cet état de choses déplorable.

Quel n'a pas été mon étonnement lorsqu'au lieu d'une discussion pratique j'ai entendu les mêmes chansons modulées sur un ton qui ne

diffère guère de celui des années précédentes. Comme consolation, présume, on nous a dit que la province d'Ontario était dans une situation budgétaire aussi mauvaise que celle de la province de Québec. Ensuite on a dit que notre condition allait beaucoup mieux, et en dernier lieu on a affirmé que tout allait bien, que la situation ne laissait rien à désirer.

L'honorable député de Québec-est nous a dit des choses fort intéressantes sur le compte de l'honorable trésorier. Comme le député Québec-est, je crois que quand l'honorable député de Sherbrooke n'est pas trésorier, il est convaincu que tout va mal, mais que du moment qu'il a les clefs du trésor, tout va bien, que tout change du jour lendemain, comme dans un monde enchanté. Malheureusement il ne peut seul à voir le changement dont il nous parle.

J'ai aussi écouté avec beaucoup d'attention l'honorable député Montmorency. Je dois reconnaître qu'il a fait un discours très élaboré. J'ai remarqué qu'il nous a dit que la dette créée pour construire des chemins de fer ne s'élevait pas à trente centins par tête. De plus, il a manié et remanié les chiffres de manière à se convaincre lui-même, suppose, que dans tant d'années tout irait bien.

J'ai remarqué aussi que l'honorable député de Québec-est a fait un très bon discours. Si les choses sont telles que nous l'a dit cet honorable député, il est grandement temps d'y voir et de prendre des mesures pour faire cesser une situation aussi regrettable.

L'honorable député de Québec-est qui est un homme pratique, nous a prédit que si nous continuons à dépenser comme nous le faisons, c'est-à-dire plus que nos revenus, nous courons droit au déshonneur national ou à la taxe; que l'une ou l'autre de ces alternatives se dressera devant nous avant peu d'années.

Il est vrai que la subvention additionnelle qui nous a été accordée par le trésor fédéral a réduit le déficit annuel de \$247,000. Mais même avec cette aide, nous avons une dette de vingt millions et un actif n'est que de onze millions, ce qui laisse une dette nette de neuf millions. Pour réussir à rétablir l'équilibre dans nos finances, il ne nous reste donc plus qu'un seul moyen, celui de réduire les dépenses.

Pour se justifier, je suppose, on dit : " Mais voyez-donc, à Ontario ce n'est pas mieux qu'ici et cependant c'est un gouvernement libéral qui administre les affaires. On oublie de dire que la province d'Ontario n'a pas de dette et qu'elle a un actif de quatre ou cinq millions, tandis qu'ici nous avons une dette, déduction faite de tout l'actif, de dix millions.

On dit encore que la taxe est plus forte dans Ontario qu'ici. C'est possible, mais je ferai observer que l'on ne pourrait en faire payer autant ici quand même on le voudrait. Pour rendre ma pensée d'une manière plus claire, je dirai : prenez le produit d'une ferme ici et celui d'une ferme à Ontario, et voyez ce que vous pouvez réaliser en argent avec l'un et l'autre. Je ne crains pas d'affirmer, M. le président, que le cultivateur ici ne peut réaliser autant que celui d'Ontario, et pour faire cette comparaison je ne prends pas des cas particuliers ou spéciaux, mais les premiers venus. Je connais bien Ontario, car j'ai des parents qui demeurent dans cette province. Je puis donc avoir une foule de renseignements sur tous ces sujets.

Ici, en moyenne, un cultivateur réalise au plus \$200 par année à part de ce qu'il lui faut pour lui et sa famille, tandis qu'à Ontario, le bénéfice annuel est de quatre ou cinq cents piastres. De tout ceci, j'en conclus que les habitants d'Ontario peuvent payer un montant de taxes que nos gens n'auraient pas les moyens de rencontrer ici. C'est une chose qui doit être jugée au point de vue des ressources des imposés et non au point de vue des chiffres en eux-mêmes.

M. le président, le seul moyen qui nous reste est donc de réduire les dépenses au plus strict nécessaire. Tout autre moyen ne serait pas bon.

Le déficit, est, dit-on, de \$240,000. Mais je crois que l'on se fait illusion. Dans tous les cas je vois des choses qui demandent explications. Ainsi les comptes publics disent qu'il y a deux cent mille piastres de dépôt à la banque Jacques Cartier, et les autorités de cette institution nous assurent que le dépôt n'est pas aussi considérable.

L'honorable trésorier nous dit qu'il nous donne un état complet de la situation de nos affaires, et cependant il ne nous dit pas qu'il y a des réclamations contre ce prétendu dépôt de \$200,000 à la banque Jacques-Cartier. On peut donc dire que cette somme est un actif douteux, puisque d'un jour à l'autre, il peut être absorbé par le paiement de dettes dont on ne tient pas compte. Que doit on penser d'une politique qui consiste à dissimuler la véritable situation dans laquelle se trouve la province. Le moins que l'on puisse dire c'est que cette politique ne mérite pas notre approbation.

L'honorable trésorier compte aussi \$75,000 déposées à la banque d'Échange. C'est encore un actif douteux.

De plus, à la clôture des comptes du dernier exercice, la province devait trois mois de salaire aux agents des terres de la couronne, lequel

arrérage de salaire n'a été payé que le deux juillet suivant, c'est-à-dire au commencement de l'année courante. C'est encore un fait dont on ne nous a pas parlé dans le discours sur le budget.

Il y a aussi des remboursements dont on ne tient pas compte.

L'honorable trésorier nous a dit que les comptes de la province ont été autrefois manipulés de manière à leur faire dire autre chose que la vérité. A mon grand regret, je constate que c'est encore la même chose qui arrive.

L'honorable trésorier nous a parlé en termes magnifiques de la grande prospérité de la province. Or les statistiques municipales préparées par les soins du gouvernement, nous disent que les districts ruraux s'appauvrissent au lieu de s'enrichir, et si les villes progressent, ce n'est que grâce à la politique nationale.

Voici ce que je trouve dans le rapport officiel de la statistique signé par un employé du gouvernement :

“ D'après les rapports transmis, la valeur de la propriété foncière  
“ soumise aux taxes, accuse une diminution de \$2,203,412, ou de 1.13  
“ pour 100, c'est-à-dire qu'elle a baissé de \$197,230,170, en 1882, à  
“ \$195,026,758, en 1883. Il faut peut-être attribuer à l'émigration cette  
“ diminution dans la valeur de la propriété foncière. Comme celles des  
“ autres choses, la valeur des immeubles est régie par la loi de l'offre et  
“ de la demande : or, du moment qu'un certain nombre de propriétaires  
“ abandonnent leurs terres pour aller s'établir hors du pays, il est clair  
“ que l'offre de ces propriétés excédant la demande, leur valeur doit  
“ diminuer.

“ Le nombre d'acres de terrain évalué accuse une diminution de  
“ 34,468 acres ou de 0.22 par cent, comparativement à 1882. Cette  
“ diminution paraît avoir son explication dans l'abandon des terres de  
“ la couronne par les colons. Du moment qu'un colon s'établit sur un  
“ lot du gouvernement, ce lot peut-être taxé et il est généralement porté  
“ sur le rôle d'évaluation ; mais lorsqu'il est abandonné par le colon, il  
“ redevient ordinairement la propriété du gouvernement et comme les  
“ terres de la couronne ne peuvent pas être taxées, il est rayé du rôle  
“ d'évaluation. Or, la correspondance que j'ai faite avec les secrétaires-  
“ trésoriers établit, au moins pour certaines localités, que les obstacles  
“ mis à l'occupation des terres du gouvernement, par conséquent à la  
“ concentration de la population dans les nouveaux établissements, ont  
“ eu pour effet de chasser les colons et de leur faire abandonner leurs

“ terres. Ce résultat peut aussi s'expliquer par les *cancellations* opérées  
“ par le département des terres pour non accomplissement des condi-  
“ tions imposées aux colons qui prennent des terres de la couronne.”

En face de ces faits, comment l'honorable trésorier peut-il venir dire que la province s'enrichit tous les jours.

Comment a-t-il pu dire, par exemple, les paroles suivantes : “ Des  
“ villages surgissent sur tout le parcours de nos chemins de fer, sollici-  
“ tant l'introduction de diverses industries jusqu'ici ignorées dans notre  
“ province. La valeur de la propriété immobilière augmente d'année en  
“ année.”

Nous progressons en arrière. Ce progrès nous jouera quelque mauvais tour. Un honorable député nous disait ces jours derniers qu'avec notre dette flottante, si nous ne prenions pas garde, nous finirons par *enfoncer*. Je crains la même chose pour ce qui concerne ce prétendu progrès.

L'honorable trésorier ajoute : “ Les maisons construites en billots  
“ font place à des maisons en charpente bien finies, peintes et ornées.  
“ Les maisons en charpente sont remplacées par des maisons en  
“ briques ou en pierre.

“ L'ancienne étable et la vieille grange aujourd'hui démodés font  
“ place à de vastes bâtiments bien aménagés, mieux finis que ne  
“ l'étaient les maisons d'autrefois, et ces changements et ces améliorations se retrouvent dans toutes les parties de la province, nord et sud,  
“ est et ouest, et sont toutes dues à l'esprit public d'entreprise manifesté  
“ par la Législature en encourageant et aidant à la construction des chemins de fer en question.”

Ceci est vrai. Mais je ne puis l'approuver quand il dit que c'est dû à la bonne administration des affaires. La Législature a été extravagante, et on a même dit qu'elle était corrompue.

On nous dit que les marchés sont rémunérateurs. Au contraire les producteurs agricoles doivent vendre aux plus bas prix. Dans la province d'Ontario les prix sont plus élevés. Mais, en passant, je demanderai à mes honorables amis de la droite où est la fameuse politique nationale. Les effets n'ont pas été de longue durée.

M. le président, notre position devient très grave. J'ai eu occasion d'en parler avec des hommes sérieux, avec des détenteurs de capitaux considérables demeurant à Québec et à Montréal. Ces messieurs ayant

fait des emprunts pour parer aux conséquences de la crise, disent que les remboursements se feront en or, de peur d'avoir un papier déprécié.

Encore une observation et je termine. Dans le cours de la campagne qui a précédé mon élection, j'ai eu à combattre les efforts de plusieurs des employés publics et de presque tous les ministres. Malgré cet imposant déploiement des forces ministérielles, le parti libéral a remporté la victoire. Un ministre même a essayé de corrompre un de mes électeurs. Ce fait prouve l'intensité de la lutte que nous avons eu à subir.

Tout nous indique que nous arrivons rapidement à une crise décisive dans notre politique. Il appartient aux amis du bon ordre, d'une sage administration dans nos finances, de se tenir prêts à recueillir les fruits de lutttes pénibles mais nobles puisqu'elles ont été soutenues dans les intérêts publics.

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*. —M. le président, je me trouve à occuper une bien singulière position. D'abord quand la session commence, je suis, aux dires de mes amis de la gauche, un prodigue affreux, mais après que le budget est déj osé et qu'il s'agit d'approprier les fonds publics, on me traite d'une toute autre manière, et l'on m'accuse d'être parcimonieux, de pousser l'esprit d'économie jusqu'à la mesquinerie. Le fait est que souvent il m'arrive au milieu de ce tourbillon d'assertions et d'accusations contradictoires, de me demander ce que je suis. (rires).

Cependant, j'avoue que je commence à être habitué à ce jeu-là.

L'honorable député de Mégantic a dit que je ne suis jamais satisfait de l'état de nos finances quand je ne suis pas trésorier et qu'au contraire, je change de ton du moment que j'ai les clefs du coffre public.

Cette accusation déjà plusieurs fois répétée, n'est pas plus fondée que les autres.

On me reproche d'avoir exprimé des craintes en 1883 tandis qu'aujourd'hui j'espère en l'avenir. Mais n'est-il pas vrai que la situation financière s'est de beaucoup améliorée. Ce que nous avons reçu du trésor fédéral nous met dans une bien meilleure position que nous l'étions auparavant. Et cette aide que nous avons obtenue nous était due légitimement. C'est une mesure de justice, mais cette mesure a eu pour effet d'accroître notablement notre revenu.

Ce n'est pas tout, nous attendons encore d'autres subsides qui amélioreront notre position davantage. Voilà pourquoi mes craintes d'autrefois ont fait place à l'espoir de jours meilleurs.



On m'a aussi reproché d'avoir fait une comparaison avec Ontario. Quand j'ai parlé de la situation financière de cette province, je ne l'ai pas fait avec un sentiment de satisfaction à cause des difficultés qui se produisaient là comme ici. Non, je n'en ai parlé que pour prouver que ce gouvernement modèle aux yeux de mes honorables amis de l'opposition, a lui aussi à faire face à un déficit de \$350,000, et que si nous avions un découvert de \$240,000 ce n'était pas si épouvantable après tout et qu'on ne pouvait pas seulement en accuser notre extravagance.

L'honorable député de Mégantic a aussi parlé de l'affaire de la Banque Jacques-Cartier. Cette banque peut prétendre ce qui lui plaira, je crois qu'elle devra payer en définitive ce que nous réclamons.

Quant à ce qui concerne la Banque d'Echange, la cour a rendu un jugement en notre faveur, et il me semble que j'étais justifiable de parler de cette créance comme je l'ai fait, et de dire que ces \$75,000 nous reviendront au complet.

J'ai regretté d'entendre dire à mon honorable ami que notre province reculait au lieu d'avancer dans la voie du progrès. Je ne crains pas d'affirmer que n'importe quel voyageur impartial ne peut s'empêcher d'admettre, en traversant la province de Québec, que des progrès considérables ont été accomplis.

Mais si nous n'avions pas construit des voies ferrées, nous serions vingt ans en arrière de ce que nous sommes à l'heure qu'il est. Cette politique des chemins de fer est la cause principale des progrès que nous avons faits.

Pour ne donner qu'un exemple des bienfaits de cette politique, je citerai le fait suivant : Dans un endroit du comté de Wolfe, les habitants avaient déserté les lieux, n'y trouvant pas leur compte, aussitôt après la construction du Québec-central qui passe par cette localité, j'ai vu quinze cultivateurs revenir dans ce canton et s'y établir. Là où régnait la solitude, on voit maintenant une heureuse activité et l'on américain circuler en assez grande quantité.

Il n'y a pas de doute, M. le président, que la politique des voies ferrées et la politique nationale ont fait beaucoup de bien au pays. Les prix des produits de la campagne sont bons partout, et les cultivateurs y trouvent leur compte là où ils ne pouvaient auparavant trouver à vendre leurs denrées.

M. Whyte. Vous dites le contraire dans votre discours sur le budget.

M. le **Trésorier**.—Pardon, j'ai dit que ces produits valaient plus, grâce aux communications faciles par chemins de fer.

Je n'aime pas ce cri contre notre province en faveur d'Ontario. Pour-quoi l'honorable député ne va-t-il pas s'établir dans la province voisine, puisqu'elle offre tant d'avantages à son avis. Si je croyais qu'il serait plus avantageux pour moi d'aller m'établir là, j'irais sans hésiter.

M. le président, voyez-vous un seul américain parler contre son pays ? Non, jamais. J'ai été à Chicago, j'ai vu là qu'on agissait bien différemment avec nous. Il était question, lors de cette visite, de bâtir un chemin de fer et d'établir une ligne de bateaux à vapeur. On ne s'occupait pas de savoir qui aurait les bénéfices, mais ce qui dominait toutes les considérations, ce qui agitait tous les esprits, c'était d'enrichir la ville. Voilà comment les Américains entendent l'amour de leur pays, et c'est ce que nous devrions imiter ici.

M. **Whyte**.—M. le président, je demande la permission de dire un mot en réponse aux observations que vous venez d'entendre . . .

Je n'ai pas parlé contre la province. J'ai simplement montré les choses sous leur vrai jour. Quant à moi personnellement, je n'ai pas à me plaindre. Au contraire, je suis content de mon sort et je crois avoir raison de l'être.

J'ai prétendu que notre population ne pouvait supporter des taxes aussi lourdes qu'à Ontario parce que les revenus des citoyens ne sont pas aussi considérables que ceux des habitants de la province voisine.

J'ai dit aussi que les prix des produits de la ferme n'étaient pas aussi rémunérateurs qu'on pourrait le désirer, parce que le gouvernement fédéral nous avait promis de faire régner une prospérité inouïe tant qu'il serait au pouvoir. Voilà en résumé ma manière de voir sur ces sujets.

M. **Poupore**—*député de Pontiac*. —M. le président, l'honorable député de Mégantic vient de nous expliquer ses remarques et il appert qu'il n'a pas voulu dire ce que tout le monde a compris.

Qu'est-ce qu'il veut que l'on entende par ses paroles quand il nous dit que la province est en banqueroute ?

On nous parle d'Ontario. J'ai traité cette question en 1883 et personne n'a pu répondre aux arguments que j'ai produits alors.

Entre autres choses, j'ai dit que si la province d'Ontario avait un

surplus cela était dû au fait que le peuple de cette province, par l'entremise de ses municipalités, payent quatre fois plus de taxes au gouvernement que la population de Québec.

J'ai dit aussi que la province de Québec est dans une situation préférable à celle d'Ontario parce qu'ici nos fermes sont la propriété réelle de ceux qui ont le titre de propriétaire, tandis qu'à Ontario les hypothèques rongent la propriété et que les gens sont sur leurs terres plutôt comme des fermiers que comme les véritables détenteurs du sol. Sous ce rapport il y a une différence énorme dans la situation du peuple des deux provinces.

**M. Stephens.**—M. le président, je désire ajouter quelques considérations à celles que j'ai déjà faites. . . .

*Plusieurs voix.*—Vous avez déjà parlé sur cette question.

**M. Stephens.**—On veut me priver du privilège de la réplique. . .

*Les mêmes.*—On ne parle pas deux fois sur un amendement, c'est contre le règlement. . . . .

**M. Stephens.**—Cette sévérité ne servira de rien. . . . Il y a mille manières de nous protéger contre les procédés injustes de la majorité...

(Bruit confus et cris : à l'ordre, à l'ordre.)

L'honorable M. **Marchand**—*député de St-Jean*.—M. le président je propose l'ajournement de la Chambre. . . .

M. le **Président**.—L'honorable M. Marchand propose que la Chambre s'ajourne maintenant. Je mets cette proposition en délibération.

**M. Stephens.**—J'ai le droit de parler sur cette question ?..

M. le **Président**.—Certainement.

**M. Stephens.**—M. le président, l'honorable trésorier nous a dit : "Puisque la province offre si peu d'avantages, pourquoi ne la laissez-vous pas ?" Nous pensons que c'est une bonne province, mais nous voulons chasser du pouvoir le trésorier actuel et ses collègues. 5

L'honorable député de Mégantic a dit que si nous continuons l'application du même système, nous allons droit à la ruine. Il me semble qu'il est clair que si nous ne nous arrêtons pas dans cette voie, nous serons bientôt en face ou de la banqueroute ou de la taxe directe.

Quant à ce qui regarde les remarques de mon honorable ami le député de Pontiac, elles se réfutent d'elles-mêmes. C'est ce qui explique le

silence qui a été garde. L'honorable député n'a donc pas raison de s'enorgueillir à ce propos.

L'honorable trésorier a cru trouver une grande preuve de prospérité dans le fait qu'il a vu quinze familles revenir se fixer dans un certain canton. Ce sont probablement des gens qui sont retournés d'où ils venaient quelque temps après, ayant fait le voyage à même les fonds votés pour repatriement.

Mais, pour le moment, il ne s'agit pas de cela. Nous devons arrêter toutes les dépenses inutiles. Le gouvernement doit faire des économies dans toutes les branches de l'administration publique. Jusqu'ici on n'a pas fait d'économies sérieuses. Il n'y a pas un député de bonne foi qui niera la chose.

A moins qu'on adopte un bon système de finance, la ruine nous menace si nous ne voulons pas de la taxe. Déjà la ville de Montréal verse à elle seule \$300,000 annuellement dans le trésor provincial, tandis que dans les districts ruraux la taxe est très légère. Mais c'est quand vous irez vous adresser à la population rurale que vous aurez à soutenir une lutte bien autrement grave que celle qui vous a été faite jusqu'ici.

Tout à l'heure l'honorable trésorier avait mauvaise grâce de nous accuser de déprécier la province. Les faits que nous condamnons sont de nature à nuire aux vrais intérêts de la province, et en les dénonçant, loin de lui faire du mal nous acquerrons par là même un nouveau titre d'honneur, un nouveau titre à sa confiance.

On nous a dit aussi que notre peuple était plus riche que celui d'Ontario, vu que les terres ici n'étaient pas couvertes d'hypothèques. Si l'honorable député de Pontiac se donnait la peine de lire la *Gazette officielle*, il verrait qu'il ne se passe pas de semaine où des terres sont vendues par ordre judiciaire pour le compte des créanciers hypothécaires. Il est donc absurde d'émettre la prétention soutenue par cet honorable député.

**M. Poupore.** — Je n'ai jamais dit que toutes les terres dans la province d'Ontario étaient hypothéquées et qu'il n'y avait pas d'hypothèques dans notre province. Il est absurde et déloyal de me faire dire ce que je n'ai pas dit.

**M. Stephens.** — L'affirmation que l'honorable député a faite ne suffit pas, il devrait nous donner des chiffres qui en établiraient la vérité. Une assertion générale, ce n'est pas une preuve.

L'hypothèque est un mal qui fait du mal dans tous les pays, mais on ne peut en tirer un argument en faveur de la richesse ou de la prospérité de la province. Je repousse formellement l'accusation d'avoir voulu déprécier mon pays. J'ai toujours travaillé à faire prospérer la province et j'espère bien continuer à agir de même à l'avenir.

L'honorable M. **Marchand**.— Je demande la permission de retirer ma proposition d'ajournement.

M. le **Président**.— Avec la permission de la Chambre, la proposition d'ajournement est retirée.

La délibération se continue sur l'amendement de M. Stephens.

Quelqu'un désire-t-il encore prendre la parole ? . . .

L'honorable M. **Mercier**—*d. puté de Saint-Hyacinthe*.— M. le président, j'ai été surpris du ton avec lequel l'honorable trésorier a répondu au discours de mon honorable ami le député de Mégantic. Je suis heureux de dire qu'à en juger par le discours qu'il vient de faire, nous avons fait une belle acquisition dans la personne de cet honorable député.

Il a parlé en homme pratique et en homme d'affaires. Il nous a parlé de finances avec l'expérience d'un vieux parlementaire. Je suis heureux de pouvoir le féliciter chaleureusement et lui rendre ce témoignage au nom de tous mes amis de la gauche.

Je comprends que l'honorable trésorier n'ait pas répondu aux critiques si justes de mon honorable ami le député de Mégantic, et je crois qu'il n'est pas en état d'y répondre. Le trésorier fait comme les autres ministres pris en défaut ; il balbutie quelques mots que nous ne pouvons comprendre et s'en tient là.

Il s'est imaginé qu'il aurait facilement raison de nous, en disant que la province est prospère.

M. le président, nous ne nions pas que la population de la province est pleine d'énergie, qu'elle est active et industrielle. Cette population a réussi à faire des merveilles. La province est prospère grâce au travail étonnant de nos colons. Nous ne nions pas que ces braves gens ont accomplis et accomplissent encore tous les jours des choses vraiment • surprenantes, vu les difficultés qu'ils ont à vaincre et le peu de ressources à leur disposition.

Nous ne nions pas que les pionniers qui ont fondé nos florissantes paroisses n'ont pas fait des merveilles d'énergie et d'activité, mais ce que

nous nions c'est que le gouvernement ait contribué par une politique sage et prévoyante à ce mouvement de progrès. Au lieu de l'aider, il l'a plutôt enrayé.

Qu'est-ce que le gouvernement a fait pour l'agriculture ? Et l'agriculture a prospéré malgré le gouvernement.

La colonisation a progressé, mais quel est le système suivi pour l'aider et lui donner un essor plus considérable ? Quelles sont les grandes voies que le gouvernement a ouvertes en faveur de la colonisation ? Qu'est-ce que le gouvernement a fait pour cette grande œuvre nationale ? Où sont les preuves de son activité bienfaisante de sa politique de progrès ? Impossible d'en trouver. On parle de chemins de fer. Est-ce qu'on prétend faire croire que ce sont les conservateurs seuls qui ont construit les voies ferrées que nous avons.

Les gouvernements, répondant au sentiment général, ont construit des chemins de fer, mais c'était avec l'argent du peuple que ces travaux étaient exécutés. On ne peut donc pas revendiquer au nom du gouvernement le mérite d'avoir contribué à l'accomplissement des progrès qui ont été réalisés.

M. le président, venez donc voir si ce sont des conservateurs qui se sont mis à la tête des entreprises de chemins de fer dans le comté de St-Hyacinthe, de même que dans les paroisses libérales. Ce sont des libéraux qui les premiers se sont mis à la tête du mouvement de progrès et ont prodigué leur énergie et leurs capitaux. Vouloir revendiquer pour les conservateurs tout le mérite de la construction des chemins de fer, c'est prétendre à une part plus large que celle qui leur appartient. Si le parti conservateur a une part dans ce grand mouvement de progrès, le parti libéral a aussi la sienne.

Quand le gouvernement de Boucherville est tombé du pouvoir dans l'hiver de 1878, vous n'aviez que des tronçons de voies ferrées. Mon honorable ami le député de Lotbinière, qui a succédé à M. de Boucherville, a-t-il déclaré que sa politique était que ces travaux devaient être abandonnés ? Non, M. le président, il a continué l'œuvre commencée et en partie exécutée. Et au lieu de prendre les municipalités à la gorge, comme le proposait le cabinet précédent, il a eu recours à la persuasion. Les municipalités ont répondu à cette voix conciliatrice, qui remplaçait la voix provocatrice.

M. le président, une seule chose appartient sans conteste aux conservateurs, c'est la dette, car ce sont eux seuls qui l'ont créée, grâce à leur

mauvaise administration. A eux la responsabilité d'avoir endetté la province et de l'avoir conduite dans la voie des déficits. Voilà la vérité. Et malgré les conservateurs cette vérité arrive au peuple.

Malgré la presse subventionnée par le gouvernement pour chanter les louanges du parti conservateur, malgré le très petit nombre de journaux qui luttent avec nous, malgré la corruption dans les élections, la vérité se fait jour par des manifestations éclatantes.

Je dis aux ministres : Consultez vos amis et ils vous diront ce qu'ils ne peuvent s'empêcher de dire à certains moments. Vous verrez un changement aux prochaines élections, et c'est vous, ministères conservateurs, qui l'aurez provoqué par votre odieux système de dénigrement contre l'opposition.

De quoi vivent donc les gouvernements conservateurs, si ce n'est de nos idées. Avec quoi le trésorier parvient-il à donner un peu d'espérance à ses amis, si ce n'est en répétant les paroles qu'il a réprouvées dans la bouche de ses adversaires. Sa politique, ou le peu qu'il en a, c'est celle du gouvernement Joly et la mienne. Nous l'avons prêchée et pratiquée, cette politique du gouvernement Joly, lui se contente de la prêcher. Il recule devant les sacrifices qu'il lui faudrait s'imposer pour pratiquer ce qu'il prêche.

Après s'être fait voté des salaires de \$4,000 et avoir fait ce que l'on sait, les ministres conservateurs ont pratiqué l'économie aux dépens des autres. Y a-t-il un gouvernement libéral qui aurait osé retrancher 30 p. c. sur les subventions aux institutions de charité, après s'être gorgé aux dépens du trésor public, comme nos adversaires l'ont fait depuis quelques années.

Quand nous avons été au pouvoir nous avons fait autrement. Nous avons commencé par retrancher sur nos propres salaires \$750. Nous pouvions à peine avec ce qui nous restait faire honneur à la position que nous occupions. C'est tellement le cas que chacun de nous était obligé de faire venir de l'argent de chez lui pour vivre convenablement.

Quand nous avons demandé de réduire l'indemnité des membres de la Chambre, nous leur avons donné l'exemple d'une patriotique abnégation. Je ne dis pas qu'il est toujours à propos de demander de ces sacrifices à la Chambre, mais dans le temps dont je parle, c'était à propos.

Après que le gouvernement Joly fut descendu du pouvoir, honora-

blement comme des hommes qui se respectent, on a vu nos adversaires faire toutes espèces de promesses pour séduire le peuple.

On se rappelle encore le discours du trône de 1881. Le peuple, bon et confiant, croyant difficilement qu'on veuille le tromper, a ajouté foi à ces promesses. Le peuple a cru ce qu'on lui disait, grâce au prestige de M. Chapleau et grâce à son éloquence.

On a vu le parti conservateur, si fort pour la lutte et si puissant dans le triomphe, devenir faible pour le partage des dépouilles. On l'a vu exiger le départ de l'homme le plus fort qu'il y avait dans son sein. On a fait venir M. Mousseau pour remplacer le lutteur que l'on ostracisait. Quelle carrière a fourni M. Mousseau comme premier ministre ? A peine cessons-nous d'entendre résonner les paroles par lesquelles il nous disait qu'il serait encore dix ans à la tête des affaires, qu'il a disparu subitement, pour se réfugier dans le port de Rimouski. On n'en parle plus que pour rappeler ses turpitudes.

Un nouveau changement a eu lieu, et nous avons eu le gouvernement actuel. Celui-là, je le crois moins mauvais que les autres, mais il n'a aucune confiance dans ses forces. Aussi mourra-t-il de peur. S'il n'avait pas la voix de l'honorable procureur général, il périrait. A défaut de mesures, il a de la voix.

L'honorable député de Trois-Rivières l'a dit l'autre jour : ce gouvernement n'a pas de politique. L'honorable député de Charlevoix, lui aussi, a déclaré qu'il condamnait le système ministériel. L'honorable député de Témiscouata a parlé également dans le même sens. C'est un gouvernement qui a peur.

Hier encore, on a entendu l'honorable procureur général déclaré que les mesures qu'il déposait sur le bureau de la Chambre étaient des mesures libres dans le sens parlementaire. Est-ce là du courage ? Est-ce là le système constitutionnel qui a édifié la grandeur de l'empire britannique.

Le gouvernement craint. De quoi a-t-il peur ? N'a-t-il pas trente voix de majorité en Chambre. N'a-t-il pas des amis dévoués ?

La Chambre a donné au gouvernement des preuves de dévouement telles que je n'en voudrais pas demander de semblables à mes amis. Et je suis bien certain que la prochaine majorité ne voudra pas donner de telles marques de dévouement.

L'autre jour on a vu la majorité donner des signes qui traduisait le



sentiment qui l'animait. De suite le gouvernement a fléchi. Il est ainsi ballotté d'un côté et de l'autre, et pour éviter la débâcle il commet faiblesses sur faiblesses.

Après la discussion sur le projet de loi concernant les asiles, on a vu deux organes de nos adversaires, l'*Etendard* et la *Vérité*, proclamer que cette loi était impie. On a pu lire dans ces journaux des injures telles à l'adresse de l'honorable secrétaire de la province que je ne voudrais pas, moi son adversaire, lui en dire autant.

L'honorable secrétaire provincial a paru vouloir procéder avec sa mesure mais devant l'attitude hostile du député d'Hochelaga il a annoncé qu'il allait retenir.

Hier, M. le président, on a vu sur nos pupitres un document manquant absolument de courtoisie.

Pourquoi ces messieurs de l'asile de Beauport n'ont-ils pas procédé en la manière régulière pour exposer leur grief, c'est-à-dire par la voie de la pétition? Eux qui sont des entrepreneurs publics qui se gorgent aux dépens du trésor public, de quel droit peuvent-ils chercher à nous imposer ainsi leur volonté?

Dans ce document, on accuse le gouvernement de manquer à la parole donnée et au contrat existant.

Ce document n'a pas été mis officiellement devant la Chambre et elle ne devrait pas s'en occuper.

Cependant vous verrez encore le gouvernement se croire obligé de céder devant ceux qui se plaignent.

Le rapport de M. Smith qui nous dénonce le système qui prévaut dans un certain asile, est connu. Nous trouvons des dénonciations du même genre dans la presse anglaise et dans la presse française.

Le *Canadien* de Québec et la *Gazette* de Montréal ont dénoncé ces abus criants. Tous les journaux, à part deux ou trois, qui représentent les idées du moyen-âge, se sont prononcés dans le même sens.

Néanmoins, en face de tels témoignages, le gouvernement qui est menacé par ces feuilles a peur et il va céder.

L'honorable secrétaire de la province a laissé entendre que son projet de loi était entre les mains de la Chambre et qu'elle pouvait en faire ce qu'elle voudrait. La reculade est commencée et nous pouvons nous attendre à voir les ministres, toujours dominés par la peur, céder sur tous les points.

J'avoue que toutes les foudres dont ces deux journaux menacent le gouvernement ne nous sont pas inconnues. Nous les avons subies bravement. Dans le temps les journaux qui nous faisaient la guerre sur le même terrain, étaient soutenus par des hommes plus respectables que ceux qui sont à la tête des gens qui insultent le gouvernement aujourd'hui. Nous avons demandé que la religion ne vint pas à être mêlée dans nos luttes politiques. Nos adversaires ont cependant profité de la guerre injuste que l'on nous faisait pour se rendre le peuple favorable. Aussi ce qui m'amuse maintenant, c'est de voir ces mêmes hommes victimes du même système, menacés des mêmes foudres. Mais ne craignez pas voir l'opposition profiter de ces attaques pour vous détruire, non, nous travaillerons à ne pas vous laisser écraser. Nous avons été assez humiliés devant nos femmes et nos enfants par les dénonciations injustes de ces gens, pour vous tendre la main. La presse ultramontaine étouffent ses amis, c'est son dernier rôle. C'est elle qui a souillé toutes les causes en voulant défendre les hommes.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

---

DEUXIÈME DÉLIBÉRATION SUR LE PROJET DE LOI POUR MODIFIER LE  
CODE DU NOTARIAT.

L'ordre du jour appelle la 2e délibération sur le projet de loi pour modifier le code du notariat.

**M. Poulin**—*député de Rouville*.—M le président, je n'ai que peu de chose à ajouter aux remarques que j'ai déjà faites lorsque j'ai déposé ce projet de loi.

En premier lieu, je veux abroger l'article 13 du code du notariat, lequel se lit comme suit :

“ Les notaires sont crus a leur serment quant à la réquisition, à la nature et à la durée des services par eux rendus ; mais ce serment peut être contredit comme tout autre témoignage.”

Par cet article la Chambre voit que les notaires ont un droit plus étendu que le droit commun. On pensait que l'on pouvait contredire le témoignage du notaire, mais la pratique démontre la futilité de cet espoir. Dans la cause entre Barnabé vs Dufresne qui a été plaidée devant le juge Caron, celui-ci a dit qu'il ne comprenait pas comment il se faisait qu'on eut donné tant de pouvoir au notaire. A part d'eux, il n'y

a que les médecins qui sont pris à leur serment pour certains services professionnels. C'est la seule profession qui ait autant de droit sous ce rapport que les notaires. Je crois donc que la Chambre ne peut hésiter à abroger cet article 13 formellement condamné par un juge de la cour supérieure.

De plus l'article 210 exige que les clers étudient pendant cinq années entières et consécutives. Si un clerc est malade pendant trois ou quatre mois dans le cours d'une année, cette année-là est perdue. Il est difficile qu'un clerc puisse étudier le notariat pendant cinq années sans être malade. A ce compte-là, un jeune homme aura 27 ou 28 ans avant d'être reçu notaire.

Qu'on soit sévère pour l'examen pour l'admission, je n'y vois pas d'inconvénient capital. Je me rappelle que sur 47 aspirants à la pratique du droit aux derniers examens, il n'y en a eu que peu d'admis. On devrait en faire autant pour le notariat, et abroger cette clause injuste. Je propose que l'article 210 soit remplacé comme suit : " Les élèves de notaire admis à l'avenir, doivent étudier pendant quatre années. Par là je diminue le nombre des années d'étude à quatre ans au lieu de cinq, et je fais disparaître l'obligation de poursuivre ces études pendant le temps déterminé en entier et sans interruption. Je demande aussi de modifier l'article 211 qui se lit comme suit :

" Néanmoins, l'étudiant qui aura suivi pendant deux ans un cours " régulier de droit dans une université en cette province, pourra être " admis après quatre années consécutives de cléricature ; et celui qui " aura suivi un cours complet et régulier de droit pendant trois ans et " obtenu un degré en droit dans cette université, pourra être admis " après trois ans de cléricature."

Je propose la rédaction suivante : " Néanmoins l'étudiant qui a suivi " pendant deux ans, un cours régulier de droit dans une université en " cette province, peut être admis après trois années de cléricature."

On voit que je fais disparaître les mots *consécutives* dans l'article 211 et j'enlève la distinction créée par la deuxième partie de cette clause.

L'article 355 est modifié en retranchant le mot *tarif* et l'article 356 est remplacé par le suivant :

" Les tarifs des diverses chambres de notaires ci-devant faits sont abrogés et restent nuls et de nul effet."

A propos de tarif, j'ai demandé qui l'avait fait. Chez moi, on disait

que c'était une taxe du gouvernement de  $2\frac{1}{2}$  p. c. Je crois que l'honorable chef de l'opposition a poursuivi pour le remboursement de cette commission.....

L'honorable M. **Mercier**. Oui et j'ai réussi.

M. **Poulin**.— Je trouve dans la *Patrie* du mois de décembre dernier, le compte-rendu d'une cause entre "La banque Ville Marie et Hatt." Dans cette cause, le juge a déclaré que le tarif était trop élevé et que la chambre des notaires le réviserait. Depuis, on m'a écrit qu'un nommé Cleveland a poursuivi la banque d'Echange pour se faire payer un compte comme notaire. Le jugement a été rendu le 15 avril courant.

Ces exactions ne sont pas faites seulement dans les campagnes mais elles se produisent aussi dans les villes. Un marchand m'a dit qu'un notaire avait chargé jusqu'à \$80 pour faire une obligation. On sait que ces obligations se présentent assez fréquemment.

En déposant ce projet de loi je n'ai pas agi par préjugé ou comme un éteignoir. Je comprends qu'un homme de profession doit gagner honorablement sa vie, mais ce n'est pas une raison pour écraser les gens.

Il y a sept ou huit ans le tarif était moins élevé qu'il ne l'est aujourd'hui, et cependant les notaires vivaient très bien. On pourrait donc diminuer ce tarif sans nuire aux graves intérêts de cette profession.

M. **LeBlanc** député de Laval.—M. le président, la première clause du 1<sup>er</sup> rojet de loi a bien sa raison d'être.

Le corps des notaires est très respectable et il honore notre province. Les notaires rendent services à notre société et ils renseignent la population sur toutes sortes de points. Mais on donne par l'article 13 des privilèges un peu extravagants. Il peut se faire qu'on n'en use pas, cependant c'est un danger auquel il faut parer. Il m'est arrivé de voir certain notaire prendre de nombreuses poursuites contre des personnes de la paroisse où il avait demeuré, en faisant valoir le plein tarif. Par l'article 13 il était le seul témoin, le défendeur n'ayant pas, comme cela se passe dans la généralité des cas, une personne en état de témoigner pour lui.

Ce notaire a obtenu gain de cause dans la plupart des poursuites, mais le juge n'a pu s'empêcher de déclarer que cet article 13 était arbitraire. Je crois que ce notaire est très bien connu de ses confrères.

En résumé, je concours pleinement dans les opinions exprimées par mon honorable ami le député de Rouville, et j'appuierai son projet de loi.

**M. Gagnon**—*député de Kamouraska*.—M. le président, on comprend que je ne puis laisser passer cela sans parler.

On s'attaque à l'une des plus anciennes professions, à une profession qui a existé depuis le commencement de la colonie et qui a rendu de grands services. Par ce projet de loi on propose trois amendements.

Le premier a trait au droit qu'ont les notaires de rendre témoignage quant à la réquisition, à la nature et à la durée des services par eux rendus. Par le second amendement, on veut s'ingérer dans ce qui concerne les élèves. Enfin, par le troisième amendement on veut faire l'appréciation des services des notaires.

Cette démarche me surprend de la part d'un Canadien-Français. Je comprends l'opposition manifestée par les députés anglais. Je me rends compte jusqu'à un certain point de leur manque de sympathie. Mais il ne devrait pas en être ainsi de la part d'un Canadien-Français.

Cette profession du notariat a eu à lutter contre le tort que lui causait la facilité de faire des actes sous seing privé, et contre d'autres difficultés d'un autre genre.

Mais depuis que la chambre des notaires a été constituée, la profession a fait honneur à la province.

Si les amendements sont adoptés, cela aura pour effet de fermer la profession aux jeunes gens et de la faire rétrograder.

Je ne serai pas seul à défendre les intérêts en jeu, car il y a d'autres notaires en Chamlre. Je comprends que j'aurai à faire face à une position délicate, mais c'est un devoir à accomplir et je l'accomplirai de mon mieux.

Dans ma division électorale, il y a vingt notaires et il n'y en a que deux qui soient de mon parti. Cependant, ils m'ont fait l'honneur de m'élire membre de la chambre des notaires de mon district, je puis donc parler au nom de la chambre des notaires.

C'est en 1875 que la loi concernant l'appréciation de la valeur des services, a été faite.

Comme question de fait, je dis que les notaires ne sont pas appelés à donner la valeur de leurs services. L'appréciation vient d'ailleurs. C'est, comme je l'ai dit, en 1875 que la première loi sur le sujet a été faite. Voici ce que cette loi décrétait :

“ Les notaires ont droit à des émoluments ou honoraires pour les

“ actes qu'ils reçoivent et les services professionnels qu'ils rendent, en sus de leurs frais et déboursés ; ces honoraires sont réglés par les tarifs faits par la chambre des notaires ou, à défaut de tels tarifs, sur évaluation faite devant un tribunal par un ou des membres de la profession.”

“ Et dans la classe des services professionnels susceptibles d'émoluments ou honoraires sont compris, entre autres, les voyages, vacations, consultations écrites ou verbales et examens de pièces et papiers.

“ Le notaire en est cru à son serment quant à la nature et à la durée des services rendus.

Quand la Législature a donné ce privilège, on a cru que c'était nécessaire. Il en est des notaires comme des médecins.

La profession médicale n'a pas toujours été en honneur en France comme celle du notariat. Les notaires exercent une espèce de ministère. Si vous obligez le notaire de faire la preuve de sa créance comme dans les cas ordinaires, vous l'obligez d'avoir toujours avec lui des témoins qui, au besoin, protégeront sa créance. Ce privilège a été accordé dans le but de protéger les secrets professionnels.

Pour justifier les modifications profondes que l'on demande de faire à un code qui régit toute une profession, on n'a cité qu'un seul cas, qu'un seul notaire qui n'aurait pas agi comme il aurait dû le faire. On n'a cité qu'un seul cas d'abus sans cependant donner assez de renseignements pour faire comprendre la nature des faits qui se sont produits. Vous enlevez une garantie sérieuse aux particuliers et à la société qui fait que les notaires sont en quelque sorte les confesseurs des familles quand il s'agit des intérêts matériels.

On ne doit pas oublier que les notaires ne peuvent imposer leurs services, si l'un ne fait pas, on a le droit de s'adresser à son voisin. Le député de Rouville pourra trouver un notaire qui aura sa confiance.

La loi oblige les notaires à garder les secrets professionnels. Il n'en est pas de même pour les avocats. Est-ce que l'avocat qui défend un accusé est obligé de dire ce qu'il connaît sur le compte du client ? Non, c'est un secret d'office inviolable. Si la Chambre croit qu'on doit enlever cette prérogative qu'elle le dise.

Quant aux médecins, le code civil règle ce qui les concerne. Il leur permet de dire combien ont duré les complications de la maladie. Si vous enlevez le droit de faire la preuve de la réquisition, il ne reste plus

rien. Je suppose que l'honorable député de Laval soit notaire et que j'aille le trouver pour avoir des renseignements pour faire un testament. Si après avoir obtenu ces renseignements et lui avoir fait perdre son temps à me les donner, je vais chez le notaire voisin, trouvera-t-il juste qu'il ne puisse pas faire la preuve des services qu'il m'a rendus ?

La deuxième série des amendements modifie ce qui concerne la cléricature. Le barreau a trouvé nécessaire pour lui les dispositions que l'on propose d'abroger. Le notariat est la seule profession qui permet à ses aspirants de faire leur stage à la campagne, c'est-à-dire dans des conditions fort peu coûteuses, et qui n'obligent pas les clercs à faire des études universitaires. Cependant ceux qui ont l'avantage de pouvoir fréquenter l'université, n'auront que trois ans à donner dans un cas et quatre ans dans l'autre. La même disposition existe pour le barreau.

L'honorable député de Rouville veut supprimer les interruptions. La Chambre comprend que ce code du notariat qui a coûté quatre ou cinq mille piastres à la chambre des notaires ne devrait pas être ainsi bouleversé pour le premier prétexte venu. Le codificateur a trouvé cette loi si bien rédigée qu'il n'a presque pas touché à cette rédaction. On voit que le proverbe qui dit : " chacun son métier " a sa raison d'être ici comme dans bien d'autres cas.

La disposition qui regarde les interruptions dans la cléricature et que l'on veut supprimer se trouve dans la loi qui affecte le barreau. Que l'on lise le statut et on se convaincra de la vérité de mon assertion.

Pourquoi enlever aux notaires la même garantie qui est accordée aux avocats ? Les notaires font leur possible pour élever le niveau de leur profession, pourquoi venir entraver leurs efforts ?

Je fais partie de la commission d'admission et je voudrais voir l'honorable député de Rouville subir ces examens, lui qui demande qu'on les rende encore plus rigoureux. Ces examens sont tellement sévères que la presse les a attaqués sous ce rapport. Ajouter encore à la sévérité actuelle serait fermer la porte de la profession à un bon nombre. Nous n'aurions pas à nous en plaindre, nous qui sommes notaires, mais ce ne serait pas juste pour un grand nombre de jeunes gens qui se destinent à cette profession.

La troisième série des amendements frappe le tarif. Du coup on supprime tous les tarifs. Franchement, j'ai trop de confiance dans la Chambre pour croire qu'elle va ainsi frapper le notariat. Aussi je vou-

drai bien voir l'honorable procureur général a son siège pour défendre cette profession, car je ne doute pas qu'il la protégerait contre de telles attaques. Si cette année ce projet de loi est adopté, à la prochaine session, ce sera le tour du barreau et ensuite des médecins.

On est tous d'accord pour dire que les professions sont encombrées. Et on peut s'attendre à voir de ces projets de loi se produire à toutes les sessions.

Pour prouver que le tarif des notaires est exorbitant on a cité un seul cas. On a dit qu'un notaire avait chargé \$80 pour une obligation. Mais on a oublié d'ajouter que cette obligation était pour un montant de \$80,000. Si c'eut été un avocat, les honoraires auraient été de \$30 pour la simple production. Un avocat a soin de charger une retenue de tant par cent.

Je crois qu'il est convenu que, pour cette année, on n'attaquera pas les avocats. Si, avec cette question, on veut faire de la populacerie devant le peuple, je verrai à préparer un projet de loi à l'effet de toucher aux avocats.

C'est un code complet par lui-même, pourquoi le changer. Qu'on se rappelle que c'est le procureur général Mousseau qui a appuyé cette loi lorsqu'elle a été soumise aux délibérations de la Chambre, aujourd'hui on voudrait la rendre nulle. Pour justifier une telle demande, on n'a cité qu'un cas ou deux. Ce n'est pas assez pour changer cette loi, d'autant plus qu'on n'a pas la preuve de l'exactitude des faits relevés ni tous les renseignements qui peuvent nous permettre de les juger sainement.

Sous le bénéfice de ces remarques je laisse ce projet de loi entre les mains du gouvernement. J'espère que les notaires qui siègent de l'autre côté de la Chambre (l'orateur désigne la droite) mettront tout le zèle nécessaire dans la défense du corps auquel ils appartiennent, et qu'ils verront à ce que la profession des notaires soit protégée.

Je repousse formellement l'adoption en 2e délibération et j'espère que je ne serai pas seul à le faire.

M. **Trudel**—*député de Champlain*.—M. le président, je regrette beaucoup que mon honorable ami le député de Rouville ait pris une position si menaçante pour les notaires. Il en voulait au tarif, et par son projet de loi il demande de changer toute l'économie du code qui régit le notariat.

Ce code a été sanctionné par la Chambre. C'est un grand et beau



travail qui a reçu l'aj probation de tous. C'est cette œuvre que l'honorable député veut tout bouleverser.

Le député de Rouville a cité un cas ou deux qui paraissent laisser à désirer. Parce qu'un notaire dans une ou deux circonstances, n'aurait pas fait son devoir, il ne faut pas pour cela bouleverser toute une loi.

Je ne trouve rien de bien extraordinaire dans l'article 13. S'il y a eu des notaires qui ont été assez peu honnêtes pour jurer qu'ils avaient rendu des services quand ce n'était pas le cas, ce n'est pas une raison pour changer complètement une loi comme celle-ci.

Le projet de loi touche aussi à la durée de la cléricature. Or pour justifier une diminution du nombre des années d'étude, on dit : rendez les examens plus sévères. Ils sont déjà très sévères. Je suis en faveur du maintien des cinq années pour ceux qui ne vont pas à l'université. Le notariat est une profession très importante puisque ses membres sont les dépositaires des secrets des familles. Il faut mûrir l'esprit du jeune homme en le forçant à faire de longues études et en l'obligeant à acquérir par là même des connaissances variées. Plus les notaires seront capables plus cela fera le bien public.

Quant à ce qui concerne le tarif, on n'entend jamais de plainte dans mon district. On ne charge qu'un prix pour vivre. On n'a cité qu'un cas ou deux, où il paraîtrait qu'on a eu raison de se plaindre. Il est pour le moins extraordinaire de demander, pour un cas ou deux, de laisser les notaires sans aucune protection. J'espère que la Chambre va repousser ce projet de loi.

**M. Marcotte.**—*Député de l'Islet.* - M. le président, je prends la parole comme député et non comme notaire. L'auteur de ce projet de loi a subi l'influence locale plutôt que l'influence générale.

L'honorable député de Rouville nous a dit que les notaires ont chargé des prix exorbitants. Cette accusation n'est pas soutenue par les faits généralement. On sait—et n'importe quel homme d'affaires sait faire la distinction—qu'il y a des cas où un acte mérite un prix plus élevé qu'un autre, en raison même des circonstances qui accompagnent la passation de cet acte. Je pratique à la campagne et j'en connais quelque chose. Je veux parler de la réquisition des services et du droit qu'ont les notaires de la prouver par leur témoignage.

Je suppose qu'on m'apporte une cassette de papiers et qu'après les avoir classifiés et examinés, on vienne me dire qu'on va prendre un autre notaire pour faire l'acte qui résulte de l'examen de ces pièces, est-

ce que dans de telles circonstances je n'aurais pas le droit de me faire payer. C'est pourtant cela qui arriverait si on me refusait le droit d'établir par mon témoignage la réquisition des services rendus et dont je réclamerait le paiement.

Autrement il serait impossible de pratiquer sans avoir constamment un témoin à ses côtés.

Quant à ce qui concerne l'étude, je ne suis pas surpris, car l'honorable député de Rouville condamne même tout ce qui traite de l'agriculture d'une manière un peu scientifique.

Pour ce qui regarde le tarif personne ne s'en plaint chez nous, ni ailleurs je crois. Cependant j'avoue que personnellement je ne tiens pas au tarif. Si un notaire demande trop pour ses services, le client peut bien fixer le prix d'avance. Dans tous les cas, je sais que le notaire qui demande des prix trop élevés, ne peut pratiquer longtemps, les clients lui faisant défaut.

**M. Marion**—*député de l'Assomption*.—M. le président, je comprends que le devoir m'impose l'obligation de prendre la parole.

Il est pénible que, pour quelques cas isolés, on vienne attaquer un corps qui fait honneur à la province de Québec. Le peu de mal qu'on en dit, on pourrait le dire de toutes les autres professions.

Ainsi, il est à ma connaissance personnelle qu'un avocat a chargé \$1,000 pour un seul procès. Un médecin a demandé \$800 pour avoir soigné une maladie et ce compte a été donné à un notaire qui n'y a pas trouvé à redire.

On demande d'abroger l'article 13. Si cette disposition disparaissait les notaires ne pourraient se faire payer leurs services.

Les services du notaire ne se prouvent pas seulement par des actes, mais aussi par l'examen des titres et par les conseils qu'il donne. Si on retranche cet article, il suffirait pour la personne poursuivie de dire qu'elle n'a pas reçu les services dont le notaire réclame le paiement. Qu'il y ait des abus, je suis prêt à l'admettre : où ne s'en glissent-ils pas ? Il y en a toujours. Mais je prétends qu'ils ne sont pas à comparer à ceux qui résulteraient de l'abrogation de l'article 13. La Chambre ne voudra pas créer un mal plus grand pour en guérir un moindre. La profession est assez encombrée maintenant pour donner toute la liberté aux personnes qui ont besoin d'un notaire, d'aller trouver celui qui lui plait. Je connais des notaires qui ont fait des actes pour un prix très modique et la chambre des notaires n'est jamais intervenue pour les

blâmer. Après cette expression d'opinion, j'espère que l'honorable député de Rouville trouvera qu'il ne doit pas insister pour faire adopter son projet de loi.

Si on trouve que le tarif est trop élevé, je n'ai pas d'objection à ce qu'il soit changé, soit par la cour, soit par le gouvernement.

**M. Picard**—*député de Richmond et Wolfe*. — M. le président, je désire présenter quelques observations au nom des intérêts de la société en général.

Dans l'intérêt du public il est convenable que les jeunes gens qui se destinent au notariat fassent des études sérieuses et depuis plusieurs années la Chambre des notaires a travaillé à améliorer la profession dans ce sens-là.

Je regrette que par son projet de loi, l'honorable député de Rouville cherche à diminuer ces études, quand, au contraire, il faut travailler à les rendre les plus fortes possibles.

Si l'honorable député pouvait prouver que dans l'état de choses actuel, la société peut se passer de notaires, très-bien, mais il ne le peut. Je pense qu'au fonds, il n'a présenté son projet de loi que dans le but de punir certain notaire de son comté, car il importe de remarquer qu'il n'y a pas de plainte dans d'autres parties de la province.

L'honorable député critique le tarif, mais, M. le président, y songe t-on ! les prix chargés sont déjà si petits qu'on a de la peine à vivre. C'est tellement le cas, qu'il n'y a pas deux cents notaires à l'heure qu'il est qui pourraient vivre avec les seuls revenus de leur profession.

Le nombre des membres de cette profession est si considérable qu'ils faut qu'ils aillent dans des endroits où il n'y a que peu à faire.

J'espère que la Chambre, au lieu de travailler à amoindrir cette profession, va au contraire faire ce qu'elle pourra pour l'améliorer. Et pour cela il ne faut pas diminuer le nombre des années d'études.

Quant au tarif écrit, si on le trouve trop élevé, qu'on le change, mais je ferai remarquer que pour ma part, — et je crois qu'il y a beaucoup de mes confrères qui se trouvent dans le même cas que moi, — j'y tiens d'autant moins que dans les campagnes on n'exige jamais le plein tarif. Et la raison, c'est qu'il y a trop de concurrence pour cela.

La suite de la délibération est renvoyée à une autre séance.

SUITE DE LA DÉLIBÉRATION SUR LE BUDGET GÉNÉRAL. PROPOSITION  
DE CENSURE DE M. STÉPHENS.

L'honorable M. Mercier a la parole.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*. M. le président, dans les remarques que j'ai faites avant la suspension de la séance, j'ai dit comment je comprenais le devoir du gouvernement et combien je trouvais sa conduite illogique sur certaines questions en face de l'influence néfaste de certaine école sur le projet de loi des aliénés.

Tout le monde a compris que je parlais de cette école des *ultramontés*, toujours à cheval sur les principes, voyant des questions religieuses là où il n'y a que des questions politiques.

Nous avons compris le jeu de cette école qui était de continuer son travail avec un résultat connu pour dénouement. Lorsqu'on a parlé de politique, elle parlait de religion. Et le peuple, facile à égarer, voyait des questions religieuses là où il n'était question que de politique. On nous répondait par des préjugés, et dans bien des pays la conséquence a été la ruine de la foi.

On comprend maintenant que cette école ne lâchera prise que quand on aura réussi à la ridiculiser complètement.

Le mouvement qui se fait contre le projet de loi des asiles est parti de cette école. Le gouvernement a commencé par retraiter et à l'heure qu'il est nous sommes menacés d'une capitulation en règle,

M. le président, quels sont ceux qui se sont donnés pour mission d'exploiter la sensibilité des bonnes sœurs de St-Jean de Dieu ? Ce sont les adeptes de cette école.

Quand je lis dans un journal qu'au moyen de la loi que nous étudions, on va pouvoir faire des règlements opposés aux ordres du Pape quant à ce qui concerne la régie intérieure de cette communauté, n'ai-je pas raison de dire que c'est pousser l'absurde et le ridicule jusqu'à ses dernières limites.

Quant aux autres, ils veulent avoir du gouvernement le paiement de leur dette. Quant à M. Landry, il a assez fait pour le parti conservateur pour avoir le droit de demander ce qu'il réclame aujourd'hui. N'a-t-on pas rencontré ce M. Landry insultant ceux qui luttent dans les intérêts du peuple et souscrivant largement pour faire triompher une cause à laquelle il ne croit pas.

Quels sont ceux qui ont insulté les volontaires ? Ce sont encore les adeptes de la même école. Dans la presse, c'est le journal de M. Landry qui a insulté les braves colonels Ouimet et Amyot. Ils sont toujours les mêmes, prêts à déverser l'injure sur tout ceux qui ne pensent pas comme eux.

J'espère que le gouvernement ne reculera pas devant les menaces de ces gens là, et qu'il leur prouvera que l'influence de cette école est à jamais finie. †

M. le président, au commencement de la session la Chambre a voté une adresse au sujet des \$960,000 gardées en réserve par le gouvernement fédéral sur notre subvention pour le chemin du nord, dans le but de venir en aide à une seconde voie ferrée devant être construite entre Québec et Montréal. Tout le monde sait que cette adresse aura le même sort que celui des adresses que nous avons votées l'année dernière, à propos de l'autonomie des provinces et de la ligne courte ou du terminus du Pacifique à Québec.

L'une de ces adresses a été soumise par un député qui, par la position honorable qu'il occupe dans les rangs de son parti et dans les cercles commerciaux de la capitale, a droit à tout notre respect. Cette adresse a été appuyée par un homme non moins considérable et non moins respecté par tous ceux qui le connaissent, mon honorable ami le député de Québec. Les deux côtés s'unissant dans la personne de ces deux députés, la Chambre a voté unanimement cette adresse. Les autorités fédérales n'ont pas daigné accuser réception de cette adresse.

Sur la question de l'autonomie des provinces, l'honorable député d'Ottawa a fait voter une adresse, et pas de réponse encore.

Voilà comment la province a été traitée par le gouvernement fédéral.

Au commencement de la session, nous avons voté une autre adresse pour obtenir ces \$960,000 de subvention. Il paraît que des arrangements sont conclus entre les compagnies du pacifique et du Grand Tronc sous l'égide du gouvernement fédéral, par lesquels le Pacifique se rend à Québec. Or la Chambre a tout intérêt à savoir si ces \$960,000 vont tomber dans la caisse de la compagnie du chemin de fer du Nord.

L'année dernière on a avancé trente millions au Pacifique. Cette année il est question d'abandonner l'hypothèque créée pour cette avance de fonds. On propose de donner la propriété du chemin de fer conjointement aux deux compagnies du Grand Tronc et du Pacifique qui se partageront les bénéfices de l'exploitation. La conséquence de tout

ceci, c'est que ces \$960,000 vont aller faire le profit de certaines personnes.

Chaque fois que l'on dit à nos adversaires : voyez ce qui va arriver, on nous répond : " laissez-donc faire " et quand le mal est arrivé on dit qu'il est trop tard, et qu'il faut accepter les faits accomplis. A propos des \$960,000, je crois pouvoir dire que jamais la province les aura, grâce au manque de prévoyance du gouvernement.

A Québec on proteste contre la politique qui se prépare, et nous, nous restons froids. Et malheureusement ce n'est pas la première fois que cela nous arrive.

Une autre question qui doit solliciter notre attention, c'est celle du fonds d'emprunt municipal. J'ai déjà parlé de la dette de la cité de Sherbrooke.

Ces jours derniers, on nous a donné les documents qui se rapportent à cette affaire. Ces papiers sont éloquentes. Comme on y trouve la preuve qu'on est heureux d'avoir le trésorier pour représentant.

Le trésorier qui se fait l'avocat des intérêts particuliers au détriment de ceux de la province, n'est-ce pas que c'est un beau spectacle !

Les autres municipalités ont été obligées de payer. Nous, nous nous sommes empressés de payer afin de donner le bon exemple, et maintenant on voit l'homme qui occupe le poste de trésorier faire un plaidoyer pour obtenir des délais, on le voit travailler à faire entrer en ligne de compte comme autant de remboursement à l'acquit de sa municipalité le coût de la construction d'un pont à Sherbrooke. On a vu le trésorier dire que sa municipalité ne devait pas être tenue de payer le montant que la province réclamait. Pourtant lorsque la loi de 1880 a été adoptée, l'honorable député de Sherbrooke était trésorier, et c'est lui qui a fait adopter cette loi.

On se rappelle sans doute la ligne de conduite que j'ai tenue alors. J'ai dit dans cette circonstance que je donnerais mon concours au gouvernement sur cette question, et j'avais foi que les arrangements pris seraient respectés.

On connaît les bases de ces arrangements. Les municipalités ne devaient payer que douze années d'intérêt, et c'est moi qui ai proposé cela, mais à la condition que toutes les municipalités paieraient dans les délais prescrits.

Le 30 juin 1880, l'honorable M. Taillon, aujourd'hui procureur

général, fait rapport que la ville de Sherbrooke doit \$50,740. L'honorable ministre se prononce contre les prétentions de Sherbrooke, et déclare que c'est là le montant du par cette ville. Le 22 avril 1881, le trésorier dit à ses commettants : il faut que vous payiez. Ce n'est qu'à cette date du 22 avril 1881 que l'on signifie le rapport à la corporation intéressée. Et à cette époque le trésorier déclare que sa ville doit payer. A cette demande des autorités, pas de réponse et le 29 septembre 1882, M. Drolet, auditeur, écrit à la corporation d'avoir à régler définitivement cette affaire. La réponse arrive le 30 octobre. On ne dit pas que l'on va s'exécuter, oh ! non. Mais le 8 octobre 1883, on trouve une lettre de l'honorable trésorier dans laquelle il s'efforce d'établir que Sherbrooke doit beaucoup moins. Il se fait l'avocat des intérêts adverses à ceux du trésor.

M. **Picard.** L'honorable député de Sherbrooke n'était pas trésorier dans le temps.

L'honorable M. **Mercier.** Mais il l'est devenu en janvier 1884.

M. le président vous répondez à cette lettre en octobre 1883 dans laquelle vous dites, après information prise, que Sir A. T. Galt ne se rappelle pas avoir fait la promesse sur laquelle on s'appuie pour demander une réduction à raison de la construction d'un pont. Alors dans une lettre suivante, le trésorier recule et dit que vous l'avez mal compris M. le président. Voyant que Sir A. T. Galt lui échappe il se rattrape sur Sir A. A. Dorion, car le pont a été construit sous le gouvernement libéral de l'époque.

Le 17 novembre 1883, il insiste auprès de vous, M. le président, pour vous faire admettre ses prétentions.

Voilà en peu de mots l'homme qui est chargé de faire payer les municipalités. C'est le même qui défend Sherbrooke et qui fait un plaidoyer le plus mal fondé que l'on puisse voir, plaidoyer qui a été repoussé par M. Taillon, son collègue maintenant et par vous, M. le président, plaidoyer fait dans le but d'aider à sa ville à ne pas payer une forte partie de sa dette.

En 1884, il redevient trésorier. Va-t-il la faire payer. Non, il faut se faire réélire, par conséquent il faut être discret. Ce n'est qu'au commencement de la session qu'il se rappelle que Sherbrooke doit quelque chose, et vite il envoie une petite lettre pour dire qu'on ait à payer le plus vite possible. Ici il paraît se tromper sur le nom du maire et cela

entraîne de nouveaux retards dans la transmission d'une demande directe aux autorités municipales de Sherbrooke.

Voilà comment on traite les autres municipalités qui se sont empressées de payer quand on le leur a demandé.

Le 16 septembre 1884, le trésorier qui, apparemment, voulait régler, fait des menaces, mais rien encore n'a été fait. La réclamation qu'il a faite il l'abandonne ; c'est donc qu'il reconnaît qu'elle ne vaut rien !!!

Voilà, M. le président, la situation faite à la ville de Sherbrooke. Maintenant je le demande à cette Chambre : Est-ce juste de ne pas exiger un règlement de compte avec cette ville, quand on a forcé les autres municipalités à payer ?

Est-ce juste pour nous, qui avons engagé nos municipalités à régler, quand Sherbrooke ne paye pas ? Je dis que c'est profondément injuste pour ceux qui ont montré de la bonne volonté en se rendant avec une sorte d'empressement aux demandes qui leur furent faites. D'un autre côté, ceci prouve le danger du système qui prévaut.

A l'heure qu'il est, l'honorable procureur général n'ose pas exécuter son jugement de 1880 ! ! . . .

Voilà une position qui n'est pas soutenable ni en justice, ni en équité.

Parlant de la réclamation que la province a contre la banque Jacques-Cartier, l'honorable trésorier a dit que cette banque allait payer en entier ce qu'il réclame. Il est fort possible que oui, car il n'aura pas intérêt à produire un plaidoyer en faveur de cette banque, comme il l'a fait envers la ville de Sherbrooke. Ces institutions financières méritent le support du public et la banque a un arrêté du Conseil pour appuyer sa prétention.

Vous avez commis une injustice en favorisant Sherbrooke et vous voulez en faire une autre à l'égard d'une institution canadienne française.

L'autre jour l'honorable trésorier s'est fait l'avocat de la tempérance et le procureur général a déclaré qu'il fallait poursuivre tous ceux qui vendent de la boisson le dimanche, dans le but de venger la morale publique. A prime abord, c'est très beau, mais allons donc un peu au fonds des choses.

Par exemple, j'ai devant moi des rapports qui prouvent que des remises d'amende ont été faites pour une somme de \$1234. Chaque fois, la part du gouvernement dans l'amende a été remise au coupable.



L'autre jour, le trésorier nous affirmait que toutes les remises avaient été faites avant son arrivée au pouvoir ! ! . Voyons si c'est bien exact.

En consultant ce document, je vois encore d'autres remises pour la somme de \$1800 ; et presque toutes proviennent d'amendes imposées pour ventes de boisson sans licence ou le dimanche.

Un médecin a été trouvé coupable de conspiration. Il est condamné à l'amende, mais cette amende est remise. Ce qui fait au-delà de \$3,000 de remises depuis le 18 février 1884. C'est à dire que le député de Sherbrooke était au pouvoir depuis un mois quand ces décisions ont été prises. C'est lui, le trésorier, qui nous disait il y a quelques jours à peine, que les remises qui ont été faites l'avait été par vous, M. le président, et qu'il n'en pouvait être tenu responsable.

Après cela, on s'étonne que les lois ne sont pas respectées, quand le gouvernement se charge d'en rendre l'opération nulle. Avec les produits de ces amendes le gouvernement en aurait assez pour payer les frais de ces causes devant les tribunaux.

Maintenant, un mot sur la proposition elle-même.

Il ne peut y avoir de doute que la loi a été violée par MM. Lacoste et de LaBruère. Il est admis qu'on a payé des sommes d'argent à ces messieurs. Pour sa part M. Lacoste a reçu au-delà de \$29,000 dans l'espace de trois ans. La plus grande partie de cette somme lui a été payée lorsqu'il était conseiller législatif.

La Chambre est-elle prête à dire que ce système doit se continuer ? Le principe en jeu, c'est-à-dire l'indépendance des membres du parlement, peut-il être violé impunément ? Je sais que la Chambre peut sanctionner une violation de la loi, comme elle peut se déconsidérer aux yeux du public. En 1878, lorsqu'on a forcé M. Anglin à remettre son mandat parce qu'il avait eu sa part dans les bénéfices d'un contrat pour impression, on a respecté le principe violé dans le cas qui nous occupe. M. Anglin s'est cru obligé de remettre son mandat et de se faire réélire de nouveau. La même chose s'est produite dans le cas de M. Workman, député de Montréal-ouest. Pourtant ce monsieur n'était que ce que les Anglais appellent un *sleeping partner* dans la société qui avait reçu des argents du trésor fédéral. Cependant il a dû se démettre.

Ce qui a été fait à Ottawa, à la demande du parti conservateur, j'ai le droit de le réclamer au nom du parti libéral.

Le parti conservateur a prétendu que dans ces cas la loi avait été

violée, et on a vu les deux partis s'entendre à l'amiable pour faire respecter même à l'excès le grand principe en jeu.

Dans ce cas-ci ces paiements constituent de véritables scandales.

On a beaucoup parlé de l'influence délétère de certaines personnes. Nous constatons qu'un conseiller législatif a été prié de céder sa place à la veille de la vente du chemin de fer, pour permettre à M. Lacoste d'entrer au Conseil législatif pour accomplir la tâche qu'il avait acceptée de défendre le contrat de vente, et cela lorsqu'il était avocat de la province.

Il a été prouvé que M. Lacoste souscrivait à un fonds d'élection de M. Mousseau. C'est encore ce monsieur qui défendait M. Mousseau et qui a toujours été au service de ceux qui sont de son parti.

Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'on rencontre ces hommes partout, pour la bonne raison qu'ils sont salariés par le gouvernement.

Je sais que ce que je dis ne sont pas des arguments de nature à entraîner la majorité de la Chambre, mais ce que je rapporte explique ce qui a été fait.

J'en appelle à l'esprit de justice des membres de la Chambre, et je leur demande s'ils vont sanctionner une violation aussi flagrante de la loi.

L'année dernière, lorsqu'on m'a accusé d'avoir reçu \$5,000 pour abandonner une partie de l'accusation portée contre M. Mousseau, on voulait m'écraser. Mais le barreau, le juge naturel de ma conduite comme avocat, et c'était comme tel que l'on me faisait ce reproche, le barreau, dis-je, ne s'est pas occupé de cette accusation.

Mais aujourd'hui, la loi dans la main, je viens démontrer que des membres de la Législature ont reçu de l'argent en violation de cette loi. La majorité, qui a voulu m'écraser l'année dernière, va-t-elle dire qu'il lui faut deux poids et deux mesures, selon qu'il s'agit d'un ami ou d'un adversaire ? . . .

Nous avons à juger une position bien délicate. Ne l'oublions pas, le pays nous regarde. Le pays a espéré jusqu'ici que nous saurions faire respecter les grands principes de sauvegarde pour les intérêts populaires. Le jour où le peuple sera scandalisé de tout ce qui se fait, ce jour-là, M. le président, le peuple prendra sa cause en mains et fera un changement de système qui nous permettra d'espérer dans l'avenir de la province.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal est, procureur général.*  
—M. le président, je commencerai par où l'honorable chef de l'opposition a fini,

On reproche au gouvernement le fait que certaines sommes ont été payées à MM. Lacoste et de LaBruère.

Quelle est la somme qui a été payée à l'honorable M. de LaBruère.

M. **Stephens** — *député de Montréal-centre.* — Le montant est minime, \$36.00 mais il faut regarder avant tout au principe qui a été violé.

M. le **Procureur général.** Lorsque c'étaient les conservateurs qui étaient au pouvoir à Ottawa je ne sache pas que l'on se soit fait un jeu de violer la loi de l'indépendance du parlement comme la chose s'est pratiquée du temps du régime libéral, de l'aveu même de l'honorable chef de l'opposition.

Ici je ne sache pas depuis que nous sommes arrivés au pouvoir, que des cas semblables soient arrivés.

Quand j'ai demandé à l'honorable M. de LaBruère des renseignements sur cette transaction, il m'a répondu que rien de tel n'était arrivé.

L'honorable M. de LaBruère publie un journal. Or le conseil de l'instruction publique envoie ses annonces aux journaux qu'il lui plaît ; le gouvernement n'intervient pas du tout.

M. de LaBruère n'a probablement pas reçu l'annonce lui-même. Et l'ordre de la publier de même que le paiement du compte de la publication ont été reçus sans que le président du Conseil vint à en avoir connaissance. Il est bon de sauvegarder les principes, mais aussi il ne faut pas faire de l'exagération. Je dis que nous avons beaucoup de respect pour la loi en question, mais qu'il ne faut pas y voir une violation de cette loi dans l'acte que l'on reproche à M. de LaBruère. Je dis plus, et je prétends qu'on ne peut citer un cas où on ait voulu violer la loi sciemment. Il peut se faire qu'un homme devienne membre de cette Chambre ou de l'autre, sans dire qu'il cesse d'agir comme avocat du gouvernement. Cela n'est pas impossible.

On ne pourra faire croire que M. de LaBruère a violé la loi parce qu'il a reçu \$36 pour prix d'annonces publiées dans son journal, ni que M. Lacoste a violé la loi parce qu'il a pu continuer à agir comme avocat après être devenu membre du Conseil.

L'honorable député de Megantic nous a rappelé que deux choses avaient été promises dans le cours de la campagne qui a précédé son élection : On devait faire une enquête sur les affaires du chemin de fer et on devait réduire les dépenses.

Quand je l'ai entendu rappeler ces deux promesses, j'ai cru qu'il allait nous adresser des félicitations.

En effet, M. le président, j'ai fait ces promesses devant les électeurs de Megantic, et à la prochaine occasion, je ne craindrai pas d'aller les voir. Quand je les ai faites, ces promesses étaient déjà en voie de se réaliser. J'ai déclaré à Ste-Julie que nous nous étions adressés au juge en chef Meredith et ensuite au juge Casault pour agir comme commissaire-enquêteur dans l'affaire du chemin de fer du Nord, et que dans le moment nous étions en correspondance avec le juge Routhier pour cet objet. Et les honorables MM. Laurier et Langelier, qui étaient présents, n'ont pas pu faire autrement que de dire que le gouvernement s'était adressé à des hommes compétents.

Quant aux efforts que le gouvernement fait pour rétablir l'équilibre dans les finances, je n'ai pour preuve que nous avons tenu et que nous continuons à tenir cette promesse, qu'à rappeler les démarches que nous avons faites auprès du gouvernement fédéral pour avoir une compensation pour les dépenses que nous avons faites pour la construction de nos chemins de fer. Nous pouvons aussi montrer des économies réelles dans les dépenses courantes de la province.

Hier encore, on s'entendait, des deux côtés de la Chambre, sur un principe bien raisonnable, celui de bien payer tous ceux qu'on garde dans le service public. On a blâmé le gouvernement Mousseau d'avoir renvoyé certains employés et d'avoir réduit le salaire des autres. Nous avons dit, quand nous sommes arrivés au pouvoir, que nous nous efforcerions de faire notre devoir. Nous savons que nous avons entrepris une tâche difficile, mais nous comptons sur la bonne volonté de ceux qui s'occupent de politique. On a reproché au parti conservateur d'avoir augmenté les dépenses. Est-ce que partout les dépenses n'augmentent pas ? L'honorable chef de l'opposition le sait aussi bien que moi, puisque c'est un fait constant qui se produit dans toutes les administrations publiques. Ainsi, prenons pour exemple l'administration de la justice. Nous avons maintenant à la cour supérieure huit juges, et tout le monde sait qu'il y en a cinq qui travaillent trop. C'est une preuve que la besogne augmente, et pourtant on ne doit pas être surpris si les dépenses augmentent aussi de leur côté.

Je vais donner une autre preuve de l'élévation générale des prix, et pour cela, je m'adresserai à une autre classe de la société, celle qui est la plus circonspecte sous ce rapport. Je demanderai aux cultivateurs si les prix des salaires qu'ils payent maintenant pour les domestiques et autres employés ne sont pas plus élevés qu'il y a vingt-cinq ou trente ans. Cela est dû à la force du progrès qui agit universellement et qui entraîne tout dans sa marche irrésistible.

On pourrait passer ainsi en revue toutes les branches du service public et des différentes manifestations de l'activité sociale et partout on trouverait la même cause produisant les mêmes effets.

Est-ce que les honorables membres de l'opposition eux-mêmes, dans un bon but, dans un but très louable sans doute, ne nous suggèrent pas tous les jours d'augmenter les dépenses. Encore une fois, soyons justes et n'accusons donc pas avec injustice, quand on sait qu'il n'en dépend pas de ceux que l'on accuse.

Nous avons promis de faire des efforts pour réduire les dépenses, c'est, croyons nous, ce que nous avons fait. Nous nous proposons de les réduire encore. Et quand même nous n'aurions fait qu'empêcher l'augmentation de se produire, ce serait déjà beaucoup. Mais nous avons fait davantage, puisque nous avons réussi à diminuer les dépenses.

Nos prédécesseurs ont dû s'occuper de faire prévaloir une politique de chemins de fer. Cette partie là est finie et l'heure est arrivée de tirer les comptes.

L'honorable chef de l'opposition a tenu un langage qui pourrait se comprendre dans la bouche d'un homme qui n'a jamais occupé une position officielle, mais de sa part, lui qui a été ministre, cela ne se conçoit pas.

On nous demande quelle loi nous avons fait adopter pour réaliser des économies. C'est plus une question d'administration que de législation.

Nous demandons, non pas des lois, mais la bonne volonté des députés des deux côtés de la Chambre. Si on nous la refuse, nous n'en ferons pas moins notre devoir.

On nous a accusés d'être un obstacle au progrès. Il nous semble que nous n'avons pas joué le rôle d'éteignoir. L'histoire est là pour refuter cette assertion de nos adversaires.

Si l'honorable chef de l'opposition a voulu parler des progrès de l'intelligence, qu'il le dise clairement. Quant aux progrès matériels, nous sommes prêts à en parler. Nous avons accompli ces progrès au

milieu des luttes que nous suscitaient les membres du parti libéral, à propos de ces memes mesures. Quels sont les hommes qui ont pris l'initiative des mesures qui ont doté le pays des voies ferrées qui le sillonnent, si ce ne sont les conservateurs. Qui ne se rappelle encore aujourd'hui ce qui s'est passé à propos de la construction du Grand-Tronc. Quand notre chef Sir George Cartier travaillait à la réussite de cette grande entreprise, on disait qu'il était vendu.

J'étais jeune alors, mais j'allais entendre les discours politiques qui se faisaient, et j'entendais les orateurs libéraux dire que le parti conservateur menait la province à la ruine. On n'a pas vu la ruine prédite par ces prophètes de malheur, mais on a vu la richesse des villages et la colonisation des magnifiques territoires des cantons de l'est.

L'intercolonial, voilà une autre voie ferrée que nous avons arrachée pour ainsi dire aux libéraux, car ils l'ont combattue de toutes leurs forces.

Nous arrivons à la confédération, lorsque le régime nouveau fut établi, la première chose que devaient faire des hommes sages et prudents, c'était de s'assurer de la valeur des ressources dont on pouvait disposer. On voulait d'abord se rendre compte du revenu de la province, et quand on a été certain que ces revenus ne variaient que très peu, si ce n'est pour augmenter, on a commencé l'application d'une politique de chemins de fer. En 1874, quelques millions furent votés pour cette fin, et ce sont les deux partis qui les ont votés. En 1875, lorsqu'il s'est agi de construire le chemin de fer du Nord, quels sont ceux qui ont combattu ce projet ? C'est encore le parti libéral.

Quel est le parti qui a fait le Pacifique et qui a acheté le Nord-Ouest ? Encore le parti conservateur qui a dû lutter contre les préjugés soulevés par les libéraux.

En face de l'histoire et des faits que je viens de rappeler sommairement, c'est le chef du parti libéral qui nous accuse d'avoir joué le rôle d'éteignoir ? Le fait est, M. le président, que je ne puis comprendre comment on a pu songer à nous faire un tel reproche, à nous qui avons été les témoins de toutes ces choses.

Mais l'honorable chef de l'opposition a trouvé un autre argument pour nous enlever le mérite de cette grande politique de progrès. Il s'est écrié avec un air de triomphe : “ Ce n'est pas avec l'argent des conservateurs mais avec l'argent du peuple que ces voies ferrées ont été construites. Ce ne sont donc pas les députés conservateurs qui ont fourni les fonds.

Le chef de l'opposition a dit aussi que le parti libéral avait le droit de réclamer sa part de gloire dans l'accomplissement de tous ces progrès. Alors je lui demanderai combien d'argent a-t-il fourni de sa poche pour construire ces chemins. Qu'il ne se surprenne pas de ma question, c'est son raisonnement que je lui applique.

Il nous a dit aussi que lorsque le gouvernement Joly est arrivé au pouvoir, il n'y avait que deux tronçons de chemin de fer sur la rive Nord, que ce gouvernement a fini le chemin et qu'à cela il a mis beaucoup d'activité.

Oui, on a mis tant d'activité qu'on a fait des travaux qui n'étaient pas permis par la loi ; c'est pour cela probablement qu'il a mis la voie ferrée dans le chemin du roi. Mais tous ces travaux n'ont pas été faits avec l'argent des libéraux, mais avec celui du peuple de toute la province.

On nous a accusés d'avoir adopté un système de dénigrement à l'égard de nos adversaires. On se trompe, seulement nous leur rendons coups pour coups, voilà tout. Nous n'avons jamais suivi nos adversaires sur ce terrain du dénigrement.

M. le président, quels sont ceux qui ont dénigré les terres du Nord-Ouest, ce qui avait pour résultat d'envoyer les immigrants aux Etats-Unis ? Quels sont ceux qui ont fait la guerre aux capitaux français et qui se sont efforcés par tous les moyens possibles de faire croire que si les capitalistes de France envoyaient leur argent ici, ils seraient volés ? Ce sont des libéraux. Et ils agissaient ainsi avec l'idée de dénigrer leurs adversaires, idée mesquine s'il en fut jamais.

Nous avons vécu des idées libérales, a ajouté l'honorable chef de l'opposition.

Il paraît que ces idées ont subi une profonde transformation, car les libéraux les ont combattues, où bien ils sont des pères dénaturés.

Si l'honorable chef de l'opposition croit ce qu'il dit, je me demande s'il a eu bien des égards pour les idées de son parti. Mais je prie la Chambre de remarquer que je n'admets pas l'exactitude de cette accusation. Une chose certaine, c'est que si nous n'avions eu que ces idées-là pour vivre, nous aurions fait petite vie, eux qui, avec tout leur bagage d'idées, grandes et petites, n'ont pu jusqu'ici y trouver l'existence. La preuve c'est que leur gouvernement ne pouvait se tenir debout que dans le coin où les conservateurs l'avait acculé. Le régime qu'il suivait devait amener cet état de faiblesse.

Les ministres se sont voté de bons salaires. Voilà un autre reproche

L'honorable chef de l'opposition et son parti ne sont pas regardants quand il s'agit de faire des reproches. Il est vrai qu'ils se mettent en contradiction avec eux-mêmes, mais que leur importe. Il me semble que quand on a jugé à propos d'approuver publiquement une idée, on n'a pas le droit de dire le contraire plus tard.

Je suppose que l'honorable député n'a pas dû avoir oublié son discours en faveur de cette augmentation du salaire des ministres qui est dans les *Débats* de cette Chambre.

Voilà, M. le président, un beau et long chapitre de contradictions. Tout ce que l'honorable député de St-Hyacinthe a fait pendant qu'il était au pouvoir, il l'a désavoué depuis.

En premier lieu, le salaire des ministres. En 1882, il a déclaré qu'on avait eu tort de l'avoir diminué, et il a approuvé le gouvernement Chapleau de l'augmenter même au delà du chiffre de 1878. Pourtant on s'est beaucoup vanté de cette économie dans les rangs de nos adversaires.

Il y a aussi la question de l'indemnité. On sait qu'il y a des libéraux qui disent que l'indemnité devrait être augmentée. On n'ose pas le dire tout haut, pendant que les conservateurs votent comme ils pensent.

Le salaire du président de la Chambre a été diminué par eux ; quels sont ceux qui ont été les premiers à parler d'augmenter ce salaire ? Ceux-là même qui l'avaient réduit.

Le salaire du greffier, ce sont encore eux qui l'ont diminué. M. Delorme donne satisfaction entière et complète à toute la Chambre. Je suis heureux de lui rendre ce témoignage. On nous invite à réparer l'injustice commise envers le premier officier de la Chambre.

On veut aussi que nous réparions l'injustice commise à l'égard des shérifs. Hier encore on entendait l'honorable député de Kamouraska parler du salaire d'un employé d'un département qui devrait avoir \$2,000 et qui n'est payé que \$1,200. Pourtant nos adversaires se sont vantés en pleine Chambre d'avoir diminué ce salaire à \$1,200 et d'avoir économisé par là même \$800. Aujourd'hui, parce que nous ne voulons pas augmenter ce salaire on nous accuse de partialité.

Les libéraux ne se sont-ils pas vantés d'avoir aboli les magistrats de districts ? Pourtant l'*Ere Nouvelle*, organe libéral, publiait il n'y a pas longtemps des articles contre le gouvernement, parce qu'il ne nommait pas un magistrat pour Trois-Rivières.



J'ai donc raison de dire que toutes les économies que nos adversaires ont faites pendant qu'ils étaient au pouvoir, ils les ont désavouées depuis qu'ils sont retournés dans l'opposition.

L'honorable chef de l'opposition a parlé des capitaux français, comme si toutes ces entreprises étaient disparues. Le crédit foncier a continué ses opérations. Et quoique l'on puisse dire, l'établissement dans le pays de cette société a eu pour effet d'apporter au pays d'immenses bénéfices, car les autres compagnies de prêts ont abaissé le taux de l'intérêt de huit à cinq et six pour cent. Malgré l'arrêt qui s'est produit dans l'élan créé il y a quelques années, j'espère encore que les capitaux français viendront ici nous aider à développer les ressources de notre province.

L'honorable chef de l'opposition nous a dit que M. Chapleau avait été chassé et que M. Mousseau avait dû se réfugier dans le port de Rimouski, quand ces messieurs ont abandonné la direction des affaires de la province.

Nous savons tous que quand M. Chapleau sort d'une assemblée délibérante, cela fait un vide bien difficile à combler. Mais nous n'avons pas entendu dire qu'il avait été renvoyé par le parti conservateur. Dans tous les cas, j'en connais plus d'un qui consentirait à se faire "chasser" pour aller recueillir un portefeuille à Ottawa.

Quant à son successeur à Québec, il fut un temps où les conservateurs n'étaient pas seuls à faire cercle autour de M. Mousseau et même de M. Chapleau. Il y a certains petits documents qui prouvent que ces bons libéraux se sont approchés de ces mauvais conservateurs sans trop de précautions. J'espère que plus tard ces faits seront mieux connus qu'ils ne le sont à présent.

M. Chapleau a été appelé à prendre une place à laquelle ses talents lui donnaient droit et où il peut faire honneur à la province.

M. Mousseau a été nommé juge comme bien d'autres chefs libéraux.

Parlant du cabinet actuel, l'honorable chef de l'opposition nous a fait presque un compliment, mais il nous l'a fait payer cher. Il a dit que la voix du procureur général était seule à soutenir le gouvernement.

M. le président, je repousse cette injure à l'adresse de mes collègues. Chaque ministre, comme la Chambre le constate, fait son devoir. Je puis dire que j'ai raison d'être satisfait de mes collègues. Ils m'aident largement dans l'accomplissement de ma tâche de *leader* de la Chambre. Je suis heureux d'avoir une occasion comme celle-ci pour leur rendre

un témoignage public de ma vive reconnaissance. Tout ce que je souhaite, c'est qu'ils s'aient aussi contents de moi que je le suis d'eux.

L'honorable chef de l'opposition a été bien scandalisé de ce que certains projets de loi qui m'ont été confiés par le barreau de Montréal aient été déposés comme mesures libres, c'est à-dire que je ne voulais pas faire une question de vie ou de mort pour le gouvernement de l'adoption ou du rejet de ces propositions. Mais ces projets de loi ne font pas partie du programme politique du gouvernement. Aussi les députés pourront-ils les juger comme il leur plaira. Cette conduite, qu'on ne l'oublie pas, n'est certes pas contraire aux usages constitutionnels.

L'honorable chef de l'opposition nous a reproché notre inaction. J'accepte le défi indirect qui nous a été lancé.

Pour mieux juger de la valeur de ce reproche dans la bouche de l'honorable député de St. Hyacinthe, rappelons-nous qu'il était ministre dans le gouvernement libéral de 1879. Voyons maintenant ce qui s'est passé cette année quant à ce qui regarde ce cabinet. Le discours du trône de l'ouverture de la session de 1879 nous annonçait un programme magnifique pour cette session-là.

Relisons ce discours du trône et rappelons-nous ce qui a été fait en regard des promesses contenues dans cette harangue. On nous annonçait une mesure pour louer le chemin de fer, concernant la colonisation, l'abolition du conseil, l'organisation de l'instruction publique, le fonds d'emprunt municipal, l'empierrement des chemins et les asiles d'aliénés, et enfin, la pétition de droit. Quand a-t-on soumis ces mesures? Pour tant voilà des hommes qui osent nous reprocher notre inactivité, quand nous avons fait adopter notre programme.

Quant à ce qui concerne la colonisation, on nous a soumis un petit projet de loi qui a été adopté, mais ce n'était pas beaucoup malin.

Au commencement de la session, on a ri de ce que nous disions dans le discours du trône que nous voulions faire tourner au bénéfice de l'agriculture, la légère dépression qui se faisait sentir dans les industries.

Mais lisons donc le discours du trône rédigé par ces mêmes rieurs :  
“ Depuis la dernière session, dans le but d'aider la nombreuse classe  
“ des ouvriers sans ouvrage à s'éloigner des villes pour s'établir sur les  
“ terres de la couronne, il a été promis de l'aide à des personnes zélées  
“ pour le bien public, qui se proposaient de former de grandes associa-  
“ tions pour la colonisation du pays. Il vous sera présenté une mesure

“ pour autoriser le gouvernement à faire d'autres arrangements de la même nature.”

Est-ce qu'on ne trouve pas ici la même idée, exprimée sous une autre forme. Est-ce qu'on ne voulait pas prendre le trop plein des villes pour en faire bénéficier l'agriculture. A notre tour, nous disons à ces ouvriers des villes livrés au chômage ! revenez à l'agriculture. C'est tout ce que nous disons et l'opposition feint de ne pas comprendre. Heureusement qu'il y en avait d'autres qui comprenaient notre pensée.

Le gouvernement dont l'honorable député de St-Hyacinthe faisait partie, nous avait promis une loi pour abolir le Conseil Législatif. Où est cette loi ?

On voulait régler la question du fonds d'emprunt municipal. Où est leur loi à ce sujet. On se proposait de prendre des mesures pour l'empierrement des chemins, où sont-elles ces mesures ?

On nous promettait la pétition de droit. On n'a rien fait.

Mais il y a d'autres projets de loi qui ont été déposés pour suppléer à ces nombreuses absences. M. Chauveau a présenté une loi pour les renvois à la cour suprême, mais il n'a pas réussi. Il a aussi présenté un projet de loi concernant le writ d'injonction, pas plus de succès.

On avait présenté à la Chambre des résolutions relativement au chemin de fer du lac St. Jean. Avis de ces résolutions fut donné à la Chambre, mais jamais elle ne fut appelée à émettre un vote sur cette question.

L'honorable chef de l'opposition, qui occupait alors la charge de solliciteur général, avait aussi présenté un autre projet de loi concernant la cour du banc de la Reine, mais on a beau chercher, on ne le trouve pas dans le statut. Un autre projet de loi a été déposé par l'honorable procureur général, M. Ross, il n'est pas non plus dans le statut.

On se rappelle de l'éternelle question de l'abolition des inspecteurs d'école, avec laquelle les libéraux essayaient de faire du capital politique. Ce gouvernement si actif de nos adversaires a passé deux sessions au pouvoir, et il n'a pas même risqué de nous soumettre un projet de loi à ce sujet.

M. le président, en voilà assez pour répondre au reproche de manque d'activité de la part du chef de l'opposition.

Les documents publics et les journaux de cette Chambre donnent, du reste, une réponse satisfaisante à ce reproche.

L'honorable chef de l'opposition a exprimé beaucoup de crainte sur la conduite du gouvernement à l'égard du projet de loi relatif aux asiles d'aliénés.

Avant de s'aventurer sur le terrain des suppositions, il vaudrait mieux pour l'honorable député attendre l'action du gouvernement. Ce serait plus sage et plus prudent.

Quant aux \$960,000 qui nous reviennent sur le subside fédéral accordé pour la construction du chemin de fer du Nord, il s'est demandé si notre requête sera plus favorablement reçue cette fois-ci que celle formulée par la Chambre au sujet de l'autonomie de la province et du terminus à Québec du Pacifique.

Pour moi, je ne demande qu'une chose, c'est que l'adresse à propos de ces \$960,000 ait le même succès que nos démarches de l'an dernier, et nous n'aurons pas lieu d'être mécontents.

L'honorable chef de l'opposition nous a dit que des arrangements étaient conclus entre les divers intéressés pour opérer le transfert du chemin de la rive Nord à la compagnie du Pacifique. Jusqu'ici il n'y a eu que des rumeurs et pour se prononcer il vaut mieux attendre des nouvelles plus certaines.

En attendant, nous travaillons à faire prévaloir notre réclamation. C'est tout ce que l'on peut exiger de nous.

Le chef de l'opposition a parlé de la dette de Sherbrooke au fonds d'emprunt municipal. J'ai déjà exprimé mon opinion sur cette question ; je n'y reviendrai pas. Néanmoins, je dirai que le trésorier possède trop d'esprit de justice et d'équité pour demander pour sa ville des avantages qui ne seraient pas accordés à d'autres municipalités. C'est parce que nous voulons qu'il y ait justice égale pour tous que nous tenons à bien connaître les prétentions des corps municipaux endettés, afin que le gouvernement sache où il va.

Quant à l'affaire de la banque Jacques-Cartier, l'enquête que l'on a ouverte devant le comité des comptes publics à ce sujet n'est pas terminée. Dans les circonstances il est donc prématuré d'en parler.

Il nous a aussi parlé des remises faites par le gouvernement. On ne doit pas parler de ces questions comme il l'a fait. Est-ce que l'honorable chef de l'opposition sait que dans certains cas on aurait dû refuser telle ou telle remise ? Il n'a pas osé le dire.

Eh bien, je défie le blâme sur aucune des remises qui ont été faites.

Il n'y a pas un député bien renseigné qui osera dire que ces remises ne devaient pas être effectuées.

Dans certains cas, c'était la faute des magistrats qui avaient dit aux gens : "vendez et vous aurez votre licence." Les officiers du gouvernement ne le savaient pas. Dans de telles circonstances, il n'aurait pas été juste de faire payer l'amende à ces délinquants qui avaient agi de bonne foi. Aussi nous défions tout blâme sur ce sujet.

Quant à ce qui concerne le Dr Thayer, on sait que dans cette cause on a plaidé pendant des années et des années. L'honorable M. Laflamme était l'avocat de l'une des parties.

On nous a fait la preuve que le Dr avait été condamné par les témoignages de personnes qui, dans d'autres causes civiles, sont venues dire le contraire de ce qu'elles avaient juré dans la cause qui nous occupe. Sur représentation de l'honorable M. Laflamme, le gouvernement a fait remise de l'amende imposée. Si les membres de l'opposition croient pouvoir tirer quelque avantage de cela, qu'ils ne privent pas leur parti de ce bénéfice là. Quant à nous, nous les attendons de pied ferme.

Je me résume, M. le président, en disant que j'espère qu'on en finira avec ces accusations contre les conservateurs, d'avoir été un obstacle au progrès et d'avoir augmenté la dette de la province. Nous avons répondu victorieusement à ces accusations l'année dernière et cette année. Si on répète encore la calomnie que le gouvernement s'en rapporte à sa forte majorité et qu'il n'ose pas argumenter avec ses adversaires, nos discours qui seront consignés aux *Débats* attesteront la fausseté de cette dernière accusation et prouveront que nous pouvons répondre autrement.

L'honorable M. **Beaubien**—*d'puté d'Hochelaga*.—M. le président, je ne prends la parole que dans le but de relever certaines remarques de l'honorable chef de l'opposition. Je crois qu'il a été injuste vis-à-vis de ses adversaires. Aussi je comprends qu'il est de mon devoir de protester contre quelques unes de ses paroles. Pourquoi ne reconnaît-il pas le droit à M. Landry de faire la lutte que l'honorable chef de l'opposition fait lui-même assez vigoureusement pour ne pas se surprendre des coups qu'il peut recevoir ? Pourquoi reprocher à M. Landry de défendre ses opinions politiques, quand le chef de l'opposition met tant d'énergie à faire triompher les siennes ? Il lui refuse ce droit parce que M. Landry est l'un des propriétaires de l'asile de Beauport. Suivant le député de St-Hyacinthe, ce monsieur ne peut plus faire de luttes politiques, ni être membre du parlement fédéral. Je ne vois pas pourquoi

M. Landry aurait la bouche fermée parce qu'il est co-propriétaire de l'asile de Beauport ? Comme partie au contrat que nous avons avec cette institution, tant qu'il remplira les conditions que les représentants de l'autorité provinciale lui ont imposées, nous n'avons rien à y voir.

Mais il y en a d'autres avec lesquels l'honorable chef de l'opposition a combattu, et ces journaux qu'il dénonce maintenant, je ne sais pas s'il n'a pas contribué à la lutte qui se faisait dans ces feuilles-là. Il y a parmi ces écrivains qu'il a attaqués, des hommes qui ont de bonnes plumes, qui pourront dire certaines petites transactions qui mettront ceux qui parlent dans une position difficile à expliquer. Ils pourront peut-être nous faire connaître certaine entente avec ce côté-ci de la Chambre, (l'orateur désigne la droite), conclue par certain chef sans le consentement de ses collègues.

A bon entendeur, salut.

L'honorable M. **Mercier**. Je défie l'honorable député d'Hoche-laga de me faire perdre l'estime de mes amis.

L'honorable M. **Beaubien**.—Ce qui est arrivé déjà peut encore se produire.

On a attaqué certains journaux qui sauront se défendre en temps et lieu.

L'honorable M. **Mercier**.—C'est pour cela que vous faites des insinuations.

L'honorable M. **Beaubien**. Je ne suis pas le seul à connaître ce à quoi je fais allusion.

Quand on habite une maison de verre, on ne doit pas jeter des pierres à son voisin.

Quant à ce qui regarde les insinuations, je ferai le discours que j'ai l'intention de faire et je n'irai pas plus loin que je le désire.

Je dirai ceci à l'honorable chef de l'opposition : Ces *ultramontés*, dont vous parlez avec dédain, vous feront la lutte très sérieuse.

Vous dites que leur influence s'en va s'évanouissant, alors pourquoi en parler si longtemps ? S'ils n'ont aucune importance, pourquoi tant en parler ?

En politique comme ailleurs je crois qu'il faut être loyal envers ceux dont on a été heureux de recevoir l'appui et le concours. Nous avons

lutté ensemble. Depuis les choses ont changé, qu'on ne meprise pas l'influence de ceux avec lesquels nous avons marché et qui ont servi notre cause pendant un certain temps tout en combattant en faveur de principes qu'ils ne cessent de proclamer. Qu'on ne jette pas la pierre à ceux dont on recherchait le concours aux jours des luttes vives et ardentes.

Maintenant, pour ce qui regarde l'amendement de l'honorable député de Montréal-centre, je n'en discuterai pas le mérite. Tout ce que je dirai, c'est que les faits que l'on y mentionne remontent au gouvernement précédent. C'est une faute imputable au cabinet que j'ai combattu, et celui qui administre les affaires n'est pas coupable à aucun titre de ces transactions.

**M. Deschênes** *député de Témiscouata.* M. le président, on reproche au parti conservateur d'avoir créé une dette de vingt millions, sans avoir rien fait pour l'avancement du pays. Ce reproche est aussi injuste qu'absurde. Je n'entrerai pas dans tous les détails de la question ; je me contenterai de signaler les progrès accomplis dans une seule branche de l'administration publique. J'ai fait un relevé de tout ce qui a été dépensé depuis la confédération pour aider à la colonisation du pays.

Pour rendre plus clair l'état que j'ai préparé, j'ai divisé la province en cinq districts ou régions distinctes. Ces divisions s'adaptent bien aux territoires où s'est produit le mouvement colonisateur.

Les voici :

La Gaspésie, comprenant les comtés de Bonaventure, Gaspé, Rimouski, Témiscouata, Kamouraska, L'Islet et Montmagny, a eu en tout \$327,138.14 avec lesquelles on a ouvert 1054 milles de chemin de colonisation et construit 33,019 pieds de ponts.

Ottawa, comprenant les comtés d'Ottawa, Argenteuil et Pontiac, \$258,839.77, 979 milles de chemin, et 40,376 pieds de pont.

Les Cantons de l'est, comprenant tous les comtés du sud du St. Laurent jusqu'à la province d'Ontario, \$240,713.48, 1045 milles de chemin et 20,868 pieds de pont.

Le St. Maurice, comprenant tous les comtés sur la rive nord du fleuve, depuis Québec jusqu'à Argenteuil, \$153,565.62, 590 milles de chemin et 19,165 pieds de pont.

Le Saguenay, comprenant les comtés de Québec, Montmorency,

Charlevoix, Chicoutimi et Saguenay, \$320,010.48, 1008 milles de chemin, et 41,638 pieds de pont.

Voici le total : \$1,300,268.47 de dépensés, 4,667 milles de chemin d'ouvert et 155,148 pieds de pont de construits.

En présence de ces données, on ne peut taxer le parti conservateur de n'avoir rien fait pour la colonisation. Quant aux chiffres, j'en garantis l'exactitude. Pour ma part, M. le président, je n'ai jamais compris que le parti conservateur était un obstacle aux progrès de la colonisation.

Ces chemins dont je viens de donner la longueur totale, ont engagé un grand nombre de colons à s'établir le long de ces voies de communication, ce qui a eu pour résultat d'augmenter la prospérité de la province.

Au plus bas, on peut compter que plus de 20 milles colons se sont établis sur les terres publiques grâce à l'ouverture de ces chemins, depuis la confédération. Voilà un contingent considérable de population. C'est un avantage considérable pour la province de Québec. On dit que chaque colon vaut au moins \$20 par tête par année. Et le Canada en a encore plus bénéficié que nous.

En face de ces faits, je ne puis être de l'opinion de l'honorable chef de l'opposition qui prétend que le parti conservateur n'a pas fait ce qu'il devait faire pour la colonisation.

Et pourtant je n'ai pas dit un mot des dépenses qu'il a faites pour l'agriculture.

Je suis convaincu qu'avec les chiffres que j'ai mis devant la Chambre, nous pourrions démontrer au peuple ce que le parti conservateur a fait pour lui.

Il y a aussi le repatriement. Je puis dire que j'ai réussi à engager le gouvernement à ouvrir un établissement de repatriement dans mon comté. Et aujourd'hui il y a au-delà de 300 familles qui sont revenues au pays et qui sont établies là. Ces gens sont maintenant au milieu de nous et sont contents. C'est encore un bon point à mettre au crédit du parti conservateur.

L'honorable chef de l'opposition a parlé des remises d'amende. Si le gouvernement a été bien libéral ailleurs, il ne l'a pas été beaucoup pour certains gens, car je n'ai pas lieu d'être satisfait de sa conduite à l'égard de quelques personnes de mon comté.

Il y avait aussi chez moi des gens qui avaient violé la loi des licences. Ils avaient été poursuivis et condamnés. Ces gens étaient pauvres et



j'avais obtenu un sursis à l'exécution de la sentence. Mais voilà qu'un jour l'huissier arrive chez ces personnes et leur signifie que si elles ne payent pas immédiatement il va procéder à la vente de ce qui leur appartient. Le temps était trop court pour faire les démarches indispensables à l'obtention d'une remise.

J'avoue que j'ai trouvé ce procédé un peu vif de la part du gouvernement. A mon avis, on aurait pu donner un délai plus long que celui qui a été accordé. J'aurais voulu que mes électeurs fussent mis sur le même pied que ceux qui ont obtenu les remises dont on a parlé.

**M. Gagnon** *député de Kamouraska.* M. le président, je crois devoir répondre au discours de l'honorable procureur général, mais avant d'aborder ce sujet je dirai un mot à l'honorable député d'Hoche-laga. D'abord, il devrait exprimer clairement ce qu'il pense, afin qu'il n'y ait pas d'équivoque sur l'interprétation à être donnée à ses paroles.

Quand il nous aura dit comment il se trouve attaqué par les accusations portées par l'honorable chef de l'opposition contre ceux qui ont sali tout ce qui leur tombait sous la main, même la religion, on pourra lui répondre.

Si l'honorable chef de l'opposition s'est servi de quelqu'un et les a brisés ensuite, c'est son affaire.

M. le président, je ne puis laisser passer sous silence la jérémiade du procureur général sur les prétendus méfaits du gouvernement Joly. L'honorable ministre a argumenté comme si deux blancs pouvaient faire un noir. C'est là un échantillon de la logique de ces messieurs de la droite.

Pour nous montrer combien sa position est forte, le gouvernement nous relate ce qui s'est passé en 1879.

Je suis étonné que le procureur général ne nous ait pas parlé du budget. Le gouvernement nous avait promis un budget en équilibre, mais je comprends que celui qui siège à côté du procureur général ne veut pas qu'on lui parle de cette question.

On sait que le gouvernement Joly est tombé par la plus infâme trahison politique qui se soit jamais vue. Et M. Chauveau, dont on a mentionné le nom, est un de ceux qui trahissaient ce gouvernement.

Le procureur général se rappelle-t-il la proposition du 28 octobre 1879. En voici le texte, car il est bon de revoir ces choses de temps à autre :

“ Que tout en revendiquant de la manière la plus solennelle tous ses droits, pouvoirs et privilèges constitutionnels relativement aux subsides ou à toute autre question, la Chambre est d’avis :

“ Que vu la position critique et difficile de la province, agissant par patriotisme et sans préventions de parti, et dans le but de mettre fin à un règne de conflit et d’agitation politique et au *dead lock* actuel qui sont grandement préjudiciables aux intérêts de la province, il est du devoir de tous les membres de cette Chambre, qui ont à cœur les véritables intérêts du pays, d’unir tous leurs efforts pour former, au lieu du gouvernement actuel, une administration forte et productive, composée d’hommes, qui, dans un esprit de conciliation, seront capables de proposer et de faire accepter par le peuple de cette province un programme modéré et énergique qui satisfasse aux exigences de la situation ; d’hommes qui pourront commander la confiance du pays et d’une majorité ferme et active des représentants du peuple.”

Ainsi on voulait des hommes modérés et non compromis. Lui-même le procureur général a contribué par sa voix au renversement du cabinet Joly. Dans la liste du vote, je lis les noms de cinq hommes que l’on connaît et que l’histoire aussi connaîtra. Il y a assez longtemps qu’on nous parle d’histoire ancienne pour que nous exigions qu’on revienne au moderne. Qu’il ait bien ou mal fait, le gouvernement Joly a été puni à tort ou à raison, nous n’avons pas, dans l’exécution de notre mandat, à nous en occuper.

Le procureur général qui a à se défendre, nous parle constamment de ce qui s’est passé en 1879. Oublions ce qui s’est passé alors, car cela importe peu pour juger la conduite des ministres actuels.

Dans un pays comme le nôtre, où on en est rendu à constater que tout se vend, si on voulait être conservateur, nous pourrions l’être si nous le voulions, et on serait content de nous recevoir.

Si cette force morale puissante qu’on appelle le patriotisme ne nous soutenait pas dans nos luttes, il y a longtemps que nous aurions abandonné le champ de bataille. De ce temps-ci, tout se vend au point de vue politique dans notre province. Un homme sera condamné par les cours de justice, et il échappera à sa condamnation pourvu qu’il compte des amis dans le gouvernement.

Dieu merci, les choses se passaient autrement du temps du cabinet Joly, et ce cabinet auquel on reproche de n’avoir rien fait, aurait continué à administrer les affaires du pays sans la trahison de quelques uns de ses amis.

On nous parle des élections de 1881, mais si ce triomphe est aussi beau, aussi réel qu'on le dit, pourquoi ne veut-on pas qu'on fasse une enquête sur les moyens dont on s'est servi pour remporter ce triomphe ?...

Nous pouvons mesurer notre patriotisme avec celui de nos adversaires, et il y aurait peut-être moyen de faire des arrangements pour leur en donner.

Quand un conservateur laisse votre parti, (l'orateur désigne la droite), pour se faire libéral, il laisse la honte derrière lui, pour prendre le chemin de l'honneur, puisque tous les actes publics depuis que vous lui reprochez remontent à l'époque où il était dans vos rangs. Quand un libéral se fait conservateur, il laisse l'honneur derrière lui pour aller dans la voie du déshonneur recevoir le prix de sa trahison.

Maintenant, j'en viens à l'objet de l'amendement de l'honorable député de Montréal-centre. Jusqu'ici plusieurs orateurs de la droite ont pris la parole et personne n'a prétendu que M. Lacoste n'a pas eu les \$29,000 que l'on dit lui avoir été payées, pendant qu'il était membre du Conseil législatif.

A moins que l'on me démontre que ces chiffres ne représentent pas la vérité ou que l'on change la loi, je dis qu'il y a des coupables et qu'il faut que ces coupables soient punis.

La loi est formelle et tant qu'elle ne sera pas modifiée, je dis qu'il y a eu infraction à l'acte garantissant l'indépendance de la Législature.

M. le président, on a parlé de l'affaire de la dette au fonds d'emprunt municipal de la ville de Sherbrooke. C'est grave, il ne faut pas se le dissimuler. On assure que le gouvernement a reçu des offres d'acheter tout ce qui est dû à l'heure qu'il est au fonds d'emprunt municipal. Cet ensemble de faits crée une situation exceptionnelle à laquelle il faut donner une solution. Mais au lieu de faire face résolument aux questions qui se présentent, les députés ministériels se disent : périsse le pays plutôt que le gouvernement. On dirait que le gouvernement est une chose créée tout exprès pour le bénéfice des conservateurs.

On sait ce que contiennent les comptes publics, on sait que l'on endette la province toujours de plus en plus. Rien n'arrête ces messieurs. On paie \$29,000 à un avocat et à un ami pour venir défendre dans une de nos Chambres la vente du chemin de fer, qui est elle-même une opération ruineuse. On ne veut pas travailler par patriotisme... fi donc... mais cela ne passe pas à la banque.

L'endant que le procès du Dr. Thayer avait lieu, j'en subissais un moi-même pour une cause que chacun a déjà appréciée. Dans le même temps le gouvernement Chapleau dépensait \$700 pour me persécuter. De mon côté, j'ai dû payer \$780 de frais et une amende de \$75. Le Dr. Thayer, lui, a eu l'avantage d'avoir remise de son amende.

Non, M. le président, qu'on cesse donc ces jérémiades sur un passé qui a été jugé. Le gouvernement doit être jugé sur ses actes et non pas sur ce que le cabinet Joly a pu faire. Les derniers incidents de ce passé sont assez dégoûtants pour les laisser dans l'oubli.

M. le président, cette discussion s'est prolongée au-delà des limites prévues. Il était convenu qu'un seul parlerait sur chaque amendement au budget, afin de hâter la clôture de la session, mais on a voulu nous bâillonner cette après-midi, et nous avons dû faire expier cette agression. Je me suis levé pour repousser les attaques faites contre le gouvernement Joly. Il ne s'agit pas de savoir s'il a bien ou mal fait, mais si les ministres actuels ont droit à la confiance de la Chambre. Qu'on laisse le passé pour s'occuper du présent.

**M. Martel**—*député de Chambly*.—M. le président, l'honorable député de Kamouraska nous reproche de parler du passé et de ne pas assez discuter le présent. Je voudrais bien savoir si l'honorable chef de l'opposition a bien parlé de la question qui est devant la Chambre. Qu'est-ce qu'il a dit, sinon des appréciations sur le passé, sans pouvoir formuler une seule plainte sérieuse contre le gouvernement.

L'honorable député de Kamouraska dit que c'est par la trahison que le gouvernement Joly a été renversé. Il aurait dû dire plutôt que c'est grâce à la trahison si ce gouvernement a régné.

Il a parlé de gens qui se vendent. Évidemment l'honorable député a dit là ce qu'il a vu. Est-ce que le gouvernement Joly n'a pas régné par la corruption? Il a bien mauvaise grâce de nous faire un tel reproche.

On a accusé le gouvernement d'avoir manqué à son devoir dans le cas de la remise accordée au Dr. Thayer. Cependant on sait aujourd'hui que le Dr. Thayer n'a été condamné qu'à la faveur de faux témoignages. Mais il n'en est pas ainsi dans le cas de l'honorable député de Kamouraska.

Il nous a dit aussi que celui qui laissait le parti conservateur pour entrer dans le parti libéral s'engageait dans la voie du déshonneur.

Dans sa fougue de partisan, il ne s'est pas aperçu qu'il donnait un

rude soufflet à celui qui le commande en maître. Et l'autre jour le chef de l'opposition nous disait qu'il n'y a que les *ancs* qui ne changent pas d'opinion. Voilà un beau qualificatif appliqué à maints députés de la gauche qui se vantent d'avoir toujours été libéraux. Et c'est le chef du parti libéral qui qualifie ainsi ses amis.

On prétend que M. Lacoste a fait un acte qui viole la loi. Si en est ainsi, il y a une pénalité pour cette offence, qu'on le poursuive donc...

L'opposition n'a pas droit de nous faire des reproches si nous remontons dans le passé, car chaque fois que la discussion change de direction, ce n'est pas nous qui en sommes coupables. D'un autre côté, il est bon de rappeler que ces messieurs de la gauche n'ont pas été des dieux lorsqu'ils étaient au pouvoir.

**M. Gagnon.** Si le député de Chambly m'avait compris, il n'aurait pas dit que j'ai souffleté mon chef.

Voici ce que j'ai dit :

Quand un conservateur laisse votre parti pour se faire libéral, il laisse la honte derrière lui pour prendre le chemin de l'honneur, puisque tous les actes publics depuis que vous lui reprochez remontent à l'époque où il était dans vos rangs. Quand un libéral se fait conservateur, il laisse l'honneur derrière lui pour aller dans la voie du déshonneur recevoir le prix de sa trahison.

Voilà mes paroles.

La proposition de M. Stephens est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Beyer, Cameron, Demers, Gagnon, Lemieux, Marchand, Mercier, Rinfret dit Malouin, Robidoux, Shehyn, Stephens, Watts et Whyte.— 15.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beaubien, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Désaulniers, Deschênes, Desjardins, Derais, Duckett, Duhamel, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Fréreau, Gauthier, Lapointe, Lavallée, LeBlanc, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Nantel, Owens, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robertson, Sawyer, St-Hilaire, Taillon, Thornton, Trudel et Turcotte.—42.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La Chambre siège en comité du budget.

Chapitre VI. Agriculture, etc.

Article 45, beurreries et fromageries, traitements et dépenses de voyages, \$2,000.

**M. Demers**—*député d'Iberville*. M. le président, je demande que le gouvernement aide la beurrerie de St. Sébastien, qui se trouve dans une position difficile à l'heure qu'il est.

J'espère que ma demande sera prise en considération et que le gouvernement mettra un crédit dans le budget supplémentaire. Le comté n'a pas occasion souvent d'avoir quelque chose, or ceci est une bonne occasion de lui prouver qu'on sait qu'il contribue au revenu comme les autres et qu'il a droit d'avoir une petite part de ce qui est si libéralement distribué à d'autres comtés.

L'honorable **M. Taillon**.—*député de Montréal-est, procureur général*. — M. le président, jusqu'ici on donnait cet argent aux écoles qui servaient de modèles. Mais à l'avenir le gouvernement se propose de consacrer ce crédit à payer des inspecteurs qui verront à ce que la qualité de nos beurres et de nos fromages reste au même niveau ou s'améliore, afin de conserver sur les marchés la bonne réputation de nos produits.

Je conseillerai à l'honorable député d'Iberville de déposer sa demande au bureau de l'agriculture, afin qu'on sache d'où vient la demande. C'est un mode de procéder qui est plus régulier, et qui permet un meilleur contrôle.

Ainsi il est arrivé qu'on a demandé un octroi pour une fabrique située à Ste. Hénédine et on a objecté que cette paroisse était très près de Ste. Marie de la Beauce là où il y avait une école qui recevait déjà de l'aide.

Le crédit est adopté, ainsi que les suivants :

Article 46. Association laitière de la province de Québec . .	1,000 00
Article 47. Divers, agriculture comprenant les abonnements aux traités et aux publications. . . . .	400 00
Article 48.—Encouragement de la culture des arbres fruitiers et des vignes. . . . .	500 00
Article 49.—Comité permanent des expositions, Montréal; 4e versement de \$3,300.00 et l'intérêt à 5 pour cent sur \$6,600.00=\$330.00 . . . . .	3,630 00

Le comité lève sa séance.

La séance est levée.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Séance du mercredi, le 29 avril 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôts de divers projets de loi. —Interpellation et réponse.—Proposition de M. Owens relative à la vente des droits de coupe a bois sur le domaine public : MM. Owens, St-Hilaire, Lynch, Nantel, Poupore, Duhamel, Picard, Beaubien et Deschênes.—Discussion incidente sur un article du *Nouveliste* contre l'honorable M. Mercier : MM. Mercier, Beaubien, Nantel.—Autre article du même journal contre M. Faucher de Saint-Maurice : MM. Faucher de Saint-Maurice, Gagnon, Beaubien, Mercier, Désaulniers. Proposition de M. Nantel, pour la comparution à la barre de la Chambre, du propriétaire du *Nouveliste*, M. Joseph G. Gingras.—Proposition de l'honorable M. Mercier, relative à la cause de MM. Cornellier et LeBlanc. MM. Mercier, Leblanc, Taillon, Watts et Lynch.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brionce, commissaire des terres de la couronne*.—J'ai l'honneur de déposer un projet de loi ayant pour objet de modifier la loi de chasse de cette province.

La deuxième délibération est renvoyée à demain.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer un projet de loi portant modification de la loi concernant les jurés et jurys.

Il n'y a que des modifications de détails qui n'altèrent pas l'économie de la loi qui a été votée l'année dernière.

M. **Gagnon**—*député de Kamouraska*.—Est-ce que l'on change la disposition relative au rayon dans lequel les jurés doivent être pris ?

L'honorable M. **Blanchet**. Non.

M. **Gagnon**.—Je crois que le rayon de 30 milles devrait être étendu à 50 milles. Aujourd'hui les voies de communication sont bien plus rapides et bien meilleures qu'autrefois.

L'honorable M. **Blanchet**.—C'est une suggestion bien impor-

tante, mais je crois que cela pourrait présenter peut être des graves inconvénients, car il n'y a pas encore des voies ferrées partout.

La deuxième délibération sur ce projet de loi est renvoyée à demain.

L'honorable M. **Taillon** *député de Montréal-est, procureur général.*

J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi ayant pour objet de modifier la loi concernant les officiers en loi de la couronne.

M. le président, nous proposons de revenir à l'ancien état de choses. A l'avenir, il y aura un solliciteur général. Par ce projet de loi, on lui assigne des fonctions spéciales et on déclare, en dernier lieu, que n'importe lequel des ministres actuels, à l'exception du procureur général, pourra être nommé solliciteur général.

L'honorable M. **Mercier** *député de St-Hyacinthe.* En premier lieu, je ferai observer que le gouvernement nous présente ce projet de loi très tard, puisque la session tire à sa fin. En second lieu, parce qu'on est à la veille de retrancher un ministre parce que son département n'a plus qu'une existence légale, il ne faut pas augmenter le nombre des ministres pour cela.

L'honorable M. **Taillon.** J'ai oublié de dire que l'une des raisons qui a engagé le gouvernement à rétablir cette charge, c'est que nous avons maintenant la pétition de droit. Or nous entendons que le solliciteur général représente la province devant les tribunaux dans ces causes.

La deuxième délibération est renvoyée à demain.

#### INTERPELLATION ET RÉPONSE.

¶

M. **Gagnon.**—Le gouvernement a-t-il fini de considérer la question de contribuer, pour un certain montant, à la construction d'une cour de circuit dans le comté de Kamouraska ?

L'honorable M. **Taillon.**—Non.

#### LA COUPE DE BOIS.

M. **Owens**—*député d'Argenteuil.*—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de la correspondance qui a induit le gouvernement à offrir en vente toutes limites à bois,



depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1884 ; ainsi qu'un état indiquant l'enchère fixée et le prix obtenu pour la vente de chaque limite.

Si je fais cette proposition, c'est en conséquence des déclarations faites par M. Little devant l'association forestière, à sa dernière réunion tenue dans cette ville et dont un compte rendu a paru dans le *Chronicle*.

Ce monsieur a très gravement critiqué la conduite du gouvernement en aliénant comme il l'a fait, une grande partie de nos cantons forestiers à des prix qui paraissent extrêmement bas si l'on considère qu'à présent nos cantons forestiers sont très limités, que la production du pin de première classe devient, d'année en année, comparativement plus petite et que l'épuisement de nos richesses forestières devient de plus en plus alarmant.

Il doit être évident pour tout le monde que si le système actuel se continue, dans quelques années nos forêts seront dénudées du bois de pin, qui constituait jusqu'à présent notre principale source de revenu. Considérant ces faits, je crois que la Chambre tombera d'accord avec moi pour dire que le gouvernement ne devrait pas vendre d'aussi grandes étendues de nos terrains forestiers, ce qui à un autre aspect est de nature à nuire aux intérêts immédiats du trésor, en ce que de telles ventes ne sont pas propres à faire hautement apprécier par les acheteurs la valeur et l'importance du bois. Bien au contraire un marchand qui obtient la possession d'un ou de deux mille milles de cantons forestiers à un prix nominal, considère, naturellement, qu'il possède une quantité de bois inépuisable. Il agit comme tout autre homme d'affaires ferait, et il s'efforce d'obtenir les profits les plus considérables pour le capital engagé dans ces opérations, sans égard aux résultats qui peuvent s'en suivre pour la prospérité future ou le revenu de la province.

Si les marchands comprenaient bien leur propre intérêt, et s'ils étaient convaincus que leurs intérêts sont identiques avec ceux de la province dans les efforts faits pour préserver et protéger nos forêts, cela contribuerait beaucoup à empêcher le gaspillage qui se fait annuellement. De la sorte les marchands deviendraient les meilleurs agents que le gouvernement pourrait avoir pour protéger nos forêts.

La province doit être reconnaissante à l'honorable commissaire des terres de la couronne pour la loi qu'il a fait adopter par la Chambre en 1883, en vue de protéger nos richesses forestières. A cette occasion, l'honorable commissaire fixa la partie de notre domaine qui devait être réservée comme terrain forestier, et j'espère que ceci sera conservé pour

toujours,—comme il désigna très à propos la partie qui devait être ouverte à la colonisation.

La protection de nos forêts offre aujourd'hui plus d'intérêt, a une importance pour notre province plus considérable que tout autre sujet, et j'en appelle à chacun de mes honorables collègues et je les supplie d'aider l'honorable commissaire dans ses mesures de protection, non-seulement contre les marchands, mais aussi contre les opérations des colons.

Je sais quel sentiment sympathique existe dans cette Chambre en faveur de la colonisation, et je n'ignore pas avec quel empressement tout appel favorable au pauvre colon est accueilli par mes honorables collègues. Néanmoins, j'espère qu'ils ne permettront pas à leur jugement d'être obscurci par la vivacité de ces sympathies, et qu'ils n'iront pas jusqu'au point de recommander que la colonisation soit permise de s'enfoncer dans nos réserves forestières, quand on sait que le feu allumé par le colon signifie destruction de nos forêts.

Il est admis que dans le passé nos forêts ont beaucoup plus souffert des ravages du feu que des opérations de nos marchands de bois.

Grâce à la sage administration de l'honorable commissaire des terres de la couronne, le marchand de bois est limité dans ses opérations quant à ce qui concerne le pin. Il ne lui est permis de couper des arbres que de douze pouces de diamètre. C'est une bonne mesure. Mais comme le pin se fait rare et qu'en conséquence l'épinette prend de la valeur, je suggérerai que cette disposition du diamètre de douze pouces, soit appliquée également au bois d'épinette.

Avec une telle mesure de préservation, quand un marchand aura fini d'opérer dans des cantons forestiers, une nouvelle croissance de jeunes arbres pourra permettre dans 20 années de faire une autre récolte, si, dans l'intervalle, le feu n'a pas exercé ses ravages. Si, d'un autre côté, ces cantons dépourvus pour le moment de leurs richesses forestières, étaient livrés à la colonisation, un lot de 200 acres serait vendu \$60, ce qui serait à peine suffisant pour solder les frais d'arpentage. En plusieurs cas, le gouvernement est obligé de dépenser pour chemins de colonisation une somme plus forte que celle qu'il reçoit pour les terres colonisées.

Maintenant jetons un coup d'œil sur la situation du pauvre colon qui consent à s'établir dans une région pinière. Il y demeure aussi longtemps qu'il y a du bois de pin dont il peut disposer en le vendant à un

prix rémunérateur sur le marché, mais le jour où cette ressource est épuisée, il s'aperçoit que ces terrains sont impropres à la culture, et en conséquence il les abandonne après avoir travaillé pendant plusieurs années à coloniser une région impropre à l'agriculture. Je crois qu'il est de la plus haute importance que nos terrains où croît le bois de pin, plus particulièrement dans le district d'Ottawa, ne devraient pas être ouverts à la colonisation, ni est il nécessaire qu'ils le soient, quand nous avons en disponibilité d'aussi grandes étendues de terres que celles qui sont situées dans la vallée du lac St. Jean et dans d'autres parties de la province, là où la qualité du sol, au point de vue agricole, n'est inférieure à aucune autre sur ce continent.

Ici, comme dans tout pays nouveau, les pionniers regardent la forêt comme leur ennemi naturel, et trop souvent ils portent loin leur guerre de destruction. C'est pourquoi nous voyons que dans les vieux pays des associations forestières sont formées qui se donnent pour mission de préserver les forêts d'une destruction inutile et de reboiser les terrains impropres à la culture.

Cette question s'imposera avant longtemps à l'attention du public de cette province. Plusieurs de nos vieux marchands de bois soutiennent que le pin peut être cultivé avec profit au Canada pour faire le commerce, et que si la culture est bien faite le pin blanc pourrait être produit, et ce bois est maintenant en grande demande et commande des prix élevés. Néanmoins comme cette entreprise est plus de la compétence du commerce que du ressort de l'action gouvernementale, je laisserai la discussion de ce sujet à l'association forestière.

Cette association est sous la direction éclairée des honorables MM. Lynch et Joly, deux messieurs qui toujours ont été identifiés à toutes les questions concernant les forêts de cette province. J'ai confiance que cette association réussira à engager nos populations à reboiser, soit avec des arbres fruitiers, soit avec des arbres ordinaires de la forêt, les parties improductives des terres, et de cultiver plus à l'avenir que la chose n'a été faite par le passé, les arbres d'ornementation. Cette culture aura pour effet, non-seulement d'embellir les fermes, mais elle aura également une bienfaisante influence sur le climat et sur l'approvisionnement de l'eau, de fait modifiant très heureusement les conditions générales dans lesquelles se fait la culture.

Dans cet ordre d'idées, je suis heureux de voir que des citoyens de Montréal de grande réputation et d'un savoir remarquable, ont entrepris d'établir un jardin botanique dans cette grande ville. C'est un

excellent moyen de développer le goût du peuple et lui faire aimer tout ce qui touche à la forêt.

Je forme des vœux pour que le succès couronne les efforts de ces entreprenants citoyens, mais en même temps je ne puis m'empêcher de regretter que les finances ne permettent pas à la province d'aider ces messieurs aussi libéralement que je le désirerais, mais je suis certain que le gouvernement fera tout en son pouvoir pour encourager ce projet.

**M. Saint-Hilaire** *député de Chicoutimi et Saguenay.* M. le président, un mot pour féliciter mon honorable ami sur son discours. Comme lui, j'approuve l'idée de diviser le domaine public en deux parties, l'une propre à la colonisation, l'autre réservée à la reproduction de nos richesses forestières.

Il y a beaucoup de terrains qui offrent de grands avantages pour la culture des arbres, tandis qu'ils sont impropres à la colonisation. C'est ainsi que les terres situées autour du lac St-Jean sont admirablement propres à la colonisation, tandis que la région qui s'étend du lac à Québec, à quelques exceptions près, n'offre que peu d'avantages à l'agriculture. Ces régions montagneuses, règle générale, devraient être réservées à la reproduction du bois.

L'honorable **M. Lynch**—*député de Bromz, commissaire des terres de la Couronne.* M. le président, ce sera avec plaisir que le gouvernement déposera tous les documents demandés dans la proposition.

Je suis heureux que mon honorable ami le député d'Argenteuil ait attiré l'attention sur ce sujet, vu que j'ai par la même l'occasion d'en parler, et que la Chambre a ainsi les moyens de se renseigner sur cette grave question.

L'honorable député d'Argenteuil a parlé assez longuement sur la nécessité de protéger nos forêts et de reboiser notre territoire, et il nous a dit que, tandis que nos voisins si actifs et intelligents au delà de la frontière sud, s'occupaient avec persévérance de reboiser leurs terrains forestiers, rien encore n'a été fait dans ce sens dans notre pays.

Si nous voulons maintenir notre grandeur provinciale, si nous voulons garder l'héritage dont nous jouissons maintenant, il est absolument nécessaire que, tout en offrant tous les encouragements possibles aux colons, nous prenions toutes les mesures convenables pour protéger nos richesses forestières. Si cela est fait, je ne vois aucune raison pourqu'ici nos forêts ne seraient pas d'une plus grande valeur dans cent ans d'ici qu'elles ne le sont à présent.

En 1883, j'avais l'honneur de faire inscrire au statut une loi qui définit d'une manière plus explicite les terres dites de colonisation et celles qui ne sont propres qu'à la reproduction du bois.

Après le subside fédéral, notre principale source de revenu nous vient des bois et forêts, et je crois que l'existence de la province comme gouvernement autonome, dépend du maintien de cette source de revenu.

Je le répète, c'est le devoir impérieux des membres de cette Chambre aussi bien que des citoyens en dehors de cette enceinte, de s'unir pour aider et appuyer le gouvernement dans tout ce qui sera fait en vue de protéger cette importante source de revenu.

Je crois aussi que les marchands de bois se doivent à eux-mêmes aussi bien qu'à la province d'aider le gouvernement à protéger les forêts contre les ravages des feux. Les marchands payent tant de rente par mille au gouvernement, et ceci les rend virtuellement fermiers du gouvernement, ayant comme tels la propriété qui a le plus de valeur, valant souvent des millions de piâtres. Pour montrer la valeur des terrains forestiers, je dirai que récemment MM. Hall & Cie., de Québec, ont vendu leur réserve de bois de pin, et le prix obtenu a été de plus d'un quart de million. Cependant, une si riche propriété peut, dans le cours de quelques heures, être réduite à rien, par une étincelle qui donnera naissance à un vaste incendie.

M. le président, je regrette vivement que la loi de 1883, pour prévenir les feux de forêts, n'ait pas produit plus de bien. Je crois que les marchands de bois devront venir davantage en aide au gouvernement sur ce sujet.

Les lois sont bonnes pour ce qu'elles règlent, mais elles ne vont pas assez loin.

Les marchands de bois ont des devoirs et des obligations à remplir vis-à-vis de la province, et si les règles du département étaient toutes bien observées, il n'y a aucune raison de douter que dans quinze ou vingt ans ces cantons forestiers ne vaudraient pas plus qu'à présent.

L'honorable député d'Argenteuil a été assez bon de parler de mes efforts pour protéger les intérêts publics. J'avoue que j'ai toujours été très désireux de faire mon devoir dans cette question, et n'importe lequel commissaire qui y manquera, quelque soit son parti, devra être sévèrement censuré par la Chambre et par la province. En parlant du reboisement de nos terres incultes, je regrette de constater l'absence de mon honorable ami le député de Lotbinière auquel la province doit

tant pour ses nobles efforts dans cette direction. Ses amis de la gauche feraient bien de suivre son exemple si grand si noble et si patriotique, en engageant d'autres à donner leur assistance dans l'œuvre si éminemment pratique et nationale du reboisement.

**M. Nantel** *député de Terrclonne.* M. le président, la loi de 1883 constitue à mon avis un obstacle au progrès de la colonisation, car après la mise en opération de cette loi, on a mis sous réserve forestière tous les cantons du nord et ailleurs comme réserve aux termes de cette législation.

Le guide du colon publié par le département des terres de la couronne dit que certains terrains dans ces cantons n'étaient pas propres à la culture, et cependant l'on voit dans le recensement que ces cantons sont habités par une population assez considérable. On devrait donc laisser la colonisation se faire comme elle l'entend.

Il est très rare de voir les gens s'établir sur des terres impropres à l'agriculture. En maints endroits on se livre à l'élevage et pour cela on ne requiert que la croissance du foin. Or on voit que ces terres si mauvaises aux dires de quelques uns, font parfaitement l'affaire de ces éleveurs.

Les marchands de bois se tiennent à cinq ou même dix lieues de la colonisation où les colons enlèvent tout le bois qu'ils y trouvent.

On devrait empêcher les colons d'aller dans l'intérieur des terres de la couronne, très bien, mais on ne devrait pas empêcher le mouvement colonisateur de se diriger là où il veut, car, après tout, l'instinct de l'intérêt des colons et un guide bien sûr.

Dans les cantons où la colonisation est la plus prospère, il n'y a généralement que du bois franc, or les marchands n'exploitent pas ce bois. Pourquoi alors empêcher les colons d'aller là où on fait ces réserves, parce que l'on prétend que le sol est impropre à la culture.

On semble partir d'une pensée erronée. Pour moi, je suis d'opinion que le marchand doit céder devant le colon et non le colon devant le marchand de bois. Je crois que l'on devrait revenir à l'ancienne loi, c'est à-dire quand le colon achetait il devait être propriétaire de son lot, comme cela a lieu dans toutes les autres transactions analogues. Car aujourd'hui même après l'émission de la patente le lot reste au gouvernement pendant un certain temps, jusqu'à l'entier accomplissement de certaines conditions.

De plus, le fait de dire à un colon : “ Vous irez là et non ailleurs,” constitue un obstacle des plus sérieux au progrès de la colonisation, qui demande quant à ce qui regarde le choix d'un lot, le régime d'une liberté absolue.

Je suis heureux de reconnaître que l'honorable commissaire des terres de la couronne a toujours bien agi à l'égard de la colonisation, mais son successeur pourra n'être pas aussi bienveillant que lui, ou ne pas interpréter ses devoirs d'une manière aussi sympathique au mouvement visant à l'établissement des terres du domaine public. Et si ce nouveau commissaire se mettait dans la tête de faire exécuter la loi telle qu'elle est, le colon serait dans une bien mauvaise position.

**M. Poupore**—*député de Pontiac*.—M. le président, j'approuve entièrement les remarques de l'honorable commissaire des terres de la couronne, et plusieurs de celles faites par l'honorable député de Terrebonne.

Suivant mon honorable ami, le député de Terrebonne, le département des terres a adopté, quant à ce qui regarde les colons, les principes les moins acceptables. Il me paraît être dans l'erreur. Je crois que les plus grandes facilités sont données au colon de bonne foi, qui désire s'établir sur les terres propres à l'agriculture. Des milliers d'acres de terre ont été arpentés et ouverts à la colonisation dans tous les comtés de la province. Rien n'empêche les gens d'aller prendre des terres, y faire les améliorations nécessaires suivant les règlements du bureau des terres de la couronne et par là-même obtenir leur patente, tout cela sans éprouver la moindre difficulté. Qu'est-ce que les colons peuvent désirer de plus que cela ?

D'après la théorie de l'honorable député de Terrebonne, tout doit céder, tout doit disparaître, dès que les intérêts du colon à quelque titre que ce soit, sont affectés. C'est bon à dire, mais quel serait le résultat déplorable qui s'en suivrait, si cette théorie était mise en pratique ?

La conséquence inévitable d'un tel régime, serait que des millions de piastres de propriété seraient annuellement détruits par le feu, occasionnant une perte non-seulement au gouvernement mais aussi aux individus qui ont payé au trésor public de grosses sommes d'argent pour avoir le privilège de couper le bois et de le façonner pour les besoins du marché. Ces individus par l'achat de ces cantons forestiers, acquièrent des droits réels, car les règlements du département des terres de la couronne garantissent aux propriétaires de tels cantons l'assurance que, tant qu'ils

se conformeront aux prescriptions de ces règlements, ils jouiront du privilège de rendre le bois et de le façonner, en un mot de se livrer à toutes les opérations nécessaires à cette industrie sur le territoire acquis par eux.

Hier soir, quelqu'un a dit dans cette enceinte, que la province de Québec était en banqueroute. Si le gouvernement désire rendre la province insolvable, il ne peut, dans mon humble opinion, adopter un meilleur moyen qu'en mettant en pratique le principe énoncé par l'honorable député de Terrebonne. S'il n'existait pas de restrictions à l'égard du colon, par lesquelles on l'oblige à se fixer sur les terres propres à l'agriculture, qui sont arpentées et ouvertes à la colonisation, voici ce que l'on verrait enfin de compte : La meilleure partie des terrains boisés de la province serait dépouillée par les "squatters" dont les motifs, dans bien des cas, seraient d'un caractère bien peu rassurant pour la province et qui n'auraient pas l'intention de devenir colons de bonne foi.

J'ai l'honneur de représenter un comté habité presque entièrement de cultivateurs, et je suis convaincu que par ces paroles j'exprime leurs vœux et leurs sentiments. De bons et d'honnêtes cultivateurs, comme de bons et honnêtes colons, ne veulent qu'une chose, être traités avec justice et équité, et sous ce rapport il me reste encore à apprendre que cette justice et cette équité leur ont été refusées par le gouvernement de la province de Québec, depuis que j'ai l'honneur de tenir le mandat du comté de Pontiac.

**M. Nantel**—*député de Terrebonne*. J'ai dit que le colon doit, dans son propre intérêt, suivre le mouvement de la colonisation. Voilà ce que j'ai dit. Il n'est ni pratique, ni raisonnable que vous vous arrogiez le droit de dire au colon : Vous irez ici, ou là, mais non pas à tel ou tel endroit.

**M. Poupore**. —Je prétends, de mon côté, qu'une liberté absolue c'est-à-dire une absence complète de réglementation engendrerait les plus graves abus. Voilà ma manière de voir. Je crois qu'il faut une direction, c'est pourquoi je soutiens, en principe, celle qui existe.

**M. Duhamel**—*député d'Ottawa*. M. le président, c'est une question des plus sérieuses et des plus graves pour l'avenir de notre province. Il est admis aujourd'hui de tous que les forêts ont besoin d'une protection efficace et intelligente. Je regrette de voir que dans les années passées, on ait manqué de prévoyance à un point tel que nous devrions en avoir honte maintenant.



Comme député d'Ottawa je représente également des intérêts très divers, mais non irréconciliables. Il y a parmi mes commettants des marchands de bois et des colons. Je puis me rendre le témoignage que j'ai toujours voulu que les uns et les autres fussent protégés dans la mesure du possible.

Moi même, j'ai fait le commerce de bois pendant douze ou quinze ans, par expérience personnelle, j'en connais quelque chose. Je fais des reproches amères et sanglants aux coupables d'avoir gaspillé la forêt si belle et si riche, et cela d'une manière la plus injustifiable, quand la forêt offrait de si abondantes ressources pour alimenter un commerce des plus florissants pendant même des centaines d'années. Autrefois les marchands ne montraient pas assez de soucis pour cette richesse qu'ils avaient entre leurs mains. Ils ne regardaient pas au bien du pays ni ne s'en préoccupaient. Le gouvernement de son côté montrait la plus coupable indifférence : on donnait des milliers de milles carrés au même individu, quand vingt milles carrés auraient suffi.

Sans système, sans règle, on allait au hasard partout dans la forêt pour prendre le meilleur bois. Sur un grand arbre, l'un de ces géants de la forêt qui ont fait la renommée du nouveau-monde, on ne prenait que la partie qui permettait de couper un billot absolument sans un petit nœud gros comme un manche de pipe. Tout le reste était laissé sur place pour y pourrir. Cet affreux système n'a changé que depuis que la forêt s'éloigne du centre de la province. Si dans le passé nous avions eu un bon système en vigueur, nous aurions encore beaucoup de nos forêts disparues sans profit pour personne.

Le mal qui est fait est irréparable, je le sais, mais si j'en parle, ce n'est que pour mieux faire voir la nécessité d'un autre régime pour l'avenir. Je le dis aussi dans le but d'engager plus fortement les marchands de bois et le gouvernement à se concerter afin de prendre des mesures pour protéger autant que possible nos richesses forestières.

Il est bon aussi de bien se pénétrer de l'idée que le feu n'est pas la seule cause de destruction de cette richesse. Il faut empêcher les marchands de bois de ne prendre que le tiers des arbres pour laisser ensuite pourrir le reste sur place. Cela se pratique encore à l'heure où j'en parle. Les hommes qui descendent les billots laissent le feu qu'ils allument pour faire cuire leurs aliments, et ceci occasionne les incendies dévastateurs que l'on déplore.

En principe je sais qu'il ne faut pas laisser la liberté au colon d'aller se fixer au milieu de la forêt, et qu'il importe de classer les terres de

manière à faire bien connaître celles qui sont propres à l'agriculture de celles qui ne le sont pas. Je connais plusieurs cantons dans mon comté qui ne sont pas ouverts à la colonisation, j'en connais aussi dans Pontiac, qui pourtant offrent des avantages certains à l'agriculture.

D'un autre côté, on ne peut empêcher l'élan colonisateur de se frayer une voie, quand une fois le mouvement est parti.

**M. Poupore.** *député de Pontiac.* Il n'y a pas un canton organisé en municipalité qui n'est pas ouvert à la colonisation.

**M. Duhamel.** J'en connais qui possèdent 60 familles résidentes et qui ne forment pas une municipalité. Je ne veux pas blamer le gouvernement, seulement je veux démontrer qu'il ne faut pas empêcher l'élan colonisateur quand il se manifeste d'une manière aussi forte.

Quand l'honorable commissaire des terres de la couronne a fait adopter sa loi, je l'ai appuyée et je suis encore en faveur du principe qui a été posé. Mais pratiquement, cette loi devient inutile si le public et les marchands de bois ne veulent pas nous aider à atteindre le but pour lequel cette loi a été faite.

Tout en voulant protéger le marchand de bois et le colon nous devons nous efforcer de restreindre l'établissement du colon aux terres qui peuvent être colonisées avantageusement.

Il ne faut pas se cacher que le marchand de bois est un puissant agent de colonisation. Je dis que tout en protégeant le marchand de bois et la forêt contre les déprédations de ceux qui l'exploitent, il est important que le gouvernement fasse des efforts pour protéger les colons.

J'ai voté la loi de 1883 pour autoriser le gouvernement à faire des réserves dites forestières, même sur les lots patentés, mais je crois que le gouvernement pourrait donner aux colons de plus grandes facilités qu'il lui en accorde maintenant. Dans les endroits où il se fait de la colonisation, le gouvernement devrait protéger le colon autant que possible. Je prétends, par exemple, que dans les cantons ouverts à la colonisation, les colons devraient avoir droit au bois. Par là même on ne ferait aucune injustice aux marchands, car ceux-ci pourraient l'acheter des colons. On sait, M. le président, avec quelles ressources les gens vont généralement ouvrir des terres. La plupart du temps, le colon n'a presque rien pour subvenir aux besoins les plus indispensables. Il lui faudrait, pour se créer quelque revenu, avoir le droit de faire du bois.

Je ne veux pas par ma suggestion priver la province de son revenu, seulement, il y aura substitution de personne. Ainsi que le gouvernement impose les mêmes droits aux colons qu'il fait payer aujourd'hui aux marchands de bois, et ceux-ci achèteront le bois du colon à meilleur marché qu'ils pourront le faire eux-mêmes. Du coup, on donnerait au colon les moyens de faire ses semences l'été suivant et la même chose pourrait se répéter les années suivantes. Par là, la colonisation avancerait d'un pas immensément plus rapide qu'elle ne le fait maintenant.

Dans l'ensemble, j'approuve la politique de l'honorable commissaire des terres de la couronne. Je puis dire que cette politique a été inspirée par des idées larges et élevées. Et pour le plus grand bien du pays, j'espère que son successeur fera encore mieux.

**M. Picard**—*député de Richmond et Wolfe*.—M. le président, j'approuve les remarques de mon honorable ami le député d'Ottawa. Comme lui, je ne fais pas de reproche à l'honorable commissaire des terres de la couronne, ni à ceux qui l'ont précédé, mais il y a des faits qu'il importe grandement pour le bien de la province de faire connaître.

Dans mon collège électoral la colonisation est assez avancée pour entourer les terrains sous licence de coupe de bois. De fait, ce voisinage immédiat de deux grands intérêts est pour moi la source de beaucoup de troubles.

Je conseillerais à l'honorable commissaire des terres d'ouvrir à la colonisation les deux rangs de Garby qui ont été sonstraités à la vente. Je sais qu'il existe un rapport, mais ce rapport a été fait il y a douze ou quinze ans. Dans le temps, il n'y avait pas d'inconvénient, mais maintenant ce n'est pas la même chose. Quelques-uns sont montés là pour faire du défrichement, mais ils ont été rencontrés par les employés de M. King qui les ont menacés de poursuites s'ils mettaient leur projet de défrichement à exécution. J'espère que l'honorable commissaire va y voir. Il n'y a plus de terre publique en disponibilité dans les environs, et pour s'établir, il faudrait que les colons iraient à quinze ou vingt milles plus loin.

Comme moyen de venir en aide au colon, le gouvernement devrait faire recevoir les bois de pruche, de cèdre et de merisier. Le colon aurait par là même un revenu, et la province pourrait se faire payer par le colon les droits qui seraient imposés. Les porteurs de licences se font payer pour ce bois et ils ne l'exploitent pas eux-mêmes. Il y en a même qui

ne veulent pas permettre au colon de couper du bois de chauffage. Règle générale, le colon aimerait mieux payer les droits au gouvernement et avoir la permission de tirer profit de ce bois. Par cela on ne ferait pas tort au marchand et en même temps on pourrait exercer la surveillance sur le marchand et sur le colon. Ce serait un excellent mode d'encourager pratiquement la colonisation.

L'honorable **M. Beaubien** — *député d'Hochelaga*. M. le président, je crois qu'il est de notre devoir de rendre aussi efficaces que possible, par un appui franc et solide, les mesures que nous avons déjà prises pour la protection de notre richesse forestière et celles que nous pourrions rendre à l'avenir.

Cette discussion est le résumé de ce qui s'est fait dans le dernier congrès forestier.

Pour ma part, après mûre réflexion, je ne puis m'empêcher d'encourager le commissaire des terres dans la résolution prise pour le classement des terres au point de vue forestier. Il se propose de réserver pour la reproduction du bois, les terres qui ne sont pas propres à l'agriculture. Je comprends que cela pourra peut-être contrecarrer le colon mais il me semble que nous devons prévoir cela pour lui. Il faut le diriger comme par la main vers la terre promise, vers ces plaines fertiles qui lui donneront la fortune dans bien des cas, l'aisance à coup sûr.

Je sais que pour mettre ce système en pratique, l'honorable commissaire contrecarrera les désirs des colons, mais les remèdes ne sont pas toujours agréables à prendre. Peut-être sommes-nous en face de l'un de ces cas-là. Par ce système nous nous constituons le pourvoyeur du colon. La pensée qui nous fait agir est excellente. Nous nous disons que là où la récolte du colon ne sera pas bonne, il faut y laisser celle que le bon Dieu y met.

Maintenant voyons très rapidement les résultats d'un déboisement irréfléchi. Pourquoi avons-nous ces inondations dévastatrices, à quoi cela est-il dû, si ce n'est au fait que la forêt a été remplacée par le désert, ce qui a eu pour résultat de faire fondre la neige beaucoup plus rapidement qu'autrefois, ce qui a produit un gonflement subit des rivières. Le défrichement inconsidéré d'une quantité très grande de terres impropres à l'agriculture et qui produisent par conséquent très peu, a modifié profondément les conditions de la culture. Nous devons revenir à des notions plus saines, et pour les répandre dans les masses, nous devons faire en sorte que la pensée de l'institution de la fête des

arbres soit comprise. Il faut aussi faire comprendre à celui qui habite le milieu de la forêt, que les arbres qui l'entourent ne sont pas tous nécessairement ses ennemis, au contraire, qu'il faut qu'il les abatte avec discrétion et qu'il en garde une quantité suffisante sur le lot qu'il a pris. Si dès les commencements de la colonie, on eut obligé les gens à laisser un dixième de leur terre en bois, nous n'aurions jamais ces inondations qui font tant de ravages. Sur le parcours du chemin de fer du Nord, nous avons vu au-delà de trois pieds d'eau le long des clôtures ; des maisons mêmes inondées complètement jusqu'au toit. Cela est dû au défrichement irréfléchi qui a été fait jusqu'ici. Les premiers colons ont cru qu'il leur fallait abattre quand même ces grands arbres qui leur barraient le passage, et ils ont cru atteindre le dernier degré de la perfection en faisant le désert le plus complet.

Aux Etats-Unis, le Congrès a nommé des commissions pour étudier les meilleurs moyens pour reboiser une grande partie du territoire américain. On a compris qu'il fallait reboiser cette région et protéger les sources des rivières. Les arbres gardent la fraîcheur et empêchent les inondations.

Quand je parle de sauver nos forêts, je ne fais pas de distinction quant à certains bois. Ainsi le bois franc qu'on méprise maintenant, on y reviendra plus tard. Aux Etats-Unis, on fabrique le bois franc. Là on n'a plus de bois de pin et on est obligé de prendre les bois durs pour remplacer celui qui manque. Qu'on prévoit donc l'avenir et que l'expérience de nos voisins nous enseigne la sagesse, en faisant dès à présent ce qu'ils font un peu tard. Commençons par protéger nos forêts et surtout prenons les terres impropres à l'agriculture pour faire cette culture.

Il y a un moyen bien simple pour que cette culture nous coûte très peu, ce moyen consiste à demander à nos gardes forestiers de prendre la graine au moment où elle tombe sur le sol et de la semer ailleurs. La chose serait facile puisque la nature elle-même sème la forêt sans l'aide de personne. Que ces graines soient semées là où quelques pelletées de terre suffiront pour la faire germer et produire de beaux arbres. Par là même on donnera à nos terres impropres à l'agriculture de belles et riches forêts.

Cette question de la protection de nos forêts et du reboisement a intéressé beaucoup d'hommes éminents aux Etats-Unis, et tous ont compris que le succès de la solution donnée à cette question fait le bien de l'Etat en général.

Je suis donc heureux de donner mon concours aux mesures que l'honorable commissaire des terres va prendre pour la conservation de nos forêts, du moment que ces mesures sont conçues dans un esprit de justice et d'équité pour tous les intérêts en jeu.

**M. Deschênes.** *député de Témiscouata.* Je désire signaler un autre danger de feu dans nos forêts. En maints endroits plusieurs familles émigrent dans la forêt pour y faire du bardeau. On ne prend qu'une partie des arbres abattus et le reste est laissé sur le champ. Ces abattis fournissent des aliments très favorables à la propagation du feu. J'attire l'attention du commissaire sur ce sujet.

**M. le Commissaire.** Quel moyen suggerez vous ?

**M. Deschênes.** Je crois qu'un bon moyen serait de charger le prix de tout le billot. Si les gens ne veulent pas prendre tout le billot, ils le laisseront, mais au moins vous aurez perçu les droits. Au Nouveau-Brunswick on exporte des milliards de bardeaux, ce qui constitue un commerce considérable. J'attire donc l'attention de l'honorable commissaire sur ce sujet.

La proposition de M. Owens est adoptée.

**M. Faucher de Saint-Maurice**—*député de Bellechasse.*—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de la requête présentée au commissaire de l'agriculture, le 20 mars 1883 par M. Faucher de Saint-Maurice, M. P. P. au nom des cultivateurs des cantons de Daaquam, de Bellechasse, de Roux, de Buckland, etc., demandant l'ouverture d'une route, partant du chemin Taché et allant jusqu'au chemin de front de la quatrième concession de Saint-Raphaël ; laquelle requête a été recommandée aussi par l'honorable M. Pâquet, député de Lévis, MM. Desjardins, député de Montmorency, Asselin, député de Rimouski, et Deschênes, député de Témiscouata.

Cette proposition est adoptée.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

#### LE NOUVELLISTE

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe.*—M. le président, avant que l'ordre du jour soit appelé, je désire attirer l'attention de la Chambre sur un article du journal *Le Nouvelliste*. On y fait

une insinuation en termes tellement vagues que je ne sais quel procédé il me faudrait suivre pour châtier le coupable, aussi je crois que le parti le plus sage pour la dignité de la Chambre, est de me contenter d'opposer une dénégation formelle.

En premier lieu, je demande au *Nouveliste* de dire exactement ce qu'il entend faire comprendre, j'invite le rédacteur de ce journal à parler franchement, comme un gentilhomme, s'il l'est réellement.

En attendant je déclare que son insinuation est fausse et que je n'ai rien à faire ni directement ni indirectement avec les propriétaires de l'asile de Beauport, et je défie le *Nouveliste* comme mes adversaires de venir porter une accusation directe et formelle sur ce sujet. S'il y a quelqu'un qui ait de l'honneur parmi ceux qui sort à la rédaction du *Nouveliste*, il précisera un peu plus nettement son accusation. Je ne sais si je me serais donné la peine de relever cette insinuation du *Nouveliste*, si l'honorable député d'Hochelaga n'avait pas parlé comme il l'a fait hier soir.

Ma réputation appartient à ma famille et à mon parti, et si quelqu'un de mes adversaires ont des accusations à porter contre moi, je les défie de les formuler.

L'honorable M. **Beaubien** *député d'Hochelaga*. Je n'ai jamais voulu parler d'autres choses que des actes politiques.

M. **Nantel** *député de Terrebonne*.— M. le président, dans le même journal, il y a une attaque injustifiable contre l'honorable député de Bellechasse.

Trente-six députés ont demandé que mon honorable ami fut nommé à la place de M. Dunn. Le *Nouveliste* prend occasion de cette démarche qui, incontestablement, honore celui qui en a été l'objet, pour l'injurier. Nous protestons de toutes nos forces contre ce libel infâme du *Nouveliste*, et nous croyons que l'opposition se joindra à nous dans ce procès.

L'honorable M. **Mercier**. Écoutez ! écoutez ! . . .

L'honorable M. **Robertson** *député de Sherbrooke, trésorier de la province*.— M. le président, je crois que le temps n'est pas éloigné où il faudra se demander s'il est à propos d'ouvrir nos galeries aux représentants de la presse. Les journaux devraient rendre justice à un adversaire, quel qu'il soit. Les écarts que l'on vient de signaler existent dans la presse des deux côtés de la Chambre et si nous ne les relevons pas tous, il ne s'en suit pas que nous les prenions pour de sages appréciations de notre conduite et de nos paroles.

**M. Faucher de Saint-Maurice**—*député de Bellechasse*.—  
M. le président, il y a quel que temps la patrie canadienne perdait un de ses plus illustres enfants. Oscar Dunn mourait, et vous, M. le président, vous tous mes collègues, vous vous rappelez encore avec quelle émotion cette triste et foudroyante nouvelle a été accueillie par l'Assemblée législative.

A mon insu et cette démarche m'honore la majorité de la Chambre a fait au gouvernement la demande suivante :

*Aux honorables membres du conseil exécutif de la province de Québec.*

La mort lamentable de M. Oscar Dunn, ayant rendu nécessaire la nomination d'un secrétaire du département de l'instruction publique, les soussignés recommandent avec instance, que M. Faucher de Saint-Maurice, actuellement membre de l'Assemblée législative, soit appelé à remplir ce poste important. En cela, ils sont certains de rencontrer les vœux du public canadien qui verrait avec bonheur, un des hommes les plus distingués de notre monde littéraire remplir un office où il serait en état de nous faire honneur, tant au pays qu'à l'étranger.

Québec, 20 avril 1885.

Signé : J. S. Würtele, P. A. L. Q., P. E. LeBlanc, M. P. P., P. Garneau, M. P. P., Chs. Marcotte, M. P. P., Ant. Casavant, M. P. P., Rob. Trudel, M. P. P., E. Saint-Hilaire, M. P. P., Dr V. F. Lavallée, M. P. P., Dr Martel, M. P. P., J. A. Nantel, M. P. P., L. N. Asselin, M. P. P., Dr J. Martin, M. P. P., Dr L. Desaulniers, M. P. P., O. Gauthier, M. P. P., C. Bergevin, M. P. P., J. Marion, M. P. P., L. G. Desjardins, M. P. P., U. Duckett, M. P. P., E. Poulin, M. P. P., B. Beauchamp, M. P. P., L. E. Dorais, M. P. P., L. B. A. Charlebois, M. P. P., V. Audet, M. P. P., Ed. Caron, M. P. P., William Sawyer, M. P. P., A. Lapointe, M. P. P., J. T. Thornton, M. P. P., J. B. T. Richard, M. P. P., W. Owens, M. P. P., E. G. Spencer, M. P. P., F. Carbray, M. P. P., W. Poupore, M. P. P., L. Leduc, M. P. P., J. Picard, M. P. P.

La presse a cru devoir appuyer cette démarche de la majorité de l'Assemblée législative, et entre autres articles écrits à ce propos, je choisis le premier qui me tombe sous la main.

Ainsi s'exprime le *Canadien* du 25 avril 1885 :

“ La députation conservatrice est unanime à recommander la nomination de M. Faucher-de St-Maurice au poste laissé vacant par M. Oscar Dunn. Nous joignons notre voix à celle de nos amis pour prier



le conseil de l'instruction publique de s'assurer les services du député de Belchasse, bien que nous ne le verrions pas sans un vif regret s'éloigner de la scène politique où cette bonne et franche figure a sa place marquée.

“ M. Faucher est un littérateur au goût relevé, à l'esprit large, sans préjugé : il jouit de l'estime générale. C'est un homme droit, loyal, dévoué à la cause de l'instruction publique, une intelligence d'élite.

“ Nous ignorons s'il consentirait à accepter une position officielle : ce que nous savons c'est qu'il remplirait avec honneur pour la province la charge qu'occupait M. Dunn.”

Qui le croirait, M. le Président, la requête signée par la majorité conservatrice de l'Assemblée que vous présidez si dignement, et demandant pour moi une position que je n'ai pas sollicitée, a soulevé contre moi la haine d'un journal de mon parti.

Le *Nouvelliste* s'exprime en ces termes :

#### LE SUCCESSION DE M. DUNN.

“ Le *Canadien* recommande fortement M. Faucher de St. Maurice pour la succession de M. Oscar Dunn, au département de l'Instruction Publique.

“ Cela signifie que les honnêtes gens doivent être sur leurs gardes.

“ Non pas que nous prenions M. Faucher pour un être malfaisant. Ce serait injuste. Mais parce que la nomination d'un protégé de MM. Chapleau et Tarte serait, sous les circonstances, un défi à l'opinion publique.

“ On n'a pas oublié la tentative faite depuis quelques années par un certain groupe de soi-disant conservateurs pour soustraire l'enseignement au contrôle du clergé. Leurs tendances suspectes se firent jour dans un projet de loi qui fut étouffé au conseil, au grand désappointement de ses auteurs. Le cri d'alarme jeté par les autorités ecclésiastiques a tenu depuis l'attention en éveil. Pour rassurer les esprits, le successeur de M. Chapleau crut prudent de protester contre les tendances de son prédécesseur.

“ Le premier ministre actuel est un homme prudent et éclairé. De ce côté, nous croyons qu'il n'y a rien à craindre.

“ Mais contre l'esprit qui soufflait alors, on ne saurait trop se prému-

de l'Instruction publique, les services d'hommes sages, éclairés, comprenant bien l'esprit de notre législation, à principes solides et à convictions bien définies. Or, M. Faucher de Saint Maurice n'est pas cet homme.

“ Les hommes de sa trempe ne sont jamais autre chose que des instruments. Ceux qui le poussent à ce poste savent très bien le profit qu'ils pourront tirer de son absence complète d'idées arrêtées sur les hommes et les choses.

“ Quel droit d'ailleurs M. Faucher peut-il avoir à cette importante position ?

“ Qu'est ce que lui doit le parti conservateur ?

“ Avant que la grâce sénécaliste l'eût frappé sur ce chemin de l'eau-mont, personne ne connaissait la couleur de ses opinions, bien qu'il gagnait depuis de longues années de gros salaires à ne rien faire.

“ Non seulement le parti conservateur l'a nourri, mais il l'a promené dans les grandes capitales de l'Europe et de l'Amérique. Toute la liste des missions officielles et officieuses a été épuisée à son bénéfice. De fait nous ne connaissons pas un bourgeois dans notre province qui se soit payé à même sa bourse, les jouissances que M. Faucher a coûtées au parti conservateur.

“ Aussi a-t-il la vocation des parasites de bonne race. Il en veut à l'existence de ceux qui vivent à leurs dépens.

“ Aux dernières nouvelles, il télégraphia à Sir John que les conservateurs qui ne le sont pas à sa manière doivent être exterminés !!

“ Peut-on concevoir pareille impudence ? il ne manque pas dans le parti conservateur d'hommes dont le mérite s'impose et qui ont acquis par leurs services des droits à la considération des amis. Qu'on nomme un de ceux là, et tout le monde sera content.

“ Le gouvernement d'ailleurs n'a pas besoin de compter sur l'influence de M. Faucher pour faire élire son successeur dans Bellechasse.

“ Nous l'avertissons d'avance que ça ne pesera pas.”

Je n'ai pas besoin de dire à l'Assemblée législative que chacune de ces lignes est un mensonge. Mes collègues et ceux qui les ont précédés me connaissent. Depuis 1867, c'est-à-dire depuis la Confédération, j'ai fait parti de la Législature de Québec, soit comme un de ses officiers, soit comme député. Or comme subordonné, ou comme chef je ne crois pas que l'on puisse me faire un reproche.

En affirmant que je me suis promené dans les grandes capitales de l'Europe et de l'Amérique aux frais du trésor public, le *Nouvelliste* ne fait que répéter une fausseté sotté et maligne que publiait le 6 septembre 1884 le *Journal du Commerce* de Lowell, Massachusetts, rédigé par un jeune homme que j'ai contribué, jadis, à faire placer, et qui sans doute n'a pas su trouver d'autres procédés pour me prouver sa gratitude.

En faisant la revue parlementaire de la session de Québec de 1884, ce journal disait :

Promenades officielles, artistiques et scientifiques du député Faucher de St. Maurice, à Florence, au Labrador, à St-Pierre et Miquelon, à Albany, et tous ses rapports et discours en Italien. Résultat pratique : rien. De plus, ses honoraires payés, mais invisibles aux yeux du public, comme rédacteur du *Journal de Québec*, au montant de \$1,200 par année, et remboursés à sieur Augustin Côté par entrées dans les archives. Réclamations encore en surplus (comptes publics) \$250.00."

Voilà ce que M. Eudore Evanturel trouvait de meilleur à faire écrire ou à écrire sur un député son ami, journaliste comme lui, et qui avait passé la session parlementaire de 1884 session que M. Eudore Evanturel a ridiculisée dans son journal à défendre les Canadiens français des Etats Unis contre les injures des Foster, des White et autres ennemis de notre race.

Le *Nouvelliste* a crû devoir cette année servir ce plat réchauffé à ses lecteurs. Grand bien lui fasse ! Il y a mille moyens d'être sot, et j'ai vu en quelque part qu'il ne fallait pas se décourager lorsqu'on n'y arrivait pas du premier coup. Mais de tous ces moyens le plus sot n'est-il pas de vouloir montrer plus d'esprit qu'on en a ?

Y aurait-il lutte sous ce rapport entre le *Nouvelliste* et le *Journal du Commerce* de Lowell, Massachusetts ?

Je ne le crois pas. Le *Nouvelliste* se dit conservateur, défendant alors les mêmes idées, combattant les mêmes combats que moi, comment se peut il faire, M. le président, qu'il se glisse ainsi dans notre camp des gens assez lâches, assez sûrs d'eux-mêmes, assez pervers pour affirmer de pareils faits sans preuves ?

"Aux dernières nouvelles, dit le *Nouvelliste* dans l'article que je crois faire inscrire dans un instant au journal de cette Chambre, aux dernières nouvelles, il (M. Faucher de Saint-Maurice) télégraphie à Sir John que les conservateurs qui ne le sont pas à sa manière devaient être exterminés !!!"

*Inde Ira.* De la colère du *Nouveliste* paraît-il. Seulement ce journal en me diffamant à propos de cette dépêche qui, certes n'était pas rédigée avec le sens qu'il lui attribue, car je suis un conservateur discipliné et je ne frappe pas mes chefs dans le dos, le *Nouveliste*, dis-je, a dû oublier en servant ses rancunes personnelles ce que contaient les anciens.

“ Il y a dans le monde, se chuchotaient-ils, trois choses sans miséricorde :

“ Le feu, le temps et la rancune d'un imbécile.”

Le *Nouveliste* serait-il placé auprès du dernier cas ? Donnons lui le bénéfice du doute.

D'autre part le *Nouveliste* affirme que le parti conservateur m'a “ *promené* dans les grandes capitales de l'Europe et de l'Amérique. Toute la liste des missions officielles et officieuses ont été épuisées à son bénéfice. De fait nous ne connaissons pas un bourgeois dans notre Province qui ne se soit payé à sa bourse les jouissances que M. Faucher a coute au parti conservateur.”

Le *Nouveliste* assume là, M. le président, une responsabilité qui lui incrite la réponse suivante.

Devant mes pairs, devant le premier tribunal de mon pays je déclare ce qui suit :

Si j'ai voyagé ainsi aux dépens du public, les comptes officiels doivent avoir gardé les preuves de ces excursions. Qu'on les scrute et si le *Nouveliste* ou ses pareils peuvent trouver mon nom, comme ayant sou tiré au trésor public des frais de voyage ou autrement—à part mon traitement de député—je résigne mon mandat, je retourne dire à mes électeurs que je suis indigne de les représenter, et je renonce à jamais à la vie publique.

Non, de pareilles accusations sont encore plus infamantes pour ceux qui les portent que pour ceux contre lesquels elles sont dirigées. Elles prouvent la petitesse de ces gens qui passent une moitié de leur vie à être doux, paternes, hypocrites, et l'autre moitié à n'être que pitoyables.

Certes, si je n'avais que mon honneur à défendre, je n'aurais qu'à recourir au moyen ordinaire, qu'à souffleter et qu'à payer vingt piastres d'amende ; mais la Chambre doit en ce moment revendiquer son honneur, j'en fais partie.

Or l'acte pour maintenir l'autorité et la dignité des Chambres de la législature de Québec, chapitre 5, 33 victoria, dit clairement à la section 4.

“ Sont défendus et seront considérés comme infraction du présent acte les cas suivants :

1<sup>o</sup> Commettre des voies de faits, *proférer des injures ou faire des écrits diffamatoires sur ou contre la personne des membres de l'une ou de l'autre Chambre* pendant la session de la Législature ou pendant les vingt jours qui précèdent et les vingt jours qui suivent chaque session. ”

Cette loi est en force ; elle n'a jamais été désavouée, ni rappelée. A la Chambre de s'emparer de la mise en accusation et de la conduire à bonne fin.

En faisant comparaître à sa barre l'homme responsable de cet article, l'homme qui porte inconscient un fardeau trop lourd pour sa conscience et pour sa pensée, l'homme de paille de toute une clique, elle n'attaquera pas la liberté de la presse, mais elle défendra la liberté de l'un des siens, qui est non seulement député comme vous mais aussi président honoraire du syndicat de la presse de Québec.

Mon honneur, M. le président, est entre vos mains. A vous de me le remettre intact.

La délicatesse parlementaire m'empêche d'assister aux débats que va soulever cette question de privilège. Je quitte mon siège avec la ferme conviction que lorsque je le reprendrai, la Chambre aura désapprouvé l'article injurieux et mensonger que je viens de lui lire.

**M. Gagnon** —*député de Kamouraska*. — Je veux qu'on aille jusqu'au bout. Il faut que l'article incriminé soit inscrit au procès-verbal, afin de servir de base aux procédures ultérieures.

Je m'opposerais à ce que la presse soit chassée de la galerie, mais je serais prêt à faire expulser un représentant de journal en particulier. Celui-là se fait polisson et il mériterait une bonne leçon.

L'honorable **M. Beaubien**. — Je ne puis m'empêcher de faire remarquer l'extrême sensibilité de ceux qui se plaignent de cet article. Je rappellerai à ces journalistes ce qu'ils ont dit contre nous lorsque nous avons opposé la vente du chemin de fer.

Je ne me fais pas l'apologiste de ce qui est reproché à un journal dans cette occasion, mais je dis que si on mettait devant la Chambre ce qui

a été pulvé contre M. de Bucherville et contre moi, on en verrait de belles. Mais tenant on se montre d'une délicatesse suprême.

Si l'on veut amener ici tous ceux qui ont écrit de ces articles, nous n'en fîrions pas.

L'honorable M. **Mercier** —*député de St. Hyacinthe*.—M. le président, l'honorable député d'Hochelaga n'a pas fait la différence entre les actes politiques et la conduite privée. Dans l'article en question on laisse douter si l'honorable député de Bellechasse est un honnête homme. On n'ose pas le dire carrément, franchement, car dans cette école des ultramontains, on est lâche. Je crois que la Chambre a le droit de venger l'injure faite à sa dignité.

M. **Désautniers** —*député de St-Maurice*.—M. le président, je proteste contre la partie de l'article qui me concerne. Je n'ai jamais été l'instrument de personne.

Le rédacteur du *Nouvelliste*, qui pleurnichait à la dernière session, pour avoir une place à la bibliothèque, ne devrait pas attaquer ainsi les députés conservateurs. S'il était encore employé, je demanderais son expulsion.

Sur proposition de M. Nantel, l'article suivant du *Nouvelliste* est inscrit au procès verbal.

"Le *Canadien* recommande fortement M. Taucher de St-Maurice pour la succession de M. Oscar Dunn, au département de l'Instruction Publique.

"Cela signifie que les honnêtes gens doivent être sur leurs gardes.

"Non pas que nous prenions M. Taucher pour un être malaisant. Ce serait injuste. Mais parce que la nomination d'un protégé de MM. Chapleau et Tarte serait, sous les circonstances, un défi à l'opinion publique.

"On n'a pas oublié la tentative faite depuis quelques années, par un certain groupe de soi-disant conservateurs pour soustraire l'enseignement au contrôle du clergé. Leurs tendances suspectes se firent jour dans un projet de loi qui fut étouffé au Conseil, au grand désappointement de ses auteurs. Le cri d'alarme jeté par les autorités ecclésiastiques a tenu depuis l'attention en éveil. Pour rassurer les esprits, le successeur de M. Chapleau crut prudent de protester contre les tendances de son prédécesseur.

“ Le premier ministre actuel est un homme prudent et éclairé. De ce côté, nous croyons qu'il n'y a rien à craindre.

“ Mais, contre l'esprit qui soufflait, alors, on ne saurait trop se prémunir. Et le moyen de le faire est de nous assurer, dans le département de l'instruction publique, les services d'hommes sages, éclairés, comprenant bien l'esprit de notre législation, à principes solides et à convictions bien définies. Or, M. Faucher de Saint-Maurice n'est pas cet homme.

“ Les hommes de sa trempe ne sont jamais autre chose que des instruments. Ceux qui le poussent à ce poste, savent très bien le profit qu'ils pourront tirer de son absence complète d'idées arrêtées sur les hommes et les choses.

“ Quel droit d'ailleurs M. Faucher peut-il avoir à cette importante position ?

“ Qu'est-ce que lui doit le parti conservateur ?

“ Avant que la grâce sénécaliste l'eût frappé sur ce chemin de Beaumont, personne ne connaissait la couleur de ses opinions, bien qu'il gagnât depuis de longues années de gros salaires à ne rien faire.

“ Non seulement le parti conservateur l'a nourri, mais il l'a promené dans les grandes capitales de l'Europe et de l'Amérique. Toute la liste des missions officielles et officieuses a été épuisée à son bénéfice. De fait nous ne connaissons pas un bourgeois dans notre province qui se soit payé, à même sa bourse, les jouissances que M. Faucher a coûtées au parti conservateur.

“ Aussi a-t-il la vocation des parasites de bonne race. Il en veut à l'existence de ceux qui vivent à leurs dépens.

“ Aux dernières nouvelles, il télégraphiait à Sir John que les conservateurs qui ne le sont pas à sa manière doivent être exterminés ! !

“ Peut-on concevoir pareille impudence ? Il ne manque pas dans le parti conservateur d'hommes dont le mérite s'impose et qui ont acquis par leurs services des droits à la considération des amis. Qu'on nomme un de ceux là, et tout le monde sera content.

“ Le gouvernement d'ailleurs n'a pas besoin de compter sur l'influence de M. Faucher pour faire élire son successeur dans Bellechasse.

“ Nous l'avertissons d'avance que ça ne pesera pas.

Sur proposition de M. Nantel, il est ordonné que Jos. G. Gingras

éditeur propriétaire du journal *Le Nouvelliste*, de Québec, comparaisse immédiatement à la barre de cette Chambre.

Le sergent d'armes fait rapport que Jos. G. Gingras n'est pas dans le Palais législatif. Sur proposition de M. Nantel, il est ordonné que le sergent d'armes ayant fait rapport qu'il n'a pu trouver Jos. G. Gingras dans le Palais législatif, M. le président émette son mandat pour assigner le dit Jos. G. Gingras à comparaître à la barre de cette Chambre, à trois heures et demie demain.

LA CAUSE DE MM. CORNEILLIER ET LEBLANC VS. LA REINE.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie de tous mémoires, correspondances, et télégrammes se rapportant à l'accusation portée devant la cour du banc de la Reine, juridiction criminelle à Montréal, contre messieurs Cornellier et LeBlanc : ainsi que copie des actes d'accusation et de l'enquête préliminaire faite devant le magistrat de police.

M. le président, je ne cacherai pas à la Chambre que j'ai donné avis de cette proposition avec une grande répugnance. Je savais que je m'exposais à blesser un de mes confrères et que je paraîtrais exercer à l'égard d'un de mes collègues, ce qu'on appellera une vengeance.

En ceci, j'accomplis un devoir.

Je ne suis pas tout-à-fait étranger à cette question là. La tentative de séduction faite auprès des jurés, portait trois causes.

J'avais porté une accusation contre Joseph Tassé, directeur de la *Minerve*, et j'avais obtenu un procès devant la cour criminelle, lorsque deux personnes ont jugé à propos d'intervenir entre le juge et moi.

Je crois de mon devoir de faire connaître ce qui s'est passé pour m'empêcher d'avoir justice. L'accusation de M. Bastien, du comté de Laval, était dirigée contre le député de ce comté et M. Cornellier. L'accusation était à l'effet qu'après que les grands jurés furent assermentés, ces deux messieurs auraient été les trouver et les auraient engagés à rapporter *no bill* contre Joseph Tassé entre autres. M. Bastien était *foreman* du jury et il a déclaré qu'on avait insisté pour empêcher un verdict affirmatif.

Ce qu'il y a de plus condamnable, c'est que M. Cornellier agissait alors



comme substitut du procureur général, et que l'accusation était dirigée contre un membre de la Chambre.

On se rappelle l'excitation qu'il s'est emparée alors du public, tellement que j'ai cru prudent d'attendre au terme suivant.

J'ai obtenu *true bill* contre M. Tassé, à raison du libelle qu'il avait commis à mon égard.

M. le président, les documents que je demande vont révéler un triste état de choses. Je veux tout en le faisant connaître, me servir des termes aussi courtois que possible.

Les procédés dans cette cause sont un scandale public. Non seulement on a réussi à faire échapper l'accusé quand la preuve faite le condamnait, mais on a vu ceux qui étaient chargés de l'administration de la justice, travailler à empêcher que justice fut rendue.

Un mémoire relatant tous les faits, a été remis au lieutenant-gouverneur, et quand la Chambre aura ce document devant elle, elle verra que le rôle de l'honorable procureur général ne lui fait pas honneur, elle verra qu'il a joué le rôle d'un partisan.

L'accusation a été portée par M. Bastien, un conservateur, et adversaire du député de Laval. Elle est aussi formelle que possible. Deux jurés sont venus déclarer ce qui s'était passé. Leur déclaration est dans les termes les plus positifs.

Qu'on lise les déclarations de M. Dagenais et de M. Evariste Ouimet, de St-François de Salle, et on verra si mon appréciation n'est pas exacte.

La Chambre comprend la gravité de l'accusation et les faits sont constatés par mes adversaires.

C'est ici que commence le rôle de ceux qui administrent la justice.

Il fallait que le chef de l'opposition eut tort, et empêcher que justice me fut rendue.

Je vais donner communication à la Chambre de la déclaration que M. Bastien a envoyée au lieutenant-gouverneur en conseil. On y constate des faits tellement graves que le procureur-général est devenu complice des accusés par la participation criminelle qu'il a volontairement prise dans cette affaire.

Voici ce que M. Bastien dit dans son mémoire :

“ Je soussigné déclare :

Que dans le cours du mois de février 1885 je rencontrai l'honorable M.

L. O. Taillon, procureur général de cette province, au sujet de l'affaire Corneillier-Leblanc, pour subornation de jurés, et que M. Taillon m'ayant donné rendez vous dans les bureaux du gouvernement à Montréal, je m'y rendis avec M. Ch. Champagne, avocat. Ce qui suit est un résumé de ce qui s'est passé :

M. Taillon envoya quérir M. Aldéric Ouimet, un des substituts, qui est arrivé quelques instants après accompagné de M. Corneiller, son associé, un des accusés. M. Taillon m'avait dit auparavant qu'il entendait consulter M. Ouimet au sujet de l'affaire en question. M. Ouimet eut une conversation avec M. Taillon, et pendant ce temps là, M. Corneiller attendait dans une autre partie des bureaux du gouvernement. Après le départ de MM. Ouimet et Corneillier, je demandai à M. Taillon la permission de faire conduire la cause de subornation dont il s'agissait par des avocats de mon choix, c'est-à-dire ceux qui l'avaient conduite jusque-là, M. Champagne et M. Globensky. Je lui dis aussi que les avocats qu'il me serait permis d'employer seraient payés par moi de mes propres deniers et que la province n'aurait rien à déboursier pour la conduite de la cause.

J'ajoutai que le public demandait que cette cause fût conduite avec tout le soin et la diligence possible ; que j'avais des intérêts en jeu comme partie poursuivante et qu'ils fussent sauvegardés en même temps que ceux de la justice ; que si la cause était perdue sous la conduite des avocats de mon choix, je n'aurais aucun reproche à faire, tandis que si elle était perdue sous la conduite d'autres avocats, je ne serais pas satisfait. Je rappelai à M. Taillon que le jour même où j'avais dénoncé à l'honorable juge Baby les actes de subornation dont les accusés s'étaient rendus coupables, je les lui avais dévoilés et qu'il n'avait pas répondu ; que je lui en avais parlé une seconde fois sans en obtenir de réponse, et que, voyant qu'il gardait le silence et n'agissait pas après les informations que je lui avais données au sujet d'actes qui attaquaient la bonne administration de la justice, j'avais décidé de poursuivre moi-même les coupables devant les tribunaux.

M. Taillon répondit qu'il était vrai que deux fois je lui avais parlé des actes de subornation en question et qu'il s'était bien donné garde de répondre ; qu'il était pressé par les amis politiques des deux partis ; qu'il était bien juste qu'étant le poursuivant, je fusse représenté par des avocats de mon choix et que la cause fût conduite par eux ; que si M. Davidson parlait le français, il le chargerait de conduire la cause, que, vu l'incapacité de M. Davidson de la conduire, vu qu'il ne parlait pas

français, il verrait à ce que l'un de mes avocats fut chargé de la conduire ; que si toutefois l'un d'eux n'était pas choisi, il nommerait un avocat qui ne serait pas de l'âge des accusés, qui serait en dehors de la politique, et contre qui on ne pourrait faire aucune objection, M. Taillon me dit alors qu'il n'avait aucune expérience dans la manière de conduire les causes criminelles, qu'il avait consulté M. Dunbar, avocat de Québec, et que dans tous les cas il s'en rapporterait à ce que MM. Ouimet et Davidson lui diraient.

Je crois devoir ajouter qu'après ma dénonciation contre les accusés, un homme d'une grande influence, dont je dirai le nom si c'est nécessaire, et qui est un ami de M. Taillon, vint me trouver et me prier de retirer ma plainte contre MM. Corneillier et LeBlanc, me disant qu'il avait vu M. Taillon et que ce dernier désirait beaucoup que l'affaire fût réglée ; que, si j'allais jusqu'au bout, cela pourrait me faire du tort.

Je répondis à cet ami de M. Taillon, que si M. Taillon pouvait trouver un moyen honorable et satisfaisant pour le public de régler cette affaire, je ne ferais pas d'objection. L'ami de M. Taillon me demanda la permission de lui rapporter mes paroles et je la lui donnai.

Plus tard j'appris que celui qui devait conduire la cause en question était M. S. Pagnuelo, l'associé du même M. Taillon, *qui désirait tant voir l'affaire réglée*, un homme activement engagé dans la politique de cette province. Je vis M. Pagnuelo qui me permit de me faire représenter au procès par un de mes avocats, M. Arthur Globensky. Celui-ci ayant toutefois appris de M. Pagnuelo, que son rôle serait muet, ne voulut pas prendre part au procès, ce qu'il fit de mon consentement et avec mon approbation. *Je puis affirmer sous serment la vérité des faits que je viens de rapporter.*

(Signé) B. BASTIEN.

Montréal, 10 avril 1885.

Voilà un ami politique du procureur-général qui signe la déclaration que je viens de lire et qui l'a envoyée au lieutenant-gouverneur avec un mémoire que l'on pourra voir si on le veut.

Ce n'est donc pas moi qui me plains. J'ai eu justice. Mais c'est un ami politique qui en agit ainsi et qui est tellement blessé de tout ce qui s'est passé qu'il fait toutes ces démarches révélatrices.

L'honorable procureur général lui avait promis qu'il prendrait les avocats de son choix, ou qu'il prendrait un homme en dehors de la politique active. Et pendant ce temps, le procureur général consulte

l'associé même de l'un des accusés. Il dit aussi qu'un homme influent est venu de la part du procureur général, lui dire de cesser cette poursuite que le procureur général le désirait beaucoup, et que s'il persistait, cela pourrait lui faire du tort.

Si tout cela est vrai, je dis que l'honorable procureur général est complice des accusés et qu'il a commis un crime.

Mais que s'est-il passé ? Pour vous montrer, M. le président, tout ce qui a été fait pour empêcher M. Bastien de faire punir les coupables, voici ce qui est arrivé.

A peine le *commitment* est-il signé, que ces deux messieurs se constituent prisonniers et passent devant le magistrat DesNoyers, et accepte sa justice sommaire. Vous voyez M. Sicotte refuser aux avocats de M. Bastien, M. Carter et M. Champagne, la permission de plaider et dire qu'il conduira la cause à sa guise. Alors une scène s'est produite. On a vu l'officier proposé à l'administration de la justice refuser le secours de ces trois avocats, et en prendre un autre qui ne connaissait pas les détails de cette affaire, lorsque jamais de sa vie il n'avait plaidé une cause criminelle. Les avocats de M. Bastien ont persisté à dénoncer la procédure faite par M. DesNoyers, disant que ce magistrat ne pouvait siéger. MM. Lacoste et Church ont cru prudent de renoncer à la justice sommaire.

Les assises criminelles ont eu lieu et voici ce qui s'est passé. Les deux avocats de M. Bastien écrivirent un mémoire au lieutenant gouverneur lui exposant tous les faits. Cependant on refuse à M. Bastien le droit de se servir des avocats en qui il a confiance.

Ainsi voilà un homme respectable qui se fait dénonciateur d'un des crimes les plus graves et que les auteurs définissent comme une subornation des juges. On promet d'abord à M. Bastien que ses avocats rédigeront l'accusation et plus tard on la fait sans même la leur faire voir. On prend tous les moyens pour l'empêcher d'être représenté par des avocats de son choix devant le tribunal appelé à juger. Après avoir essayé d'empêcher M. Bastien de poursuivre sa cause, l'honorable procureur général prend un autre avocat qui n'a aucune expérience dans la conduite des causes criminelles, un homme politique, et cela en violation directe, flagrante d'une promesse des plus positives.

Vous prévoyez, M. le président, ce qui va arriver. L'accusation est mal faite et le juge renvoie la cause parce que les allégués ne sont pas prouvés.

Comment ne pas aussi remarquer ces singulières coïncidences qui se produisent juste à point.

Ainsi, la lettre de M. Davidson à M. Champagne n'arrive pas à destination. Et on demande copie de la lettre du procureur général à M. Davidson et on n'a que la lettre qu'il écrivait à M. Globensky. L'autre ne vient pas.

Voici cette lettre de l'honorable procureur général :

Québec, 24 février 1885.

A MM. CH. CHAMPAGNE ET GLOBENSKY, AVOCATS, MONTRÉAL.

Messieurs,

Dans une entrevue que j'avais eue avec M. Champagne, samedi dernier à Montréal, je lui ai expliqué pourquoi j'avais différé de répondre à votre lettre du 12 courant et je lui ai dit que je lui écrirais, lorsque j'aurais vu M. Davidson.

Avant de quitter Montréal, je n'ai pu adresser que quelques lignes ; le temps me manquait.

MM. Davidson et Ouimet m'ont fait connaître leurs vues sur la manière dont la cause en question devait être conduite.

L'indictement sera préparé et vous sera soumis quelques jours avant l'ouverture du terme. Le juge Ramsay expliquera l'affaire aux grands jurés, avec tout le soin possible et leur dira que si, au cours de leurs délibérations, ils ont besoin de nouvelles explications, ils n'auront qu'à les demander à la cour.

Les substituts du procureur général n'iront pas devant les grands jurés comme c'est la pratique du reste. Je dois vous dire que M. Ouimet avait décidé longtemps avant de me voir qu'il n'agirait pas dans cette cause pour les raisons particulières auxquelles vous faites illusion dans votre lettre.

Dans ces circonstances, je ne me croirais pas justifiable de vous autoriser à aller devant les grands jurés.

Quant au procès devant les petits jurés, vous appuyez votre demande sur la connaissance particulière que vous avez d'une foule de détails ; vous pouvez vous mettre en communication avec M. Davidson, qui sera

charge de la cause et qui sans aucun doute facilitera les moyens de mettre devant la cour et les jurés tous les faits pertinents à cette cause. M. Davidson sera heureux de vous voir et de s'entendre avec vous.

J'ai l'honneur d'être,

Votre obéissant serviteur,

(Signe) L. O. TAILLON.

Remarquez bien, je vous prie, M. le Président, les paroles du *prudent* procureur général :

“ MM. Davidson et Ouimet m'ont fait connaître leurs vues sur la manière dont la cause en question devait être conduite.

“ L'indictement sera préparé et vous sera soumis quelques jours avant l'ouverture du terme.”

En réalité, c'est M. Pagnuelo qui a conduit la cause au lieu de M. Davidson. Le procureur général s'entendait avec le juge et avec les avocats des parties. Je suppose que, puisque le procureur général le dit, c'est vrai, or c'est pour le moins une indiscretion.

Le procureur général nous assure que les parties s'entendraient d'avance sur ce qui serait dit et sur la manière donc la cause serait conduite.

M. Globensky avait reçu la permission de s'asseoir à côté de M. Pagnuelo, mais il a refusé une position si peu acceptable. Il ne voulait pas prendre part à la triste comédie que l'on semblait vouloir jouer.

Il y a quelque chose de bien étrange dans les procédés relatifs à certaines causes qui ont été amenées alors devant la cour criminelle. Parmi les documents envoyés, il y a ma déposition. J'étais assigné comme témoin et j'ai dû donner ma déclaration, et voici les faits que j'ai été obligé de contester.

Un jour je rencontre M. Corneillier et je lui demande si ce que la presse disait que les grands jurés montraient des dispositions étranges, si s'était vrai. Il me dit que les grands jurés ne pouvaient être contrôlés et il me conseilla de ne pas présenter ma cause à ce terme.

Ainsi je m'adresse à un employé chargé de me rendre justice et le lendemain, il part avec M. LeBlanc, va trouver les grands jurés pour les engager à me refuser la justice à laquelle j'avais droit. Le 7 mars MM. Champagne et Globensky écrivent une lettre au procureur général et

quin e jours après on lit une petite note dans laquelle on parle de la lettre que le procureur général prétend avoir envoyée à ces messieurs en date du 24 février.

Le 19 mars MM. Champagne et Globensky écrivent encore au procureur général et demandent copie de cette lettre introuvable.

On leur répond comme suit :

Cabinet du procureur général,

Province de Québec,

Québec, 20 mars 1885.

A. C. L. CHAMPAGNE, écr.,

Montréal.

Monsieur,

L'honorable procureur général me prie d'accuser réception de la vôtre du 19 courant et de vous adresser, selon votre désir, une copie de la lettre qu'il vous écrivait à vous et à M. Globensky, le 24 février dernier. Il est regrettable que vous n'ayez pas reçu cette lettre en temps opportun. C'est à vous-même qu'elle a été adressée, au No 44, rue St-Vincent.

J'ai l'honneur d'être

Votre obt. serviteur,

(Signé) S. DUFALT,

Sec. privé.

Voilà les faits principaux qui se rapportent à cette matière. Il ressort de tout ceci, que deux personnes ont échappé aux conséquences des offenses qu'elles avaient commises. L'on voit aussi tout ce qui s'est fait pour arriver à ce résultat. Tout ceci constitue un véritable scandale et il faut que M. Bastien se considère bien lésé pour mettre cette affaire devant le public, lui qui, comme conservateur, a tout intérêt à ne pas nuire à ses amis.

Maintenant, je crois avoir fait mon devoir et j'espère que le gouvernement déposera ces documents aussitôt que possible, afin de me permettre de prendre l'action que je croirai convenable.

J'ai exposé les faits froidement et personne ne dira que ce n'est pas la chose la plus triste que nous ayons eue à constater dans le pays.

M. **LeBlanc**—*député de Laval*. — M. le président, l'honorable

chef de l'opposition vient de raconter son histoire, il vient de nous donner l'un des cotés de son mémoire.

Avant d'aller plus loin, j'ermettez moi, M. le président, de rappeler au souvenir de mes honorables collègues la fin de l'article publié par l'organe rouge de Montréal au moment où se déroulait mon procès devant les assises criminelles. Plus tard, le procès étant terminé, et comme tout ce qu'on pouvait avoir dit, ne pouvait avoir d'effet sur l'issue de la cause, les braves journalistes de la *Patrie* se sont rétractés.

Voilà ce que l'organe de l'honorable chef de l'opposition déclarait dans cette circonstance.

A mon tour, M. le président, vous me permettez, je l'espère, de raconter les faits tels qu'ils sont passés.

Au commencement de septembre dernier, un de mes amis est venu me trouver à mon bureau et m'a offert d'aller voir un de ses amis à la campagne. Il voulait voir un de ses clients, M. Jacob Dagenais, au sujet d'une cause qu'il avait pour ce monsieur. Nous nous sommes rendus chez lui.

M. Dagenais était un de mes amis politiques : il avait voté et travaillé pour moi à ma dernière élection. Nous avons tout naturellement parlé d'élection dans cette rencontre. M. Corneillier, que j'accompagnais, a parlé des causes qui devaient venir au prochain terme.

M. Dagenais posait des questions auxquelles M. Corneillier faisait des réponses très vagues. Le tout se termina par ce qui est rapporté à la fin de la déposition de M. Dagenais.

M. Ouimet affirme que je n'ai rien dit dans le sens de l'accusation.

Il est bon que l'honorable chef de l'opposition sache que je ne m'occupe de lui que comme homme public. Je ne suis pas fielleux au point de le poursuivre par vengeance. L'honorable chef de l'opposition sait que ces accusations sont fausses, il le sait parfaitement.

Il sait aussi que les dépositions de MM. Dagenais et Ouimet ont été prises *ex-parte*. Je voulais être présent, mais je ne l'ai pas été. Ces dépositions disent ce que les avocats voulaient pour le succès de leur cause.

Si l'honorable chef de l'opposition voulait dire ici quel conseil il a donné à M. Bastien dans son bureau à propos de cette cause, nous pourrions peut être y trouver de précieux renseignements.



Tout ce que je sais, c'est que M. Bastien a dit dans le comté qu'il avait été conseillé par le député de St Hyacinthe.

On doit, dans l'appréciation du rôle de M. Bastien, dans cette affaire, se rappeler que ce monsieur a été mon adversaire en 1882. Il m'en veut, parce que je l'ai battu. C'est un homme intelligent mais rancunier. M. Bastien a cru avoir trouvé là de quoi à m'exterminer, et il a essayé d'en tirer le parti que sa rancune lui inspirait.

Il est allé trois ou quatre fois de suite chez M. E. Ouimet pour essayer de lui arracher cette déclaration. C'est M. St. Amour, hôtelier, qui a été le scribe dans la circonstance, le même qui disait avoir pris de l'argent dans la contestation de l'élection de Laval.

Je donne tous les détails afin de bien renseigner la Chambre et j'ajouterai : que l'honorable chef de l'opposition me donne ma chance et je lui prouverai qui a tramé cette conspiration.

M. Ouimet ne voulait pas aller en cour et pour obtenir ce qu'il voulait, M. Bastien lui dit que c'était précisément pour l'empêcher d'aller en cour qu'il le pressait de donner sa déposition. M. Bastien lui dit qu'il était juge de paix et qu'il attesterait la déclaration qu'il ferait, que M. St. Amour écrirait ce qui serait dit. De la sorte le tour était joué.

Je n'étais pas allé pour voir M. Ouimet. Je suis arrêté là par pur hasard, par pur accident. J'ignore complètement si M. Corneillier a parlé des procès ; je ne lui ai pas entendu dire un seul mot de cela et je ne comprends pas comment on a fait dire au témoin que M. Corneillier et moi, nous nous faisions des signes d'intelligence. Cela surpasse mon imagination.

On a parlé ensemble, mais il n'était pas question des affaires criminelles qui étaient pendantes devant la cour à Montréal. J'ai vu Madame Ouimet et le père Ouimet, qui se tenaient à côté. Voilà tout.

L'honorable chef de l'opposition a déclaré que nous avons été trouvés non coupables parce que l'acte d'accusation n'était pas suffisant. Est-ce que l'honorable chef de l'opposition n'a pas lu ce document ?

M. Globensky m'a dit que l'honorable député l'avait vu.

L'honorable M. **Mercier**.—Jamais, je ne l'ai vu que quand il a été filé.

M. **LeBlanc**.—Dans tous les cas, on a parlé de certaines démarches faites dans le but de retirer la plainte. Je déclare que je n'ai jamais

eu connaissance de ces démarches et que si on m'en avait parlé avant de les faire, j'aurais dit que je désirais que M. Bastien vint à aller jusqu'au bout, car, quant à moi, j'étais décidé de faire tout en mon pouvoir pour me laver de cette accusation.

M. le président, on nous a lu une déclaration de M. Bastien. Le style me paraît être celui d'un avocat distingué et bien connu.

L'honorable chef de l'opposition a formulé tout un réquisitoire contre M. Sicotte qui n'a fait que son devoir. Il est accusé de ne pas avoir laissé liberté entière aux conspirateurs de faire leur procès à leur guise. Je ne parle pas ici de MM. Champagne et Globensky, je suis persuadé qu'ils faisaient leur devoir.

M. Sicotte a rempli son devoir en ne voulant pas céder sa place comme avocat et je dis cela d'après le juge DesNoyers. En effet, la loi ne laissait pas d'autre alternative et il était de son devoir d'agir comme avocat.

On a parlé des services de M. Carr. Ce monsieur, malgré ses convictions politiques, est un avocat avant tout et il gagne sa vie aussi bien en plaidant pour les conservateurs comme pour les libéraux.

Si on voulait parler, on pourrait nous dire comment on a obtenu les services de M. Carr. On nous dirait qui a passé la liste de souscription pour prélever le montant nécessaire afin de s'assurer les services de cet avocat.

M. le président, on a dit que c'était une affaire très grave. C'est vrai. Tout était bien organisé. Un vendredi, M. Dugas m'a envoyé chercher à mon bureau pour m'en parler. On m'avait bien dit qu'une accusation allait être portée contre moi pour subornation de jurés. Et le soir même, le télégraphe jouait et les journaux publiaient là-dessus des nouvelles à sensation. La mise en scène avait été savamment combinée.

Je me suis toujours demandé comment je m'étais créé des adversaires si acharnés pour se servir de moyens aussi honteux, de calomnies aussi atroces pour essayer de me mettre là où ceux qui ont voulu m'accuser devraient se trouver maintenant.

L'honorable chef de l'opposition s'est plaint dans cette Chambre de ce qu'on avait pris M. Pagnuelo pour avocat de M. Bastien.

On sait que je suis conservateur de la vieille école de Sir George Cartier. On connaît parfaitement bien que je ne suis pas de cette nuance politique qui a voulu mettre la division dans le parti. A ce point

de vue là, M. Pagnuelo n'est pas pour moi un ami politique. On ne pouvait choisir un homme qui fut moins disposé à servir mes intérêts, à tel point que quatre ou cinq jurés que je ne connaissais pas, que je n'avais pas vus, ont été récusés. Les noms de ces citoyens ont été rayés de la liste des jurés sur la demande de M. Bastien. J'en ai fait la remarque à M. Pagnuelo et il m'a répondu : J'avais instruction de M. Bastien de répudier ces jurés et en agissant de la sorte, je n'ai fait que mon devoir.

Maintenant, que l'honorable chef de l'opposition me poursuive de sa haine, tant qu'il le voudra, je le défie de me mettre dans la position où il s'est trouvé dans son procès avec M. Tassé ; je le défie de faire dire contre moi ce qu'un juge lui a jeté à la face dans sa dernière aventure devant les tribunaux.

Je vais lire....

L'honorable M. **Mercier**.—Où l'honorable député prend-t-il le texte ?

M. **LeBlanc**.—Je le prends des notes du juge.

L'honorable M. **Mercier**.—Ces notes ont été déposées sur le bureau de la Chambre, et les paroles dont des journaux conservateurs ont essayé de tirer partie contre moi ne s'y trouvent pas.

M. **LeBlanc**.—Je n'ai aucune objection à lire le texte déposé sur le bureau, car la pensée reste la même. Je défie l'honorable chef de l'opposition de me faire dire des paroles comme celles que le juge Ramsay lui a lancées devant un public indigné. Jamais il ne réussira à me mettre dans une position aussi humiliante pour un homme politique.

Lorsque ces messieurs ne réussissent pas, il ne savent pas sur qui se jeter. Tantôt c'est le juge qu'ils attaquent, tantôt les avocats ou le procureur général. Ils partent d'une idée fixe. S'ils ont perdu, c'est qu'il doit y avoir un coupable quelque part, et pour expliquer leur déconfiture ils s'en prennent à n'importe qui.

Je crois que l'honorable chef de l'opposition devrait être le premier à ne pas afficher sa haine politique, lorsqu'il doit savoir que, s'il a trouvé douze jurés pour déclarer M. Tassé coupable d'innocence, il y a un juge qui lui a dit carrément ce qu'un honnête homme doit penser de lui et il y a aussi le tribunal de cette Chambre, pour dire que des actes illégaux peuvent être faits par l'un de ses membres. Au reste l'opinion publique est assez éclairée sur ce point.

Dans ma cause, on n'a pas réussi à établir contre moi une accusation qui eût du bon sens, et après cette défaite, on vient ici saisir la Chambre d'une cause jugée. C'est l'honorable député de St-Hyacinthe qui vient renouveler l'accusation portée contre moi, accusation qui a été rejetée par le tribunal auquel il avait conseillé à ses gens de s'adresser. Il me semble qu'il aurait dû montrer plus de délicatesse, en face de la conduite généreuse de la majorité. Pas un député à cette Chambre n'a voulu le flétrir comme il le mériterait, et il ose accuser un autre d'un crime dont les tribunaux l'ont entièrement exonéré.

M. le président, je sens que je dois m'arrêter, car il est bon de ne pas aller trop loin. Si je disais toute ma pensée, je m'exposerais à dire quelque chose qui blesserait la dignité de cette Chambre dans la personne de l'honorable chef de l'opposition.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général.*  
—M. le président, l'honorable chef de l'opposition nous a dit que c'était avec répugnance qu'il avait donné avis de cette proposition, et que s'il a pris cette décision ce n'a été que pressé par la pensée de son devoir.

En saisissant la Chambre de cette proposition il voulait accomplir un grand devoir. On connaît le motif de ces mises en scène solennelles. Depuis quelques années, l'honorable chef de l'opposition s'est fait l'accusateur de celui-ci ou de celui-là. Il s'est fait un point d'honneur de porter des accusations à droite et à gauche contre des gens qui le valent.

Dans ce qui est devant nous il s'agit d'une cause qui a été montée à grands frais contre un des honorables membres de cette Chambre et M. Corneillier.

M. le président, on a dit que M. Cornellier avait été chargé quelques fois d'agir comme substitut du procureur général.

Les substituts du procureur général à Montréal lorsque j'ai accepté le poste que j'occupe, étaient MM. Davidson et Ouimet. Ils l'étaient avant que je fusse procureur général et je n'avais pas raison de perdre confiance en eux et de les renvoyer.

L'honorable chef de l'opposition a daigné nous dire son appréciation sur ce qui a eu lieu dans cette cause, et il a qualifié les procédés de scandale public. Il a ajouté que le rôle du procureur général ne lui faisait pas honneur, qu'il n'avait joué que le rôle d'un partisan. Avant de juger sans appel, voyons les faits.

Je n'ai pas lu les documents que l'honorable chef de l'opposition a dans les mains, mais je vais dire ce que j'ai fait.

Toutefois, en passant, je puis dire que si l'honorable député a lu ces documents comme il a lu les remarques du juge Ramsay, nous avons raison d'avoir quelques soupçons sur la valeur qu'il a donné à ce texte.

La première lettre que j'ai reçue était de MM. Champagne et Globensky, me demandant d'agir pour M. Bastien, au nom de la couronne, dans la poursuite en question.

On me disait que M. Corneillier étant associé de M. Ouimet, l'un de mes substituts à Montréal, on devait se défier de son impartialité vis-à-vis de l'un des accusés.

À cette première lettre je n'ai pas, je le déclare, répondu immédiatement, parce que je savais que je devais monter à Montréal peu de temps après. Quelque chose m'a empêché d'aller à Montréal le jour où je le pensais.

L'honorable chef de l'opposition se scandalise de mes entrevues avec M. Ouimet. Mais ce monsieur, il ne faut pas l'oublier, est un de mes substituts, conjointement avec M. Davidson.

MM. Bastien et Champagne m'attendaient dans les bureaux du gouvernement. J'ai cru que je devais voir M. Ouimet et je l'ai envoyé chercher, j'ai obtenu de lui une déclaration aussi digne que celle que je m'attendais de recevoir. Il m'a dit qu'il ne voulait pas agir pour la couronne à raison de la position délicate dans laquelle il se trouvait vis-à-vis des accusés dans cette cause. Là-dessus, je lui ai demandé s'il avait choisi un remplaçant et il me répondit que non.

Je l'ai aussi prié de me dire ce qu'il pensait de la demande de MM. Champagne et Globensky. Il m'a dit que, vu que c'était une cause purement politique il serait, à son avis, préférable de choisir un avocat en dehors des luttes actives de partis, et j'ai cru que cette opinion était la plus sage. Après avoir vu M. Ouimet, je suis allé auprès de M. Bastien et M. Champagne et je leur ai dit ce qui en était. Je n'ai pas eu faire de cachette. Je leur ai dit, je pense bien, je ne puis l'affirmer positivement, vu que je n'ai pas pris de notes, comme certaines gens qui ont toujours le carnet et le crayon à la main, je leur ai dit, je pense bien que si M. Davidson pouvait conduire la cause en français, il le ferait. Que, dans tous les cas, si on prenait un autre avocat, il ne serait pas l'ami personnel ni l'ami politique des accusés.

M. Pagnuelo a été choisi. Or il n'est pas l'ami personnel de ceux qui étaient mis en cause, et il ne se mêle pas beaucoup de politique, mais de sa profession avant tout. A coup sûr, M. le président, ce n'est pas ce qu'on est convenu d'appeler un politicien. L'honorable chef de l'opposition le sait, et quand il cherche à faire croire le contraire, il a recours à une tactique peu honorable.

J'ai revu MM. Ouimet et Davidson et nous en avons parlé de nouveau. Comme je n'avais pas le temps d'écrire une longue lettre à M. Champagne, j'ai écrit la substance de ce qui s'est passé. J'ai écrit de bonne foi la lettre qui apparaît comme ayant été écrite le 24 février. J'affirme sur l'honneur—puisqu'on a été jusqu'au point de mettre en doute l'existence de cette lettre—l'avoir écrite et dans la pensée qu'elle vint à parvenir à sa destination. Maintenant, il paraît qu'on ne l'a pas reçue. C'est possible sans qu'il en dépende de moi ou même de ceux qui sont sous mon contrôle. Dans tous les cas, on ne peut m'en tenir responsable.

Maintenant, pourquoi ces messieurs demandaient-ils d'agir pour M. Bastien, représentant des intérêts relevant de la couronne. Ils faisaient cette demande pour deux raisons entre autres. Parce que M. Cornellier était associé de l'un des substituts ordinaires du procureur général, M. Ouimet. Cette objection se trouvait écartée par le fait du choix d'un autre avocat qui n'était pas en relations personnelles avec M. Cornellier et qui, par partialité politique, ne pouvait avoir aucun intérêt à le faire échapper.

Quant à la seconde raison, je disais à ces messieurs, il vous sera permis d'assister aux procédures et au développement de la cause et vous ferez vos suggestions du commencement jusqu'à la fin.

Quant à la question pour le substitut d'aller devant les grands jurés, je n'en voyais pas l'à-propos, parce que MM. Davidson et Ouimet n'y vont pas.

On m'a fait un crime d'avoir parlé de ce que ferait le juge Ramsay. Est-ce bien nouveau ce que j'ai dit à cet honorable juge ? A l'heure qu'il est, on est encore à se demander si jamais une telle cause est venue devant la cour. Dans un cas aussi nouveau, j'ai dit ce que les juges disent tous les jours à l'ouverture des termes des cours criminelles : “ Vous reviendrez pour avoir d'autres instructions si vous le désirez.”

On a pris toutes les précautions pour que les grands jurés ne pussent être approchés dans cette cause. Est-ce qu'on peut nous accuser d'avoir

manœuvré pour faire échapper les accusés ? Non, je l'affirme sans crainte et je défie qui que ce soit de prouver le contraire.

Je me rappelle que M. Bastien m'a parlé de l'affaire. Mais je n'ai pas rédigé de factum ou de mémoire de ces conversations. Il me semble qu'il n'y avait pas nécessité de négliger toutes les autres affaires pour m'absorber dans celle-là.

Quant à ce qui regarde M. Sicotte j'ai toujours vu le greffier conduire les choses d'une manière satisfaisante. M. Sicotte fait très bien son devoir. M. Pagnuelo n'était pas non plus l'homme qu'il fallait, et il aurait fallu prendre l'honorable chef de l'opposition pour qu'il fût satisfait.

La lettre du 24 février est toute vraie. Les arrangements que j'y mentionne sont ceux que M. Davidson a dit. J'ai lieu de croire que ce que l'on m'a dit est vrai que les documents relatifs à cette cause devaient être soumis aux avocats de M. Bastien, à MM. Champagne et Globensky, afin que s'il y eut des difficultés, on ne put accuser personne pour cela.

L'honorable chef de l'opposition a dit que ce n'était plus M. Davidson qui devait conduire la cause, mais M. Pagnuelo, que ce changement avait été fait, suivant lui, pour favoriser les accusés. Voici ce qui est arrivé. Lorsque j'ai reçu la dépêche de M. Ouimet me demandant de prendre M. Pagnuelo pour substitut à sa place, le terme devait avoir lieu le mardi suivant et c'était alors le samedi. J'ai donc dû me hâter de prendre une décision et cette décision ne pouvait guère être connue longtemps d'avance, puisque je n'étais appelé à la rendre qu'à la veille même du terme.

M. Ouimet, en me recommandant M. Pagnuelo comme son remplaçant, ne faisant pas l'acte d'un homme qui veut favoriser les accusés, car il savait que M. Pagnuelo n'est pas de la même nuance politique que mon honorable ami le député de Laval.

J'ai appris plus tard que M. Ouimet s'était adressé à M. Loranger, et ensuite à M. de Lorimier et que tous deux avaient refusé.

Mais on me fait un autre reproche. On dit que j'ai choisi mon associé. Voici ce qui en est : M. Pagnuelo m'a permis de mettre mon nom sur l'enseigne, mais depuis le mois de janvier 1884, je n'ai été que quelques minutes au bureau et ce n'était pas même pour parler d'affaires. En voilà une société ! ! . . .

Si, M. le président, on prend la parole de l'honorable député de Laval, M. Pagnuelo n'a pas joué un rôle indigne de sa position au barreau.

L'honorable chef de l'opposition s'est demandé pourquoi on avait mis M. Pagnuelo à la place de M. Davidson.

MM. Davidson et Ouimet sont les substituts pour tout le terme, mais comme cette cause faisait une position délicate à l'un de ces substituts, M. Ouimet a demandé d'être remplacé pour cette affaire. Voilà comment nous avons été mis en demeure de nommer un autre avocat à la place de ces messieurs.

On a aussi parlé de menace que j'aurais fait faire à M. Bastien, par une personne influente. Ce n'est pas vrai, jamais je n'ai fait faire de menace à M. Bastien. Si on est si certain de son coup, qu'on cite donc un seul mot, une seule démarche pouvant établir la vérité de cette accusation.

Il paraît aussi que j'ai cherché à étouffer cette affaire. Cette accusation n'est pas plus vraie que la précédente.

L'honorable chef de l'opposition dit que les accusés ont échappé parce que l'acte d'accusation était insuffisant. Cela s'est déjà présenté, sans qu'il y eut complicité de la part de personne. Mais je m'étonne que l'honorable chef de l'opposition n'ait pas vu cet acte-là ! Je m'étonne que MM. Champagné et Globensky n'aient pas été le voir. S'ils avaient pour cette cause-là tout le zèle dont ils font parade à présent, ils auraient été voir cet acte d'accusation. Il y avait si peu de zèle qu'on m'assure que c'est le juge lui-même qui a soulevé l'objection.

L'honorable M. **Mercier**.—L'acte n'était pas assez précis pour permettre la preuve.

M. le **Procureur-Général**.—C'est donc parce que le juge a trouvé qu'il n'y avait pas d'offense pour permettre la preuve, qu'il a cru devoir refuser celle que l'on tentait de faire.

Je n'avais jamais promis que je nommerais tel ou tel avocat. Je n'avais pas fait de promesse comme on a voulu le faire croire.

L'honorable chef de l'opposition s'est plu à dire que M. Bastien était l'un de mes amis politiques.

Dans cette affaire, ce n'était pas moi qui était en vue. M. Bastien a été vaincu par M. LeBlanc et dans tout ceci il a eu plus en vue l'honorable député de Laval que le procureur-général.

Voilà en résumé la conduite que j'ai tenue. Je ne crains pas de la soumettre à la Chambre. L'honorable chef de l'opposition ne peut oublier qu'il est avocat, et il doute si peu de l'importance de ses causes



qu'il les amène toujours devant cette Chambre. Celle-ci est plus sa cause que celle de n'importe qui. Il fallait donc qu'elle vint devant la Chambre.

M. le président, nous mettrons tous les documents que nous avons car nous n'en avons pas honte.

Lorsque les honorables députés auront lu ces documents, et se seront mis en position de juger la question et notre part de responsabilité, si alors l'honorable chef de l'opposition veut prendre des procédures contre moi, il aura beau, je l'attends sans crainte.

Dans cette affaire, je devais aussi voir à ce que la couronne fût représentée avec dignité et non par des hommes qui auraient pu se servir de leur position comme un moyen de tirer vengeance d'un adversaire.

L'honorable député de St. Hyacinthe m'a blâmé, je m'en console aisément, vu que je ne suis pas le seul qui ait encouru son blâme. Je suis en bonne compagnie. Je ne serais pas surpris que ceci finirait par une procession aux flambeaux et par des discours à la gare du chemin de fer... pour avoir une occasion de déblatérer contre le juge Ramsay.

Est-il étonnant, quand le juge Ramsay n'a pu trouver grâce devant l'honorable chef de l'opposition, est-il étonnant, dis je, que je ne puisse pas trouver grâce moi.

S'il aime à poursuivre la politique de haine qu'il a adoptée, je ferai la guerre du mieux que je le pourrai, sans cependant entrer sur ce terrain. Mais quand il portera contre moi des accusations calomnieuses comme celles qu'il a formulées ce soir, il devra s'attendre à ce que je lui réponde. Je le dois à moi-même et à mes amis, comme à mes électeurs.

**M. Watts**—*député de Drummond et Arthabaska*.—M. le président, ceux qui aiment que l'administration de la justice soit conduite sans égard aux tendances de parti, regretteront profondément ce qui s'est passé dans cette cause.

Il est très déplorable que de tels faits se soient passés dans la province de Québec.

On nous dit que cette proposition de l'honorable chef de la gauche est une attaque contre la dignité de la Chambre. C'est dénaturer le sens d'une démarche très honorable et très louable, puisqu'elle a pour objet de mettre l'administration de la justice à l'abri de ces coups de mains pour la faire tourner au profit de partisans politiques.

J'avoue que j'ai eu de la sympathie pour l'honorable député de Laval,

mais je n'en ai pas pour le procureur général. Son cas me paraît fort mauvais. Ainsi il n'a pas répondu au reproche de l'honorable chef de l'op position d'avoir manqué à ses promesses. Le procureur général devait voir M. Bastien et s'entendre avec lui et au lieu de cela, il s'adresse à l'associé même de leur accusé, M. Ouimet . . .

L'honorable M. **Taillon**.—Voici comment s'explique l'absence de M. Davidson. Je lui avait télégraphié à Montréal de me rencontrer à la gare du chemin de fer et M. Davidson m'avait répondu qu'il était à Ottawa et qu'il ne serait à Montréal que le dimanche. Comme je voulais avoir immédiatement des nouvelles de l'affaire, j'ai fait demander M. Ouimet.

M. **Watts**.—Cela ne change aucunement la situation.

L'honorable procureur-général a dit qu'il voudrait bien voir quelques lignes d'écriture qui prouvent qu'il a fait des démarches pour étouffer ce procès. Ce n'est pas aussi difficile qu'il le pense. Ainsi nous avons la déclaration de M. Bastien, dans laquelle il est dit :

“ Je crois devoir ajouter qu'après ma dénonciation contre les accusés, “ un homme d'une grande influence dont je dirai le nom si s'est “ nécessaire, et qui est un ami de M. Taillon, vint me trouver et me “ prier de retirer la plainte contre MM. Corneillier et LeBlanc, me “ disant qu'il avait vu M. Taillon et que ce dernier désirait beaucoup “ que l'affaire fût réglée, que, si j'allais jusqu'au bout, cela pourrait me “ faire du tort.”

L'honorable M. **Taillon**. Je nie formellement avoir dit cela.

M. **Watts**.—Je n'en lirai pas davantage, mais je demanderai ceci à l'honorable ministre : “Niez-vous que quelqu'un soit allé de votre part trouver M. Bastien pour lui faire la proposition dont il est ici question ?”

L'honorable M. **Taillon**.—Je le nie formellement. Au reste, ceci est une seconde édition de l'affaire Stebens.

M. **Watts**.—La Chambre voudra bien remarquer qu'au lieu de prendre les avocats de M. Bastien quand ce monsieur offrait de les payer lui-même, on refuse cette offre pour mettre à la place l'associé du procureur-général. Il me semble que l'honorable ministre aurait dû se rappeler qu'il était procureur général non seulement pour le parti conservateur, mais pour toute la province.

Le procureur général dit que M. Pagnuelo n'est pas son associé et

cependant il laisse son nom sur l'enseigne du bureau. Ce M. Pagnuelo savait ou ne savait-il pas que l'accusation était mal faite ?

L'honorable M. **Taillon**.—Elle était rédigée avant que M. Pagnuelo fut là.

M. **Watts**.—Dans tous les cas, il aurait dû y voir, car il en porte la responsabilité. L'acte d'accusation était si mal faite que le juge a dû le rejeter avant de permettre la preuve.

On nous dit maintenant que M. Pagnuelo n'est pas de la même couleur ou nuance politique que l'honorable député de Laval. A mon avis cela ne fait pas une grande différence. Ici, par exemple, on ne remarque guère de différence dans les agissements des hommes appartenant à ces nuances.

On nous affirme que c'est le juge présidant la cour qui a découvert le défaut de l'acte d'accusation. Au lieu de pallier la faute commise, c'est, au contraire, à mes yeux une circonstance qui l'aggrave. De tout ceci, j'en conclus qu'il y a eu dans cette cause, de la part du gouvernement, de ceux qui le représentaient, incapacité et partialité.

En face d'un tel état de choses les gens sérieux sont bien en droit de se demander : Où allons-nous dans la province de Québec ? Nous pouvons dire, à coup sûr, que la situation justifie les plus grandes craintes pour l'avenir, car un pays où les gouvernements se servent de l'administration de la justice pour des fins de parti, ce pays est entré dans la période de décadence conduisant à la ruine de tous les grands intérêts sociaux.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—M. le président, je prends la parole pour ne faire qu'une ou deux remarques. L'honorable chef de l'opposition a terminé son discours en nous annonçant qu'il avait l'intention de revenir plus tard sur ce sujet. Alors il aurait dû attendre pour ouvrir cette discussion sur une matière aussi grave et aussi délicate, que tous les documents qui s'y rapportent fussent déposés sur le bureau de la Chambre. Nous faisons une discussion sans posséder tous les renseignements propres à nous éclairer.

On a accusé l'honorable procureur général de partialité. Je crois que la Chambre, lorsqu'elle aura examiné toute la question, tombera d'accord avec moi pour dire que mon honorable ami a gardé la bonne réputation qu'il avait au moment où il est entré dans le gouvernement, et qu'il n'a rien fait pour lui enlever une parcelle du prestige et du respect

que sa carrière honorable lui avait mérités. On l'a accusé d'avoir employé sa position pour faire triompher les intérêts adverses à la grande cause de la justice. Les explications si honnêtes et si claires qu'il a données à la Chambre l'ont convaincue, je n'en doute pas, de la futilité de cette accusation.

On a aussi parlé du juge Ramsay. Je crois pouvoir affirmer ici qu'il n'y a pas de juge qui soit plus compétent que ce magistrat à remplir les devoirs de la haute et importante charge qu'il occupe, et je suis certain que le barreau de la province, s'il était appelé à le faire, approuverait mon opinion à l'unanimité.

L'honorable juge Ramsay est un honnête homme qui ne voudrait, pour rien au monde, salir sa belle réputation en se faisant le serviteur d'un parti politique ou d'un homme.

Je crois que ce système d'accusations est pour le moins déplorable et que les hommes publics devraient tenir à honneur de montrer l'exemple d'une modération dont ils auraient eux-mêmes à bénéficier.

Quand la Chambre aura en sa possession les documents qui éclairent cette question, elle pourra prononcer un jugement, et je suis certain que ce jugement sera favorable à mon honorable collègue le procureur général.

La proposition de l'honorable M. Mercier est adoptée.

La séance est levée.

---